

Jean-François Morel

**LE NEW YORK TIMES DEVANT LA CONSOLIDATION DES NAZIS AU
POUVOIR ET LES PREMIÈRES PERSÉCUTIONS DES JUIFS EN ALLEMAGNE,
1933-1935**

Mémoire
présenté
à la Faculté des études supérieures
de l'Université Laval
pour l'obtention
du grade de maître ès arts (M. A.)

Département d'histoire
FACULTÉ DES LETTRES
UNIVERSITÉ LAVAL

AVRIL 2000



**National Library
of Canada**

**Acquisitions and
Bibliographic Services**

**395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

**Bibliothèque nationale
du Canada**

**Acquisitions et
services bibliographiques**

**395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada**

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-48944-2

Canada

RÉSUMÉ

Ce mémoire constitue l'analyse de l'attitude du New York Times devant la consolidation du régime nazi en Allemagne et les premières persécutions des Juifs entre 1933 et 1935. Cette période correspond à la prise de pouvoir de Hitler et marque les débuts de la répression politique et des persécutions antisémites en Allemagne. Elle représente également les commencements de Franklin D. Roosevelt à la présidence des États-Unis. Par l'examen de plus de 500 articles en tous genres tirés du quotidien, nous avons constaté que le New York Times adopte une attitude très critique, dès les premiers mois de 1933, envers le régime nazi et qu'il dénonce sans détour l'antisémitisme du III^e Reich. En comparant l'attitude du journal avec celle des fonctionnaires du département d'État, nous avons noté que le New York Times est parfois plus sévère dans ses jugements sur le régime nazi que ne pouvait l'être le gouvernement américain.

AVANT-PROPOS

Je tiens à remercier mon directeur de recherche, monsieur Bernard Lemelin qui, par sa grande disponibilité et ses judicieux conseils, a rendu la rédaction de ce mémoire agréable.

Je souhaite également exprimer ma reconnaissance à messieurs Renéo Lukic et Richard Jones, qui ont accepté de prendre de leur précieux temps pour lire et évaluer ce travail.

À ma famille, Bernard, Denise, Maryse, Sylvain et Marie-Ève, je veux témoigner de ma plus sincère reconnaissance. C'est en raison de leur support sans faille que j'ai pu compléter cette recherche.

Enfin, je remercie tous mes amis qui, par leur présence, ont rendu ces années d'études passionnantes. Un dernier mot, finalement, pour exprimer tous mes sentiments à ma compagne, Caroline, qui était toujours là dans les moments heureux comme dans ceux, plus difficiles, qui ont marqué ces dernières années.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	I
AVANT-PROPOS	II
TABLE DES MATIÈRES	III
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 1933: DES DOUTES ET DES INQUIÉTUDES	21
A) «The Madcap Austrian»: Hitler devient chancelier de l'Allemagne	21
B) Les fanatiques au pouvoir: le <u>New York Times</u> et les premières persécutions des Juifs en Allemagne	37
CHAPITRE 2 1934: L'EXPRESSION DE L'HORREUR	56
A) Une chaude nuit d'été: le <u>New York Times</u> , la «Nuit des longs couteaux» et la dégradation des relations diplomatiques avec l'Allemagne nazie	56
B) L'Aryen est un mensonge: le <u>New York Times</u> et la consolidation de l'État racial	78
CHAPITRE 3 1935: LES MAUVAISES NOUVELLES SE CONFIRMENT	87
A) «The Delicate Work (...) of Doing Nothing»: les États-Unis et la remilitarisation de l'Allemagne	87
B) Le sombre avenir des Juifs allemands: le renouveau des persécutions antisémites et les lois de Nuremberg	101
CONCLUSION	122
ANNEXES	129
BIBLIOGRAPHIE	133

[There is] an aspect of the Holocaust which is of cardinal importance and which can never be sufficiently underline: that the Holocaust, when it took place, was beyond the belief and the comprehension of almost all people living at the time, Jews included. Everyone knew that human history had been scared by endless cruelties. But that thousands, nay millions, of human beings – men, women and children, the old and the young, the healthy and the infirm – would be killed, finished off, mechanically, industrially so to speak, would be exterminated like vermin – that was a notion so alien to the human mind, an event so gruesome, so new, that the instinctive, indeed the natural, reaction of most people was: it can be true.

Louis de Jong,¹
historien hollandais et survivant de l'Holocauste

Depuis maintenant plus de cinquante ans, la destruction des Juifs européens par les nazis est devenue un objet d'histoire qui suscite de nombreux débats. L'un de ceux-ci concerne l'implication et la responsabilité des pays neutres et alliés dans l'Holocauste². Bien sûr, le rôle des États-Unis n'a pas été passé sous silence. De nombreuses études historiques, notamment au cours des années 1970 et 1980, ont fait le point sur les actions du gouvernement de Franklin D. Roosevelt (FDR) et sur celles des associations juives américaines, de la presse ainsi que de la population en général par rapport à la «solution finale» engagée par les nazis pour contrer le «problème juif».

¹ Cette citation est tirée d'une conférence que Louis de Jong a donnée à l'Université Harvard en 1989, rapportée par William J. Vanden Heuvel, «America and the Holocaust», American Heritage, vol. 50, no. 4 (July/August 1999), p. 41.

² Le terme «Holocauste» est lui-même remis en question par certains historiens, ce qui démontre bien l'intensité des débats qui entourent son étude. On reproche au mot «Holocauste» de ne pas être assez spécifique et de renvoyer davantage à l'idée d'une catastrophe naturelle plutôt qu'à des actes criminels délibérément commis. Dérivé de la traduction grecque de l'ancien testament (*Holokaustos*), le terme «Holocauste» signifie «l'offrande sacrificielle qu'on brûle pour la dédier *exclusivement* à Dieu». Par conséquent, l'«Holocauste» prend ici un sens théologique; le massacre des Juifs d'Europe devient sous cette désignation un événement dont les mystères ne peuvent être compris. Plusieurs historiens préfèrent dès lors employer le terme «Shoah» pour décrire la destruction des Juifs d'Europe lors de la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, le terme «Holocauste» demeure le plus employé dans le monde et désigne maintenant ce génocide par rapport aux autres. C'est pourquoi nous privilégions son emploi. Voir Michael Marrus, L'Holocauste dans l'histoire, Paris, Flammarion, 1994, pp. 9, 20-21 et les pages 216 à 252 pour une discussion sur l'attitude des pays neutres ou alliés, des communautés juives et de l'URSS devant l'Holocauste.

Les jugements portés sur les réactions américaines devant le génocide des Juifs ont été très sévères. Dès 1967, Arthur Morse, dans son ouvrage While Six Million Died³, accuse le gouvernement américain d'avoir abandonné les Juifs européens. Les récriminations de Morse s'adressent surtout au département d'État, où certains hauts responsables, dont l'assistant secrétaire Breckinridge Long et le secrétaire d'État Cordell Hull, sont trouvés coupables d'antipathie et d'indifférence face au sort des Juifs⁴. À la suite de ce premier ouvrage, d'autres études ont réitéré les accusations portées contre le gouvernement américain. L'historien Henry Feingold, dans son livre The Politics of Rescue, renouvelle les critiques de Morse, mais en tentant de cerner davantage le contexte politique et social qui peut expliquer les agissements du gouvernement américain et notamment du département d'État⁵. Feingold explique que la réaction timide des États-Unis est causée par le scepticisme des responsables de la politique étrangère américaine à propos des histoires d'horreur en provenance de l'Allemagne et des pays de l'Europe occupée, de même que par la réticence de Roosevelt à prendre ouvertement le parti des Juifs, option qui lui aurait causé des problèmes face aux conservateurs du Congrès et du département d'État⁶. Cependant, Feingold n'est pas moins dur que Morse dans ses jugements. Il n'hésite pas à qualifier d'antisémites certains officiels du département d'État et la liste des coupables qu'il présente comme responsables de l'inaction américaine est beaucoup plus étoffée que celle de son prédécesseur.

Récemment, quelques-uns des nombreux articles de Feingold concernant la réaction des États-Unis par rapport à l'Holocauste ont été publiés sous la forme d'un recueil intitulé Bearing Witness⁷. Ces textes complètent de façon admirable la thèse avancée dans The Politics of Rescue⁸. Feingold tente de mettre à jour le contexte spécifique de la période pour montrer que les actions du gouvernement américain ont

³ Arthur Morse, While Six Million Died: A Chronicle of American Apathy, New York, Random House, 1967 (traduit en français sous le titre Pendant que six millions de Juifs mouraient, Paris, Robert Laffont, 1968, 357 p.).

⁴ Jack Fischel. «American Response to the Holocaust, 1933-1945», in Saul S. Friedman (éd.), Holocaust Literature: A Handbook of Critical, Historical, and Literary Writings, Westport, Greenwood Press, 1994, p. 472.

⁵ Henry L. Feingold, The Politics of Rescue: The Roosevelt Administration and the Holocaust, 1938-1945, New Brunswick, Rutgers University Press, 1970, 394 p.

⁶ Fischel. loc. cit., pp. 474-475.

⁷ Henry L. Feingold, Bearing Witness: How America and Its Jews Responded to the Holocaust, Syracuse, Syracuse University Press, 1995, 322 p.

toujours obéi à des considérations politiques incontournables. Il dépeint ainsi un Roosevelt désireux d'aider les Juifs européens, mais qui n'est pas prêt à affronter toutes les critiques qu'une telle aide pourrait provoquer aux États-Unis⁹. Les positions isolationnistes de nombreux sénateurs, de même qu'une opinion publique réfractaire à l'idée d'accueillir aux États-Unis un nombre important de réfugiés juifs en provenance de l'Europe, expliqueraient la timidité des prises de position de Roosevelt¹⁰.

Bearing Witness montre l'évolution de la pensée de Feingold à propos de la réaction des États-Unis vis-à-vis de l'Holocauste. Si, dans The Politics of Rescue, il accordait une importance particulière à l'antisémitisme des hommes politiques américains pour expliquer la passivité des États-Unis, il admet maintenant que l'influence des sentiments haineux est beaucoup plus difficile à cerner. Il écrit en ce sens: «In the end, we are left with millions of Jewish dead and the destruction of a dynamic Jewish civilization and no reasonable way to determine what role anti-Semitism might have played in the minds of Allied decision makers»¹¹.

La limite que s'impose Feingold dans ses accusations contre le gouvernement de Roosevelt, l'historien David Wyman la transgresse allègrement. Dans deux ouvrages, «Paper Walls»: America and the Refugee Crisis, 1938-1941 ainsi que L'abandon des Juifs: les Américains et la solution finale, Wyman reproche au gouvernement américain d'être demeuré consciemment indifférent au sort des Juifs d'Europe, et ce, en raison des forts sentiments antisémites et xénophobes de certains de ses hauts responsables¹². Il n'hésite pas à qualifier la politique de FDR relativement à ces événements de «worst failure of his presidency»¹³. Ses réprimandes vont aussi aux organisations juives

⁸ Voir le compte rendu du livre Bearing Witness... écrit par Deborah Lipstadt, dans The American Historical Review, vol. 103, no. 4 (October 1998), pp. 1345-1346.

⁹ Feingold, op. cit. (1995), pp. 177-178.

¹⁰ L'attitude de FDR quant au problème des réfugiés est examinée dans le troisième chapitre de ce mémoire.

¹¹ Ibid., p. 60. Voir également pp. 61-62, 67-68.

¹² David S. Wyman, «Paper Walls»: America and the Refugee Crisis, 1938-1941, Amherst, University of Massachusetts Press, 1968, 306 p.; Idem., L'abandon des Juifs: les Américains et la solution finale, Paris, Flammarion, 1987, 459 p. (traduction de The Abandonment of the Jews: America and the Holocaust, 1941-1945, New York, Pantheon, 1984). Plus récemment, Wyman a édité un excellent livre décrivant les réactions de divers pays devant l'Holocauste. Il a rédigé la partie concernant les États-Unis, où il reprend, en grande partie, les thèses avancées dans ses ouvrages précédents. David S. Wyman (éd.), The World Reacts to the Holocaust, Baltimore/Londres, The John Hopkins University Press, 1996, 981 p.

¹³ Fischel, loc. cit., p. 476.

américaines, qu'il accuse d'avoir été incapables de se regrouper pour faire une pression commune et efficace sur l'administration de Roosevelt¹⁴. De même, Wyman reproche à la presse d'avoir mal rapporté les nouvelles de l'Holocauste.

De leur côté, les historiens Richard Breitman et Allan Kraut adoptent une position beaucoup plus modérée dans une étude publiée peu de temps après L'abandon des Juifs de Wyman¹⁵. Ces deux auteurs tentent d'illustrer la difficulté, pour les acteurs du moment, de saisir l'ampleur des événements qui se déroulaient en Europe. Ils réfutent les affirmations de Wyman et Feingold, qu'ils blâment pour avoir accordé trop d'importance à certains individus antisémites au sein du gouvernement¹⁶. Pour eux, la politique américaine envers les Juifs durant l'Holocauste, bien qu'elle mérite quelques critiques, a surtout été le fruit d'une bureaucratie qui, respectant les précédents diplomatiques et juridiques, effectuait scrupuleusement les tâches qui lui étaient confiées et ne prenait pas d'initiatives particulières, y compris devant cette situation de crise¹⁷.

Cette attitude plus nuancée proposée par Breitman et Kraut se retrouve davantage dans certaines études, beaucoup moins nombreuses, qui s'arrêtent aux années qui précèdent la Deuxième Guerre mondiale et les exterminations. Sheldon Spear notamment, dans un article datant de la fin des années 1960, arrive à des conclusions semblables à celles de Breitman et Kraut après son analyse des réactions américaines aux persécutions des Juifs en Allemagne entre 1933 et 1939¹⁸. C'est également le cas d'Arnold A. Offner qui, dans son étude plus générale de la politique américaine d'apaisement à l'endroit de l'Allemagne nazie entre 1933 et 1938, fait quelques

¹⁴ Feingold est, de son côté, beaucoup moins sévère envers la communauté juive américaine. *Op. cit.* (1995), pp. 205-224.

¹⁵ Richard Breitman et Allan Kraut, American Refugee Policy and American Jewry, 1933-1945, Bloomington, Indiana University Press, 1987, 310 p.

¹⁶ Ils remettent d'ailleurs en question le fait que Breckinridge Long ait été un antisémite convaincu, ce que sa correspondance ne permet pas d'établir avec conviction selon eux. *Ibid.*, pp. 126-127.

¹⁷ Fischel, *loc. cit.*, pp. 476-477. D'autres ouvrages ont été écrits en rapport à ce problème. On peut citer Saul S. Friedman, No Haven for the Oppressed: United States Policy Toward Jewish Refugees, 1938-1945, Detroit, Wayne State University Press, 1973; Martin Gilbert, Auschwitz and the Allies, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1981; Monty Noam Penkower, The Jews Were Expendable: Free World Diplomacy and the Holocaust, Urbana, University of Illinois Press, 1983.

¹⁸ Sheldon Spear, «The United States and the Persecution of the Jews in Germany, 1933-1939», Jewish Social Studies, vol. 30, no. 4 (October 1968), pp. 215-242.

références à la situation des Juifs¹⁹. Il en est de même pour Robert Herzstein, qui s'est penché quant à lui sur le processus d'entrée en guerre des États-Unis. Les conclusions de son ouvrage ont cependant été fortement critiquées²⁰.

Très récemment, deux ouvrages ont relancé le débat concernant le rôle et la responsabilité des États-Unis dans l'Holocauste. Le premier volume est le résultat direct d'une conférence sur l'attitude du gouvernement de FDR devant la destruction des Juifs européens²¹. Regroupant les articles de spécialistes de l'Holocauste et de la politique étrangère du gouvernement de Roosevelt, ce livre présente un portrait complet et nuancé de la position américaine. La majorité des auteurs, dont Robert Dallek, Arthur Schlesinger Jr., Michael Marrus et Richard Breitman, adoptent un ton modéré et se font les critiques des positions tranchées, principalement celles de David Wyman. De plus, ce livre propose deux articles qui s'arrêtent sur le problème épineux du bombardement d'Auschwitz. Le texte de James H. Kitchens III, un historien militaire, vient réaffirmer la thèse voulant que le bombardement du camp de la mort était impossible ou, du moins, sans conséquence. Kitchens, invoquant des considérations stratégiques et de logistique militaire, rejette l'idée qu'une opération de la sorte ait pu donner des résultats satisfaisants²². Néanmoins, le débat sur cette question demeure ouvert. De nombreux spécialistes, tels David Wyman et Richard Breitman, soutiennent toujours que le bombardement d'Auschwitz eût été souhaitable²³.

¹⁹Arnold A. Offner, American Appeasement: United States Foreign Policy and Germany, 1933-1938, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1969, 328 p. Le chapitre 4 surtout aborde la question des Juifs allemands. Le premier chapitre du livre de Saul Friedländer, Hitler et les États-Unis (1939-1941), (Genève, Librairie Droz, 1963, 298 p.), s'attarde également aux relations bilatérales entre les États-Unis et l'Allemagne nazie entre 1933 et 1939.

²⁰Robert E. Herzstein, Roosevelt and Hitler: Prelude to War, New York, Paragon House, 1989, 500 p. Pour une critique de ce livre, voir Arnold A. Offner, «Misperception and Reality: Roosevelt, Hitler, and the Search for a New Order in Europe», Diplomatic History, vol. 15, no. 4 (Fall 1991), pp. 607-619.

²¹Verne W. Newton (éd.), FDR and the Holocaust, New York, St. Martin's Press, 1996, 278 p. Ce livre a été publié comme un compte rendu de la conférence «Policies and Responses of the American Government Toward the Holocaust», tenue à la bibliothèque Franklin D. Roosevelt les 11 et 12 novembre 1993.

²²James H. Kitchens III, «The Bombing of Auschwitz Reexamined», in ibid., pp. 183-218.

²³Breitman écrit d'ailleurs à ce sujet: «I, too, believe that Auschwitz-Birkenau could have and should have been bombed because, if the gas chambers had been destroyed, it would have slowed down the killings of tens of thousands». Richard Breitman, «The Failure to Provide a Safe Haven for European Jewry», in ibid., p. 137. Breitman et Wyman rejettent les questions de stratégie militaire dans le débat sur le bombardement d'Auschwitz et affirment que tout ce qui était possible aurait dû être tenté pour sauver les Juifs prisonniers du camp de la mort.

De son côté, William D. Rubinstein, dans son livre The Myth of Rescue qui se veut une réponse aux thèses de David Wyman, soutient que les États-Unis ont fait tout ce qui était possible pour sauver les Juifs européens des nazis²⁴. Rubinstein s'attaque principalement à ce qu'il appelle le «mythe des portes fermées», soit les conséquences des politiques d'immigration américaines (et britanniques) sur les Juifs européens. Il s'objecte à l'idée voulant que les quotas d'immigration imposés par les États-Unis aient empêché les Juifs de fuir en Amérique²⁵. Pour Rubinstein, la grande majorité des Juifs allemands ne voulaient pas émigrer et quand ils ont décidé de le faire en grand nombre, après la «Nuit de cristal» de novembre 1938²⁶, le déclenchement de la guerre est rapidement venu contrecarrer leurs plans²⁷. Ainsi, pour Rubinstein, faire porter une

²⁴ William D. Rubinstein, The Myth of Rescue: Why the Democracies Could not Have Saved More Jews from the Nazis, New York, Routledge, 1997, 267 p.

²⁵ Les quotas d'immigration, visant à limiter l'entrée d'immigrants en provenance de l'Europe du Sud et de l'Est (pays slaves, Italie, Grèce, etc.), de l'Afrique et de l'Asie aux États-Unis, sont instaurés par le «Johnson Act» de 1921. Selon cette loi, le nombre annuel de nouveaux arrivants est restreint à 3 % des personnes de cette nationalité établies aux États-Unis selon le recensement de 1910. La loi de 1921 prévoyait aussi un système de préférence, c'est-à-dire que les parents proches d'un immigrant officiellement reçu aux États-Unis étaient favorisés dans leurs démarches pour immigrer à leur tour en Amérique (cette préférence était accordée, cependant, à l'intérieur des quotas). Pour plusieurs «restrictionnistes» en matière d'immigration, la loi de 1921 n'était pas suffisante. Ainsi, en 1924, l'«Immigration Act» vient réduire le nombre total d'immigrants à 165 000, en plus de réviser les quotas à la baisse, en les établissant à 2 % des individus d'une nationalité vivant aux États-Unis selon le recensement de 1890. Le changement de recensement (de celui de 1910 à celui de 1890) rend plus difficile encore l'immigration des Européens du Sud et de l'Est, car bien peu d'entre eux étaient arrivés aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle. Outre les quotas, l'«Immigration Act» de 1924 vient tout simplement bannir l'immigration des personnes asiatiques. Voir William S. Bernard, «Immigration: History of U.S. Policy», in David Jacobson (éd.), The Immigration Reader: America in a Multidisciplinary Perspective, Malden (MA)/Oxford, Blackwell Publishers, 1998, pp. 63-67. Pour davantage de détails, se rapporter à l'étude de Robert A. Divine, American Immigration Policy, 1924-1952, New York, Da Capo Press, 1972 (première édition par Yale University Press, 1957), 220 p.

²⁶ La nuit du 9 au 10 novembre 1938 est connue dans l'histoire des persécutions antisémites comme la «Nuit de cristal» ou «*Kristallnacht*». Lors de cette nuit, des SA et des SS, habillés en civils pour faire croire à un soulèvement populaire, détruisent les quartiers juifs de toute l'Allemagne et brûlent des synagogues. Ce pogrom constitue la réponse des nazis au geste d'un jeune Juif polonais, Herschel Grynszpan qui, pour protester contre le sort réservé aux siens qui se voient refoulés à la frontière de l'Allemagne et de la Pologne, se rend à l'Ambassade allemande à Paris et tue le premier secrétaire, Ernst vom Rath. Après avoir appris la nouvelle du meurtre de vom Rath, Hitler ordonne le déclenchement des actes de violence. Le pogrom, qui se termine dans la matinée du 10 novembre, laisse les quartiers juifs complètement détruits (le nom de ce pogrom tire d'ailleurs ses origines des vitres brisées par les manifestants) et fait plus d'une centaine de victimes parmi la communauté juive. Dans les jours qui suivent, des milliers de Juifs sont arrêtés et envoyés dans des camps de concentration. Karl A. Schleunes, The Twisted Road to Auschwitz, Urbana, University of Illinois Press, 1970, pp. 235-255; Véronique Sales, «La Nuit de cristal: récit d'un pogrom. Entretien avec Saul Friedländer», L'Histoire, no. 218 (février 1998), pp. 42-45.

²⁷ Rubinstein, op. cit., pp. 16-30. L'auteur avance l'idée que les Juifs allemands et de l'Europe occupée sont devenus des «prisonniers» du régime nazi après le début de la guerre et qu'ils ne pouvaient plus, à partir de ce moment, quitter l'Europe nazie.

quelconque faute aux pays alliés dans l'Holocauste, notamment aux États-Unis, est totalement injustifié.

Comme le rappelle Michael Marrus, «chaque aspect de la chronique des témoins de l'Holocauste recèle deux questions: de quelles informations disposait-on sur le sort des Juifs d'Europe et comment furent-elles comprises ?»²⁸. L'étude de la presse américaine est primordiale pour savoir quelles étaient les informations disponibles à propos des Juifs européens, non seulement pour les représentants du gouvernement, mais aussi pour la population américaine en général. Curieusement, il s'agit là d'un problème qui a été moins étudié par les historiens. La couverture des événements par la presse américaine a été traitée en profondeur surtout par Deborah Lipstadt, dans son ouvrage Beyond Belief: The American Press and the Coming of the Holocaust 1933-1945²⁹. Lipstadt, à l'exemple de Wyman, porte un regard impitoyable sur la presse américaine, qu'elle accuse de ne pas avoir été en mesure de considérer l'antisémitisme comme un fondement de l'idéologie nazie. Elle affirme que les nouvelles portant sur la condition des Juifs n'ont jamais pris une place prépondérante dans les rapports sur l'Europe hitlérienne et que cela, en conséquence, a affecté la compréhension de l'Holocauste aux États-Unis³⁰.

Cependant, on retrouve bien peu d'écrits sur la couverture de la presse américaine pour les années qui précèdent la guerre. Un article s'attardant à cette question et se voulant une amorce de recherche a été publié par Margaret K. Norden en 1970³¹. Lipstadt a écrit un article portant sur les années 1933-1935, puis un autre sur la période 1938-1943, mais les conclusions qu'elle apporte sont fort semblables à celles de son ouvrage qui couvre toute la période de persécution³². W. Richard Whitaker a de son côté examiné la couverture effectuée par un journal américain important, le New York Times,

²⁸Marrus, *op. cit.*, p. 218.

²⁹Deborah Lipstadt, Beyond Belief: The American Press and the Coming of the Holocaust 1933-1945, New York, The Free Press, 1986, 370 p. Notons également l'étude de Robert W. Ross, So it Was True: The American Protestant Press and the Nazi Persecution of the Jews, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1980, qui s'attarde de manière systématique à l'examen de la presse protestante américaine.

³⁰*Ibid.*, pp. 2, 15.

³¹Margaret K. Norden, «Editorial Response to the Rise of Adolf Hitler: A Preliminary Consideration», American Jewish Historical Quarterly, vol. 59, no. 3 (1970), pp. 290-301.

³²Deborah Lipstadt, «The American Press and the Persecution of German Jewry: The Early Years, 1933-35», Leo Baeck Institute Year Book, vol. 29, 1984, pp. 27-55; *idem.*, «Pious Sympathies and Sincere Regrets: The

mais pour la seule année 1933³³. En outre, son article n'est pas réalisé dans une perspective historique mais plutôt sous la forme d'une étude de communication, où le contenu de quelques articles est mis à jour, sans référence particulière au contexte historique qui entoure leurs parutions. Bien entendu, d'autres chercheurs se sont attardés à la transmission des informations à propos de l'Holocauste. Parmi eux, on retrouve Walter Laqueur qui a réalisé un excellent ouvrage sur cette question³⁴. Toutefois, son livre, en plus de s'attarder principalement aux activités des services secrets comme vecteurs d'information, ne porte pas spécifiquement sur les États-Unis et il se consacre avant tout aux années 1941-1942.

Il semble pourtant primordial d'étudier plus en profondeur les réactions de la presse américaine au début des années 1930, car il s'agit là d'une période effervescente, qui laisse présager le sombre destin des Juifs allemands³⁵. En effet, dès l'accession de Hitler au pouvoir en janvier 1933, les premiers actes de persécution contre les Juifs sont commis en Allemagne. Une persécution qui se veut tout d'abord violente et brutale, s'affirmant dans la rue, où des membres de la brigade SA du Parti nazi s'attaquent à des hommes et des femmes en raison de leur appartenance à la communauté juive³⁶. Puis, à

American News Media and the Holocaust from Krystalnacht to Bermuda, 1938-1943», in Michael R. Marrus (éd.), The Nazi Holocaust, 8. Bystanders to the Holocaust, Volume I, Westport, Meckler, 1989, pp. 99-118.

³³W. Richard Whitaker, «Outline of Hitler's "Final Solution" Apparent by 1933», Journalism Quarterly, vol. 58 (Summer 1981), pp. 192-200; 247.

³⁴Walter Laqueur, The Terrible Secret: Suppression of the Truth about Hitler's «Final Solution», Boston, Little, Brown and Company, 1980, 262 p.

³⁵Il est d'ailleurs surprenant qu'il n'y ait pas davantage d'études sur la question, car beaucoup d'informations étaient disponibles, au début des années 1930, notamment dans la presse, sur l'oppression dont étaient victimes les Juifs du Reich. Comme Lipstadt le mentionne: «There is, however, no question about the degree of information which was available regarding the persecution of the Jews during the early years of the Nazi regime. There was an established foreign press corps in Germany throughout the 1930s. American reporters remained in Germany until the very end of 1941». Lipstadt, loc. cit. (1984), p. 27. Norden fait aussi le même constat: «The general failure of American editors to respond to the gravity and urgency of Nazi antisemitism during most of the 1930s – despite a constant flow of information from their own reporters in Germany and from various American Jewish organizations – must raise disturbing questions in the minds of contemporary historians». Norden, loc. cit., p. 290.

³⁶ La SA (*Sturm-abteilung*, ou Sections d'assaut) est une milice formée en 1920 par Ernst Röhm. Sous la gouverne de différents chefs jusqu'en 1930, Röhm prend le contrôle définitif de la SA à cette date et développe l'organisation. Établie pour combattre les ennemis du parti nazi, la SA poursuit des missions multiples: distribution de tracts, collage d'affiches, manifestations, affrontements avec les adversaires politiques, etc. Lors de l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933, ses effectifs dépassent les 400 000 hommes. À peine un an plus tard, en 1934, plus de trois millions d'hommes font partie de ces «chemises brunes», autre nom souvent utilisé pour désigner la SA. Même si la SA donne son appui inconditionnel à Hitler, elle demeure farouchement indépendante et reste le point de rencontre de l'aile gauche du parti nazi. En 1934, Hitler, fatigué des actions

peine quelques mois plus tard, cette persécution prend une autre forme, peut-être moins spectaculaire mais plus sournoise: elle s'inscrit, peu à peu, dans les lois du Reich. En avril 1933, un premier acte de loi sur «le rétablissement de la fonction publique professionnelle» vient porter atteinte aux Juifs du Reich en posant le principe de la mise à la retraite d'office pour tous les fonctionnaires non aryens³⁷. Cette première mesure législative discriminatoire trouvera son apogée une année et demie plus tard, soit le 15 septembre 1935, dans les tristement célèbres lois de Nuremberg, qui interdisent les relations sexuelles et les mariages entre les Aryens et les Juifs et privent du même coup ces derniers de la citoyenneté du Reich³⁸. Quelles ont été les réactions de la presse américaine face à cette discrimination ? Les réponses à cette question ne sont pas encore toutes établies, en dépit des quelques travaux déjà réalisés prenant pour cadre ce problème.

Par ailleurs, le début des années 1930 est aussi une période mouvementée pour les États-Unis. Elle correspond à l'arrivée de Franklin Delano Roosevelt à la Maison-Blanche et à la mise en branle de son programme, le *New Deal*, dans le but de mettre un terme à la crise économique qui affecte durement le pays. Mais c'est aussi une époque où le sentiment isolationniste des Américains est fort. Diverses lois, promulguées au cours des années 1920, viennent limiter l'immigration et sont appliquées avec vigueur au début de la décennie suivante³⁹. Il s'agit également d'une période au cours de laquelle

radicales de la SA, ordonne une purge, connue sous le nom de la «Nuit des longs couteaux», qui affecte grandement les pouvoirs de l'organisation. Röhm et d'autres dirigeants de la SA sont liquidés. Par la suite, l'organisation ne jouera plus qu'un rôle secondaire dans le III^e Reich. Le tribunal de Nuremberg renoncera même à déclarer la SA organisation criminelle en 1946. Pierre Milza et Serge Bernstein, Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme, Paris, Éditions Complexe, 1992, pp. 604-606. La «Nuit des longs couteaux» est abordée dans le chapitre 2 de ce mémoire.

³⁷Pierre Koenig, «Les lois de Nuremberg et le statut des Juifs du Reich», Revue d'Allemagne, tome XIII, no. 3 (juillet-septembre 1981), p. 556. Cette loi établit cependant quelques exceptions, dont la majorité des Juifs allemands pourront heureusement se prévaloir. Effectivement, à la suite des pressions de Paul von Hindenburg, le président du Reich, sur Hitler, ne sont pas touchés par cet acte «des anciens combattants, les veuves et les orphelins d'anciens combattants, les parents de tués, d'autres personnes encore sur décision du ministre de l'intérieur [sic] et, d'une manière générale, les fonctionnaires titularisés avant le 1er août 1914». Ibid.

³⁸Pour plus d'informations sur les lois de Nuremberg, voir Ibid., pp. 554-570, de même que Denise Gury, «Le national-socialisme et la protection du "sang allemand"», Revue d'Allemagne, tome XIII, no. 3 (juillet-septembre 1981), pp. 536-553.

³⁹ Par contre, l'isolationnisme de l'entre-deux guerres aux États-Unis provoque de nombreux débats, certains historiens niant complètement l'idée de l'isolationnisme américain pour cette période. Ceux-ci rappellent souvent, par exemple, que les États-Unis ont adhéré au pacte Briand-Kellogg en 1928. Nous considérons néanmoins que les États-Unis ont, à la suite du premier conflit mondial jusqu'au début des années 1940,

l'extrême droite américaine s'anime, par l'intermédiaire de personnalités telles le père Charles Coughlin, animateur radiophonique xénophobe et antisémite; ou de groupes comme les *Silver Shirts* et les *Friends of New Germany* (FONG), organisation fondée en 1933 après la dissolution de la branche américaine du Parti nazi et qui deviendra plus tard le *German American Bund*⁴⁰.

En tenant compte de ces considérations, il semble intéressant de pousser plus à fond l'analyse de la couverture réalisée par la presse américaine au sujet de la mise en place du régime nazi et des persécutions contre les Juifs allemands durant les premières années du III^e Reich. Ainsi, nous avons délimité une problématique précise: quelle est l'attitude du New York Times par rapport à la consolidation du nazisme et aux persécutions des Juifs en Allemagne entre 1933 et 1935 ? Comme nous tenterons de le démontrer dans ce mémoire, nous verrons que le New York Times a été **très hostile à l'endroit du régime nazi et que, même s'il a parfois fait des erreurs de jugement quant à la force réelle de ce régime, le quotidien new-yorkais a, dès les premiers mois de 1933, considéré Hitler et ses complices comme une menace potentielle pour l'Europe et même pour les États-Unis. En outre, le New York Times a constamment dénoncé les persécutions antisémites commises par les nazis et n'a jamais douté sérieusement de la véracité des histoires d'horreur en provenance de l'Allemagne.**

maintenu une politique étrangère distante de l'Europe, refusant de s'engager dans des alliances avec les pays du vieux continent. C'est, en fait, un isolationnisme diplomatique, qui peut se définir comme un «refus total de tout engagement contraignant proposé pour maintenir l'ordre et la paix dans le monde», et qui se reflète notamment dans l'opinion publique américaine par un désir de couper certains liens avec l'étranger. Pour plus de détails sur l'isolationnisme des États-Unis durant la période de l'entre-deux guerres, voir Yves-Henri Nouailhat, «Les Américains ont-ils été isolationnistes entre les deux guerres mondiales ?», Relations internationales, no. 22 (été 1980), pp. 125-140. Pour la citation, voir p. 126.

⁴⁰ L'influence de l'extrême droite américaine au cours des années 1930 a longtemps été perçue comme peu importante aux États-Unis par les historiens. Malgré les succès de quelques mouvements, comme la «Social Justice» du père Charles Coughlin, plusieurs doutent de l'influence réelle de ces groupes sur la population. Ainsi, Seymour Martin Lipset et Earl Raab, dans leur classique The Politics of Unreason: Right-Wing Extremism in America, 1790-1970, (New York, Harper and Row, 1970, p. 170) rappellent que, malgré les millions d'auditeurs que le père Coughlin rejoint à chaque semaine par ses émissions radiophoniques, moins de 900 000 personnes ont voté pour le candidat qu'il a mis de l'avant, William Lemke, lors des élections de 1936. Au surplus, les organisations nazies sont demeurées relativement petites et sans grande influence tout au long de ces années. Les groupes nativistes, comme le Ku Klux Klan (KKK), représentent alors une menace

Déjà, à la lecture de cette problématique, des précisions s'imposent. La première concerne la période retenue. Si les années 1933 à 1935 forment le cadre de cette recherche, c'est en raison de leur signification particulière autant dans l'histoire de l'Allemagne que dans celle des États-Unis. Cette période correspond, comme nous l'avons indiqué auparavant, à l'arrivée au pouvoir de Hitler et de Roosevelt (1933) et à la mise en place de mesures importantes par les gouvernements des deux pays (soit le *New Deal* aux États-Unis⁴¹ et l'instauration, en Allemagne, de la dictature nazie). En outre, un événement capital dans l'évolution du sort des Juifs sous le III^e Reich vient clore cette période. Il s'agit, bien entendu, des lois de Nuremberg. Bien que d'autres mesures légales aient été mises en application contre les Juifs avant ces lois, celles-ci marquent la fin de la première période de persécution, où aucun cadre législatif précis ne régit la ségrégation. En définissant une fois pour toutes le terme «Juif» et, du même coup, en confirmant le statut de citoyen de seconde classe de ces derniers, les lois de Nuremberg sanctionnent la séparation biologique entre les Juifs et les Aryens en Allemagne nazie, chose qui n'était pas présente jusqu'à cette date⁴².

Par conséquent, la période que nous avons retenue est celle où les Juifs, en Allemagne, vivent dans l'incertitude. Leur statut est loin d'être défini entre 1933 et 1935. Avant le mois de septembre 1935, les mariages entre les Aryens et les Juifs ne sont pas interdits par la loi, mais ils sont rarement approuvés par les autorités sous prétexte qu'ils sont contraires aux doctrines du Parti nazi (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartie ou NSDAP). De même, on ne compte plus le nombre de commerçants juifs victimes des affres des SA, qui bloquent l'entrée de leurs commerces et pourchassent les clients aryens osant s'y présenter, bien que les Juifs aient, en théorie, toujours les mêmes droits

beaucoup plus importante, principalement dans les États sudistes, bien que le Klan soit en déclin depuis la fin des années 1920.

⁴¹Comme le soulève l'historien Leonard Dinnerstein, la mise en application du *New Deal* provoque un regain de l'antisémitisme aux États-Unis. Le fait que Roosevelt s'entoure de plusieurs conseillers juifs, parmi lesquels figurent Samuel Rosenman, Felix Frankfurter et Henry Morgenthau, déclenche quelques réactions d'animosité au sein de la population américaine devant la communauté juive. Les antisémites les plus convaincus n'hésitent pas à voir dans le *New Deal* un complot juif visant à prendre le contrôle du gouvernement américain, d'où le surnom de *Jew Deal* appliqué par certains au programme de FDR. Leonard Dinnerstein, *Antisemitism in America*, New York/Oxford, Oxford University Press, 1994, pp. 105-127.

⁴² Karl A. Schleunes, «Retracing the Twisted Road», in François Furet (éd.), *Unanswered Questions: Nazi Germany and the Genocide of the Jews*, New York, Schocken Books, 1989, p. 63. Notons que des décrets viendront préciser ces lois le 14 novembre et le 21 décembre 1935.

que les autres Allemands sur le plan économique⁴³. Ainsi, les Juifs allemands se retrouvent durant la période qui s'étend de 1933 à 1935 dans une situation dangereuse; sans statut légal au sein du III^e Reich, ils sont exposés aux persécutions des éléments les plus radicaux du Parti nazi.

Quelques précisions doivent finalement être apportées sur le choix du New York Times en tant que base documentaire de cette étude. Pourquoi avoir arrêté notre choix sur ce quotidien ? Les raisons sont diverses, mais concernent en premier lieu la respectabilité du journal. Le New York Times est un quotidien très important aux États-Unis, dont la crédibilité est reconnue de tous. Cette renommée lui vient de son style sérieux et de la vraisemblance des nouvelles imprimées dans ses pages⁴⁴. Adolph Ochs, fondateur du journal, avait en tête, dès le premier numéro paru le 10 février 1897⁴⁵, tous les éléments pour que ce quotidien devienne une institution: il le voulait impersonnel, fiable, responsable et dévoué à servir le public par la présentation la plus juste possible des nouvelles⁴⁶. Cette crédibilité, qui repose à la fois sur la pratique d'un journalisme d'enquête et sur un contingent relevé de correspondants à l'étranger, le New York Times ne met pas beaucoup de temps à l'acquérir; en 1934, le président Roosevelt lui-même affirme que «le New York Times a une telle réputation d'intégrité que [ses propos] sont aussitôt acceptés comme des faits»⁴⁷. Cette réputation fait du New York Times un journal de référence partout aux États-Unis; non seulement est-il distribué dans toutes les villes américaines de plus de 100 000 habitants, mais il est reconnu que ses éditoriaux et ses

⁴³ La participation des Juifs à l'économie de l'Allemagne était d'ailleurs à l'époque protégée par le ministre de l'Économie et président de la Reichsbank, le Dr Hjalmar Schacht, qui prévoyait un désastre pour l'Allemagne si les Juifs étaient trop rapidement évincés de l'économie du Reich. Voir Karl A. Schleunes, *op. cit.*, p. 137.

⁴⁴ Voir à ce sujet l'excellent article d'Annick Cojean, «Le New York Times ou l'obsession de l'excellence», dans Au pays des quotidiens: enquête sur huit titres étrangers, Paris, édité par le journal Le Monde, 1994.

⁴⁵ S'il est vrai de dire que le New York Times, tel que nous le connaissons aujourd'hui, a été fondé par Ochs en 1897, les premiers pas du journal remontent véritablement en 1851, année où le journaliste Henry J. Raymond fonde, en compagnie de George Jones et Edward B. Wesley, le New York Daily Times. Populaire lors de ses premières années de publication, le Daily Times connaît des difficultés financières importantes après la mort de Raymond en 1869. Il survivra tout de même jusqu'à son rachat par Adolph Ochs, en 1896. John C. Merrill, The Elite Press: Great Newspapers of the World, New York, Pitman Publishing Co., 1968, pp. 269-270.

⁴⁶ C'est là, du moins, ce qu'en dit son biographe Gerald Johnson dans son ouvrage An Honorable Titan, tel que cité dans James D. Startt et Wm. David Sloan, Historical Methods in Mass Communication, Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates, 1989, p. 34.

⁴⁷ Propos cités dans Nicole Bacharan, «Les combats du New York Times», L'Histoire, no. 207 (février 1997), p. 16. Toutefois, comme pour tous les journaux, il n'est pas impossible que le New York Times se trompe dans ses jugements. Voir l'exemple donné par J. Herbert Altschull, «Khrushchev and the Berlin «Ultimatum»: the Jackal Syndrome and the Cold War», Journalism Quarterly, vol. 54 (Fall 1977), pp. 545-551, 565.

reportages, souvent repris dans des journaux locaux, influencent les éditorialistes de tous les États-Unis⁴⁸. De plus, pour rejoindre les commentaires de Roosevelt, nombreux sont les hommes politiques américains qui lisent ce quotidien et il est légitime de dire que les prises de position du journal influencent souvent des décisions gouvernementales importantes⁴⁹.

En outre, le New York Times offre un intérêt particulier par rapport au problème qui nous intéresse. C'est que son fondateur et dirigeant, Adolph Ochs, est lui-même un Juif de descendance allemande. On pourrait dès lors imaginer que le journal, sous son impulsion, a rapidement et vigoureusement condamné le nazisme. Pourtant, la réalité n'est pas si simple. Ochs, déterminé à faire du New York Times un journal d'une objectivité exemplaire, a refusé de devenir le porte-parole de la communauté juive de New York⁵⁰ dans le but avoué d'éviter que l'étiquette de «journal juif» ne soit apposée au New York Times⁵¹. Ainsi, quand Hitler arrive au pouvoir en Allemagne, Ochs refuse de publier des lettres de lecteurs dénonçant le nazisme par crainte de voir le quotidien envahi par du courrier hostile aux nouveaux dirigeants allemands⁵². Cela ne veut pas dire, cependant, que le journal n'a pas condamné le nazisme dans ses pages. Au contraire, il est l'un des journaux américains qui a le plus sévèrement critiqué la politique antisémite nazie et le régime hitlérien en général⁵³. D'ailleurs, Frederick Birchall, alors «managing editor» du

⁴⁸ Mohammed Manaa, «Instruments médiatiques et opinion publique occidentale dans les stratégies politiques des nationalistes algériens: le cas du New York Times», Thèse de doctorat, Université Laval, 1992, p. 26. Merrill écrivait également, en 1968, soit avant l'arrivée d'un quotidien national comme le USA Today aux États-Unis, que «The New York Times is the nearest thing in the United States to a national newspaper». Merrill, *op. cit.*, p. 263.

⁴⁹ Manaa, *loc. cit.*, p. 27; Merrill, *op. cit.*, p. 268.

⁵⁰ En 1930, la communauté juive de New York compte 1 830 000 personnes, alors que la population totale de la ville est de 6 930 000. La communauté juive représente donc 26.4 % de la population new-yorkaise au début des années 1930. Jack Fischel et Sanford Pinsker, Jewish-American History and Culture: An Encyclopedia, New York/Londres, Garland Publishing, Inc., 1992, p. 461.

⁵¹ Voir à ce sujet Susan E. Tiff et Alex S. Jones, The Trust: The Private and Powerful Family Behind the New York Times, New York, Little, Brown and Company, 1999, pp. 92-106.

⁵² Ochs ne voulait pas publier de lettres dénonçant le nazisme car, selon les règles du journal, il aurait dû publier autant de lettres supportant les nazis, ce qu'il n'était pas prêt à faire. Car Ochs, malgré la prudence dont il fait preuve à ce sujet dans son journal, déclarait en privé que les comportements de Hitler étaient «the worst attack on humanity and civilization that has occurred during our lifetime». Harrison E. Salisbury, Without Fear or Favor: The New York Times and its Times, New York, Times Books, 1980, pp. 29-30.

⁵³ Lipstadt, *loc. cit.* (1984), p. 31. Ce n'est cependant pas l'opinion de Norden, *loc. cit.*, pp. 294-295.

journal, est envoyé comme correspondant à Berlin. Les articles qu'il écrit sur l'évolution du régime nazi lui vaudront, en 1933, le prix Pulitzer⁵⁴.

Enfin, nous croyons qu'il est intéressant d'analyser plus en détail les réactions d'un journal en particulier. Lipstadt, déjà, a dressé un tableau complet de l'attitude de la presse américaine devant l'Holocauste. Néanmoins, il demeure difficile, après la lecture de son étude, de cerner les positions fondamentales de certains quotidiens et notamment du New York Times. Même si à quelques occasions Lipstadt laisse croire que le New York Times a réalisé une bonne couverture des événements, elle ne l'affirme jamais clairement. En effet, en soutenant la thèse que la presse américaine n'a pas réalisé un travail adéquat devant les nouvelles de l'Holocauste, Lipstadt semble s'attarder davantage aux journaux dont les attitudes face aux nazis et aux persécutions des Juifs sont les plus répréhensibles. Il s'agit là, d'ailleurs, de la principale critique faite à son étude⁵⁵. Ainsi, en nous attardant plus en détail sur le cas du New York Times, nous serons en mesure, nous le pensons, de compléter et de nuancer les thèses de Lipstadt.

Notre corpus de sources se compose donc de près de 500 articles de tous genres parus dans le New York Times entre 1933 et 1935 et portant essentiellement sur la consolidation du régime nazi et sur la persécution des Juifs en Allemagne⁵⁶. La grande majorité de ces articles ont été repérés à l'aide du New York Times Index, qui répertorie tous les textes parus dans le quotidien. Ce corpus de sources est très diversifié. En effet, il comporte des articles envoyés par des reporters en poste en Allemagne à cette époque, des éditoriaux, des coupures de presse, des articles de correspondants spéciaux, de même que quelques lettres à l'éditeur. La présence de différents types d'articles permet des comparaisons intéressantes à l'intérieur du même journal. Par

⁵⁴ Birchall sera d'ailleurs le premier journaliste à parler des camps de concentration nazis. W. Richard Whitaker, «Birchall, Frederick Thomas», in Joseph P. Mckerns, Biographical Dictionary of American Journalism, New York, Greenwood Press, 1989, pp. 47-48.

⁵⁵ Rubinstein affirme que le livre de Lipstadt «is like so many other works of its genre fundamentally critical of American attitudes. (...) Nevertheless, Lipstadt notes time and again the near-universality of American press hostility to Nazi barbarism – often, it might seem, with thinly disguised disappointment that she could find no more anti-Semitism than she did». Op. cit., p. 54.

⁵⁶ Dans ce mémoire, le mot «article», en tant que terme générique, décrit tous les textes publiés par le journal véhiculant des nouvelles (comme des coupures de presse ou des articles de correspondants) ou des opinions (comme des éditoriaux ou des lettres de lecteurs). Cette classification reprend les indications de Jacques Kayser, Le quotidien français, Paris, Armand Colin, 1963, pp. 110-112.

exemple, il est possible de comparer les points de vue de deux journalistes, de vérifier les divergences d'opinions entre les correspondants à l'étranger et le bureau éditorial, de tester la validité des nouvelles transmises par les agences de presse. En conséquence, il est possible, en utilisant un corpus aussi varié, de cerner de façon précise l'attitude du journal par rapport à un sujet donné.

D'autre part, étant donné la crédibilité du New York Times et l'influence qu'il a sur le reste de la presse et sur la société américaine en général, le fait que nous lui accordons une attention particulière dans ce mémoire ne pose pas de problème en soi. D'ailleurs, plusieurs chercheurs ont déjà travaillé principalement à partir de ce quotidien: on peut penser à W. Richard Whitaker et Mohammed Manaa, dont les travaux ont déjà été cités auparavant, mais aussi à Robert J. Young, qui a réalisé une étude sur les représentations de la France et de l'Allemagne aux États-Unis durant les années 1939-1940 en utilisant principalement le New York Times comme source documentaire⁵⁷.

Outre le New York Times, d'autres sources sont néanmoins mises à profit dans ce mémoire, notamment dans le but de reconstituer les grandes orientations de la politique du gouvernement de Roosevelt devant l'Allemagne nazie. Ces sources complémentaires sont essentiellement des documents officiels du département d'État américain, les Foreign Relations of the United States (FRUS), que nous avons constamment confrontés aux articles du New York Times. Les FRUS sont des documents essentiels pour tout chercheur qui analyse la politique étrangère américaine⁵⁸, puisqu'ils regroupent, entre autres, les notes diplomatiques envoyés par les ambassadeurs au département d'État. L'utilisation exhaustive des FRUS nous permet d'évaluer les positions du département d'État devant l'Allemagne nazie et ainsi de comparer les points de vue du gouvernement et du quotidien vis-à-vis de la consolidation du régime nazi et des persécutions antisémites .

⁵⁷Robert J. Young, «In the Eye of the Beholder: The Cultural Representation of France and Germany by the New York Times, 1939-40», Historical Reflections/Réflexions historiques, vol. 22, no. 1 (Winter 1996), pp. 183-210.

⁵⁸ Voir entre autres Ron Blazek et Anna H. Perrault, United States History: A Selective Guide to Information Sources, Englewood, Libraries Unlimited Inc., 1994, p. 106 ; Richard Dean Burns, Guide to American Foreign

De même, dans l'objectif de compléter les informations trouvées dans les FRUS, des documents diplomatiques allemands, publiés en anglais sous le titre Documents on German Foreign Policy, 1918-1945, sont aussi utilisés dans ce mémoire. De plus, pour évaluer certaines tendances de l'opinion publique, nous avons eu recours à des résultats de sondages répertoriés dans l'ouvrage de Hadley Cantril, Public Opinion 1935-1946, publié une première fois en 1951, puis réédité par Greenwood Press en 1978. Dans un but semblable, nous avons également utilisé quelques lettres à l'éditeur parues dans le New York Times, bien que nous soyons conscient de la valeur toute relative de ces lettres pour évaluer l'opinion publique⁵⁹. Enfin, nous avons aussi exploité le large éventail de documents répertoriés dans la collection d'ouvrages éditée par Herbert A. Strauss, Jewish Immigrants of the Nazi Period in the USA⁶⁰. Ces sources, toutefois, sont complémentaires. Elles servent surtout à illustrer les constatations faites à partir de l'examen des articles du New York Times. Nous croyons cependant qu'elles ont leur place dans un projet comme le nôtre. De plus en plus, les historiens de la presse ne se limitent plus à l'étude unique de journaux et de magazines et utilisent un éventail plus large de sources dans leurs recherches. Le recours à des sources complémentaires permet d'arriver à des conclusions plus nuancées, où le contexte prend une place plus importante dans l'analyse⁶¹.

Relations Since 1700, Santa Barbara/Oxford, ABC-Clio/The Society for American Foreign Relations, 1983, pp. 39-40.

⁵⁹ Voir D.G. Boyce, «Public Opinion and Historians», History, the Journal of the Historical Association, (Juin 1978), pp. 214-228.

⁶⁰ Herbert A. Strauss (General Editor), Jewish Immigrants of the Nazi Period in the USA: A Documentary History, New York, K. G. Saur, 1978, 5 volumes.

⁶¹ C'est du moins l'opinion qu'avancent deux spécialistes américains de l'histoire de la presse, James D. Startt et Wm. David Sloan, op. cit., pp. 59-60. Voir également les commentaires recueillis par William H. Taft auprès de différents historiens américains qui utilisent les journaux comme sources. Plusieurs historiens interrogés mettent de l'avant l'importance de confronter les journaux avec des sources complémentaires. William H. Taft, Newspapers as Tools for Historians, Columbia, Lucas Brothers Publishers, 1970, pp. 35-40. L'article de Richard W. Steele, «The Great Debate: Roosevelt, the Media, and the Coming of the War, 1940-1941», paru dans Journal of American History, vol. 71, no. 1 (Juin 1984), pp. 69-92, est souvent cité comme étant un modèle de l'utilisation de la presse et d'autres sources pour expliquer un problème historique. Dans son article, Steele utilise des articles de journaux, des reportages télévisés, des films, pour montrer comment le gouvernement de Roosevelt a utilisé les médias pour faciliter l'implication des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale en créant un «climat favorable» aux idées internationalistes dans la société américaine. Mais, surtout, Steele ne se limite pas aux sources médiatiques. Il les confronte à des documents officiels du gouvernement, à des discours du président, pour prouver ce qu'il avance. Son article est vraiment une réussite dans le genre et nous nous inspirons de la méthode qu'il utilise dans notre recherche.

Il y a d'ailleurs plusieurs façons d'étudier le contenu d'articles de journaux. La méthode la plus utilisée par les chercheurs est celle de l'analyse de contenu. L'analyse de contenu peut se définir, simplement, comme une «method for the objective, systematic, and quantitative description of various characteristics of communication»⁶². Toutefois, l'analyse de contenu prend plusieurs formes; le chercheur peut décider de relever le nombre de fois qu'un mot ou qu'un terme spécifique revient dans une série d'articles. Il peut aussi, de façon plus globale, tenter de cerner des perceptions ou des attitudes. L'analyse de contenu comporte pourtant un problème, qui est très bien expliqué par les historiens James D. Startt et Wm. David Sloan: «Content analysis, however, can do only one thing: describe content. It cannot show, for example, a cause-effect relationship, and it cannot establish motives. It does not prove, for instance, that because a newspaper had a conservative economic policy its publisher's motive was to gain advertising from conservative businessmen»⁶³. C'est pourquoi, selon ces auteurs, il est très important de confronter les journaux avec d'autres sources pour, justement, mettre à jour les motifs et les implications du contenu analysé.

La méthode mise sur pied pour effectuer notre recherche est, somme toute, relativement simple. Notre mémoire suit le modèle de l'«étude de cas heuristique», défini par plusieurs chercheurs en sciences sociales⁶⁴. Par cette méthode, nous souhaitons analyser un «cas clinique», c'est-à-dire le New York Times, dans le but d'évaluer s'il s'accorde avec les théories déjà établies concernant le rôle de la presse dans la transmission des nouvelles à propos de l'Allemagne nazie. Comme nous l'avons déjà annoncé dans notre hypothèse (p. 9), nous croyons que le New York Times a bien rapporté les nouvelles des persécutions des Juifs et qu'il a aussi analysé adéquatement la consolidation du régime nazi en Allemagne. Notre hypothèse, par conséquent, se situe à l'opposé de celle de Deborah Lipstadt. Dans notre étude, nous souhaitons éclaircir et nuancer les conclusions de l'étude de Deborah Lipstadt à l'égard de la presse américaine et de l'Holocauste, qui comporte à notre avis des zones d'ombre importantes. Lipstadt,

⁶² Startt et Sloan, op. cit., p. 59.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Voir principalement Alexander L. George, «Case Studies and Theory Development: The Method of Structured, Focused Comparison», in Paul Gordon Lauren (éd.), Diplomacy: New Approaches in History, Theory, and Policy, New York, The Free Press, 1979, pp. 43-68 et Robert K. Yin, Case Study Research: Design and Methods, London, Sage, 1984, 159 p.

selon nous, insiste trop souvent sur les journaux qui rapportent mal les nouvelles de l'Holocauste et, du même coup, délaisse ceux qui donnent à ces événements une couverture adéquate. Nous souhaitons donc, par ce mémoire, approfondir et compléter la thèse de Lipstadt par l'analyse spécifique d'un seul quotidien.

L'étude des articles du New York Times se fera par l'«analyse contextuelle du contenu». Cette démarche ne vise pas à décomposer des textes par des techniques de comptage de mots ou de phrases, mais plutôt à les examiner en les «mettant en rapport avec différents éléments de contextes pouvant être très différents»⁶⁵. Ainsi, tout au long de ce mémoire, les articles de journaux seront constamment mis en parallèle avec, par exemple, les réactions d'hommes politiques et de diplomates, des événements importants ou des caractéristiques de la société américaine, cela dans l'objectif de comprendre le contexte dans lequel chacun des articles a été écrit. Pour ce faire, nous avons analysé tous les articles du New York Times que nous avons repérés en les confrontant à une série de questions prédéterminées⁶⁶. Ces questions visent essentiellement deux objectifs: le premier est d'identifier rapidement et clairement l'information factuelle et événementielle rapportée; le second est de cerner les points de vue exprimés, lorsque tel est le cas, dans les articles⁶⁷. Entre autres, notre grille d'analyse comporte les questions suivantes: *Quelle est la nature de la persécution des Juifs selon le New York Times (est-ce une persécution économique, politique, raciale, religieuse) ? Quelle est la responsabilité des dirigeants nazis (Hitler ou autres) dans cette persécution selon le quotidien ? Le New York Times perçoit-il la consolidation du régime nazi en Allemagne comme un danger pour la paix mondiale ?*

⁶⁵ Alex Muchielli (dir.), Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociales, Paris, Armand Colin, 1996, p. 38.

⁶⁶ Notre grille d'analyse s'inspire librement de celle d'Yves Roby, telle que présentée dans son livre Les Québécois et les investissements américains, 1918-1929, Québec, Presses de l'Université Laval, 1976, pp. 8-9.

⁶⁷ Contrairement à certaines études utilisant la méthode de l'analyse de contenu, nous n'avons pas cherché à déterminer des points de vue positifs, négatifs ou neutres pour les articles à l'étude. Nous voulons davantage identifier les différentes prises de position par rapport aux événements. Par exemple, nous nous intéressons aux diverses explications données par les journalistes et éditeurs du journal sur les raisons qui poussent les nazis à persécuter les Juifs. De même, nous n'avons pas cherché, de façon outrancière, à distinguer des points de vue là où il n'y en a pas. Ainsi, la majorité des coupures de presse, qui rapportent brièvement des informations factuelles, ont été utilisées avant tout pour, justement, les informations qu'elles apportent, sans plus.

L'information recueillie à partir de ces questions a par la suite été indexée sur un logiciel de base de données, puis confrontée à d'autres sources primaires⁶⁸ et aussi à des sources secondaires comme des livres et des articles spécialisés. En adoptant une telle démarche, nous souhaitons évaluer la qualité de la couverture de presse du New York Times par rapport aux persécutions des Juifs et à la consolidation du régime nazi en évitant de tomber dans le piège de l'anachronisme. Il serait facile, en effet, de percevoir l'attitude du journal comme inadéquate, étant donné les nombreuses réflexions faites sur l'Holocauste depuis cinquante ans. Nous connaissons le sort qui était réservé aux Juifs dans le régime nazi. Les journalistes du New York Times, entre 1933 et 1935, ne pouvaient prédire l'ampleur de la «solution finale». Il est important, à notre avis, de prendre conscience de ce fait et de ne pas juger le travail de ces journalistes sur la base de la finalité des événements, mais bien en rapport au contexte des années 1930.

Ce mémoire suit un plan chronologique. Dans le premier chapitre, nous nous concentrerons sur les réactions du New York Times durant l'année 1933. Notre intérêt est porté, dans ce chapitre, aux positions initiales du journal à la suite de l'arrivée au pouvoir de Hitler. Nous nous penchons également sur sa compréhension des premiers actes de persécution commis à l'endroit des Juifs allemands. Le second chapitre est consacré à l'année 1934. Dans la première partie de ce chapitre, nous analysons l'attitude du New York Times quant à la consolidation du régime nazi. Une attention particulière est accordée dans cette partie à la purge de l'été 1934. La deuxième partie est quant à elle consacrée à l'étude des mesures antisémites et raciales mises en œuvre par le régime nazi durant cette année. Enfin, le dernier chapitre examine l'année 1935. Dans un premier temps, nous verrons que le journal prend conscience, à cette date, du danger que pose le régime nazi pour la paix en Europe. Finalement, la dernière partie du mémoire est consacrée à l'examen des réactions du New York Times quant aux

⁶⁸Nous n'avons pas déterminé de grille d'analyse précise pour ces sources complémentaires, car elles sont trop différentes les unes des autres pour qu'une telle entreprise soit possible. De plus, quelques-unes de ces sources sont utilisées lors d'occasions particulières et la fréquence de leur emploi ne nécessite pas la mise en place d'une méthode d'analyse spécifique. Nous avons simplement veillé à faire une critique interne de ces documents, notamment lorsqu'il s'agit de documents comme les Foreign Relations of the United States, qui, comme tout document officiel de ce type, comportent des choix d'édition qui peuvent parfois affecter leur contenu. Voir entre autres Jean Heffer et François Weil (dir.), Chantiers d'histoire américaine, Paris, Belin, 1994, pp. 49-50.

persécutions de plus en plus sévères à l'endroit des Juifs allemands et à la promulgation des lois de Nuremberg.

CHAPITRE 1 : **1933: DES DOUTES ET DES INQUIÉTUDES**

L'année 1933 marque l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne. Ce changement soudain de gouvernement, qui n'a pas été anticipé par l'ambassade américaine, cause une certaine surprise aux États-Unis. Le New York Times, comme d'autres journaux importants, a quelques difficultés durant les premiers mois de 1933 à saisir toute l'ampleur du régime nazi. Pendant quelque temps, le journal prédit la chute prochaine du nouveau chancelier, ce qui, bien entendu, n'arrive pas. Toutefois, à la fin de l'année, le quotidien new-yorkais prend conscience de la stabilité du nouveau régime et commence, dès lors, à le considérer plus sérieusement. D'autant plus que les nombreux actes de persécution commis contre les opposants politiques, mais surtout contre les Juifs, ont depuis les débuts détruit tout le respect que pouvait entretenir le journal envers les nazis. Ainsi, tout au long de l'année, le New York Times s'emploie-t-il à dénoncer vigoureusement l'oppression politique, mais surtout raciale, qui règne en Allemagne.

A) «The Madcap Austrian»: Hitler devient chancelier de l'Allemagne

Lorsque, le 30 janvier 1933, Hitler est nommé chancelier de l'Allemagne, la surprise est presque totale à l'ambassade des États-Unis. Le personnel diplomatique américain à Berlin, l'ambassadeur Frederic Sackett en tête, croyait alors aux chances du chancelier Kurt von Schleicher, en poste depuis le mois de décembre 1932 seulement, de stabiliser la république de Weimar alors solidement secouée par des changements de gouvernement répétitifs. Alfred Klieforth, premier secrétaire de l'ambassade américaine en Allemagne, est d'ailleurs étonné par ce nouveau renversement de gouvernement. Dans un rapport qu'il transmet au secrétaire d'État le 31 janvier 1933, il ne cache pas sa stupeur devant les événements qui ébranlent l'Allemagne :

While it passed as an open secret that von Schleicher did not enjoy the President's confidence in the same measure as his predecessor, von Papen, few people expected that this Machiavelli of post-war Germany, who is reputed to have made and unmade chancellors, would suffer shipwreck so soon as a result of similar machination by his former political collaborators¹.

¹ «The Chargé in Germany to the Secretary of State», 31 janvier 1933, United States Department of State, Foreign Relations of the United States, 1933, vol. 2, Washington, Government Printing Office, 1949, p. 183 (ci-après cité FRUS, suivi de l'année, du volume, et des pages correspondantes). Le nom de famille de Klieforth est, dans les FRUS, constamment épilé de façon erronée «Kliefoth». Voir la note à ce sujet dans Bernard V. Burke, Ambassador Frederic Sackett and the Collapse of the Weimar Republic, 1930-1933: The United States and Hitler's Rise to Power, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 327.

En fait, la grande majorité des diplomates américains n'ont jamais cru, jusqu'à ce jour de janvier 1933, à la possibilité que Hitler et le NSDAP puissent prendre le contrôle de l'Allemagne. Pourtant, le Parti nazi connaît, depuis le début des années 1930, des résultats électoraux surprenants. Lors des élections du 4 septembre 1930, les nazis reçoivent plus de six millions de votes et augmentent ainsi leur présence au Reichstag² de 12 à 107 sièges. En 1932, après des résultats impressionnants lors des élections locales, le Parti confirme sa puissance en récoltant 230 sièges au Reichstag lors des élections du mois de juillet, devenant du même coup l'organisation politique bénéficiant de la plus forte représentation au parlement³. Cependant, l'ambassadeur Sackett ne croit pas nécessaire de s'inquiéter des récentes victoires nazies. Au début de l'année 1932, il exprime des doutes sur les intentions de Hitler de prendre le contrôle d'un gouvernement qui doit faire face à d'«explosive international questions, shrinking national receipts, and shaky finances»⁴. Il est vrai qu'à cette date, l'Allemagne connaît des moments difficiles. Le chômage atteint des chiffres records⁵, le PNB son plus bas niveau depuis 1928⁶ et la dette du pays se chiffre à plus de 12 milliards de Reichsmarks⁷.

La mauvaise interprétation de Sackett sur la puissance réelle des nazis est alors conditionnée par plusieurs éléments. Tout d'abord, l'ambassadeur doute que Hindenburg, le président de la république, n'ayant pas Hitler en haute estime, fasse un jour appel à lui pour devenir chancelier. À cet effet, le président avait déjà déclaré, après un entretien avec Hitler en octobre 1931, que la position la plus importante que ce dernier pourrait occuper au sein du gouvernement était celle de ministre des postes⁸. En outre, Sackett voit le Parti nazi comme étant sur le déclin, et ce, malgré ses récentes victoires électorales.

² Le Reichstag est la chambre élue du parlement allemand telle qu'établie par la constitution de Weimar. Le parlement est complété par le Reichsrat, qui est en quelque sorte la chambre de conseil du gouvernement du Reich, et qui est formée par des représentants des «Länder».

³ Pour plus de détails sur les performances électorales des nazis durant la période de la république de Weimar, voir le tableau 1 en annexe.

⁴ Offner, *op. cit.*, p. 11.

⁵ En février 1932, les statistiques officielles parlent d'environ 6 042 000 chômeurs, mais les analystes estiment que le nombre de chômeurs dépasse à ce moment 7 600 000, soit environ 38 % de la population active. Ces statistiques sont tirées du livre de Tim Kirk, *The Longman Companion to Nazi Germany*, Londres/New York, Longman, 1995, p. 94. Voir tableau 2 en annexe.

⁶ En se basant sur des statistiques établies selon des prix constants en milliards de Reichsmarks, le PNB de l'Allemagne est de 90,8 en 1928 ; 88,5 en 1929 ; 83,8 en 1930 ; 76,1 en 1931 ; 71,9 en 1932. Voir Richard Overy, *The Penguin Historical Atlas of the Third Reich*, Londres/New York, Penguin Books, 1996, p. 125. Les tableaux 3 et 4 donnent davantage de renseignements sur l'économie allemande.

⁷ *Ibid.*, p. 127.

⁸ Otis C. Mitchell, *Hitler Over Germany: The Establishment of the Nazi Dictatorship (1918-1934)*, Philadelphie, The Institute for the Study of Human Issues, 1983, p. 132.

Effectivement, la répétition des élections en 1932 mine progressivement l'appui que la population allemande donne au Parti nazi (il perd 34 sièges au Reichstag et environ deux millions de votes lors des élections de novembre 1932). De plus, le NSDAP est secoué à la fin de l'année par le départ, avec fracas, de l'un de ses plus importants dirigeants, Gregor Strasser, qui se range du côté du gouvernement de Schleicher. Sackett perçoit alors les nazis comme isolés et incapables de surmonter les divisions qui déstabilisent leur parti⁹.

L'attitude de Sackett en regard du Parti nazi n'est pas étonnante. Elle représente, en fait, la réaction de la grande majorité des analystes politiques du moment¹⁰. La presse américaine, qui suit avec attention les développements politiques dans la république de Weimar, n'est pas davantage convaincue de la puissance des nazis. Le Los Angeles Times et le St. Louis Post-Dispatch, pour ne nommer que deux journaux importants, sont loin de considérer Hitler comme une menace sérieuse pour la démocratie allemande au début des années 1930¹¹. Le New York Times ne fait pas exception à la règle. En octobre 1930, dans un éditorial, le journal new-yorkais exprime d'une façon on ne peut plus claire ce qu'il pense de Hitler et de ses chances d'accéder au pouvoir : «Germany has no idea of delivering herself over to a madcap Austrian»¹². Aussi tard que le 1^{er} janvier 1933, le New York Times affirme qu'en Allemagne, «Hitlerism is on the downgrade and shipping fast. As a real menace, it is finished»¹³.

Cette attitude montre que les journalistes et les diplomates américains ont mal compris le rôle important des nazis dans l'évolution politique de la république de Weimar. Car, dès le début des années 1930, avec la nomination de Heinrich Brüning au poste de chancelier, la république de Weimar commence à dériver dangereusement vers l'extrême droite et la dictature, laissant présager la prise de pouvoir de Hitler. Déjà, le fonctionnement de la démocratie est faussé en Allemagne. L'incapacité des nombreux partis politiques à obtenir la majorité parlementaire, en raison de la division du vote, a pour résultat de transformer la république de Weimar en un régime où les divers gouvernements

⁹ Burke, op. cit., pp. 265-272.

¹⁰ Sur le moment, le départ de Strasser pouvait facilement laisser présager le déclin du Parti nazi. Toutefois, avec le recul, bien peu d'historiens croient aujourd'hui que cet événement a réellement affecté la force des nazis. Ibid., p. 278; Offner, op. cit., p. 57.

¹¹ Norden, loc. cit., pp. 292-293.

¹² Propos cités dans ibid., p. 292.

¹³ Propos cités dans Whitaker, loc. cit. (1981), p. 193.

se maintiennent au pouvoir selon le bon vouloir du président¹⁴ qui devient, en quelque sorte, le chef inconditionnel de l'État¹⁵. Hindenburg cache d'ailleurs de moins en moins ses sentiments antidémocratiques et dirige, de fait, l'Allemagne, nommant et supprimant trois gouvernements entre 1930 et 1933¹⁶.

Pendant ce temps, la présence nazie est de plus en plus importante sur la scène politique allemande. Les résultats électoraux du parti depuis les élections de 1930, de même que l'intérêt toujours croissant des industriels à l'endroit du nazisme font de Hitler un joueur essentiel dans l'arène politique¹⁷. Et cela, c'est sans compter sur la présence des SA, qui sont maîtres des rues et entretiennent, par la violence et le vandalisme, la terreur des citoyens. Ces conditions réunies amènent Hitler à profiter des luttes politiques qui opposent le chancelier Schleicher, son prédécesseur Papen et le chef du Parti nationaliste Alfred Hugenberg pour se hisser au poste de chancelier¹⁸.

En dépit de l'arrivée au pouvoir des nazis, la croyance répandue aux États-Unis et chez les journalistes du New York Times à l'effet que ils ne représentent pas une véritable menace influence les premières réactions du journal à la suite de la nomination de Hitler comme chancelier¹⁹. Dans un éditorial du 30 janvier 1933, le New York Times avoue que la situation en Allemagne devient de plus en plus critique, mais il refuse néanmoins de

¹⁴ Le président de la république de Weimar, le maréchal Paul von Hindenburg, a été élu en 1925 et reste en poste jusqu'à sa mort en 1934.

¹⁵ Pierre Milza, Les Fascismes, Paris, Seuil, 1991 (première édition 1985), p. 270. Le pouvoir du président vient en fait de l'application abusive de l'article 48 de la Constitution de Weimar, qui lui donne le pouvoir de proclamer l'état d'urgence et ainsi de limiter les droits fondamentaux.

¹⁶ Brüning est nommé chancelier en mars 1930 et demeure en poste jusqu'en mai 1932. Il est alors remplacé par Franz von Papen, qui sera chancelier jusqu'au mois de décembre 1932, date à laquelle il sera lui-même remplacé par le général von Schleicher qui, à son tour, sera évincé à peine un mois et demi plus tard. Pour plus de détails sur les dernières années de la république de Weimar et sur les diverses révocations de gouvernements par le président Hindenburg, voir ibid., pp. 276-284.

¹⁷ Ibid., pp. 272-275.

¹⁸ Hugenberg, en effet, tente un rapprochement avec Hitler au mois de janvier 1933 pour raviver le «front de Harzburg», une coalition des partis de droite qui a permis à Franz von Papen de devenir chancelier en juin 1932. Papen rejoint rapidement cette nouvelle coalition formée du Parti nazi de Hitler et du Parti nationaliste de Hugenberg et il fait pression sur Hindenburg pour renverser le cabinet de Schleicher, ce qui est fait dès la fin du mois de janvier 1933. Ces événements importants qui mènent à l'accession de Hitler à la chancellerie, résumés ici en quelques lignes, ne sont pas présentés dans toutes leurs nuances et leurs complexités. Pour davantage de détails sur ces questions, voir ibid., pp. 261-295 (chapitre 9), de même que Burke, op. cit., pp. 274-282.

¹⁹ Adolph Ochs, le propriétaire du New York Times, était quant à lui beaucoup moins optimiste. Dès janvier 1933, il confie à sa femme que l'arrivée au pouvoir de Hitler mènera directement à une autre guerre mondiale et déclare que «an unprecedented reign of terror was in the making». Propos cités dans Susan E. Tiff et Alex S. Jones, op. cit., pp. 155-156.

céder à la panique. L'auteur de l'éditorial est d'avis que la population allemande ne veut pas d'une dictature fasciste en Allemagne et il évoque la possibilité du déclenchement d'une grève générale, menée par «the powerful organizations of German labor», pour contrer une telle dictature. Mais surtout, l'éditorialiste s'en remet aux pouvoirs du président Hindenburg qui, comme il l'a montré au cours des dernières années, pourra tôt ou tard révoquer cette nouvelle coalition au pouvoir : «Best assurance of all is the fact that president Hindenburg will retain supreme command prepared to unmake Hitler as quickly as he made him, in the case the safety and honor of the Reich require it. There is thus no warrant for immediate alarm»²⁰.

À l'exemple de ce premier éditorial, la croyance que Hitler ne pourra se maintenir au pouvoir bien longtemps et la perception que Hindenburg agira en tant que «chien de garde» de la république font partie intégrante de la couverture de presse réalisée par le New York Times sur les débuts du régime nazi. À plusieurs reprises, différents journalistes émettent des doutes quant à la capacité de gouverner du nouveau chancelier. Par exemple, dès le début du mois de février 1933, le président du *Carnegie Institute of Technology* de Pittsburgh, Thomas S. Baker, alors en voyage en Allemagne, publie un texte dans lequel il exprime ses doutes de voir Hitler devenir le dictateur du Reich. Basant son analyse sur le modèle de l'Italie fasciste, Baker prétend que «Hitler is neither a Mussolini nor is Hindenburg a Victor Emmanuel»²¹. Moins d'un mois plus tard, Baker, cette fois de retour aux États-Unis, confirme son premier jugement, déclarant que Hitler ne présente que peu sinon aucune des qualités d'un homme d'État²².

En outre, le New York Times semble rassuré par le fait que les nazis sont en minorité dans le nouveau cabinet²³. En plus de la présence du président Hindenburg pour surveiller les actions de Hitler, le cabinet, à majorité nationaliste, freinera sûrement les élans les plus radicaux du dirigeant nazi selon le New York Times. En fait, dans l'esprit de plusieurs, c'est Alfred Hugenberg, ministre de l'Économie et de l'Agriculture et chef du Parti nationaliste, et Franz von Papen, vice-chancelier, qui sont les véritables leaders de ce

²⁰ «Germany Ventures», New York Times, 31 janvier 1933, p. 16.

²¹ «Nationalism Rises Under Hitler Rule», New York Times, 5 février 1933, section 4, p. 3.

²² «Predicts Revolt against Hitler», New York Times, 4 mars 1933, p. 8.

²³ Le gouvernement dirigé par Hitler n'est pas formé uniquement de membres de son parti. En fait, seulement deux nazis en font partie: Wilhelm Frick devient ministre de l'Intérieur et Hermann Goering est nommé ministre sans portefeuille. La plupart des postes importants du cabinet sont attribués à des membres du parti nationaliste d'Alfred Hugenberg en janvier 1933. Voir «The Chargé in Germany to the Secretary of State», 31 janvier 1933, FRUS, 1933, vol. 2, p. 185.

gouvernement. «Hitler as Chancellor determines the policy of the Government. In reality, however, Hugenberg and von Papen are the guiding spirits in so far as fundamental and vitally important national problems are concerned», conclut au demeurant l'ambassadeur Sackett²⁴.

Les premières véritables inquiétudes à la suite de la nomination de Hitler au poste de chancelier se font toutefois sentir dès le mois de février 1933. Hitler, dans le but de bien installer son nouveau gouvernement, dissout le parlement le 1^{er} février 1933 et ordonne de nouvelles élections. La campagne électorale qui se déroule tout au long du mois de février 1933 tourne rapidement à la violence. Les SA attaquent sans réserve les membres des Partis communistes et socialistes et interrompent leurs rassemblements politiques. De même, profitant d'un décret limitant la liberté d'expression (passé le 4 février), le gouvernement s'emploie activement à interdire les journaux communistes et socialistes²⁵.

L'apogée de cette campagne électorale transformée en campagne de violence survient le 27 février 1933, alors que le symbole de la démocratie et de la république, le Reichstag, est incendié. Encore aujourd'hui, la lumière n'a pas été totalement faite sur cette tragédie. Bien que le coupable officiel, un jeune chômeur d'origine néerlandaise ayant autrefois appartenu au Parti communiste et souffrant de troubles mentaux, ait été rapidement arrêté après l'incendie, la plupart des historiens s'accordent aujourd'hui pour dire qu'il a été manipulé par les nazis, qui apparaissent en définitive comme les véritables responsables du crime. Selon les informations disponibles, des hommes de Goering auraient laissé le jeune homme allumer un petit feu dans le bâtiment parlementaire, alors qu'eux-mêmes inondaient les sous-sols d'essence²⁶.

L'incendie du Reichstag devient un tournant important de la campagne électorale, car il donne à Hitler la possibilité d'attaquer encore plus violemment ses opposants politiques. Le lendemain de l'incendie, le 28 février, tous les droits civils sont suspendus par un décret présidentiel «pour la protection du peuple et de l'État»²⁷. Dès ce moment,

²⁴ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 13 février 1933, *FRUS*, 1933, vol. 2, p. 188. Voir également Emil Lengyel, «Hitler at the Top of His Dizzy Path», *New York Times Magazine*, 5 février 1933, p. 16, qui exprime un point de vue semblable à celui de l'ambassadeur.

²⁵ Plus de 150 journaux seront empêchés de publication durant la campagne. Burke, *op. cit.*, p. 286.

²⁶ Milza, *op. cit.*, p. 286.

²⁷ Le décret du 28 février 1933 est essentiel dans la prise de pouvoir des nazis, car comme le rappelle Georges Goriely, il devient «la base légale sur laquelle se fonde et se développera le pouvoir policier». En fait, ce

Goering ordonne des arrestations de masse, qui touchent non seulement des communistes, des socialistes et des membres du Parti social-démocrate à qui l'on impute la responsabilité de l'incendie, mais également des pacifistes, des journalistes, des écrivains et des avocats, tous soupçonnés d'être hostiles au nouveau gouvernement²⁸.

Très vite cependant, les diplomates américains, tout comme les journalistes du New York Times, discernent l'implication des nazis dans l'incendie du parlement allemand et s'offusquent de ce recours au terrorisme. L'ambassadeur Sackett est l'un des premiers à accuser ouvertement les nazis d'être responsables de l'incendie et à douter de l'implication du Parti communiste dans cette affaire²⁹. Frederick T. Birchall³⁰, correspondant du New York Times à Berlin, se fait également un point d'honneur de remettre en question l'implication des communistes. Citant le journal allemand Germania³¹, il soutient que ce crime est «incomprehensible from whatever viewpoint one may regard it», et que «the least intelligible thing about the Reichstag fire is that any Communist should have been found crazy enough to commit the crime»³². Parallèlement aux propos de Birchall, le bureau éditorial du journal s'emploie aussi à condamner les actes illégaux commis par les nazis durant les semaines qui précèdent les élections. Réagissant à une lettre écrite par un Allemand vivant à New York, dans laquelle l'auteur accuse le journal de crier au scandale quand les nazis limitent la liberté d'expression de leurs opposants politiques (alors qu'ils ont subi la même médecine au début des années 1930 et que personne ne s'en trouvait

décret «abolit radicalement tous les droits individuels garantis par la Constitution: libre disposition de la personne, liberté de parole, de presse, de réunion, d'organisation, inviolabilité du domicile, du courrier et des communications téléphoniques. La peine de mort reçoit un vaste champ d'application: haute trahison, incendie de bâtiment public, sabotage de chemin de fer, prise d'otage, attentat ou tentative d'attentat contre un dirigeant». Georges Goriely, Hitler prend le pouvoir, Paris, Éditions Complexe, Coll. La mémoire du siècle, 1982, pp. 128-129.

²⁸ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 3 mars 1933, FRUS, 1933, vol. 2, pp. 201-204.

²⁹ Ibid. Voir également Burke, op. cit., pp. 287-288. De même, Sackett affirme que la participation du parti social-démocrate à l'incendie est «exceedingly improbable». Pour lui, la seule raison pour laquelle ce parti est accusé est que cela «gave (...) the desired pretext to paralyze completely the hated Social-Democrats in the crucial week of the campaign».

³⁰ Frederick Thomas Birchall est né en Grande-Bretagne en 1871. Il arrive aux États-Unis en 1893 et, après avoir travaillé pour divers quotidiens et magazines à Philadelphie et à New York, il se joint au New York Times en 1905 où il est nommé éditeur de l'édition de nuit. Ayant conservé sa citoyenneté britannique, Birchall est nommé «acting managing editor» du journal en 1926, remplaçant à ce poste le très respecté Carr Van Anda. Envoyé en Europe en 1932 pour prendre en charge le service européen de nouvelles du New York Times, Birchall deviendra l'un des témoins privilégiés de la prise de pouvoir de Hitler et des nazis en 1933. Ses reportages sur l'ascension des nazis lui vaudront d'ailleurs le prix Pulitzer. Durant la guerre, il est affecté à Ottawa, où il suit l'entrée du Canada dans le conflit mondial. Il meurt à l'âge de 84 ans, en 1955, en Nouvelle-Écosse où il s'était établi après sa retraite. Whitaker, loc. cit. (1989), pp. 47-48.

³¹ Le journal Germania est l'organe de presse du parti du centre catholique, le Zentrum.

³² «Hitler Intensifies Drive on the Left; Hundreds Arrested», New York Times, 2 mars 1933, pp. 1, 4.

offusqué), le New York Times affirme clairement sa position, défendant sans attendre les valeurs démocratiques de la constitution de Weimar : «The democratic authorities employed these methods for the defense of a constitutional régime against a party [the Nazi Party] which openly proclaimed its intention to make an end of the German Republic and to send the heads of the republican leaders "rolling"»³³.

La persécution des opposants politiques devient le centre d'intérêt majeur au cours des premiers jours du III^e Reich. Parmi les articles publiés à ce moment sur la situation en Allemagne, tous ou presque font référence à l'oppression dont sont victimes les communistes, les socialistes et parfois les membres des partis aux idéaux sociaux-démocrates. La répression politique organisée par les nazis ne semble pas, toutefois, faire prendre conscience de la force grandissante du Parti nazi et du danger qu'il représente pour l'avenir de la démocratie en Allemagne. Malgré les inquiétudes qui transparaissent souvent dans les pages du New York Times, celui-ci semble toujours incapable de discerner le danger qui se profile à l'horizon politique de l'Allemagne. Ainsi n'est-il pas rare de trouver encore dans les articles des doutes sur la capacité de Hitler à conserver le pouvoir. À quelques jours des élections, un éditorial présente même la répression politique comme une preuve de la faiblesse des nazis et de Hitler³⁴. Plus encore, au lendemain des suffrages, qui montrent une nouvelle avancée des nazis et la victoire de la coalition au pouvoir³⁵, le New York Times ne peut se résigner à voir dans ces résultats un véritable danger. Le journal est bien conscient que la conséquence de ces élections est, à toute fin pratique, la fin du système républicain en Allemagne. Néanmoins, il maintient que le mandat donné à la coalition au pouvoir pour démembrer le système parlementaire n'a pas été clair, qu'environ 50 % de la population allemande croit toujours à la démocratie et que cette portion de l'opinion publique «would thus be a safeguard against wild adventure by the new Rightist régime»³⁶.

³³ «Reprisal or Repression ?», New York Times, 4 mars 1933, p. 12. La lettre à l'éditeur a été publiée sous le titre «Conditions in Germany», New York Times, 3 mars 1933, p. 16.

³⁴ «Hitler Slows Down», New York Times, 23 février 1933, p. 16.

³⁵ Lors des élections du 5 mars 1933, le Parti nazi récolte 44 % du vote et 288 sièges au Reichstag (sur un total de 647, comparativement à 196 sur un total de 584 lors des élections du mois de novembre 1932). Le Parti nazi, seul, n'obtient donc pas la majorité parlementaire. Toutefois, les nationalistes dirigés par Hugenberg obtiennent quant à eux 52 sièges au parlement, ce qui signifie que la coalition au pouvoir détient une faible majorité de 52 % au parlement. Burke, *op. cit.*, p. 289.

³⁶ «Hitler in Power», New York Times, 7 mars 1933, p. 14.

Manifestement, le New York Times ne prend pas encore toute la mesure du nouveau régime qui s'installe et solidifie ses assises au début de l'année 1933. Et surtout, durant cette période, il juge mal la portée de la répression politique qui fait rage en Allemagne. Pourtant bien au fait de la haine que les nazis vouent au parlementarisme, le quotidien ne perçoit pas encore que la victoire des nazis lors des élections du 5 mars signifie l'anéantissement annoncé de la démocratie. Au contraire, la victoire de Hitler, selon le journal, laisse présager l'arrêt rapide de la répression politique³⁷. Il s'agit là, à n'en pas douter, d'un très mauvais jugement quant au zèle des nazis en matière de persécutions.

Mais les journalistes du New York Times se rendent vite à l'évidence que les attaques contre les communistes et tous les opposants au nouveau régime continuent pratiquement sans arrêt durant les mois qui suivent les élections du 5 mars. Dès la fin du mois de mars, le New York Times publie un article de l'«Associated Press» qui dépeint les conditions de détention des prisonniers politiques, pour la plupart des communistes. Déjà, dans cet article, un des prisonniers avoue avoir été témoin d'actes brutaux commis par des SA contre certains détenus³⁸. Puis, le 3 avril, le journal publie un article dans lequel un Américain, décrit comme étant bien connu de la population mais dont l'identité n'est pas révélée, soutient que la répression fait dorénavant partie intégrante du Reich. L'Américain affirme que la liberté de parole n'existe plus en Allemagne et que «nobody dares to express a critical opinion because of a justified fear of severe reprisal». Puis, il ajoute : «No one dares to show himself a Social Democrat or a Communist», avant de confirmer que plusieurs membres de ces partis politiques sont toujours emprisonnés dans des camps de concentration³⁹.

L'existence de camps de concentration où sont emprisonnés communistes, socialistes et, déjà, des Juifs, est d'ailleurs révélée assez rapidement dans les pages du New York Times⁴⁰. Dès le début du mois d'avril 1933, l'existence du camp de Dachau,

³⁷ «Winning Team Celebrates», New York Times, 10 mars 1933, p. 14.

³⁸ «German Prisoners Deny Being Beaten», New York Times, 26 mars 1933, p. 28. Cependant, la majorité des prisonniers alors interviewés n'oseront pas se plaindre de leurs conditions de détention.

³⁹ «German Fearful Under Nazi Régime», New York Times, 3 avril 1933, p. 60.

⁴⁰ Le journaliste du New York Times Frederic T. Birchall sera d'ailleurs le premier reporter à parler des camps de concentration nazis dans un journal américain en 1933. Voir Whitaker, *loc. cit.* (1989), p. 48.

alors en cours d'aménagement, est dévoilée aux lecteurs⁴¹ et des précisions sur les installations et sur les conditions de vie des prisonniers dans ces camps sont données à peine quelques mois plus tard⁴². Un correspondant du journal arrive même à obtenir les révélations d'un ex-prisonnier, Desiderius Takhen, un catholique hongrois, qui assure que les actes de cruauté et d'horreur sont communs, dès les premiers temps du régime, dans les camps de concentration nazis. Selon les dires de Takhen, parmi tous les prisonniers, «Communists and Radical Socialists (...) had the worst treatment»⁴³.

La réaction du journal à l'endroit de ces persécutions est des plus négatives. Le New York Times n'adopte pas la thèse, alors assez répandue aux États-Unis et ailleurs, que le régime nazi, malgré toutes ses actions condamnables, a sauvé l'Allemagne et l'Europe en entier du «péril rouge»⁴⁴. Cette vision des choses, partagée «by many who are far from sympathizing with the Nazi excesses today»⁴⁵, est perçue par le quotidien comme totalement fautive. Dans plusieurs éditoriaux, le journal essaie en effet de montrer que la montée en force du communisme au cours des dernières années est due, en grande partie, à la présence de plus en plus inquiétante des nazis sur la scène politique allemande. Se basant précisément sur les résultats électoraux des deux Partis, le journal rapporte même que «up to the great Nazi campaign of 1930 the Communists presented no threat [in Germany]» et que «German Communist growth in the last three years has thus been in much larger measure the rejoinder of the Nazi growth than its cause»⁴⁶. Plus tard, quand Hitler lui-même, dans une entrevue accordée au journal allemand Staats-Zeitung, demande aux Américains, pour justifier la persécution des opposants politiques, ce qu'ils auraient fait si une menace communiste semblable à celle de l'Allemagne avait secoué Washington, la

⁴¹ «Nazis to Hold 5,000 in Camp at Dachau», New York Times, 5 avril 1933, p. 10. Le camp est alors décrit comme un camp de travail, où sont détenus des prisonniers «who have incurred the displeasure of the present rulers of Germany, but have committed no offense for which they could be tried». G.E.R. Gedye, l'auteur de l'article, précise également que «[t]he Nazi authorities will fix no limit for the detention of the prisoners».

⁴² «Times Writer Visits Reich Prison Camp», New York Times, 26 juillet 1933, p. 9.

⁴³ «Ex-Prisoner Tells of Reich "Cruelty"», New York Times, 25 juillet 1933, p. 6.

⁴⁴ L'ambassadeur Sackett était lui-même convaincu que le plus grand danger qui menaçait l'Allemagne au début des années 1930 n'était pas le nazisme, mais bien le communisme. La majorité des rapports qu'il transmet au département d'État durant cette période le prouve. À ce sujet, voir Burke, *op. cit.*, pp. 5-7, 309 notamment. De même, Frederick Birchall rapporte la visite en Allemagne de deux hommes d'affaires américains d'origine allemande au mois d'avril 1933, Herman A. Metz et Victor Ridder. Metz, condamnant la persécution des Juifs dans un discours devant la chambre de commerce américaine à Berlin, dira «If you wish to turn out the Communists, we are all with you. But when you embark on religious persecution, everybody is against you». Ces paroles de Metz témoignent de cette peur du danger communiste et montrent que de telles idées sont présentes aux États-Unis. «German Warned of Protest Here», New York Times, 22 avril 1933, p. 7.

⁴⁵ «Hitler and Communists», New York Times, 29 mars 1933, p. 14.

⁴⁶ «Communists Against Fascists», New York Times, 29 mars 1933, p. 14 ; «Hitler Preached Force», *Idem*.

réponse du New York Times, infaillible, reste toujours la même : «In the United States there is very little chance of there ever being as many Communists in proportion to the population as there were in Germany a few months ago. The reason for this is that in the United States there are no Fascist movements to breed communism»⁴⁷.

En plus de critiquer le régime nazi, le New York Times essaie aussi d'évaluer, en 1933, quelles seront les actions futures du gouvernement hitlérien. Les premiers mois du III^e Reich représentent une période au cours de laquelle le New York Times tente d'expliquer à ses lecteurs le programme du Parti nazi et les raisons, toujours obscures, qui ont permis aux nazis et à Hitler d'atteindre les hautes sphères du pouvoir en Allemagne⁴⁸.

Ces premières analyses de la plate-forme du Parti nazi présentent cependant les mêmes caractéristiques que les autres articles publiés à la même époque concernant le régime nazi. En effet, les différentes analyses du programme débouchent souvent sur l'idée que les nazis forment un parti divisé et que la position de Hitler au poste de chancelier est instable. Par exemple, le 12 mars 1933, le journaliste et historien Emil Lengyel⁴⁹ propose aux lecteurs du quotidien une analyse détaillée du programme nazi⁵⁰. Il décrit les politiques raciales, économiques, de même que les visées des nazis en politique étrangère. Lengyel refuse toutefois de sonner l'alarme par rapport aux mesures, souvent radicales (notamment à l'endroit des Juifs), qui sont énoncées dans le programme. Selon lui, la position précaire de Hitler ne permet pas de prévoir une politique totalement définie de la part du nouveau chancelier, pas plus que des actions d'éclat, du moins durant les premiers mois du régime. Par conséquent, Lengyel exprime plusieurs doutes quant à la mise en application des points les plus tranchés du programme. Par exemple, il n'est pas

⁴⁷ «We in Hitler's Place», New York Times, 23 mai 1933, p. 18. La citation provient de l'éditorial «Nazis Bred Communists», *idem*.

⁴⁸ Le programme original du parti nazi comprend vingt-cinq articles rédigés pour la plus grande partie par Gottfried Feder, l'un des fondateurs du mouvement, le 24 février 1920.

⁴⁹ Né en 1895 en Hongrie, Emil Lengyel est historien, une autorité sur la prise de pouvoir de Hitler. Après avoir participé à la guerre de 1914-18 et été prisonnier de guerre en Sibérie, il arrive aux États-Unis en 1921 en tant que correspondant lors de la conférence navale de Washington de 1921-1922. Demeurant en Amérique après cette affectation, il devient le spécialiste du New York Times pour tout ce qui concerne les questions politiques de l'Europe centrale. Il enseigne aussi à l'Université de New York et il écrit plusieurs livres dont Hitler (1932) et Millions of Dictators (1936). Il meurt en 1985. Current Biography Yearbook 1985, New York, The H.W. Wilson Company, 1985, p. 469.

⁵⁰ «Hitler's Plans for Germany Are Still Cloaked in Doubt», New York Times, 12 mars 1933, section 8, p. 5. L'article de Lengyel est un bon exemple des analyses faites du programme du parti nazi. D'autres articles ont cependant été rédigés, reprenant souvent les mêmes analyses et arrivant à des conclusions similaires. Voir

convaincu, à cette date, que les nazis vont instaurer une dictature. De même, il semble douter que les mesures antisémites prises dans la plate-forme du Parti nazi vont se matérialiser, se basant sur le fait que Hitler, au cours des dernières années, «has remained quiet about the Jews»⁵¹. De plus, Lengyel avance que Hitler ne cherchera pas à réarmer l'Allemagne, le décrivant même comme un défenseur du désarmement en Europe. Bien qu'il soit difficile de reprocher à Lengyel la prudence dont il fait preuve dans son article, la plupart des jugements qu'il porte sur le développement à venir de l'Allemagne nazie sont erronés⁵².

Néanmoins, à mesure que l'année 1933 avance, le visage de la nouvelle Allemagne apparaît plus clairement aux journalistes du New York Times. La nature oppressive du régime nazi, la menace toujours plus grande que l'Allemagne fait peser sur l'Europe entière, l'absence totale d'opposition à Hitler, toutes ces réalités semblent devenir plus évidentes aux reporters du journal. À n'en point douter, c'est Frederick T. Birchall qui, le premier, présente aux lecteurs du journal la véritable situation du III^e Reich. Dans un article qu'il écrit pour marquer la fin du congrès du Parti nazi à Nuremberg, au début du mois de septembre 1933, Birchall y va de révélations qui tranchent avec les rapports publiés jusqu'à cette date. Il affirme en effet que le régime nazi, loin d'être sur le point de s'effondrer, va au contraire consolider sa position dans les mois à venir. «Any one who dreams of an increasingly difficult economic situation forcing Hitlerism out in the coming hard winter should awaken quickly, for the reality no longer matches the dream»⁵³, écrit-il. Plus encore, Birchall y va de révélations étonnantes, prédisant dans le même article la volonté de Hitler

notamment «The Triple Aims of the Nazis: An Analysis of Their Program», New York Times, 16 avril 1933, section 8, p. 3.

⁵¹ «Hitler's Plans...», loc. cit.

⁵² L'article de Lengyel a cependant été écrit peu de temps après les élections du 5 mars. À cette date, plusieurs éléments demeurent encore inconnus quant à l'avenir du régime. Par exemple, si l'on se fie aux rapports transmis par le chargé d'affaires à Berlin, George Gordon, au département d'État, la réalité d'une dictature nazie en Allemagne ne devient une certitude qu'au mois de juin 1933. «Gordon to the Secretary of State», 23 juin 1933; 24 juin 1933; 30 juin 1933; 10 juillet 1933, FRUS, 1933, vol. 2, pp. 234-247. Toutefois, l'idée que Hitler favorise le désarmement en Europe, et plus précisément pour l'Allemagne, apparaît comme une erreur de jugement difficilement acceptable de la part de Lengyel. Il s'agit là, à tout le moins, d'une erreur que les diplomates américains ne commentent pas. Dès les débuts du régime, des rapports parviennent au département d'État et confirment l'intention de Hitler de réarmer l'Allemagne. Voir notamment «Consul General at Stuttgart to the Secretary of State», 4 avril 1933, FRUS, 1933, vol. 2, p. 216. Sur les tentatives de désarmement en Europe et la Conférence de Genève, voir Offner, op. cit., pp. 18-54.

⁵³ «Lengthy Nazi Rule Indicated by Rally», New York Times, 6 septembre 1933, p. 12.

d'acquérir des territoires supplémentaires et, dans des termes qui surprennent par leur exactitude, la destruction prochaine des Juifs allemands⁵⁴.

L'inquiétude face aux développements du régime nazi devient donc plus évidente lors des derniers mois de 1933. Hitler est alors confortablement installé au pouvoir⁵⁵, les partis politiques autres que le NSDAP sont complètement éliminés⁵⁶ et aucune opposition sérieuse ne se dresse devant le Führer. Mais surtout, l'Allemagne nazie semble alors déterminée à se réarmer, ce qui fait craindre le pire. Le 14 octobre, en effet, l'Allemagne quitte la Conférence de Genève sur le désarmement et la Société des Nations (SDN)⁵⁷. Le 12 novembre, un référendum, organisé parallèlement à de nouvelles élections au Reichstag⁵⁸, confirme l'appui de la population allemande au gouvernement⁵⁹. Le nouvel ambassadeur des États-Unis en Allemagne, William E. Dodd⁶⁰, ne cache pas ses craintes devant ces événements. Corroborant les résultats du plébiscite⁶¹, il prétend que l'attitude de l'Allemagne laisse la paix en Europe plus fragile que jamais⁶². De plus, il arrive aux

⁵⁴ À propos de la persécution des Juifs, Birchall écrit alors: «Aryanism is now the keystone of Nazi policy (...). Its corollary is persecution even to extermination – the word is the Nazis' own – of the non-Aryans, if that can be accomplished without too great world disturbance». Cette triste prophétie, prononcée près de huit ans avant le début des tueries à grande échelle, s'avérera, comme on le sait, exacte. Ibid.

⁵⁵ Les députés du Reichstag ont accordé les pleins pouvoirs au gouvernement de Hitler pour quatre ans le 23 mars 1933.

⁵⁶ Après la dissolution de la majorité des partis politiques au cours des dernières semaines du mois de juin 1933, une loi passée le 14 juillet vient interdire la formation de partis politiques autres que le NSDAP, instaurant du même coup le régime à parti unique en Allemagne. Ian Kershaw, Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation, Paris, Gallimard, 1992, p. 16.

⁵⁷ Offner, op. cit., pp. 18-53.

⁵⁸ Ces nouvelles élections renforcent une fois de plus le pouvoir de Hitler et des nazis. Comme le NSDAP est, en pratique, le seul parti politique en Allemagne, les nazis récoltent 92,2 % de l'appui populaire. Kershaw, op. cit.

⁵⁹ Lors du référendum, plus de 95 % de la population allemande approuve la décision du gouvernement de quitter la SDN et la Conférence de Genève.

⁶⁰ William E. Dodd a été nommé ambassadeur en Allemagne au mois de juin 1933, après que l'ambassadeur Sackett, déçu par l'arrivée au pouvoir des nazis, ait remis sa démission le jour de l'inauguration du président Roosevelt, le 4 mars 1933. Dodd, un professeur d'histoire de l'Université de Chicago, développe rapidement un profond sentiment de haine face au régime nazi. Tout au long de sa carrière d'ambassadeur, qui dure jusqu'en 1938, il s'oppose au régime nazi et brise à plusieurs reprises les conventions diplomatiques. L'ambition de Dodd était alors de devenir un modèle du libéralisme américain et ainsi de montrer aux nazis que la démocratie ne se laisserait pas battre si facilement. Voir Robert Dallek, «Beyond Tradition: The Diplomatic Careers of William E. Dodd and George S. Messersmith, 1933-1938», The South Atlantic Quarterly, vol. 66, no. 2 (Spring 1967), p. 234. Sur les circonstances de la démission de Sackett, voir Burke, op. cit., pp. 295-296.

⁶¹ Dodd confirme la victoire des nazis, mais avertit tout de même le département d'État que les résultats obtenus, même s'ils reflètent en grande partie l'opinion publique, sont partiellement dus à l'absence d'opposition et à des manœuvres frauduleuses de la part des nazis lors des élections. «The Ambassador in Germany to the Acting Secretary of State», 24 novembre 1933, FRUS, vol. 2, 1933, pp. 267-268.

⁶² «The Ambassador in Germany to the Acting Secretary of State», 15 novembre 1933, FRUS, vol. 2, 1933, pp. 264-267.

même conclusions que Frederick Birchall deux mois plus tôt, prédisant que les nazis vont demeurer au pouvoir :

The German nation, as a whole, likes and respects authority even though that authority may deprive it of many individual rights and privileges which the Anglo-Saxon demands. This accounts to a certain degree for the success of the National Socialist movement. If the Nazi Government can divert public attention from economic problems by pursuing a successful foreign policy (...), its tenure of power would appear to be a prolonged one⁶³.

Le New York Times, à l'exemple de l'ambassadeur des États-Unis, s'inquiète rapidement du retrait de l'Allemagne de la SDN et de la Conférence de Genève. Harold Callender⁶⁴, l'un des journalistes les plus respectés du quotidien, rédige un long article à ce sujet à la fin du mois d'octobre 1933. Callender, dans son texte, cherche à comprendre les implications de la politique étrangère des nazis. Les récentes actions de Hitler dénotent, selon lui, le désir des Allemands de voir leur pays se dresser de nouveau au rang des grandes puissances mondiales. Pour Callender, la question du réarmement « is a test whereby to judge the willingness of foreign nations to accord Germany a fair chance (...) to rise again to the position of power and influence which Germans think is their due »⁶⁵. Dès lors, l'Allemagne nazie, dans l'esprit de Callender, devient « a danger to Europe's peace »⁶⁶.

Mais comment expliquer l'adhésion des Allemands, un peuple dont on vante partout, spécialement aux États-Unis, les accomplissements culturels et scientifiques, à un régime totalitaire, violent et menaçant comme le régime nazi ? Cette question, à laquelle bien des historiens, encore aujourd'hui, tentent d'apporter une réponse convaincante, préoccupe grandement les journalistes du New York Times⁶⁷. Pour la majorité des

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Né en 1892, Harold Callender, après avoir étudié à l'université de New York et à la Sorbonne, devient correspondant européen pour le New York Times entre 1926 et 1940. Par la suite, il est affecté successivement en Australie, en Amérique du Sud, à Washington, à Alger et à Paris. Il est également l'auteur de quelques livres sur la politique étrangère, notamment A Preface to Peace (1942). Who's Who in America: A Biographical Dictionary of Notable Living Men and Women, vol. 24, 1946-47, Chicago, The A.N. Marquis Co., 1946, p. 358.

⁶⁵ «Hitler's Challenge to the Great Powers», New York Times, 22 octobre 1933, section 8, p. 1.

⁶⁶ Ibid.

⁶⁷ Pour plus de détails sur cette question (et les débats qui l'entourent), le lecteur peut se rapporter aux livres suivants: Michael Burleigh et Wolfgang Ippermann, The Racial State: Germany 1933-1945, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 (première édition 1991), pp. 7-44 ; Kershaw, op. cit., 414 p. . Kershaw s'est intéressé à plus d'une reprise à cette question fondamentale. Son ouvrage L'opinion allemande sous le nazisme. Bavière 1933-1945, Paris, CNRS éditions, 1995 (publication originale anglaise en 1983) est reconnu comme l'un des meilleurs livres à traiter de ce sujet. Un autre ouvrage intéressant, qui adopte une méthode différente, demeure néanmoins celui de J.P. Stern, Hitler, le Führer et le peuple, Paris, Flammarion, 1995 (première édition 1975), 306 p.

reporters, l'union soudaine du peuple allemand sous le nazisme se comprend par une volonté d'unité inassouvie depuis la fin du XIX^e siècle et particulièrement depuis 1918. Les Allemands, selon les explications données par le New York Times, forment un peuple à l'unité fragile qui, depuis la fin de la guerre, souffre d'un complexe d'infériorité flagrant. Le discours des nazis, tendant à unifier les Allemands en soulevant la menace d'ennemis imaginaires (comme les Juifs et les communistes), reçoit donc l'appui d'une bonne part du peuple allemand, celui-ci trouvant dans ces appels une nouvelle vitalité nationale et une impression de faire partie, à nouveau, d'un pays fort. Plus encore, le nationalisme à outrance exprimé par le mouvement nazi serait l'expression de sentiments et de traits de caractère particuliers aux Allemands, décrits comme des passionnés de nature, toujours à la recherche de l'absolu, prêts à repousser toutes les barrières et à atteindre l'impossible⁶⁸. Ces réponses, toutefois, demeurent fragmentaires de l'avis même des journalistes. Selon eux, tenter d'expliquer pourquoi Hitler soulève la passion des Allemands est difficile, voire irréalisable. Car c'est une somme de sentiments divers qui définit alors ce nouveau nationalisme allemand, «a wave of emotion running through the people which is like a religious revival»⁶⁹.

Malgré les difficultés avouées de comprendre l'attitude qui anime les Allemands au lendemain de leur «révolution nationale», plusieurs journalistes, surtout ceux qui, à cette date, arpentent les rues de Berlin, reconnaissent que l'unité du peuple allemand est alors à son plus fort. De nombreux témoignages, recueillis par ces reporters, rendent compte de l'enthousiasme que soulève le nouveau régime, bien que, de l'aveu même des personnes interviewées, rien de concret n'explique vraiment cette frénésie nouvelle. «It is a feeling (...), it is an emotion», confirme un important homme d'affaires allemand interrogé à ce sujet, «it is the most wonderful sense of comradeship. And then again it is a reinstatement of self-respect. It is to be again a great nation»⁷⁰. Un jeune prêtre, quant à lui, admire les nouveaux liens qui se sont tissés entre les Allemands: «Already it [nazism] has meant reconciliation, wiping out the barriers of class, politics, religion. This May Day for the very

⁶⁸ Ces opinions se retrouvent dans plusieurs textes publiés au cours de l'année 1933 dans le New York Times Magazine, publié avec l'édition dominicale du journal. Voir par exemple les articles de Harold Callender, «The German Mind in a Ferment», New York Times Magazine, 30 avril 1933, pp. 1-2, 13; Alice Hamilton, «An Inquiry into the Nazi Mind», New York Times Magazine, 6 août 1933, pp. 1-2; Anne O'Hare McCormick, «Behind Germany's Elemental Upheaval», New York Times Magazine, 24 septembre 1933, pp. 3, 20; Miriam Beard, «Germany and Japan: Striking Parallels», New York Times Magazine, 17 décembre 1933, pp. 8-9.

⁶⁹ «Nazis Swept Along on Tide of Emotion», New York Times, 18 juin 1933, section 9, p. 2

⁷⁰ Ibid.

first time all the people in the village marched together to the village square — peasant, independent farmer, squire, schoolmaster, merchant and laborer, doctor, minister»⁷¹.

Bien entendu, les journalistes du New York Times ne tombent pas dans le piège facile qui est de prétendre qu'aucune opposition à Hitler et au nazisme n'est palpable en Allemagne. Au contraire, tous ou presque indiquent qu'ils présentent les opinions de certains Allemands, non pas de la totalité de la population, et qu'ils ont rencontré plusieurs personnes plutôt froides à l'endroit de la révolution nazie⁷². Néanmoins, bien qu'ils soient pour la plupart incapables d'expliquer ce qu'ils voient, les correspondants qui écrivent au cours de l'année 1933 rappellent souvent cette unité qui caractérise dorénavant l'Allemagne.

Certainement moins au fait de la situation sur le terrain, le bureau éditorial a, de son côté, plus de difficultés à admettre l'assentiment quasi généralisé que provoque le régime nazi. Les éditorialistes du journal semblent effectivement croire davantage que le régime soulève l'approbation de tous parce que toute opposition est désormais impossible. Cette idée est particulièrement bien rendue dans un éditorial publié au mois de juillet 1933. Reprenant à son compte l'histoire d'Alice au pays des merveilles de Lewis Carroll, l'éditorialiste ridiculise ce supposé esprit de corps qui distingue apparemment le Reich de Hitler, dans un texte qui, du même coup, remet en question le soi-disant côté sobre de la page éditoriale du New York Times:

«Isn't it wonderful», said the Hatter to Alice, «how the German people under Hitler are getting unitered and unitered?»
 «Well, I don't know», said Alice. «I remember reading in the history books about the World War that the German people managed to stand pretty well together».
 «Waddye [sic] mean stand together?» said the Hatter. The old stuff about united we stand divided we fall. The real thing as we have it today is united we sit».
 «Oh, don't be ridiculous», said Alice. «What sense is there in united we sit?»
 «Sure», said the Hatter, «the Nazis sitting on top of the rest of the German people. You wouldn't want any more intimate contact than that, would you? If two persons are standing together, then one of them might make up his mind at any moment and walk away. That's not union. But when you have Jones sitting on top of Smith and rubbing Smith's nose into the ground, you've got people in real close touch»⁷³.

Si les journalistes du New York Times semblent avoir de la difficulté à expliquer le nouveau nationalisme allemand, il n'en demeure pas moins qu'ils cernent rapidement l'une

⁷¹ Hamilton, loc. cit., p. 1.

⁷² Par exemple, Hamilton rappelle «I have not attempted to quote those who are absolutely opposed to Hitlerism, of whom they are many»; loc. cit.

de ses composantes principales: l'antisémitisme. L'appartenance à la race aryenne et la ségrégation de tous ceux qui n'en font pas partie apparaissent aux reporters comme la pierre angulaire de l'adhésion des Allemands au régime nazi. «Aryanism», écrit Frederick Birchall, «is (...) the most popular of the Nazi principles and of all the Nazi tendencies is the most warmly defended by the Germans»⁷⁴. Le Juif, en effet, devient rapidement l'ennemi numéro un du III^e Reich. C'est à lui que le Parti nazi impute, depuis ses débuts à l'aube des années 1920, la responsabilité de tous les déboires de l'Allemagne. Dès les premiers jours du III^e Reich, des Juifs sont attaqués, battus et tués par des nazis, principalement par des SA. Le New York Times prend vite la mesure de cette persécution religieuse et raciale — la distinction, lorsqu'on parle du régime nazi, est toujours difficile à faire — et publie de nombreux articles tout au long de l'année à ce propos. Des articles qui décrivent, comme nous le verrons, toute l'horreur du sort réservé aux Juifs dans l'Allemagne hitlérienne.

B) Les fanatiques au pouvoir: le New York Times et les premières persécutions des Juifs en Allemagne.

Dès les débuts du III^e Reich, les Juifs allemands se sont retrouvés dans une situation précaire⁷⁵. Le nouveau chancelier, Adolf Hitler, appelait depuis longtemps déjà à l'«élimination» de l'influence juive dans la vie de l'Allemagne. Le programme du Parti nazi, dès les premiers jours, définissait une série de mesures ségrégationnistes à l'endroit des Juifs. La plate-forme prévoyait, entre autres mesures, que les Juifs seraient privés de la citoyenneté du Reich, qu'ils paieraient des taxes plus élevées, qu'ils seraient bannis des postes de fonctionnaires, d'avocats, de juges et d'agents de change⁷⁶. Suivant les préceptes de leur programme, les nazis, au lendemain du 30 janvier 1933, s'attaquent rapidement aux Juifs allemands. Les SA, particulièrement, exercent une pression déjà redoutable sur la communauté juive au cours des deux premiers mois du III^e Reich. La persécution, durant cette période, est surtout caractérisée par des actes de violence souvent perpétrés selon l'inspiration du moment. Des Juifs sont battus dans la rue; des commerçants voient leurs magasins envahis et saccagés; certains sont kidnappés et des

⁷³ «Nazis Unite Germans», New York Times, 24 juillet 1933, p. 14.

⁷⁴ «Lengthy Nazi Rule...», loc. cit.

⁷⁵ Voir le tableau 4 en annexe sur l'importance de la population juive en Allemagne en 1933.

⁷⁶ «Hitler's Plans...», loc. cit. Voir également Saul Friedländer, L'Allemagne nazie et les juifs. I. Les années de persécution (1933-1939), Paris, Seuil, 1998, pp. 37-38.

rançons exigées pour leur libération; quelques-uns sont même tués lors d'affrontements⁷⁷.

Au départ, les premières persécutions antisémites provoquent des sentiments mitigés aux États-Unis. La presse américaine est alors prudente dans ses commentaires. Bien peu de journaux, au cours des mois de février et mars, osent accorder trop d'importance à ces histoires d'horreur, que plusieurs comparent alors aux récits d'atrocités qui circulaient durant le temps de la guerre, notamment lors de l'invasion de la Belgique par l'Allemagne⁷⁸. La plupart des journaux américains, en effet, se méfient de ces histoires «[that] cannot be checked and officially verified»⁷⁹. Le New York Times, soucieux de sa réputation d'intégrité, attend d'ailleurs quelque temps avant de publier les premiers rapports concernant la persécution des Juifs. Le quotidien cherche alors à prouver, hors de tout doute, que ces événements ont véritablement eu lieu⁸⁰. Certains de ses journalistes, en outre, sont sceptiques devant les nouvelles de persécution religieuse et raciale en provenance de l'Allemagne. Frederick Birchall par exemple, dans une entrevue qu'il accorde à la radio de CBS au cours du mois de mars, affirme que les nazis n'ont aucune intention de s'engager «[in] racial oppression in any vital degree»⁸¹. Miles Bouton, un reporter du Baltimore Sun, adopte la même position. Lors d'une conférence de presse retransmise sur les ondes de NBC, Bouton condamne les journaux américains qui ont publié des histoires de persécution dans leurs pages. Alors en poste en Allemagne, Bouton prétend ne pas avoir vu d'atrocités «as reported in the American Press»⁸². Même

⁷⁷ Schleunes, *op. cit.*, pp. 70-71; Burleigh et Wippenmann, *op. cit.*, pp. 77-78.

⁷⁸ Lors de la Première Guerre mondiale, de nombreux récits d'atrocités commises par des soldats allemands lors de l'invasion de la Belgique ont fait la manchette. On accusait alors les soldats allemands d'attaquer des civils sans défense, de tuer sans distinction femmes et enfants. L'histoire la plus connue reste celle d'enfants mutilés par les Allemands, auxquels on aurait tranché les mains pour éviter que, plus tard, ils deviennent des soldats. Cependant, la grande majorité de ces histoires se sont avérées fausses. De nombreux Américains, choqués d'avoir été ainsi manipulés (les histoires d'atrocités émanent surtout des Britanniques, dans le but d'attirer les États-Unis à leur côté dans le conflit), ont donc adopté une réaction de prudence extrême lors des premiers récits de persécution des Juifs en Allemagne. Pour davantage de détails sur les récits d'atrocités lors de la Première Guerre mondiale, le lecteur peut se rapporter aux textes suivants: Trevor Wilson, «Lord Bryce's Investigation into Alleged German Atrocities in Belgium, 1914-1915», Journal of Contemporary History, vol. 14, no. 3 (juillet 1979), pp. 369-383; Ruth Harris, «The "Child of the Barbarian": Rape, Race and Nationalism in France During the First World War», Past and Present, no. 141 (November 1993), pp. 170-206; Eberhard Demm, «Propaganda and Caricature in the First World War», Journal of Contemporary History, vol. 28, no. 1 (January 1993), pp. 163-192.

⁷⁹ Lipstadt, *op. cit.*, p. 16. Ce commentaire est tiré du journal Toledo Times.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 25. Le fait que le New York Times n'ait pas publié de nouvelles sur la persécution des Juifs au cours des premières semaines du régime nazi est cependant plus difficile à expliquer que le simple désir de confirmation des nouvelles. Voir les indications données à la note 51 de l'introduction.

⁸¹ *Ibid.*, pp. 51-52. Birchall, toutefois, délaisse vite ses soupçons et condamne vigoureusement, par la suite, les persécutions raciales, religieuses et politiques en Allemagne.

⁸² «Germany Orderly, American Reports», New York Times, 26 mars 1933, p. 28.

l'ancien ambassadeur des États-Unis en Allemagne, James W. Gerard, avance que la rhétorique antisémite des nazis n'est pour eux qu'un moyen d'atteindre le pouvoir. À la veille des élections du 5 mars, le diplomate prédit que Hitler, une fois bien installé à la tête du pays, délaissera rapidement cette partie du programme nazi⁸³.

Toutefois, la persistance de ce que le New York Times qualifie dans un premier temps de «wild rumors»⁸⁴ fait prendre conscience que des événements dramatiques ont véritablement eu lieu et se poursuivent en Allemagne. Comme le prétend le Columbus Journal dans un éditorial: «When there is so much smoke there must be some fire»⁸⁵. Conséquemment, quelques articles concernant la persécution des Juifs commencent à être publiés dans le journal au cours du mois de mars. Les premiers articles à paraître dans les pages du New York Times à ce sujet s'attardent avant tout aux problèmes économiques que connaissent les Juifs depuis l'arrivée du nouveau régime. Ces premiers textes se concentrent surtout à relater les injustices commises à l'endroit d'avocats, de médecins, de fonctionnaires, de scientifiques et de musiciens qui, en raison de leur appartenance à la communauté juive, ne peuvent plus pratiquer leur métier⁸⁶. Suivant ces rapports initiaux, le journal publie les premières nouvelles rapportant sans équivoque que des actes de brutalité ont été commis contre des Juifs. Le premier article à traiter de la persécution antisémite en ce sens, pourtant, n'est pas le fruit d'un journaliste permanent du quotidien. C'est plutôt l'écrivain juif allemand Lion Feuchtwanger, depuis longtemps hostile aux nazis, qui l'écrit. Rappelant tout d'abord son incrédulité devant les récits qu'il a recueillis auprès de réfugiés exilés en France, le romancier accepte la validité des histoires de persécution en tenant compte de la crédibilité de ceux qui les racontent. Puis, il y va de descriptions qui révèlent toute la cruauté de la répression :

These refugees also had heard despairing stories of women whose husbands and sons had been dragged out of bed and inhumanly beaten, and about whom nothing more had been heard or seen. (...) Day after day, these refugees insisted, bodies are discovered mutilated beyond identification. Every Jew in Germany, they said, must expect to be assaulted in the street or to be dragged out of bed and arrested, to have his goods or property destroyed (...) ⁸⁷.

⁸³ «Return of the Kaiser Doubted by Gerard», New York Times, 4 mars 1933, p. 8. Gerard a été ambassadeur des États-Unis en Allemagne de 1913 à 1918.

⁸⁴ Lipstadt, *op. cit.*, p. 15.

⁸⁵ Columbus Journal, 24 mars 1933, tel que cité dans Ibid., p. 38.

⁸⁶ «Nazis Ban Concert by Bruno Walter», New York Times, 17 mars 1933, p. 9; «Nazis Press Policy of Racial Purgings», New York Times, 18 mars 1933, p. 6; «Nazis Hunt Arms in Einstein Home», New York Times, 21 mars 1933, p. 10.

⁸⁷ «Terror in Germany Amazes Novelist», New York Times, 21 mars 1933, p. 11.

Le bureau éditorial du New York Times s'applique également à critiquer les actes de violence commis à l'endroit des Juifs allemands. Les appels des nazis à l'antisémitisme sont considérés par le journal comme un retour au Moyen Âge, une ère d'«ignorance, superstition, fear and hate»⁸⁸. Plus encore, le journal s'avoue incapable de comprendre comment l'Allemagne, «a nation so proud of its Culture», peut sombrer «to the level of Czarist policy and (...) pogrom»⁸⁹. Les lecteurs se montrent particulièrement en accord avec les prises de position du quotidien. Mars 1933 est en effet le mois, durant la période étudiée, où le journal reçoit le plus de commentaires à propos de la persécution des Juifs et la grande majorité des lettres reçues condamnent, elles aussi, les agissements du régime nazi. Un lecteur se dit «deeply ashamed of these hideous crimes committed in the name of patriotism»⁹⁰, alors qu'un autre prétend que ces crimes devraient soulever la suspicion des Américains à l'endroit d'une nation qui les permet et d'un gouvernement qui semble les encourager⁹¹.

Cependant, durant les premiers mois du III^e Reich, le New York Times n'accuse pas tous les dirigeants nazis d'être responsables de l'oppression dont les Juifs sont victimes. Hitler lui-même est régulièrement lavé de tout soupçon⁹². La responsabilité des actes de violence est à ce moment surtout attribuée aux SA, dépeints comme une bande de jeunes hommes rustres et brutaux, et à certains chefs nazis considérés comme des «radicaux». Goering et Goebbels, notamment, sont souvent présentés par le journal comme les têtes

⁸⁸ «Nazi Violence», New York Times, 12 mars 1933, section 4, p. 4.

⁸⁹ «The German Scene», New York Times, 21 mars 1933, p. 16.

⁹⁰ «Protesting Nazi Action», New York Times, 21 mars 1933, p. 16.

⁹¹ «The Nazi Campaign», New York Times, 18 mars 1933, p. 12. Voir également d'autres exemples de lettres à l'éditeur qui condamnent les persécutions: «Advice to Germany», New York Times, 19 mars 1933, section 4, p. 5 ; «Protesting Nazi Action», New York Times, 24 mars 1933, p. 16.

⁹² Selon Lipstadt, le New York Times est l'un des quotidiens américains qui croit que Hitler, après être arrivé au pouvoir «like a lion», va rapidement se transformer en «mouton». En fait, Lipstadt prétend que cette attitude de la presse américaine, et notamment du New York Times, reflète une perception particulière de l'antisémitisme nazi, qu'elle appelle le «nothing but...». Selon elle, les journaux américains ont toujours cherché à expliquer l'antisémitisme nazi «as nothing but a means of accomplishing something else, e.g., a smokescreen designed to divert attention from other more complex problems». Lipstadt, *op. cit.*, p. 51, 56. Bien que nous reconnaissons une certaine part de vérité dans cette explication, nous trouvons cependant exagéré de considérer que le New York Times a simplement commenté l'antisémitisme nazi de cette façon. Au contraire, nous croyons que le journal a, dans l'ensemble, bien évalué les persécutions contre les Juifs et qu'il a compris rapidement que l'antisémitisme est un élément important, sinon le plus important, du nouveau régime. Sur ce plan, notre analyse montre que le New York Times a porté des jugements plus justes que les diplomates américains présents en Allemagne en 1933. L'épisode du boycott du 1^{er} avril 1933, qui est traité un peu plus loin, nous en donne un bon exemple.

pensantes des persécutions⁹³. Cette attitude du New York Times est compréhensible et reflète, à tout le moins, une partie de la réalité. En effet, Hitler, durant les premiers temps de son régime, est plutôt discret en ce qui concerne les Juifs. Son intérêt est tourné vers les différents opposants politiques qui se dressent devant lui, comme les communistes, les socialistes et les démocrates, qui représentent une menace beaucoup plus pressante, et beaucoup plus sérieuse, à son maintien au pouvoir. Plus encore, le désir de Hitler de légitimer son gouvernement, du moins en façade, impose une certaine prudence dans l'attitude à adopter devant le «problème juif». L'opinion du monde extérieur, de même que la présence en Allemagne de certaines organisations encore susceptibles de déstabiliser le nouveau chancelier⁹⁴, forcent Hitler à limiter, au début de son règne, les attaques contre les Juifs du Reich⁹⁵.

Pourtant, les SA ne semblent pas comprendre la prudence politique de Hitler. Au début du mois de mars, la grande majorité des opposants politiques sont déjà mis hors d'état de nuire et les troupes paraissent empressées de s'en prendre aux Juifs, ceux qu'ils considèrent comme les ennemis intrinsèques des Allemands et du régime. Beaucoup de SA, leur chef Ernst Röhm en tête, trouvent leur gouvernement bien lent à agir contre ceux qui, dans la propagande du Parti, sont présentés comme le mal incarné. À leurs yeux, si les Juifs sont si dangereux, il faut dès maintenant les empêcher de nuire. Si bien que tout au long du mois de mars 1933, les persécutions des Juifs sont perpétrées en grande partie par des SA, selon leurs propres initiatives et sans l'accord explicite du gouvernement⁹⁶.

Hitler, de son côté, souhaite que le problème juif soit réglé pour l'instant de façon administrative, comme le dicte d'ailleurs une directive datant de 1932: «Should the NSDAP receive an absolute majority, Jews will be deprived of their rights by legal process. If, however, the NSDAP receives power only through a coalition [ce qui est le cas en 1933], the rights of German Jews will be undermined through administrative means»⁹⁷. Par

⁹³ «Nazi Violence», loc. cit. Les diplomates américains en Allemagne portent d'ailleurs les mêmes jugements à ce moment. «The Counselor of Embassy in Germany (Gordon) to the Secretary of State», 23 mars 1933, FRUS, 1933, vol. 2, p. 329.

⁹⁴ On peut penser, au début de l'année 1933, à la Reichwehr, l'armée allemande, qui demeure prudente face au gouvernement dirigé par Hitler et se sent quelque peu menacée par les SA.

⁹⁵ Schleunes, op. cit., pp. 69-71.

⁹⁶ Ibid., pp. 71-74.

⁹⁷ Ibid., p. 70; Uwe D. Adams, «An Overall Plan for Anti-Jewish Legislation in the Third Reich ?», in Michael R. Marrus (éd.), The Nazi Holocaust. 2. The Origins of the Holocaust, Westport/Londres, Meckler, 1989, pp. 431-439. Adams discute dans cet article d'un projet de loi rédigé au début de l'année 1933, qui prouve selon

conséquent, Hitler tente au début de l'année 1933 de freiner les actions terroristes des SA contre les Juifs. À quelques reprises, il émet des ordres demandant l'arrêt immédiat des «actes individuels», affirmant que le problème juif doit être pris en charge par le gouvernement et seulement par lui. Le New York Times réagit plutôt favorablement à ces appels au calme et accueille avec soulagement l'arrêt, malheureusement temporaire, des actes de violence à la fin du mois de mars 1933⁹⁸. Frederick Birchall fait état de la pression du monde extérieur pour expliquer la relative tranquillité. «The German rulers, under the pressure of world opinion, seem to be making a sincere effort to reduce physical persecution and place their régime in a better light before the world»⁹⁹, écrit-il. Il ne donne toutefois pas l'absolution complète au régime de Hitler, rappelant immédiatement après cette déclaration que de nombreux Juifs sont toujours évincés de leur emploi.

Si Birchall fait référence à l'opinion du monde pour expliquer le ralentissement des persécutions, c'est que la pression exercée par les pays occidentaux sur l'Allemagne est bien réelle. Aux États-Unis particulièrement, de nombreuses protestations sont faites contre le régime nazi par les diverses organisations juives américaines. L'*American Jewish Committee*, le *B'nai B'rith* et l'*American Jewish Congress* expriment leur mécontentement à plusieurs reprises au cours du mois de mars. Leurs protestations prennent différentes formes; elles vont de demandes au gouvernement américain afin qu'il exerce des pressions vis-à-vis du gouvernement allemand pour que cessent les persécutions, à des appels au boycott des produits allemands disponibles sur le sol américain¹⁰⁰. Rapidement, les

certain historiens que l'Holocauste était prévu par Hitler dès les débuts du III^e Reich. Adams contredit cette affirmation. Sans entrer ici de façon formelle dans le débat qui oppose depuis des dizaines d'années les «intentionnalistes», qui défendent la première thèse, aux «fonctionnalistes» dont fait partie Adams (ce débat étant de plus en plus considéré comme dépassé, selon les mots mêmes d'un historien influent en la matière, Saul Friedländer), il est néanmoins important de comprendre que les nazis, principalement Hitler, avaient sans doute quelques plans en réserve concernant la question juive dès 1933, mais que ceux-ci ont été transformés selon les exigences du moment. Par exemple, présentement, rien ne nous permet de croire que Hitler n'a pas pensé à régler la question juive par l'émigration obligée des Juifs allemands, du moins jusqu'au déclenchement de la guerre. Ce n'est que par la suite que l'extermination physique se serait imposée comme la solution idéale dans l'optique des nazis, bien que cette idée, de l'avis de plusieurs, ait été toujours présente dans la tête de Hitler. A partir du moment où l'on tient compte de ces récentes tentatives d'explication, il est vrai que le débat «intentionnaliste versus fonctionnaliste» devient quelque peu stérile. Voir également Rubinstein, *op. cit.*, p. 70. Pour une brève description des nouvelles avancées dans ce débat, le lecteur peut se rapporter au très bon article de Philippe Burin, «Vers la solution finale», paru dans le non moins excellent numéro spécial consacré à l'Holocauste de la revue *L'Histoire*, *Anschwitz, la solution finale*, numéro spécial (octobre 1998), pp. 22-25.

⁹⁸ «Hope Seen for End of Nazis' Attacks», New York Times, 23 mars 1933, p. 11.

⁹⁹ «Reich Combing Out Nazi Storm Troops», New York Times, 27 mars 1933, p. 1.

¹⁰⁰ «Jews Here Demand Washington Action», New York Times, 21 mars 1933, p. 1; «Nazi Persecution Stressed by Wise», New York Times, 22 mars 1933, p. 8; «Protest on Hitler Growing in Nation», New York Times, 23 mars 1933, p. 10. Pour plus de détails sur le rôle des organisations juives américaines par rapport à

organisations juives sont rejointes dans leurs récriminations par d'autres groupes, notamment de nombreux mouvements protestants et catholiques, qui réagissent eux aussi à la répression ayant cours en Allemagne¹⁰¹. Le mouvement de protestation contre le régime nazi atteint son apogée à la fin du mois, alors qu'une manifestation monstre est organisée au Madison Square Garden à New York. Le 27 mars, 20 000 personnes se réunissent dans l'arène pour entendre les conférences de différents intervenants qui dénoncent tous, les uns après les autres, les gestes commis contre les Juifs en Allemagne¹⁰². Parmi les nombreuses personnes qui prennent la parole au cours de la soirée, on compte l'ancien gouverneur de New York Alfred Smith; le rabbin Stephen Wise, président de l'*American Jewish Congress* et l'un des leaders juifs les plus connus aux États-Unis¹⁰³; le maire de la ville de New York John Patrick O'Brien et William Greene, président de l'*American Federation of Labor* (AFL).

Le New York Times accorde une couverture de presse importante au rassemblement du 27 mars, ce que l'on peut voir, en tenant compte de la position éditoriale du journal jusqu'à cette date, comme un signe implicite de son support à la manifestation. En effet, celle-ci fait la une du journal le 28 mars 1933¹⁰⁴, et ce dernier consacre deux pages entières de ce numéro à la reproduction des divers discours entendus lors de cette soirée¹⁰⁵. Ces discours sont sévères à l'endroit des nazis, lesquels sont décrits la plupart

l'Holocauste, voir Zosa Szajkowski, «Relief for German Jewry: Problems of American Involvement», *American Jewish Historical Quarterly*, vol. 62, no. 2 (1972), pp. 111-145.

¹⁰¹ «Calls on Churches to Oppose Hitler», *New York Times*, 21 mars 1933, p. 11 ; «Roosevelt Urged to Plead for Jews» et «Attacks on Jews Scored in Pulpits», *New York Times*, 27 mars 1933, p. 4.

¹⁰² Ce même soir, près de 35 000 personnes supplémentaires participent, à New York, à d'autres manifestations organisées parallèlement à celle du Madison Square Garden, notamment sur la huitième avenue et sur la quarante-huitième rue.

¹⁰³ Le rôle extrêmement important qu'a joué Stephen Wise au début du 20^e siècle pour la promotion et la défense des droits des Juifs aux États-Unis est aujourd'hui reconnu par beaucoup d'historiens. Henry Feingold, notamment, n'hésite pas à le qualifier de «most engaged, most energetic, and in many ways the most satisfying of the Jewish leaders in the 20th century». En outre, le rôle de premier plan joué par Stephen Wise est double, car non seulement a-t-il été un dirigeant énergique pour la communauté juive américaine, mais il apparaît aussi comme le premier Juif à acquérir une certaine forme de reconnaissance aux États-Unis en étant simplement «a professional Jew and nothing else». Henry L. Feingold, «Stephen Wise and the Holocaust», in Michael R. Marrus (éd.), *op. cit.* (1989), pp. 750, 752.

¹⁰⁴ La nouvelle la plus importante de la journée est toujours placée, dans le New York Times, à l'extrême droite du journal, soit dans la huitième colonne, et est habituellement surmontée d'un gros titre imprimé en caractère gras. Voir Bacharan, *loc. cit.*, p. 16. C'est à cet endroit que se retrouve, le matin du 28 mars 1933, l'article concernant la manifestation antinazie.

¹⁰⁵ «55,000 Here Stage Protest on Hitler Attacks on Jews», *New York Times*, 28 mars 1933, pp. 1, 12. Les discours sont reproduits aux pages 12 et 13 du journal.

du temps comme des démagogues et des barbares qui s'appliquent à ramener l'Allemagne au Moyen Âge¹⁰⁶.

Le gouvernement de Roosevelt, pressé d'intervenir auprès des nazis par les organisations juives américaines, s'inquiète également du sort des Juifs au début de l'année 1933, bien que les actions qu'il pose demeurent mitigées. Confronté aux nouvelles publiées par de nombreux journaux et à quelques rapports déjà envoyés par des officiels de l'ambassade, Cordell Hull demande à Sackett de faire une enquête approfondie sur les persécutions antisémites à la fin du mois de mars 1933¹⁰⁷. Cette initiative du secrétaire d'État est accueillie très favorablement par le New York Times, qui perçoit la demande d'enquête comme le désir affirmé du gouvernement américain de faire pression sur Hitler pour que cessent les persécutions; une condition essentielle, selon le journal, à la poursuite de bonnes relations diplomatiques entre les deux pays. Le New York Times propose même son aide au département d'État dans la cueillette d'informations, espérant que les membres de la mission américaine «will not rely on official sources which can hardly be expected to be self-incriminatory»¹⁰⁸. Cependant, Hull n'a pas l'intention, à cette date, de protester officiellement devant le gouvernement allemand, même si la légitimité d'une telle action ne peut être remise en cause¹⁰⁹. Pour lui, la question juive reste un problème

¹⁰⁶ Voir par exemple la reproduction du discours de Alfred Smith, «Smith Calls for a World-Wide Fight on Religious Bigotry», New York Times, 28 mars 1933, p. 13.

¹⁰⁷ «The Secretary of State to the Ambassador in Germany», 21 mars 1933, FRUS, 1933, vol. 2, p. 327. Parmi les rapports envoyés au département d'État par l'ambassade américaine, le plus troublant est celui du consul général à Berlin, George Messersmith. Ce dernier, bien que confiant de voir cesser bientôt les actes de brutalité contre les Juifs, est néanmoins conscient que l'antisémitisme est une composante essentielle du III^e Reich, affirmant que «the anti-Jewish sentiment that had been built up during the last years has in no sense abated and cannot be expected to abate for some time». Un peu plus loin, il ajoute: «How far this anti-Jewish sentiment will be allowed to run and how long the steps now being daily taken will continue, it is impossible to forecast. What is taking place, however, is sufficient to indicate that although physical attacks have ceased on the persons of the Jews in Germany, more serious measures are daily undertaken to eliminate them from all positions of importance». «The Consul General at Berlin to the Secretary of State», 21 mars 1933, FRUS, 1933, vol. 2, pp. 323-326.

¹⁰⁸ «Hull Asks Data on Raids», New York Times, 22 mars 1933, p. 1, 8.

¹⁰⁹ Dans une lettre à l'éditeur publiée dans le New York Times, un avocat de New York indique comment le gouvernement américain peut intervenir auprès de l'Allemagne à propos des persécutions antisémites («in the interest of humanity»). L'auteur présente de nombreux précédents lors desquels le gouvernement américain a intercédé auprès de divers pays, notamment la Russie et la Roumanie, dans le cas de persécutions antisémites. Mais l'auteur affirme également que les États-Unis, cette fois, n'ont même pas besoin de se référer aux «intérêts de l'humanité» pour justifier d'éventuelles protestations, car selon l'article 12 du traité de paix avec la Pologne, «Germany is under direct and specific obligations to the United States to stop such outrages, and even all German anti-Jewish discrimination». En effet, dans ce traité, l'Allemagne demande la protection, en Pologne, des droits de la minorité allemande, reconnaissant du même coup devant les pays alliés qu'elle protégera elle-même les droits des minorités à l'intérieur de ses frontières. «Anti-Semitism in Germany», New York Times, 24 mars 1933, p. 16.

interne à l'Allemagne¹¹⁰ et l'enquête qu'il commande au mois de mars a pour but, avant tout, de faire cesser les protestations qui fusent de toute part¹¹¹. À cette date, le secrétaire d'État est encore convaincu que les articles publiés dans la presse américaine sont exagérés. «Many reports of the acts of terror and atrocities which have reached this country have been exaggerated», déclare-t-il à la fin du mois de mars, avant d'ajouter: «I fear that the continued dissemination of exaggerated reports may prejudice the friendly feelings between the peoples of the two countries and be of doubtful service to anyone»¹¹². Ainsi, il n'est pas surprenant de constater que les résultats de l'enquête commandée par Hull sont finalement limités. Le secrétaire d'État conclut en effet au bout de quelques jours, dans un télégramme destiné à l'*American Jewish Committee* et à l'*American Jewish Congress*, que la phase des persécutions physiques contre les Juifs «may be considered virtually terminated», et que la situation en Allemagne «will soon revert to normal»¹¹³. Une conclusion que l'*American Jewish Congress* conteste néanmoins poliment, rappelant au secrétaire d'État que «in view of the official program of the Nazi party and its record of thirteen years disseminating hatred against the Jewish people, the Jews of Germany are in great and imminent jeopardy of life»¹¹⁴.

De leur côté, les nazis réagissent très mal aux protestations des Américains et du reste du monde. Enfermés dans leur croyance idéologique concernant les Juifs, ils semblent incapables de comprendre pourquoi ils ont si mauvaise presse à l'étranger¹¹⁵. Au

¹¹⁰ Cordell Hull exprime ouvertement ce point de vue dans un télégramme qu'il envoie au Chargé d'affaires en Allemagne, George Gordon, à la fin du mois de mars 1933: «You should make it clear that it is not the purpose of this government to interfere in any way in matters which are essentially the domestic concern of Germany». «The Secretary of State to the Chargé in Germany (Gordon)», 30 mars 1933, *FRUS*, 1933, vol. 2, p. 337.

¹¹¹ Spear, *loc. cit.*, pp. 216-217.

¹¹² Propos cités dans Lipstadt, *loc. cit.* (1984), p. 33.

¹¹³ «The Secretary of State to the Chargé in Germany», 26 mars 1933, *FRUS*, 1933, vol. 2, pp. 333-334.

¹¹⁴ «Nazis End Attacks on Jews in Reich, Our Embassy Finds», *New York Times*, 27 mars 1933, p. 1, 5.

¹¹⁵ Un événement peut nous éclairer sur l'emprisonnement idéologique des nazis. Goering, à la fin du mois de mars 1933, convoque les dirigeants de trois grandes organisations juives allemandes à son ministère. Il exhorte violemment ses interlocuteurs de cesser immédiatement de répandre des «faussetés» sur l'Allemagne à l'étranger. Goering ordonne aux dirigeants juifs d'utiliser leurs contacts dans les autres pays pour que cessent ces «mensonges», sans quoi il se dit incapable «de répondre de la sécurité des Juifs allemands». Toutefois, les leaders juifs répondent à Goering qu'ils n'ont aucun contact à l'extérieur du pays et qu'ils ne sont en rien responsables des rapports de la presse étrangère. Ils indiquent au ministre qu'il devrait peut-être s'informer auprès des dirigeants sionistes qui entretiennent, de leur côté, des rapports avec d'autres organisations sionistes à travers le monde. Goering, dans cet incident, montre bien qu'il est aveuglé par la propagande de son parti. Ses accusations comme quoi les Juifs sont responsables des rapports de la presse étrangère montrent effectivement qu'il adhère à la théorie d'un complot juif mondial visant à déstabiliser l'Allemagne. Par ailleurs, cet événement révèle aussi le fait que les Juifs sont représentés comme étant tous les mêmes. Goering, en ne s'adressant pas dans un premier temps aux dirigeants sionistes, laisse transparaître l'idée, souvent répétée dans

cours des premiers mois du régime, les dirigeants nazis et certains membres du gouvernement de coalition s'évertuent à dénoncer les rapports qui sont publiés dans les journaux américains et européens en tentant de les associer au retour de la «propagande anti-allemande» de la Première Guerre mondiale. «I find no other explanation for the present propaganda unloosed against the German Government than to consider it a deliberate, sudden rebirth of the vilification campaign conducted during the World War», évalue le ministre allemand des Affaires étrangères, Constantin von Neurath¹¹⁶. Goering réproouve lui aussi les rapports de la presse étrangère. Lors d'une conférence de presse donnée à Berlin pour condamner la manifestation du Madison Square Garden, il admet que quelques actes de violence ont bel et bien été commis, mais que ceux-ci font exception devant «the general tranquility order». Simultanément, Goering tente de justifier les pertes d'emplois subies par les Juifs, affirmant que «Jews had been removed from office (...) not because they were Jews but because they were Socialists»¹¹⁷.

En regard de ces dénonciations, le New York Times reste sur la défensive et est loin d'adhérer aux vues des nazis et des membres du gouvernement allemand. Au cours des derniers jours du mois de mars, il se fait plutôt un malin plaisir à relever tous les propos antisémites des leaders nazis pour prouver que les histoires de persécution sont bien réelles et ne constituent pas seulement des relents de propagande haineuse contre les Allemands. Ainsi, quand Hitler annonce lors d'un discours devant le Reichstag que l'appartenance à une race ou à une religion ne peut constituer «a license to commit or tolerate crime», le journal réplique en éditorial: «Herr Hitler seems saying quite plainly that the Jews of Germany, because of their inherited faith, are automatically inclined to outlawry and crime. Or is this interpretation of the Chancellor's words another case of willful and malicious propaganda against a sadly misunderstood Germany?»¹¹⁸.

Quelques jours plus tard, quand Ernst Hanfstaengl, l'agent de presse en chef du Parti nazi, déclare que le peuple allemand croupit dans la misère depuis quatorze ans en raison de l'influence juive, le New York Times, sarcastique, demande «how could such a

la propagande nazie, que les Juifs poursuivent tous un but commun, soit celui de «détruire» l'Allemagne. Voir Schleunes, op. cit., p. 77-78.

¹¹⁶ «Neurath Denies Rumor», New York Times, 27 mars 1933, p. 5.

¹¹⁷ «Goering Says Jews Will Be Protected», New York Times, 26 mars 1933, p. 28. Voir également «Reich is Worried Over Our Reaction», New York Times, 23 mars 1933, p. 11 ; «Nazis Resentful at Agitation Here», New York Times, 24 mars 1933, p. 2 ; «Reich Is Maligning, Kuehlmann Insists», New York Times, 26 mars 1933, p. 28 ; «Ex-Crown Prince Denies Atrocities», New York Times, 28 mars 1933, p. 14.

restrained, sympathetic and completely documented verdict on the entire Jewish population of Germany possibly arouse resentment ?» Incapable de trouver réponse à cette question, le journal compare alors les dirigeants allemands, qui se disent incompris, au vilain de la pièce de théâtre «Bertha, the Sewing Machine Girl»: «It is "Bertha the Beautiful Sewing Machine Girl" all over again. In the first act the villain throws her under a train. In the second act he pitches her into the East River. In the third act he puts her under a buzz-saw. In the fourth act he puts poison in her tea. In the fifth act he says "Bertha, why do you distrust me ?"»¹¹⁹.

Quant aux propos de Goering à l'effet que les Juifs ayant perdu leur emploi étaient des socialistes, le journal, encore une fois, refuse d'accepter comme véridiques les paroles du ministre nazi. Pour le New York Times, au contraire, l'identification des Juifs au communisme constitue une excuse facile souvent répétée par les nazis pour masquer leur antisémitisme. «Let them identify as a Communist a Jew whom they hate», prétend le quotidien, «and they can do what they like with him»¹²⁰.

L'idée que les rapports publiés dans la presse étrangère, notamment dans les journaux, soient le témoignage de la résurgence de la propagande anti-allemande de la Première Guerre mondiale fait néanmoins son chemin dans l'esprit des nazis. Tellement qu'elle donne à Hitler et à ses acolytes l'occasion de perpétrer, pour la première fois, une action antisémite de grand éclat au vu et au su du monde entier. En effet, au cours des derniers jours du mois de mars, le Parti nazi annonce la tenue, le 1^{er} avril, d'un boycott général des entreprises et des magasins juifs. Le but officiel du boycott est de contrer la propagande contre l'Allemagne. En réalité, deux objectifs principaux sont poursuivis dans son organisation: le premier est de canaliser, une fois pour toute, les énergies dévastatrices des SA que le gouvernement, en dépit de ses appels au calme, a de la difficulté à contrôler; le second est de faire porter la responsabilité des persécutions sur le dos de ses victimes,

¹¹⁸ «Propaganda or Ineptitude ?» New York Times, 25 mars 1933, p. 14.

¹¹⁹ «No One Understands Them», New York Times, 28 mars 1933, p. 18. La pièce de théâtre «Bertha, the Sewing Machine Girl» raconte l'histoire d'une jeune femme qui se rend à New York pour amasser un peu d'argent dans le but de guérir sa sœur atteinte de cécité. Bertha se trouve néanmoins confrontée au vilain Harold Cutting, qui essaie de contrecarrer les plans de la jeune femme et tente à plusieurs reprises de la tuer. Cette pièce, dont plusieurs versions différentes sont connues, est inspirée d'un feuilleton fort populaire du magazine New York Weekly datant de la fin des années 1860. La version la plus connue de la pièce reste celle de Theodore Kremer, produite en 1906 au Grand Opera House, bien qu'une autre version de Charles Foster soit aussi reconnue. Gerald Bordman, The Oxford Companion to American Theatre, New York/Oxford, Oxford University Press, 1984, p. 77.

les nazis présentant les Juifs comme les principaux responsables des «calomnies» véhiculées à l'étranger à propos de l'Allemagne¹²¹.

Dès le départ, Hitler joue un rôle de premier plan dans l'organisation du boycott. C'est lui, tout d'abord, qui en a l'idée à la fin du mois de mars et c'est lui également qui ordonne la formation d'un comité chargé de son organisation¹²². Les membres de ce comité sont tous des antisémites fanatiques, qui occupent des postes de second ordre au sein du Parti et du gouvernement. Le chef du comité, Julius Streicher, est *Gauleiter* de la Franconie, en plus d'être un ami personnel de Hitler et l'éditeur du plus antisémite de tous les journaux nazis, Der Stürmer. Parmi les autres membres du comité d'organisation, on retrouve le futur ministre nazi de l'Agriculture, Walter Darré, de même que Hans Frank, l'une des têtes pensantes des tristement célèbres lois de Nuremberg et futur gouverneur général de la Pologne.

En dépit du rôle important joué par Hitler dans l'organisation du boycott, les officiels de l'ambassade américaine n'ont jamais, dans leur évaluation des événements, présenté le chancelier comme le responsable de cette action contre les Juifs allemands. Au contraire, le boycott du 1^{er} avril est une autre occasion pour les diplomates de dépeindre Hitler comme un leader faible. Les différents rapports envoyés au département d'État laissent croire que Hitler, dans toute cette affaire, est à la remorque des radicaux du Parti nazi qui sont, dans l'esprit de plusieurs, «stronger men than him [Hitler]»¹²³. Le boycott est perçu comme l'apogée de la campagne de persécutions entamée par ces nazis radicaux, à qui l'on identifie toujours Goering et Goebbels, contre les Juifs du Reich. Une campagne que Hitler, selon les diplomates, est incapable de stopper, comme en témoigne le Chargé d'affaires en Allemagne George Gordon: «The Goering and Goebbels wing of the Nazi party determined that [the boycott] should be put through. (...) Unable to withstand this drive for direct action, Hitler acquiesced»¹²⁴.

À la suite de l'annonce du boycott, le New York Times, de son côté, est beaucoup plus sévère à l'endroit du gouvernement nazi et de Hitler. Avec le boycott, le journal prend

¹²⁰ «Excuses that Accuse», New York Times, 27 mars 1933, p. 14.

¹²¹ Schleunes, *op. cit.*, pp. 74-77.

¹²² Ibid

¹²³ «The Chargé in Germany (Gordon) to the Secretary of State», 30 mars 1933, FRUS, 1933, vol. 2, p. 336.

¹²⁴ «The Chargé in Germany (Gordon) to the Secretary of State», 2 avril 1933, FRUS, 1933, vol. 2, p. 347.

conscience que l'antisémitisme nazi est une partie intégrante de la nouvelle Allemagne et que les persécutions ne sont pas simplement des écarts de conduite temporaires dus à la victoire des nazis lors des élections du mois de mars. Le nombre moins élevé d'actes violents contre des Juifs au cours des derniers jours du mois de mars apparaît soudainement aux journalistes du quotidien new-yorkais comme le reflet d'une transition; après la brutalité des premiers jours, le régime nazi s'engage désormais sur la voie de la persécution institutionnalisée. «[T]he national revolution has now passed from its first to its second stage, from physical to legalized repression. Its aims have not changed, merely its methods», écrit Frederick Birchall¹²⁵. Le bureau éditorial remarque également cette transformation, affirmant que, par le boycott, le désir des nazis n'est plus d'attaquer physiquement les Juifs, mais plus soumoisement de les priver de leurs moyens de subsistance¹²⁶.

En outre, le New York Times s'en prend directement au gouvernement, qu'il considère non pas comme une victime des événements, mais plutôt comme un joueur influent dans la tenue du boycott. À partir de ce moment, le gouvernement de Hitler est plus souvent lié à la persécution des Juifs qui n'est plus simplement imputée à des membres incontrôlés des SA. Plus encore, le journal refuse de voir les attaques contre les Juifs comme une simple réponse des Allemands aux protestations du reste du monde envers la «révolution nationale», ainsi que le prétendent les nazis: «The world-wide protest against Hitlerite anti-Semitism has by no means caused the renewed drive against Jews. That drive was intended in any case and had long been part of the Hitlerite program. The protest has only been exploited by the Hitlerite dictatorship to justify that drive in the eye of the German public»¹²⁷.

À la suite de l'annonce du boycott, le New York Times devient aussi beaucoup plus sévère dans ses jugements sur les nazis, comme s'il avait attendu ce dernier événement avant de les cataloguer, une fois pour toute, comme les plus grands désaxés de l'histoire de l'humanité. Car il s'agit bien là de la réaction du journal à leur endroit, celui-ci n'hésitant pas à qualifier, en éditorial, le boycott de «complete mental breakdown»¹²⁸ et à définir les

¹²⁵ «Boycott Spreads in Reich But Hitler Bans Violent Acts», New York Times, 30 mars 1933, p. 1, 12.

¹²⁶ «The Larger Question», New York Times, 30 mars 1933, p. 16.

¹²⁷ «Excuses of Nazis Called Hypocrisy», New York Times, 1^{er} avril 1933, p. 10. Il s'agit d'un éditorial du Manchester Guardian repris dans le New York Times.

¹²⁸ «Second Thoughts», New York Times, 1^{er} avril 1933, p. 14.

nazis comme des personnes à l'esprit dérangé et agissant «with a touch of insanity»¹²⁹. Comme pour prouver son diagnostic, le New York Times s'applique également à montrer l'absence de logique dans les actions de Hitler et de ses collègues. Pour le journal, les déclamations des nazis sur le retour de la propagande anti-allemande ne font, en définitive, que nuire à leurs propres intérêts. Si l'objectif premier des nazis est de réévaluer le Traité de Versailles, demande le New York Times, pourquoi cherchent-ils autant à faire revivre les histoires d'atrocités de la Première Guerre mondiale ? En tenant compte des preuves qui s'accumulent et qui montrent que les Juifs allemands sont victimes de répression, le journal croit que l'attitude des nazis «doesn't make the German case in 1933 any better and it makes the German case as of 1914 much worse than people of late have been inclined to regard it»¹³⁰.

La description des nazis comme des individus brutaux, incompetents et paradoxaux demeure l'un des traits marquants de la couverture de presse du New York Times concernant la persécution des Juifs en 1933. Par exemple, lorsque le gouvernement de Hitler annonce que le boycott du 1^{er} avril ne sera pas repris le mercredi 5 avril, comme cela était prévu au départ, en raison de sa supposée réussite à faire taire les protestations à l'étranger, le New York Times soutient que les nazis ne cherchent qu'à trouver une raison pour abandonner une mesure qui s'est révélée un échec complet. Plus encore, le journal prétend que cette «victoire» des nazis constitue en fait la plus grande défaite de l'Allemagne, «a Nazi victory worse for the repute of modern Germany than would be a hundred defeats on the stricken field»¹³¹. Constamment, le New York Times rappelle à ses lecteurs l'antisémitisme des dirigeants nazis. Cette attitude du quotidien se révèle, dans un

¹²⁹ «First Makes Insane», New York Times, 2 avril 1933, section 4, p. 4.

¹³⁰ «1914 Better Forgotten», New York Times, 2 avril 1933, section 4, p. 4.

¹³¹ «The Nazi "Victory"», New York Times, 5 avril 1933, p. 18. Il est tout à fait vrai de dire que le boycott a été un échec, même du point de vue des nazis. Plusieurs problèmes se sont en effet dressés devant les nazis durant la journée du 1^{er} avril. Comment, d'abord, distinguer une entreprise juive d'une entreprise «aryenne» ? Est-ce seulement les patrons qui déterminent cette classification ? Si oui, comment justifier l'impact que le boycott aura sur les employés «aryens» de l'entreprise ? Tous ces problèmes n'avaient pas été pris en considération, au départ, par les nazis lors de l'organisation du boycott. Cependant, ils sont vite devenus évidents lors de son application. En outre, les conséquences économiques du boycott ont été désastreuses pour l'Allemagne, la bourse de Berlin reculant de plusieurs points à son annonce. De plus, les créateurs des entreprises juives ont été placés dans une situation difficile en raison du boycott, celui-ci empêchant leurs clients de rembourser leurs dettes. Enfin, une grande partie de la population est restée insensible devant cette action des nazis, certains Allemands se faisant même un devoir, cette journée-là, d'aller acheter dans les commerces juifs. Pour toutes ces raisons, le boycott du 1^{er} avril peut être considéré comme un échec total, même par les nazis. Cet échec tend d'ailleurs à reléguer, pour un temps, les nazis radicaux au second plan dans la mise en œuvre des politiques antisémites. Schleunes, *op. cit.*, pp. 80-82, 86-89; Helmut Berding, Histoire de l'antisémitisme en Allemagne, Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, 1991, pp. 213-214.

premier temps, lors d'un discours prononcé par Goering au début du mois d'avril 1933 devant une audience composée essentiellement d'ouvriers allemands. Le ministre déclare alors qu'un pays ne peut devenir grand et splendide s'il exploite et opprime une partie de sa population. Le New York Times relève rapidement la contradiction exprimée par le ministre nazi: «being stronger in rhetoric than in logic, he [Goering] did not seem to perceive that what he said (...) gave the lie to his bitter anti-Semitism»¹³². D'autre part, l'allocution prononcée par Hitler lors de la clôture du congrès du Parti nazi à Nuremberg au mois de septembre, durant laquelle il exprime l'idée que seules les «races supérieures» sont responsables des grands accomplissements de ce monde, n'est pas non plus passée sous silence par le New York Times. Celui-ci exprime alors «a profound discouragement at the seemingly incurable stupidity of man», affirmant que l'antisémitisme nazi, «for all its pretentious philosophy and psychology, is only a restatement of ancient accusations and slanders»¹³³. Enfin, au moment où le journal apprend que des Juifs d'un quartier de Berlin ont été forcés de crier des insultes à des SA et d'agir comme des rebelles communistes pour les besoins d'un film rappelant la vie d'un jeune nazi tué en 1930¹³⁴, il n'hésite pas une seconde à demander, par la voie d'un éditorialiste, «where in the annals of governmental stupidity is there a performance like that»¹³⁵ ?

Après la tenue du boycott le 1^{er} avril 1933, si le New York Times décrit le côté paradoxal et la stupidité des nazis, il met aussi un accent particulier à expliquer à ses lecteurs le programme racial du régime nazi. L'historienne Deborah Lipstadt écrit que la presse américaine s'est peu attardée aux persécutions des Juifs en 1933. Néanmoins, ce jugement ne peut pas s'appliquer au New York Times¹³⁶. Au contraire, à partir du mois d'avril, le journal prend conscience que l'antisémitisme est une partie constituante du III^e Reich et il essaie de montrer les effets de la politique raciale du Parti nazi sur les Juifs et de façon plus générale sur la totalité des Allemands.

¹³² «A Significant Speech», New York Times, 11 avril 1933, p. 18.

¹³³ «Hitler Discovers Apion», New York Times, 4 septembre 1933, p. 10. Le discours de Hitler a été rapporté en détail par Frederick Birchall, «Hitler Disclaims Desire for War, 150 000 in Review», New York Times, 4 septembre 1933, pp. 1, 2.

¹³⁴ «Nazis Force Jews to Act Mob Scenes», New York Times, 11 septembre 1933, p. 9.

¹³⁵ «Cruel and Stupid», New York Times, 12 septembre 1933, p. 22.

¹³⁶ Lipstadt affirme que les persécutions «constituted only one small segment of the story of Nazi Germany and was never the central theme of the reports about the new régime». Lipstadt, *op. cit.*, p. 15. Pourtant, Frederick Birchall écrit «The most important news in Germany is still that of racial restriction. There is no escaping it». «Sweep of Officials Is Decried in Reich», New York Times, 13 avril 1933, p. 8. Lipstadt admet toutefois que le New York Times a été l'un des journaux qui a le mieux rapporté les nouvelles des persécutions. Elle

Il n'est donc pas surprenant de constater le nombre considérable d'articles consacrés aux persécutions antisémites publiés dans les pages du New York Times en 1933. Le journal entretient une couverture de presse constante à ce sujet tout au long de l'année. Il est vrai que les occasions de parler de répression ne manquent pas. Seulement quelques jours après la tenue du boycott des entreprises juives, le gouvernement d'Adolf Hitler promulgue la «loi sur la réorganisation du service public». Cette loi, entérinée le 7 avril, est la première mesure légale discriminatoire du régime nazi envers les Juifs. Elle comporte un paragraphe dans lequel il est clairement indiqué que «celui qui n'est pas d'origine aryenne, ou qui est marié avec une personne non aryenne, ne peut être nommé fonctionnaire»¹³⁷. En réaction à cette législation, Birchall écrit qu'elle pousse «the National Socialist program to the last extreme»¹³⁸.

Mais si le New York Times s'attarde aux mesures légales mises de l'avant par le régime nazi pour réprimer une partie de sa population, il est surtout concerné par le sort des Juifs eux-mêmes qui doivent continuer à vivre malgré les obstacles toujours plus imposants qui se dressent devant eux. Tout en continuant à dénoncer sévèrement les démentis des dirigeants nazis toujours bornés à faire croire que les récits d'oppression sont des mensonges¹³⁹, le New York Times tente de faire comprendre à quel point l'antisémitisme du régime affecte la vie des Juifs. Otto D. Tolischus¹⁴⁰, dans une série d'articles qu'il rédige au cours des mois d'août et septembre, dépeint leur sort d'une manière particulièrement réaliste. Après avoir visité le sud-ouest de l'Allemagne et recueilli les témoignages des habitants de cette région reconnue comme particulièrement propice

reconnait notamment l'excellent travail réalisé par les journalistes Frederick Birchall et Otto D. Tolischus. Lipstadt, loc. cit. (1984), pp. 46-47.

¹³⁷ Gury, loc. cit., p. 547.

¹³⁸ «Sweep of Officials...», loc. cit.

¹³⁹ Dans un éditorial particulièrement dur à l'endroit des nazis, le New York Times affiche clairement sa position à ce sujet: «There were no "atrocitv lies"; the atrocitv really happened. Private letters, press reports, word-of-mouth testimony establish that many Jews were slain and many more were tortured». «Not Quite Siegfried», New York Times, 20 juin 1933, p. 18. Le journal s'en prend également à quelques reprises aux voyageurs qui, de retour d'Allemagne, prétendent que la persécution est inexistante ou presque. «Just what does it prove when the returning traveler insists that he saw nothing out of the way going on in Berlin», demande un éditorialiste, affirmant que les voyageurs peuvent très bien ne pas avoir conscience des actes commis à l'endroit des Juifs, mais que cela ne prouve en rien que les persécutions n'existent pas. «They Did Not See»; «Noes Prove Nothing», New York Times, 18 septembre 1933, p. 18.

¹⁴⁰ Journaliste né en Allemagne en 1890, Tolischus est associé au New York Times de 1933 à 1964. Couvrant tout d'abord l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, il sera par la suite affecté à la couverture de l'Extrême-Orient, notamment du Japon. Tolischus demeure à l'emploi du New York Times jusqu'en 1964, gagnant le prix Pulitzer en 1940 pour la qualité de sa correspondance étrangère. Il meurt en 1967. Current Biography Yearbook 1967, New York, The H.W. Wilson Company, 1967, p. 484.

aux excès antisémites, Tolischus décrit la nouvelle réalité pour les Juifs qui vivent dans ce coin de pays. Il porte un regard éclairé sur la situation de la communauté juive, dont la condition dépend beaucoup des qualités humaines des résidents juifs et des leaders nazis locaux: «The correspondent found villages where Jews and non-Jews continue to live with almost normal relations and mutual esteem and he found towns where hoodlums in Nazi guise subjected the Jews to indignities and maltreatment for the alleged offenses of a few»¹⁴¹.

Du même coup, Tolischus évite de faire des généralisations abusives à propos de l'antisémitisme de la population. Les Allemands, dit-il, ne sont pas tous des antisémites féroces. Plusieurs sont même choqués de la tournure que prend le régime: «The populace itself is not intrinsically anti-Semitic. Many Germans, including Nazis, are ashamed because of the excesses of the anti-Semitic campaign, which they have never before taken seriously, and apologize to their Jewish friends although they lack the courage to make a public protest»¹⁴². Le reporter est malgré tout en mesure d'établir un portrait général de la situation. Il prétend que les persécutions sont plus fréquentes dans les petites villes de banlieue, où l'influence de la presse nazie se fait sentir et où les Juifs ne peuvent profiter de l'anonymat des grandes villes ou des effets bénéfiques du bon voisinage des villages. Mais Tolischus montre cependant que les persécutions ne se résument pas seulement aux actes de brutalité. La violence, bien entendu, est présente, mais les Juifs doivent maintenant faire face à ce qu'il appelle «a (...) spiritual and social isolation», qui dénote un changement d'attitude au sein de la population allemande. Il donne l'exemple de ce commerçant juif d'un petit village de 3000 habitants, auparavant «a prominent member of village society», qui se voit dorénavant refuser le droit de participer aux divers conseils de la municipalité. «He suffered no indignities and no open social ostracism», écrit Tolischus, «but the welcome of his family's non-Jewish friends was now less friendly than before and he soon stayed away from them too»¹⁴³. Tel est, selon le journaliste, le véritable drame de l'antisémitisme en Allemagne, au début du III^e Reich.

Dans un autre article, Tolischus montre cette fois les mesures concrètes entreprises par les Juifs pour survivre dans le III^e Reich. Il s'agit, pour le reporter, de faire comprendre à ses lecteurs tout le courage de la communauté juive allemande, au sein de laquelle on ne

¹⁴¹ «Jews' Lot Varies in Rural Germany», New York Times, 23 août 1933, p. 13.

¹⁴² Ibid.

retrouve «[n]either complaint nor ineffectual gestures of revolt», mais plutôt «a great deal of practical work», notamment dans l'enseignement de métiers manuels, les portes de nombreuses professions étant dorénavant fermées aux Juifs¹⁴⁴. Un tel apprentissage s'avère nécessaire non seulement pour ceux qui demeurent en Allemagne, mais aussi pour les autres qui envisagent d'émigrer, leurs chances de trouver refuge dans les pays occidentaux étant limitées en ce temps de crise économique. À partir de ce constat, les Juifs qui désirent quitter l'Allemagne, en direction de la Palestine ou d'une autre contrée, doivent être préparés, comme le rapporte Tolischus, à faire n'importe quel type de travail pour survivre¹⁴⁵.

D'ailleurs, le sort des réfugiés allemands, Juifs ou autres, commence à devenir un problème inquiétant à cette époque. Dès le mois d'avril, le nombre de ces réfugiés est évalué à plus de dix mille¹⁴⁶ et leur situation économique est des plus instables. Comme l'explique le journaliste Guido Enderis¹⁴⁷, la rapidité avec laquelle le régime nazi s'est installé au pouvoir et la mise en application précipitée des mesures antisémites ont laissé peu de chances aux exilés de préparer leur avenir, d'autant qu'ils ont dû faire face aux nombreuses législations les empêchant d'apporter avec eux leurs possessions. Si bien que la situation des réfugiés, selon Enderis, exige des actions rapides de la communauté internationale¹⁴⁸. Ces actions seront prises dès le mois d'octobre 1933, date à laquelle une commission indépendante de la SDN est chargée d'étudier ce problème et de lui trouver des solutions¹⁴⁹.

Disposant de toutes ces analyses, critiques et mises en garde, le New York Times établit un bilan sombre de la première année au pouvoir des nazis. La démocratie est définitivement morte en Allemagne, les opposants politiques sont en majorité éliminés, mais surtout, les Juifs voient leur situation se dégrader au fil des jours. «The actual physical assaults that marked the early days of Nazi rule have ceased, but in most other

¹⁴³ Ibid.

¹⁴⁴ «Jews in Germany Train the Jobless», New York Times, 20 septembre 1933, p. 12.

¹⁴⁵ «Reich Jews Forced to Manual Labor», New York Times, 20 septembre 1933, p. 13.

¹⁴⁶ «10 000 Jews Flee Nazi Persecution», New York Times, 15 avril 1933, p. 6. On estime aujourd'hui que près de 47 000 Juifs ont quitté l'Allemagne en 1933. Des données plus précises sont fournies au chapitre 3.

¹⁴⁷ Guido Enderis, Suisse d'origine, a été correspondant à Berlin aux cours des années 1930 pour le New York Times. Durant la guerre, il devient le chef du bureau de Berlin du journal. Malgré nos recherches, ce sont là les seuls renseignements que nous avons pu trouver à propos de ce journaliste.

¹⁴⁸ «Germans In Exile Face a Hard Fate», New York Times, 23 juillet 1933, section 4, p. 2.

respects the situation had become worse instead of being ameliorated and there seems to be no reason to expect any betterment», rapporte le New York Times à la veille de Noël 1933, avant de rajouter que bien peu de personnes croient «in the possibility of better things to come»¹⁵⁰. Un tel bilan, finalement, ne fait que confirmer les jugements du journal qui, bien avant la fin de l'année 1933, déclare en éditorial que les nazis n'ont accompli aucun acte «of constructive statesmanship»¹⁵¹. Forcé de constater le piètre dossier des nazis en 1933, le New York Times n'en est pourtant qu'à ses premières découvertes d'un régime qui lui réserve encore bien des occasions de s'offusquer au cours des années à venir.

¹⁴⁹ «America Is Chided on Reich Refugees», New York Times, 9 décembre 1933, p. 8. Ce sujet est traité plus en profondeur dans le chapitre 3 de ce mémoire.

¹⁵⁰ «Year of Hitler Nears End With Small Hope for Jews», New York Times, 24 décembre 1933, section 4, p. 1, 2.

¹⁵¹ «Hitler's General Record», New York Times, 23 avril 1933, section 4, p. 4.

CHAPITRE 2: **1934: L'EXPRESSION DE L'HORREUR**

Bien que le début de l'année 1934 voit la détérioration des relations entre l'Allemagne et les États-Unis, le New York Times assiste néanmoins avec horreur, à la fin du mois de juin 1934, à la purge du Parti nazi. Pour le quotidien, ces assassinats de masse constituent une autre preuve du caractère violent et dictatorial du régime de Hitler et, à n'en point douter, représentent le point culminant de 1934 en ce qui concerne la situation de l'Allemagne. Néanmoins, le quotidien a quelques difficultés à comprendre que ces éliminations au sein du Parti nazi et du gouvernement signifient la prise de contrôle définitive de Hitler sur l'Allemagne. Toutefois, le journal reste toujours conscient que les opposants au régime, mais aussi les Juifs du Reich, demeure dans une position extrêmement précaire. En effet, même si l'année 1934 ne représente pas une année marquante sur le plan des persécutions antisémites, le New York Times s'intéresse toujours de près à la question juive.

A) Une chaude nuit d'été: le New York Times, la «Nuit des longs couteaux» et la dégradation des relations diplomatiques avec l'Allemagne nazie

La première année au pouvoir des nazis est loin de laisser des sentiments positifs aux États-Unis et particulièrement au sein du New York Times. Dans un éditorial qui trace le bilan des douze premiers mois du III^e Reich, le journal prétend que les politiques tyranniques de Hitler ont éveillé la méfiance du monde extérieur à l'endroit du gouvernement allemand. Pourtant, le quotidien semble enclin à donner une dernière chance à l'Allemagne: «The hope may therefore be cherished that the violence and barbarity of the Hitler policies will be actually abated, instead of being denied and concealed, and that before it is too late the Germany of liberal thought and scientific research and freedom of expression may become visible again to the anxious eyes of her well-wishers»¹. Il est vrai que la nouvelle année apporte avec elle quelques espoirs que le gouvernement allemand délaissera ses politiques radicales. Sur ce plan, le discours que prononce Hitler le 30 janvier 1934 pour marquer l'anniversaire de sa nomination au poste de chancelier se veut rassurant, principalement au sujet des relations de l'Allemagne avec ses pays voisins. Lors de cette allocution, Hitler se présente comme le défenseur de la paix en Europe et fait la promotion d'un pacte de non-agression conclu avec la Pologne.

¹ «Hitler's First Year», New York Times, 30 janvier 1934, p. 18.

Du même souffle, il affirme que la France n'a rien à craindre de l'Allemagne et accueille favorablement l'offre de la Grande-Bretagne qui souhaite agir en tant que médiatrice dans le conflit qui oppose ces deux pays au sujet de la Sarre².

Les bonnes intentions de Hitler semblent de plus aller de pair avec une amélioration des relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Allemagne. Alors que l'année 1933 avait été difficile sur ce plan, le début de l'année 1934 laisse espérer que la bonne entente puisse s'installer à nouveau³. Le New York Times rapporte en ce sens que les questions causant des frictions entre les deux pays ont pour la plupart été solutionnées et que les relations sont maintenant «less tense than they have been in several months»⁴.

Le quotidien reste cependant sur ses gardes devant l'Allemagne nazie. Dans un éditorial du mois de février 1934, il questionne même sérieusement la volonté de paix exprimée par Hitler dans son discours du 30 janvier. L'ouverture de Hitler à la France, à laquelle il propose un pacte de paix semblable à celui signé avec la Pologne, paraît particulièrement suspecte au New York Times, qui demande si ce rapprochement ne cache pas un plan machiavélique pour empêcher l'intervention de la France si Hitler se décide à intégrer, pacifiquement ou par la force, l'Autriche voisine⁵. D'autre part, le quotidien, tout comme les diplomates américains, prend note de certains changements législatifs au sein du Reich qui tendent à augmenter de façon importante le pouvoir du gouvernement central et, du même coup, celui de Hitler. Le 30 janvier 1934, en effet, une loi votée au Reichstag (qui est dorénavant composé uniquement de membres favorables aux nazis) annule tous les pouvoirs des États au sein de l'Allemagne. Cette loi place les gouvernements des États sous l'autorité du gouvernement central du Reich et accorde aussi à ce dernier le pouvoir

² «Reich Takes Over Rights of States; Hitler Warns Foes», New York Times, 31 janvier 1934, p. 1, 13. La situation de la Sarre est abordée plus en détails dans le chapitre 3.

³ 1933 a été difficile au plan des relations entre les États-Unis et l'Allemagne pour divers facteurs, principalement en raison des problèmes liés à la dette de l'Allemagne, des relations commerciales difficiles et, bien entendu, de la persécution des Juifs. Les attaques perpétrées contre des Juifs américains en voyage en Allemagne ont d'ailleurs causé bien des ennuis aux officiels du département d'État, principalement au cours des mois d'août et septembre 1933. Néanmoins, au début de 1934, la majorité de ces problèmes semblent réglés. Toutefois, comme le montre Arnold Offner, le calme sera de courte durée, les relations se détériorant à nouveau au cours des premiers mois de 1934. Voir Offner, op. cit., pp. 77 et suivantes. Un exemple de cet optimisme peut d'ailleurs se retrouver dans un rapport que l'ambassadeur allemand aux États-Unis, Hans Luther, transmet au ministère des Affaires étrangères allemand, «The Ambassador in the United States to the Foreign Ministry», 3 mars 1934, Documents on German Foreign Policy, 1918-1945. Series C (1933-1937). The Third Reich: First Phase. Vol. 2. October 14, 1933-June 13, 1934. Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1959, pp. 551-552 (ci-après cités DGFP, suivi de la série, du volume et des pages correspondantes).

⁴ «Nazis' Relations with US Improve», New York Times, 31 janvier 1934, p. 13.

de proclamer une nouvelle constitution. Cette législation vient également abolir le Reichsrat, la chambre haute du parlement. Le correspondant Guido Enderis ne manque pas de rapporter ces changements considérables dans l'organisation politique du pays. Le 31 janvier 1934, date du discours de Hitler, il note toute la portée de cette législation, affirmant qu'elle laisse le gouvernement nazi «the complete master of the country»⁶. L'ambassadeur Dodd fait lui aussi rapport au secrétaire d'État de ces transformations politiques majeures, expliquant avec une certaine inquiétude qu'elles modifient le Reich à la faveur des nazis, «in order to make it conform to their political theories»⁷.

Pourtant, si le début de l'année 1934 laissait entrevoir une amélioration des relations entre les États-Unis et l'Allemagne, force est de constater que les malentendus refont vite surface. L'opinion publique américaine, hostile au nazisme, n'arrange en rien les choses. Au contraire, le gouvernement allemand s'offusque, au début du mois de mars, de la tenue à New York d'une grande manifestation dénonçant les actions de Hitler. Le 7 mars, plus de 20 000 personnes se réunissent au Madison Square Garden pour entendre de nombreuses personnalités politiques, syndicales et religieuses dénoncer la répression au sein du III^e Reich⁸. Parmi les intervenants de la soirée se trouvent, entre autres, Alfred E. Smith; le maire de la ville de New York Fiorello LaGuardia; le juge Samuel Seabury; Bernard S. Deutsch, président de l'*American Jewish Congress*; Michael Williams, éditeur de la revue catholique *Commonweal*; le Dr Harry W. Chase, chancelier de l'Université de New York; Matthew Wool, vice-président de l'AFL; Bainbridge Colby, le dernier secrétaire d'État sous Wilson; Raymond Moley, journaliste et ancien assistant du secrétaire d'État au début de l'administration de Roosevelt⁹ et le sénateur Millard E. Tydings (démocrate) du

⁵ «Negotiations at Berlin», *New York Times*, 23 février 1934, p. 18.

⁶ «Reich Takes Over Rights of States, Hitler Warns Foes», *loc. cit.*

⁷ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 31 janvier 1934, *FRUS*, 1934, vol.2, pp. 215-216 ; 20 février 1934, pp. 217-218.

⁸ «Nazis "Convicted" of World "Crime" by 20 000 in Rally», *New York Times*, 8 mars 1934, p. 1, 14.

⁹ Raymond Moley a joué un rôle considérable durant les premiers mois de l'administration Roosevelt. Ce professeur de sciences politiques de l'Université Columbia, spécialiste des questions de justice criminelle, devient un conseiller de FDR dès 1928, alors que ce dernier est gouverneur de l'État de New York. En 1932, lors de la campagne électorale pour la présidence, Moley est la figure de proue du groupe de conseillers de Roosevelt, mieux connu sous le nom de «Brain Trust». Très actif au cours des «100 jours», Moley est nommé assistant secrétaire d'État. Toutefois, des divergences d'opinion avec Cordell Hull font en sorte qu'il doit démissionner de son poste à la fin de l'été de 1933. Par la suite, Moley retournera à l'enseignement universitaire en plus d'assumer le poste d'éditeur du magazine *Today* et de collaborer régulièrement, à partir de 1937, à la revue *Newsweek*. David M. Kennedy, «Moley, Raymond Charles», in Kenneth T. Jackson (éd.), *Dictionary of American Biography*, Supplement Nine, 1971-1975, New York, Charles Scribner's Sons, 1975, pp. 552-554.

Maryland¹⁰. La manifestation, intitulée «The Case of Civilization Against Hitlerism», se veut un procès en effigie de Hitler et de son gouvernement, à la fin duquel ceux-ci sont trouvés coupables de crimes contre la «civilisation»¹¹.

Dès que le gouvernement allemand apprend l'organisation de ce rassemblement, il tente d'en empêcher la tenue. L'ambassadeur allemand aux États-Unis, Hans Luther, proteste dès le milieu du mois de février auprès du secrétaire d'État américain pour que la manifestation soit annulée¹². Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères allemand, Constantin von Neurath, sermonne l'ambassadeur Dodd et l'exhorte de faire pression sur son gouvernement pour qu'il limite la liberté d'expression lorsqu'elle mène à de pareils «excès»¹³. Le gouvernement américain se retrouve dès lors dans une position délicate. Bien qu'il soit hors de question de prendre en considération la recommandation de von Neurath de limiter la liberté d'expression, le département d'État essaie de désamorcer l'affaire auprès du gouvernement allemand, en assurant tout d'abord que cette manifestation n'a aucun lien avec la Maison-Blanche ou le gouvernement des États-Unis¹⁴. En outre, le département d'État fait de véritables efforts pour tenter d'empêcher le rassemblement. Il prend, à tout le moins, des avis légaux sur la question¹⁵. Le secrétaire

¹⁰ Ce même sénateur Tydings, opposant farouche aux mesures du New Deal, est l'un des membres du Congrès à avoir exercé le plus de pression sur le président Roosevelt pour que ce dernier proteste contre la persécution des Juifs auprès du gouvernement allemand durant les premières années du III^e Reich. Le 8 janvier 1934, le sénateur Tydings présentait notamment une résolution au Sénat pour que le président exprime «de la surprise et de la douleur» devant les persécutions et la répression politique. Cette résolution, sous l'initiative du département d'État, a toutefois été bloquée au comité du Sénat sur les relations étrangères. Voir Offner, *op. cit.*, pp. 81-82 ; Spear, *loc. cit.*, pp. 216-217 ; «Tydings Asks Plea to Reich on Jews», *New York Times*, 9 janvier 1934, p. 13.

¹¹ Le *New York Times*, à l'instar de la manifestation tenue au Madison Square Garden le 27 mars 1933, accorde une couverture de presse importante à ce rassemblement. En plus de lui allouer un article à la première page du journal, les pages 14, 15 et 16 de l'édition du 8 mars 1934 sont dédiées à la manifestation. La majorité des discours entendus au cours de la soirée s'y retrouvent intégralement.

¹² «Memorandum by the Secretary of State», 19 février 1934, *FRUS*, 1934, vol. 2, p. 509.

¹³ «Memorandum by the Foreign Minister», 5 mars 1934 ; «The Director of Department III to the Embassy in the United States», 5 mars 1934, *DGFP*, C, vol. 2, pp. 556-557 ; «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 6 mars 1934, *FRUS*, 1934, vol. 2, p. 511.

¹⁴ «The Secretary of State to the Ambassador in Germany», 8 mars 1934, *FRUS*, 1934, vol. 2, p. 515 ; «Memorandum by the Secretary of State», 13 mars 1934, *FRUS*, 1934, vol. 2, p. 516. Le gouvernement allemand était particulièrement inquiet de la participation de Raymond Moley à la manifestation, celui-ci étant un proche de Roosevelt et un ancien membre du gouvernement. Cependant, l'ambassadeur Luther tente de rassurer le ministère des Affaires étrangères allemand, assurant que Moley «has lost all the political influence he had had with the President». «The Ambassador in the United States to the Foreign Ministry», 8 mars 1934, *DGFP*, C, vol. 2, p. 574.

¹⁵ Offner rapporte que la Division du Protocole du département d'État, après avoir fait des recherches dans les codes de lois, a recommandé au département d'État de ne pas intervenir. Offner, *op. cit.*, p. 82.

d'État se dit même désappointé de ne pas pouvoir empêcher le déroulement de la soirée¹⁶. En définitive, la seule action que prendra le département d'État dans le cadre de la manifestation sera d'affirmer, par la voix du sous-secrétaire d'État William Phillips, qu'aucun membre de l'administration de Roosevelt n'y a pris part¹⁷. L'ambassadeur Luther, malgré sa déception de ne pas voir la manifestation annulée, confirme à son ministère l'embarras du département d'État dans toute cette affaire¹⁸.

L'attitude cavalière de l'Allemagne, cependant, ne plaît guère à Cordell Hull. En dépit de sa réaction vis-à-vis du rassemblement du 7 mars, le secrétaire d'État n'est pas prêt à faire prendre aux États-Unis tout le blâme pour la détérioration des relations avec l'Allemagne. Lors d'une rencontre avec Luther, au cours de laquelle l'ambassadeur, des mots mêmes de Hull, «was critical of our Government and at times became almost violent», il clarifie la position du département d'État. Pour Hull, le gouvernement des États-Unis n'est pas l'unique responsable de la dégradation des rapports entre les deux pays. Le gouvernement allemand doit lui aussi prendre sa part de responsabilités. Rappelant à l'ambassadeur qu'avant la venue du gouvernement de Hitler, les relations avec Berlin étaient «uniformly agreeable, friendly and cooperative», Hull prétend que les histoires de persécutions antisémites et de répression politique sont la cause des malentendus qui surgissent alors¹⁹. Le secrétaire d'État presse donc l'ambassadeur Luther d'intercéder auprès de son gouvernement pour que cesse cette brutalité, la seule solution, selon lui, à un rétablissement des relations cordiales entre les deux pays²⁰.

¹⁶ «Memorandum by the Secretary of State», 2 mars 1934, FRUS, 1934, vol. 2, pp. 510-511.

¹⁷ «Dr. Luther Protested Hitler "Trial" Here», New York Times, 9 mars 1934, p. 4 ; Offner, *op. cit.*, p. 83.

¹⁸ Voir notamment «The Ambassador in the United States to the Foreign Ministry», 7 mars 1934, DGFP, C, vol. 2, pp. 565-566.

¹⁹ «Memorandum by the Secretary of State», 23 mars 1934, FRUS, 1934, vol. 2, pp. 516-520.

²⁰ Ibid. Le secrétaire d'État réagit aussi fortement à l'envoi d'un mémorandum anonyme provenant apparemment du ministère des Affaires étrangères allemand. Ce document, extrêmement critique à l'endroit de la liberté d'expression aux États-Unis, est perçu par Cordell Hull comme un manque total de respect de la part du gouvernement allemand. Le secrétaire d'État proteste donc vigoureusement dans un aide-mémoire qu'il transmet au ministère des Affaires étrangères du Reich, affirmant sans détour que la liberté d'expression est non seulement protégée par la Constitution des États-Unis, mais qu'il s'agit là d'une liberté fondamentale ancrée dans la mentalité du peuple américain et que le gouvernement allemand ne peut rien y changer. Bien que le ministère des Affaires étrangères ne semble pas avoir eu connaissance de l'envoi de ce mémorandum anonyme, la réponse de Hull provoque l'indignation d'un officiel du ministère et futur ambassadeur aux États-Unis, Hans Dieckhoff, qui prétend qu'elle ne fera qu'empirer les rapports entre les deux pays. Voir «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 8 mars 1934, FRUS, 1934, vol. 2, pp. 512-515 pour la reproduction du mémorandum anonyme et «The Secretary of State to the Chargé in Germany», 30 mars 1934, FRUS, 1934, vol. 2, pp. 520-521 pour la réplique de Hull. Voir «Memorandum by the Director of Department III», DGFP, C, vol. 2, pp. 737-738 pour la réaction de Dieckhoff.

D'autre part, le paiement des dettes de l'Allemagne devient un problème particulièrement embarrassant à la même époque. En effet, au milieu de l'année 1933, le gouvernement allemand décide de ne plus payer que 75 % des intérêts sur les emprunts contractés auprès de pays créditeurs. Cette décision unilatérale suscite la colère des Américains, ceux-ci assimilant cette mesure au déclenchement d'une guerre économique²¹. Le problème vient surtout de l'attitude de l'Allemagne, qui souhaite négocier de façon bilatérale le remboursement de ses dettes, cela en accordant des avantages considérables aux pays avec qui elle entretient une balance commerciale favorable. Par exemple, l'Allemagne conclut un accord avec la Suisse et les Pays-Bas, auprès desquels elle s'engage à rembourser 100 % des intérêts dus, alors qu'elle continue au même moment d'acquitter de façon discriminatoire les créditeurs américains. Pour les États-Unis, cette décision de l'Allemagne représente un problème majeur. Effectivement, le niveau des exportations des États-Unis vers l'Allemagne dépasse de beaucoup celui des importations et le département d'État se retrouve ainsi dans une situation où il a peu de moyens pour faire pression sur le Reich²².

Le 31 janvier 1934, les deux pays en arrivent tout de même à un compromis, prévoyant le paiement de 76,9 % des intérêts des prêts américains. Toutefois, cet accord ne peut qu'être temporaire et paraît totalement insatisfaisant à plusieurs responsables de la politique étrangère des États-Unis²³. Effectivement, de nombreux diplomates américains s'inquiètent du fait que cette entente ne crée un fâcheux précédent et que d'autres pays tentent d'obtenir, eux aussi, des réductions de paiement²⁴.

De plus, durant les premiers mois de 1934, l'Allemagne tente d'arriver à des accords pour réduire ses dettes émanant des plans Dawes et Young²⁵. Après de longues

²¹ L'Allemagne propose en fait le paiement complet de 50 % des intérêts sur les dettes qui ne font pas partie des plans Dawes et Young ou qui découlent d'ententes conclues après le 15 juillet 1931. Le 50 % restant, quant à lui, est reconnu par une note de crédit, qui peut être utilisée seulement pour l'achat de produits allemands ou encore être revendue à moitié prix à la Reichsbank, d'où un remboursement total possible de 75 %. Offner, *op. cit.*, pp. 66-67 ; Adam Klug, *The German Buybacks 1932-1939: A Cure for Overhang ?*, Princeton, International Finance Section, Princeton University, 1993, p. 10, Coll. Princeton Studies in International Finance, no. 75.

²² Offner, *op. cit.*, pp. 73-74, 77.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*, p. 77.

²⁵ *Ibid.*, p. 78. Les plans Dawes et Young, mis en exécution en 1924 et 1929, ont été des tentatives pour régler les dettes de réparation de l'Allemagne après la Première Guerre mondiale. Ces plans réduisaient de façon draconienne les obligations de l'Allemagne comparativement à ce qui était prévu dans le traité de Versailles. De plus, les États-Unis et d'autres pays, tels la Suisse, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France, prêtaient des

négociations qui n'aboutissent à rien, l'Allemagne décide, le 14 juin 1934, d'imposer un moratoire sur toutes ses dettes. Pour justifier cette action, l'ambassadeur allemand Luther, dans une note qu'il transmet au département d'État américain le 15 juin, signale que la fermeture des marchés étrangers aux produits allemands ne permet pas au Reich d'honorer ses engagements. Par cette déclaration, Luther fait porter la responsabilité de la suspension des remboursements non pas sur l'Allemagne, mais plutôt sur les pays créditeurs (et principalement sur les États-Unis) qui, selon lui, ne permettent pas au Reich d'obtenir suffisamment de capitaux pour respecter ses obligations²⁶.

Devant ces accusations, le secrétaire d'État américain Cordell Hull réplique encore une fois vigoureusement. Dans sa réponse à la note de Luther, Hull accuse pratiquement le gouvernement de Hitler de mauvaise foi et prétend que si l'Allemagne est dans l'impossibilité de rembourser ses dettes, la faute ne repose que sur elle. Le secrétaire d'État identifie quatre éléments pour justifier sa position. Premièrement, il affirme que les politiques radicales du gouvernement allemand ont entraîné de l'opposition à son endroit dans plusieurs pays et que cette situation affecte les relations commerciales de l'Allemagne. Hull rappelle au gouvernement nazi que les persécutions contre les Juifs et les opposants politiques provoquent la mise en place de nombreux boycotts des produits allemands qui touchent durement le commerce du pays. Deuxièmement, le secrétaire d'État soutient que la situation politique pousse de nombreux investisseurs à retirer leurs capitaux du Reich. Troisièmement, Hull avance que l'Allemagne a investi des montants considérables pour racheter des obligations dont la valeur est à ce moment dépréciée²⁷. Enfin, le secrétaire d'État identifie d'autres investissements douteux de la part du Reich,

sommes à l'Allemagne pour remettre son économie sur ses rails et ainsi lui permettre de faire face à ses obligations. Ce sont ces prêts que tente alors de renégocier l'Allemagne en 1934. Pour plus de détails sur les plans Dawes et Young, voir Louis R. Smith Jr., «Dawes Plan», in Bruce W. Jentleson et Thomas J. Paterson (éds.), *Encyclopedia of U.S. Foreign Relations*, vol. I, New York / Oxford, Oxford University Press, 1997, pp. 412-413.

²⁶ La traduction du texte officiel de la note transmise au département d'État par Luther est reproduite dans le *New York Times*, 29 juin 1934, p. 14. Les récriminations de Luther ne sont pas totalement farfelues, loin s'en faut. Les États-Unis ont en effet instauré en 1930 le tarif Smoot-Hawley qui augmente les taux d'importation sur plusieurs produits agricoles et manufacturiers. Ce tarif est reconnu pour avoir contribué à la Grande Dépression de 1929, rendant les échanges commerciaux entre les États-Unis et les pays étrangers de plus en plus difficiles. Le tarif Smoot-Hawley est à ce moment le plus élevé à avoir été adopté par le Congrès depuis le tarif Dingley de 1897. John E. Findling, *Dictionary of American Diplomatic History*, Westport, Greenwood Press, 1989 (2^e édition), p. 482 ; Gilbert R. Winham, «Tariffs», in Bruce W. Jentleson et Thomas G. Paterson (éds.), *op. cit.*, pp. 174-178.

²⁷ Le rachat d'obligations allemandes est discuté en profondeur dans l'ouvrage de Klug, *op. cit.*, pp. 11-23.

cette fois pour l'achat massif (et coûteux) de matériel militaire. Les sommes ainsi investies, assure-t-il, aurait pu être utilisées pour le remboursement des prêts²⁸.

Le New York Times, dans toute cette affaire, appuie sans condition le secrétaire d'État américain qui a su montrer de brillante façon et «with an outspokenness rare in such official exchanges, that the German policy itself, by arousing both moral antagonism and economic fears, has brought the transfer problem to its present desperate stage»²⁹. À peine quelques semaines plus tard, le président de la Reichsbank et nouveau ministre de l'Économie du Reich, le Dr. Hjalmar Schacht, accorde une entrevue au quotidien³⁰. Au cours de cet entretien, Schacht y va de déclarations fracassantes concernant le problème des dettes de l'Allemagne. Reprenant les arguments exprimés dans la note transmise au département d'État au mois de juin, il avance que les États-Unis sont responsables de l'incapacité de l'Allemagne à payer ses créiteurs, et ce, parce que les marchés américains lui sont fermés. Plus encore, il rejette sur les États-Unis la responsabilité de trouver des moyens pour que l'Allemagne puisse vendre davantage de ses produits sur le sol américain: «Germany will do nothing further to try to bring about a better balance between imports and exports in her trade with the United States. It is up to the United States to see what can be done to promote the purchase of more German products. For I will say (...) if the United States does not buy more, we will see that she sells us less. (...) It's all up to the United States»³¹.

Le New York Times réagit très mal aux propos du Dr. Schacht, les qualifiant de stupides et d'arrogants. Dans un éditorial, le journal tente d'expliquer jusqu'à quel point les paroles du ministre de l'Économie sont insensées. Rappelant que la balance commerciale défavorable de l'Allemagne envers les États-Unis n'est pas un fait nouveau, le quotidien met en évidence le paradoxe flagrant des idées du Dr. Schacht. Que ferait l'Allemagne, demande-t-il, si tous les pays qui entretiennent des relations commerciales déficitaires avec

²⁸ «Hull Puts Blame for Debt Default on Nazis' Policies», New York Times, 29 juin 1934, p. 1, 14. Le secrétaire d'État gardera toujours un goût amer concernant les manœuvres économiques mise de l'avant par le gouvernement allemand au début de 1934. Dans ses mémoires, Cordell Hull reprendra la même argumentation pour critiquer ces mesures, allant même jusqu'à les qualifier de fraude. Cordell Hull, The Memoirs of Cordell Hull, Volume one, London, Hodder & Stoughton, 1948, pp. 238-240.

²⁹ «Germany's Isolation», New York Times, 30 juin 1934, p. 14. La question des dettes de l'Allemagne à l'endroit des États-Unis a finalement été réglée par des accords en octobre 1934. Voir Offner, *op. cit.*, p. 79.

³⁰ Schacht a été nommé président de la Reichsbank peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933. Il avait déjà occupé ce poste en 1923. Nommé ministre de l'Économie du Reich en août 1934, Schacht demeure à ce poste jusqu'en 1937 et à la tête de la Reichsbank jusqu'en 1939.

elle décidaient d'équilibrer leurs échanges ? Le journal identifie notamment le cas de la Grande-Bretagne qui devrait, dans une telle perspective, réduire de plus de 625 millions de reichsmarks ses achats envers le Reich. Pour le New York Times, la seule explication qui puisse justifier les propos du ministre de l'Économie est le nationalisme borné qui anime maintenant l'Allemagne: «Nationalism always overlooks the longer consequences of its acts. In nothing is it more blind than in its refusal to think of what will happen if foreigners pay it the ultimate compliment of imitation»³².

En plus des problèmes soulevés par les dettes, les rapports entre l'Allemagne et les États-Unis sont aussi affectés par la commotion causée par la présence de groupes nazis sur le territoire américain. Il est vrai que des organisations nazies sont établies aux États-Unis depuis un certain temps déjà. La *Teutonia Organization*, fondée en octobre 1924 à Détroit par des immigrants allemands fraîchement débarqués aux États-Unis, a été la première à épouser les idéaux nationaux-socialistes. Toutefois, l'action de ce mouvement restait concentrée auprès des nouveaux immigrants allemands arrivés en Amérique et suscitait surtout l'indifférence auprès des non-initiés. Les membres de *Teutonia* espéraient seulement la victoire de Hitler pour pouvoir retourner en Allemagne³³.

En fait, les organisations nazies implantées en sol américain apparaissent comme une menace peu de temps après l'arrivée au pouvoir de Hitler. Durant les premiers mois du III^e Reich, diverses factions se disputent le titre «d'organisation officielle» du NSDAP aux États-Unis. Le Parti nazi bénéficie pourtant d'une branche américaine, appelée *Gau-USA* et dirigée par Paul Mangler, un concierge au chômage, mais le groupe connaît alors des moments difficiles et son nombre d'adhérents est au plus bas³⁴. Quelques associations nazies naissent donc ici et là aux États-Unis, principalement à New York et dans le Mid-Ouest, cherchant tant bien que mal à profiter des récents succès de Hitler en Allemagne et essayant d'entrer dans les bonnes grâces du NSDAP qui semble intéressé à entretenir des liens à l'étranger.

³¹ «Schacht Disavows Pledges on Loans», New York Times, 26 août 1933, p. 1, 2.

³² «Suicidal Nationalism», New York Times, 27 août 1934, p. 14. Le New York Times, toutefois, ne fait pas état des mesures protectionnistes américaines comme le tarif Smoot-Hawley, qui limitent effectivement, dans une certaine mesure, le commerce allemand aux États-Unis.

³³ Sanders A. Diamond, The Nazi Movement in the United States, 1924-1941, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1974, pp. 92-96. Quelques membres de *Teutonia* retourneront effectivement en Allemagne après 1933, d'autres resteront aux États-Unis et participeront à la mise sur pied de nouvelles organisations nazies.

³⁴ Ibid., pp.100-102.

Il revient en fait à Heinz Spanknöbel d'organiser convenablement les forces nazies en Amérique. En juillet 1933, ce militant de la première heure (il compte parmi les fondateurs de *Teutonia*) et membre du NSDAP fonde les *Friends of New Germany* (FONG), qui deviendra au cours des mois suivants le groupement nazi le plus important aux États-Unis. Rapidement, le FONG commence à publier des journaux, dont le Deutsche Zeitung et le Das Neue Deutschland à New York, la métropole américaine constituant le quartier général de l'organisation³⁵. Toutefois, Spanknöbel est un homme à l'ambition démesurée. Il aspire à prendre le contrôle de l'*United German Societies* (UGS), une association qui regroupe la plupart des organisations de la communauté allemande aux États-Unis. L'UGS n'est cependant pas une cible facile. Plusieurs de ses dirigeants sont Juifs et l'UGS a même songé, au début de 1933, à prendre une tangente antinazie. Néanmoins, le leader du FONG parvient à se faire élire au conseil de direction de l'UGS et fait voter une résolution pour que le drapeau nazi soit hissé lors de la fête du «German Day» prévue pour le 29 octobre 1933³⁶.

Dès lors, l'affaire prend de l'ampleur. Les organisations juives membres de l'UGS se retirent de l'association et la question du drapeau devient de plus en plus incommodante. En effet, la fête du 29 octobre doit se tenir dans un édifice du gouvernement américain. Si l'UGS décide d'approuver la proposition de Spanknöbel, cela signifie que le svastika flottera sur un immeuble fédéral. Conscient des remous causés par cette situation et choqué par les récents actes de vandalisme commis par les OD, la force para-militaire du FONG³⁷, le maire de New York à l'époque, John Patrick O'Brien, intervient et décide d'interdire la tenue de la fête du «German Day»³⁸. Toute cette publicité cause des problèmes à Spanknöbel, qui doit faire face au même moment à une enquête du département du Travail. Effectivement, le représentant d'origine juive, Samuel Dickstein (démocrate, New York), demande cette investigation, soutenant que Spanknöbel, en tant qu'agent d'un gouvernement étranger, ne s'est pas inscrit au département d'État comme

³⁵ Ibid., pp. 113-121.

³⁶ Ibid., pp.121-122.

³⁷ Les OD, ou *Ordnungs Dienst* (Service en uniforme), occupent au sein du *FONG* un rôle similaire à celui des SA pour le NSDAP. Ils empruntent d'ailleurs le même uniforme et la même chanson de ralliement. Ibid., p. 114.

³⁸ Le New York Times, en éditorial, se réjouit d'ailleurs de l'annulation du «German Day» qui aurait été, sous la direction de Spanknöbel, «a thinly disguised Nazi propaganda and a glorification of the Hitler régime». «German-American», New York Times, 27 octobre 1933, p. 18.

l'ordonne la loi. Plutôt que de faire face à la justice, le chef du FONG décide de s'enfuir en Allemagne à la fin du mois d'octobre 1933³⁹.

Ce qui est aujourd'hui connu comme l'«affaire Spanknöbel» attire inutilement l'attention sur le FONG et fait monter la crainte au sein de la population que des espions nazis maintiennent des réseaux aux États-Unis. Le parlementaire Dickstein, le premier convaincu de cette allégation, commence d'ailleurs une enquête sur les groupes nazis par l'intermédiaire du comité sur l'immigration qu'il préside à la Chambre des représentants. Cette investigation non officielle, débutée au mois de novembre 1933, bénéficie d'une couverture de presse importante et souvent sensationnelle, qui contribue à attiser les craintes de la population américaine⁴⁰. Les propos de Dickstein lui-même, clamant à qui veut l'entendre que les États-Unis sont envahis par des agents nazis, n'aident pas à calmer les peurs⁴¹.

Cette première enquête pousse la Chambre des représentants, le 20 mars 1934, à adopter par une vaste majorité la proposition de Samuel Dickstein qui souhaite une investigation complète sur les activités nazies en sol américain⁴². Le représentant John McCormack (démocrate) du Massachusetts est rapidement choisi comme président de ce comité d'enquête et Dickstein en devient le co-président⁴³. Le comité se réunit en sessions exécutives entre les mois d'avril et juillet 1934, puis débute ses audiences publiques à partir du milieu de l'été. Les activités du comité ne contribuent pas à dissiper les appréhensions de la population américaine à propos de la présence nazie aux États-Unis. Au contraire, les révélations faites lors de l'enquête sont fracassantes et laissent croire que ces mouvements sont bien organisés, alors que la réalité est tout autre⁴⁴. Par exemple, un

³⁹ Diamond, *op. cit.*, p. 122-124.

⁴⁰ Lipstadt, *op. cit.*, p. 122. Le New York Times couvre amplement cette enquête du comité de l'immigration et se laisse même parfois aller à un peu de sensationnalisme. Voir notamment «Nazi Actions Here Bring an Inquiry», New York Times, 10 octobre 1933, p.1, 11 ; «Dickstein to Open Nazi Inquiry Soon», New York Times, 18 octobre 1933, p. 3 ; «Two Nazis Inquiries Are Started Here», New York Times, 29 octobre 1933, p. 29 ; «"Mr. X" at Hearing Details Nazi Plot», New York Times, 15 novembre 1933, p. 1, 4.

⁴¹ Diamond, *op. cit.*, pp. 125, 162.

⁴² «Wide Nazi Inquiry is Voted by House», New York Times, 21 mars 1934, p. 1, 10.

⁴³ Dickstein a refusé d'assurer la présidence de ce comité de peur que le fait qu'il soit Juif ne discrédite l'enquête. Outre lui et McCormack, les autres membres du comité d'enquête sont les représentants Weideman du Michigan (démocrate), Kramer de Californie (démocrate), Jenkins de l'Ohio (républicain), Taylor du Tennessee (républicain) et Guyer du Kansas (républicain). «McCormack Heads House Nazi Inquiry», New York Times, 6 avril 1934, p. 13.

⁴⁴ Bien que nous ne possédons pas de données précises pour évaluer la peur du nazisme aux États-Unis en 1934, un sondage réalisé en 1937 nous donne certaines indications sur l'étendue que prenaient ces craintes durant les premières années du III^e Reich. À la question «Do you think Nazis in the United States are a

membre des services secrets de la marine américaine vient témoigner et prétend que l'organisation des *Silver Shirts*, dirigée par William Dudley Pelley, possède des quantités d'armes appréciables et qu'elle souhaite terrasser le gouvernement américain⁴⁵. Le comité McCormack met également à jour un autre complot visant à renverser l'administration Roosevelt et à instaurer une dictature fasciste aux États-Unis⁴⁶.

Le comité d'enquête s'intéresse aussi beaucoup aux activités du FONG et il accuse l'Allemagne nazie d'entretenir un réseau d'espions aux États-Unis⁴⁷. Devant ces insinuations, le gouvernement de Hitler s'offusque à nouveau et tente de discréditer les révélations du comité McCormack⁴⁸. Finalement, la mauvaise publicité que donne cette enquête au gouvernement nazi force le NSDAP à dissoudre ses liens avec les *Friends of New Germany*. À la fin du mois d'octobre 1935, le Parti nazi ordonne à tous les Allemands, même ceux qui sont en processus de naturalisation, de couper les liens qu'ils entretiennent avec le FONG sous peine de voir leur passeport confisqué et leur citoyenneté allemande annulée. L'organisation, dès lors, ne comptera plus parmi ses membres que des

menace to the country ?», 58 % des personnes interrogées soutenaient que les nazis représentaient une menace, alors que 24 % croyaient qu'il n'y avait pas là de véritable danger. 18 % des répondants se disaient alors sans opinion sur la question. Ce sondage est reproduit dans l'ouvrage de Hadley Cantril, Public Opinion 1935-1946, Westport, Greenwood Press, 1978, p. 266.

⁴⁵ «Arms Plot is Laid to San Diego Nazis», New York Times, 8 août 1934, p. 1, 4. William Dudley Pelley est un ancien journaliste qui dit avoir vécu une expérience de «voyage astral» en 1925. Attiré à partir de ce moment par le spiritualisme, ce fils de pasteur méthodiste en vient progressivement au fascisme par la suite. L'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 constitue pour lui une révélation et il fonde la même année les *Silver Shirts*, se proclamant lui-même «Führer des États-Unis». Préconisant l'utilisation de la violence pour instaurer son système de «Christian Commonwealth», vaguement inspiré des idées populistes, Pelley reste cependant un marginal dans la propagation des idées d'extrême droite durant les années 1930. Son organisation, au mieux, ne compte que quelques milliers de membres, surtout répartis sur la côte ouest. Il est évident que les *Silver Shirts* n'ont jamais représenté une menace pour la sécurité des États-Unis. Pour un portrait de Pelley et des *Silver Shirts*, voir Lipset et Raab, op. cit., pp.162-164. L'une des bornes études sur Pelley et son groupe se retrouve dans l'ouvrage de Geoffrey S. Smith, To Save a Nation: American Countersubversives, the New Deal, and the Coming of World War II, New York, Basic Books, 1973, pp. 53-86.

⁴⁶ Selon le comité, des industriels, mécontents du *New Deal*, auraient approché le général Smedley Butler pour qu'il prenne la tête d'une milice chargée de marcher sur Washington. Butler a toutefois refusé et dénoncé les instigateurs du complot. Cet épisode de l'histoire américaine demeure obscur. Peu de traces de ces événements peuvent être trouvées dans les sources et le témoignage de Butler devant le comité McCormack reste l'une des seules preuves attestant de la véracité du complot. La prudence commande donc de demeurer critique devant les implications réelles de cette conspiration et du danger qu'elle représente alors pour le président. D'ailleurs, le magazine Time est loin de prendre cette affaire au sérieux et ridiculise la déposition de Butler. «Plot Without Plotters», Time, 3 décembre 1934, pp. 13-15. Un ouvrage, demeuré aussi obscur que les événements eux-mêmes, a néanmoins été publié à ce sujet: Jules Archer, The Plot to Seize the White House, Hawthorn Books, 1973. (Lipset et Raab font aussi référence à ce complot à la page 199 de leur livre). Un article d'une revue de vulgarisation historique donne néanmoins un excellent résumé des événements: Clayton Cramer, «An American Coup d'État ?», History Today, vol. 45, no. 11 (November 1995), pp. 42-47.

⁴⁷ Diamond, op. cit., p. 159.

⁴⁸ «The Director of Department III to the Embassy in the United States», 20 mars 1934 et «The Ambassador in the United States to the Foreign Ministry», 22 mars 1934, DGFP, C, vol. 2, pp. 640-641 ; 653-655.

Américains, la plupart étant cependant d'origine allemande. Les immigrants récemment arrivés aux États-Unis ne pourront plus faire partie du groupe. En agissant ainsi, l'Allemagne nazie cherche à faire taire une fois pour toute les accusations voulant qu'elle entretienne un réseau d'agents provocateurs en Amérique⁴⁹. Toute cette affaire, bien entendu, ne contribue pas à améliorer les rapports entre l'Allemagne et les États-Unis.

Outre les relations difficiles entre les États-Unis et l'Allemagne, le New York Times s'intéresse aussi, au cours des premiers mois de 1934, aux dissensions qui divisent le Parti nazi. Durant cette période, quelques manifestations d'opposition à Hitler se font sentir, particulièrement parmi les SA. Certaines personnalités commencent en effet à parler d'une «deuxième révolution», qui viserait l'établissement des points plus «socialistes» du programme du Parti nazi que Hitler ne semble pas vouloir appliquer⁵⁰. L'aile gauche du NSDAP, attachée à ces éléments de la plate-forme nazie, exerce alors des pressions importantes pour que l'économie du Reich, entre autres, soit radicalement transformée. Des hommes comme Walter Darré, ministre de l'Agriculture, mais surtout Ernst Röhm, chef des SA, parlent de plus en plus couramment de l'importance de nationaliser les terres et les banques et d'abolir le capitalisme dit «néгатif»⁵¹. Ces mêmes éléments du parti se disent aussi déçus de la tournure que prend la campagne anti-juive, qu'ils souhaiteraient plus agressive. Pour certains analystes politiques, ces contestations laissent présager la fin possible du règne de Hitler. Celui-ci doit d'ailleurs répondre directement à cette question au cours d'une entrevue qu'il accorde à un journaliste de l'«Associated Press». Interrogé à propos de son éventuel remplacement à la tête du gouvernement allemand, Hitler assure à son interlocuteur que les rumeurs de sa chute prochaine sont totalement farfelues et que personne ne cherche à prendre sa place. Hitler se dit alors convaincu de la loyauté de ses hommes⁵².

L'opposition à Hitler est pourtant bien réelle et elle ne provient pas seulement des éléments «socialistes» du Parti nazi. Les membres conservateurs du gouvernement, liés de près aux industriels et faisant pour la plupart partie de la bourgeoisie, sont inquiets

⁴⁹ Diamond, *op. cit.*, pp.190-191.

⁵⁰ Ian Kershaw, Hitler 1889-1936: Hubris, Londres, Penguin Books, 1998, p. 503.

⁵¹ Le «capitalisme négatif», tel que dénoncé par certains dirigeants nazis, renvoie généralement à tout ce qui concerne la haute finance, soit les activités boursières, les transferts de fonds, les activités bancaires, etc. Aux yeux des nazis «de gauche», ces activités ne visent pas la production de biens et sont par conséquent considérées comme inutiles, sinon nuisibles pour l'Allemagne, d'autant plus qu'ils ne manquent jamais de rappeler que ces secteurs sont dominés par des Juifs.

devant cette menace d'une «deuxième révolution» qui leur ferait perdre leur position encore privilégiée au sein du régime. Le vice-chancelier von Papen, au cours du mois de juin, devient le porte-parole des conservateurs devant la menace d'une nouvelle révolution nazie. Dans un discours remarqué qu'il prononce devant les étudiants de l'Université de Marburg, Papen critique sévèrement certaines tendances du régime nazi et principalement l'aile gauche du parti. Affirmant que la révolution ne peut durer constamment et qu'une forme de gouvernement plus stable doit être établie, Papen s'oppose vigoureusement à l'instauration de certains principes d'inspiration socialiste voulue par une portion du NSDAP.

Comme le rapporte l'ambassadeur Dodd, le discours de Papen crée un certain choc en Allemagne et il déclenche «the bitter opposition of the more radical element of the [Nazi] Party»⁵³. Pourtant, contrairement à bien d'autres diplomates, Dodd ne croit pas au renversement prochain du gouvernement de Hitler en dépit des manifestations de mécontentement qui deviennent plus fréquentes à l'approche de l'été 1934⁵⁴. Au contraire, le 27 juin, il écrit à Hull et au président Roosevelt que, malgré l'opposition qui semble se dresser contre Hitler, il ne prévoit aucun changement immédiat au sein du gouvernement allemand⁵⁵.

L'ambassadeur Dodd n'a que partiellement raison. Trois jours seulement après son message au secrétaire d'État et au président, Hitler organise un coup de force. Dans la nuit du 30 juin 1934, qui sera rapidement connue sous le nom de la «Nuit des longs couteaux», Hitler, aidé par Goering et les SS, mène une importante purge contre les opposants à son gouvernement⁵⁶. Le chancelier se rend à Munich et fait arrêter et abattre les principaux chefs des SA, alors que Goering prend les choses en main à Berlin. La liste

⁵² «Hitler Sees No One Seeking His Place», *New York Times*, 31 mars 1934, p. 4.

⁵³ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 26 juin 1934, *FRUS*, 1934, vol. 2, pp. 225-228.

⁵⁴ L'ambassadeur de France en Allemagne, André François-Poncet, prétend que le régime nazi ne pourra survivre aux événements difficiles des mois à venir tels que la menace d'inflation, le mécontentement des dirigeants de l'armée et l'hostilité grandissante envers l'Allemagne à travers toute l'Europe. L'ancien Consul général à Berlin, George Messersmith, depuis peu affecté à un nouveau poste en Autriche, prétend lui aussi que la perte de prestige du gouvernement nazi et les difficultés économiques auront pour effet un changement de régime prochain. Voir Robert Dallek, *Democrat and Diplomat: The Life of William E. Dodd*, New York, Oxford University Press, 1968, p. 235.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 236.

⁵⁶ La «Nuit des longs couteaux» est un événement majeur dans l'histoire du III^e Reich. Cependant, peu de livres sérieux ont été écrits à propos de l'épuration de l'été 1934. En fait, le meilleur compte rendu des événements se retrouve sans doute dans la nouvelle biographie de Hitler écrite par Ian Kershaw, *op. cit.* (1998), pp. 499-526.

des victimes est longue. Le dirigeant des Sections d'assaut, Röhm, est fusillé après qu'il eut refusé de se suicider. Le chef des SA de Berlin, Karl Ernst, est lui aussi éliminé de même que Edmund Heines, commandant de la police de Breslau et chef des SA de Silésie. Mais les SA ne sont pas les seules victimes de l'épuration. Des nationalistes éminents sont aussi touchés. Erich Kausener, dirigeant d'une organisation appelée «Action catholique» et critique des politiques nazies, est assassiné, de même que Gregor Strasser, lui qui avait quitté le NSDAP au début de 1933 pour se joindre au gouvernement de von Schleicher. L'ancien chancelier est également tué, ainsi que sa femme. En outre, le vice-chancelier Papen est arrêté la nuit du 30 juin et détenu au cours des jours suivants et deux de ses proches collaborateurs, Herbert von Bose et Edgar Jung, comptent aussi parmi les victimes de la purge⁵⁷.

Les raisons qui expliquent la «Nuit des longs couteaux» forment un amalgame complexe de considérations politiques, de perceptions et de dégoût. De prime abord, il est certain que Hitler subissait depuis quelque temps déjà des pressions de la part des officiers de la Reichswehr pour que la puissance des SA soit diminuée. Le ministre de la Guerre, Werner von Blomberg, avait d'ailleurs lancé un ultimatum à Hitler au milieu du mois de juin en ce sens⁵⁸. Röhm, craignant des représailles de la part de l'armée, avait alors placé ses troupes en état d'alerte. À ce moment, la force des SA, qui avait pourtant favorisé la prise de pouvoir des nazis, se transforme en un élément déstabilisant pour Hitler. Les appels à la «seconde révolution» deviennent gênants pour le chancelier qui espère bientôt accaparer les pouvoirs du président. Hindenburg, en effet, est à l'époque très malade et sa mort semble imminente. L'accord des chefs militaires étant essentiel à la poursuite de cet objectif, Hitler choisit rapidement son camp et décide d'éliminer, purement et simplement, la SA, qui deviendra par la suite une organisation de deuxième ordre dans le III^e Reich⁵⁹.

⁵⁷ Bose est le secrétaire particulier de Papen et son agent de presse, alors que Jung est celui qui a écrit le fameux discours prononcé par Papen à Marburg.

⁵⁸ Blomberg, comme la majorité des chefs de la Reichswehr, était inquiet de la puissance des SA. Les dirigeants militaires craignaient en effet de voir des chefs SA affectés à des postes de commandement dans l'armée, comme le souhaitait Ernst Röhm. Plus encore, ce dernier voulait incorporer la Reichswehr aux SA et ainsi créer une vaste armée populaire, dont il aurait bien entendu été le commandant. Blomberg, au cours du mois de juin, menace donc de faire appel au président Hindenburg pour que la loi martiale soit déclarée et les pouvoirs donnés à l'armée si l'influence des SA n'est pas diminuée. Bien que l'ultimatum de Blomberg ne peut être considéré comme l'unique raison à la purge du 30 juin 1934, il est certain qu'il a contribué à faire bouger Hitler, qui était soucieux de demeurer dans les bonnes grâces des officiers militaires pour augmenter ses chances de rester au pouvoir. Mitchell, *op. cit.*, pp. 238-239. Voir également David Jablonsky, «Röhm et Hitler: The Continuity of Political-Military Discord», *Journal of Contemporary History*, vol. 23, no. 3 (July 1988), pp. 367-386.

⁵⁹ Milza et Berstein, *op. cit.*, p. 606; Kershaw, *op. cit.* (1998), pp. 500, 504-505.

Par ailleurs, il ne faut pas non plus écarter les raisons liées au mode de vie des dirigeants SA pour expliquer la chute rapide de l'organisation. Röhm et d'autres leaders importants au sein des SA sont des homosexuels notoires, qui dérangent les hautes sphères du NSDAP par leurs habitudes sexuelles jugées dépravées⁶⁰. Le soir de son exécution, Edmund Heines, en visite chez Röhm, est d'ailleurs surpris au lit avec un jeune homme. En outre, ces nazis plus conservateurs reprochent aux dirigeants SA leur goût du luxe et aux simples manifestants de l'organisation leur brutalité aveugle.

Le New York Times accorde beaucoup d'attention à la «Nuit des longs couteaux». Le 1^{er} juillet, les huit premières pages du journal sont presque entièrement consacrées à la description des événements de la nuit précédente et les principaux correspondants essaient d'en évaluer les retombées. Frederick Birchall décrit les implications de la purge dans les rangs de la SA, tandis qu'Otto Tolischus, de son côté, essaie de comprendre les motifs de l'exécution de l'ancien chancelier Schleicher⁶¹. Emil Lengyel, quant à lui, y va d'une longue analyse sur les diverses factions qui composent le Parti nazi, décrivant tour à tour les principales figures de l'aile gauche et de l'aile conservatrice, avant de terminer son texte en expliquant la position de Hitler, toujours difficile à cerner selon le journaliste⁶².

Car il s'agit là de la question qui préoccupe le plus le journal: quel rôle Hitler a-t-il joué dans les assassinats et quelles seront les implications de la purge sur son gouvernement ? Immédiatement, le New York Times comprend que Hitler a directement participé à l'épuration. Birchall, dans son article, décrit avec force détails le voyage qui amène le chancelier à Munich pour participer personnellement à l'arrestation de Röhm et de Heines. D'ailleurs, le concours de Hitler n'est pas du tout nié dans la version officielle des événements. Au contraire, la purge est présentée dans la presse nazie comme la réplique du chancelier à une menace d'insurrection de la part des SA et de Schleicher⁶³. Quelque peu forcés de travailler avec les sources d'informations officielles si peu de temps après les faits, les reporters du New York Times, le 1^{er} juillet, présentent l'histoire de la

⁶⁰ Mitchell, op. cit., p. 229.

⁶¹ «Hitler Crushes Revolt by Nazi Radicals; von Schleicher Is Slain; Roehm a Suicide; Loyal Forces Hold in an Iron Grip», New York Times, 1^{er} juillet 1934, p. 1; 2. «Goering Police Net catches Leaders», New York Times, 1^{er} juillet 1934, p. 1, 8.

⁶² «Left vs. Right in Germany», New York Times, 1^{er} juillet 1934, section 9, p. 3.

⁶³ Kershaw, op. cit. (1998), pp. 517-520.

même façon, expliquant que Hitler a réagi à une menace de coup d'État fomentée par les SA et l'ancien chancelier⁶⁴.

Si les journalistes du New York Times décrivent assez bien l'implication de Hitler dans les exécutions⁶⁵, les jugements du journal sur la portée de la «Nuit des longs couteaux» sont plus problématiques. Au lieu de percevoir la liquidation des SA et de certains nationalistes importants comme un renforcement du pouvoir de Hitler, le New York Times croit plutôt que les incidents de la nuit du 30 juin sont une preuve de la débandade prochaine du régime nazi. Suggérant dans un premier éditorial que le régime est maintenant brisé, «*torn apart by mutiny of its own army*»⁶⁶, le quotidien prétend que «*the cumulative troubles of the Nazi Government at home and abroad suggest a heavier load that it can carry*»⁶⁷. Les correspondants, analysant la situation sur le terrain, semblent beaucoup mieux saisir les conséquences de la crise. Otto Tolischus, par exemple, en totale opposition avec le bureau éditorial, comprend que cette épuration laisse Hitler «*more completely master of Germany than ever before*»⁶⁸.

Cependant, à mesure que les premiers jours de juillet passent et que les exécutions sommaires ne semblent pas vouloir se terminer, le New York Times, sans pour autant délaissier l'analyse des événements, profite de la crise qui secoue l'Allemagne pour critiquer à nouveau durement les nazis⁶⁹. Un peu comme à la suite du boycott du mois d'avril 1933,

⁶⁴ Birchall, dans son article précédemment cité, décrit cette difficulté pour les journalistes étrangers de bien expliquer les événements: «*It is difficult within a few hours of events like these taking place over so wide an area as Germany, from news sources that have lost the habit of collecting news and aided only by newspapers restricted to official outgivings, to paint a complete picture of all that has happened today. Fortunately, official utterances have been fairly liberal and ostensibly frank and themselves convey a fairly clear idea of developments in this great day of Germany's internal struggling*».

⁶⁵ Même encore aujourd'hui, il est difficile d'affirmer clairement si les SA préparaient ou non une attaque contre le gouvernement de Hitler. Si cette éventualité apparaît peu probable, il serait injuste de reprocher aux journalistes du New York Times une telle explication des événements, étant donné les contraintes identifiées auparavant.

⁶⁶ «*Long Concealed Rivalry Breaks Bounds in Reich*», New York Times, 1^{er} juillet 1934, section 4, p. 1.

⁶⁷ «*The German Crisis*», New York Times, 1^{er} juillet 1934, section 4, p. 4.

⁶⁸ «*Hitler Executes More Rebel Chiefs*», New York Times, 2 juillet 1934, p. 1, 2

⁶⁹ Pendant les premiers jours du mois de juillet, les correspondants du journal continuent de s'intéresser de près aux assassinats et font parvenir régulièrement des articles décrivant les exécutions les plus récentes et tentent, tant bien que mal, de savoir quand tout cela prendra fin. Voir notamment «*Reich Upheaval Feared*», New York Times, 2 juillet 1934, pp. 1, 2 ; «*Hitler Firing Squad Active All Day*» et «*Many Plots Revealed*», New York Times, 3 juillet 1934, pp. 1, 2, 3 ; «*Hitler Justifies Killings as "Reich's Supreme Judge"; Defies Boycott by World*», New York Times, 14 juillet 1934, p. 1, 5. Finalement, l'épuration prend fin le 2 juillet et Goering ordonne le même jour la destruction des documents la concernant. Selon les preuves restantes, 85 victimes ont été identifiées à la suite de la «Nuit des longs couteaux». En fait, certaines estimations établissent que le nombre total de victimes se situe entre 150 et 200 personnes. Kershaw, *op. cit.* (1998), p. 517.

le journal les dépeint comme des individus imbéciles et violents. Un éditorial du 3 juillet débute par exemple par ce paragraphe fort révélateur sur l'opinion que le quotidien se fait d'eux: «Official and military Germany seems to have a nature all its own. It is capable of the most extraordinary acts of stupidity often tinged with brutality. More than a month ago an American who knows his Germany well was asked what he thought Hitler would do next. He replied: "I don't know, but I am sure that it will be something stupid"»⁷⁰. Seulement quelques jours plus tard, le journal reprend les mêmes arguments et avance que pour comprendre les dernières péripéties de l'aventure hitlérienne, «a psychiatrist is really needed»⁷¹.

Les politiciens américains réagissent eux aussi âprement à ce nouvel épisode de violence. La réaction la plus virulente aux États-Unis provient du Général Hugh Johnson, administrateur en chef de la *National Recovery Administration* (NRA). Lors d'un discours qu'il prononce en Iowa le 12 juillet pour vanter les effets bénéfiques de la NRA pour les fermiers du Mid-Ouest, Johnson se permet d'y aller de propos incendiaires sur la situation en Allemagne. Il déclare:

A few days ago in Germany, events occurred which shocked the world. I don't know how they affected you, but they made me sick – not figuratively, but physically and very actively sick. The idea that adult, responsible men can be taken from their homes, stood up against a wall, backs to the rifles and shot to death is beyond expression. (...) [T]hat such a thing could happen in a country of some supposed culture passes comprehension⁷².

L'ambassadeur Dodd est lui aussi choqué par les événements. Il décide d'ailleurs, à partir de cette date, de ne plus rencontrer Hitler ou les autres dignitaires nazis pour quelque raison que ce soit. Le 4 juillet, il écrit dans son journal personnel: «I would not ask to see any man who has committed a score of murders the last few days»⁷³.

Dodd analyse toutefois la situation d'une façon beaucoup plus juste que le New York Times. Pour lui, la «Nuit des longs couteaux» ne signifie pas la chute prochaine du

⁷⁰ «Terror at Berlin», New York Times, 3 juillet 1934, p. 18.

⁷¹ «Tension in Germany», New York Times, 11 juillet 1934, p. 16.

⁷² «Johnson Hits Nazi Killings; Says They Justify Fight for Free Press in America», New York Times, 13 juillet 1934, p. 1, 2. Les propos de Johnson marquent sans contredit les esprits, car ils provoquent l'indignation du gouvernement allemand, qui demande des excuses par la voix du Chargé d'affaires allemand aux États-Unis, le Dr. Leitner. Après avoir pris connaissance du discours de Johnson, Hull refusera cependant d'exprimer des excuses au nom du gouvernement américain, prétextant que Johnson a agi en son nom personnel en y allant de ces déclarations. Voir «Memorandum by the Secretary of State» et «The Secretary of State to President Roosevelt, Aboard the U.S.S. "Houston"», 13 juillet 1934, FRUS, 1934, vol. 2, pp. 238-240.

⁷³ Dallek, op. cit., p. 237.

gouvernement de Hitler. Il refuse même d'interpréter la purge comme l'élimination de l'aile gauche du Parti nazi au profit des éléments plus conservateurs du gouvernement. Dès le 2 juillet, dans un rapport qu'il transmet à Cordell Hull, il émet des doutes à ce sujet, affirmant que si l'exécution de Röhm et de ses acolytes «would seem to indicate the temporary dissolution of a call for strength of the radicals and to that extent increased strength to the conservative element», l'assassinat de Schleicher, d'un autre côté, «prescrib[es] that this deduction should be made with all reserve»⁷⁴. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur se dit même convaincu que Hitler est celui qui est sorti le grand vainqueur des incidents du 30 juin⁷⁵.

Cette fois, l'ambassadeur Dodd voit juste. Hitler, effectivement, règle d'un coup plusieurs problèmes durant les premiers jours de l'été 1934. En supprimant les principaux chefs des SA et en reléguant ainsi l'organisation à un rôle secondaire, le chancelier rassure à la fois la Reichswehr, qui devient désormais prête à lui accorder sa loyauté, mais aussi la population allemande, qui était depuis quelque temps fatiguée des actions brutales des SA. Par l'élimination de Schleicher et de certains associés de Papen, Hitler écarte également les principaux obstacles à la fusion des postes de chancelier et de président⁷⁶. Désormais, Hitler n'a plus qu'à attendre la mort de Hindenburg pour espérer assumer les pleins pouvoirs. Il n'a pas à patienter trop longtemps: le maréchal Hindenburg décède le 2 août 1934. La même journée, le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, annonce à la radio que les postes de président et de chancelier sont fusionnés. Sans attendre, les officiers et les soldats de la Reichswehr prêtent serment à Hitler, leur nouveau commandant en chef. Hitler sollicite néanmoins l'approbation de cette action par la population allemande et un plébiscite est annoncé pour le 19 août.

Bien entendu, un référendum en Allemagne nazie n'a pas la même signification que dans un pays démocratique et le New York Times ne se laisse pas impressionner par les déclarations de Hitler qui dit souhaiter que sa nouvelle position à la tête de l'État soit

⁷⁴ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 2 juillet 1934, FRUS, 1934, vol 2, p. 230.

⁷⁵ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 7 juillet 1934, FRUS, 1934, vol 2, pp. 233-237. Voir également Dallek, op. cit., pp. 236-237, où il décrit favorablement les réactions de Dodd devant l'épuration, affirmant qu'il est l'un des diplomates en poste à Berlin ayant le mieux évalué la situation (voir la note 3 de son chapitre principalement).

⁷⁶ Mitchell, op. cit., p. 245.

approuvée par une élection libre et secrète. Le journaliste Edwin L. James⁷⁷ écrit d'ailleurs candidement que «[i]f the election goes otherwise than favorably it would surprise every one and most of all Hitler himself»⁷⁸. Par contre, James cherche à discerner les motifs de Hitler qui pourrait très bien assumer le poste de Reichsführerschaft, nouveau nom donné à la fonction jumelée de président et de chancelier⁷⁹, sans se soucier d'obtenir l'appui populaire. James prétend que les élections serviront à jauger le degré de mécontentement de la population vis-à-vis de la purge du 30 juin et qu'elles donneront à Hitler le mandat d'utiliser à nouveau la force et la violence si d'autres mouvements d'opposition se dressent devant lui⁸⁰. Cette analyse s'avère juste. En effet, le 19 août, malgré la surveillance étroite du scrutin par la Gestapo, près de 4.5 millions de personnes, soit environ 10 % de l'électorat, osent s'opposer au cumul des fonctions de président et de chancelier par Hitler⁸¹. Ce vote de protestation, assez important, déstabilise quelque peu le Führer, qui promet lors d'un discours qu'il prononce le 5 septembre, que sa prochaine attaque «will demolish the opposition»⁸².

L'analyse de James est tout de même quelque peu surprenante, car elle tranche avec les premières réactions du New York Times qui voyait dans la «Nuit des longs couteaux» un signe de la faiblesse de Hitler. Il semble que certains journalistes, à la suite de la mort de Hindenburg, aient fini par évaluer la situation d'un autre point de vue. James déclare même que si Hitler réussit à passer l'hiver qui s'annonce ardu en raison de la situation économique difficile de l'Allemagne⁸³, «[he] will reach the next Spring in a stronger position»⁸⁴. Il persiste néanmoins certains analystes pour dire que Hitler n'est pas encore

⁷⁷ Edwin L. James, surnommé «Jimmy», est né en 1890. Après avoir travaillé pour le Baltimore Sun et le Pittsburgh Dispatch au début du siècle et durant les premières années de la guerre, James entre au New York Times en 1915. Correspondant de guerre sur le front ouest dans l'«American Expeditionary Force» en 1918, il devient au cours des années 1920 le directeur des correspondants du journal en Europe et rédige une rubrique hebdomadaire fort populaire sur la politique étrangère. À partir de 1932, et tout en continuant à s'intéresser de près à la politique européenne, James est nommé directeur de la rédaction du New York Times, un poste qu'il occupe jusqu'à sa mort en 1951. Donald Paneth, The Encyclopedia of American Journalism, New York, Facts on File Publications, 1983, p. 237.

⁷⁸ «Germans Are Now Ruled by Reichsfuehrerschaft», New York Times, 5 août 1934, section 4, p. 1.

⁷⁹ Le nouveau titre de Hitler, celui de Führer du Reich, découle du titre qu'il s'était donné au cours des années 1920 pour désigner sa position à la tête du NSDAP. Le mot Führer peut se traduire par «chef», ou encore par «guide». Voir notamment la définition qu'en donne Tim Kirk, *op. cit.*, p. 180.

⁸⁰ «Germans Are Now Ruled by Reichsfuehrerschaft», *loc. cit.*

⁸¹ Mitchell, *op. cit.*, p. 246.

⁸² «Pledges Art's Advancement», New York Times, 6 septembre 1934, p. 13.

⁸³ Cette précision montre néanmoins qu'il persiste un doute dans l'esprit du journaliste sur la puissance réelle du Führer.

⁸⁴ «Germans Are Now Ruled by Reichsfuehrerschaft», *loc. cit.*

dans une position de force. Shepard Stone⁸⁵, dans un long article décrivant l'évolution du III^e Reich, soutient que le Führer, n'ayant plus le président à ses côtés «[for] urging caution and commanding restraint»⁸⁶, fait face à la crise la plus importante à avoir secoué le régime.

Néanmoins, après la mort de Hindenburg, les journalistes du New York Times paraissent plus enclins à affirmer que Hitler consolide sa position à la tête de l'Allemagne. La correspondante Anne O'Hare McCormick⁸⁷, à la suite d'un entretien avec le Führer, dresse en ce sens un portrait ambivalent du dictateur. Décrivant Hitler comme un homme lunatique, souvent perdu dans ses pensées, mais aussi «human and friendly when he focuses his attention», McCormick avoue ne pas comprendre comment les Allemands ont pu être attirés par l'idéologie du national-socialisme. Lisez Mein Kampf et les écrits des autres doctrinaires du Parti nazi, dit-elle, «and you cannot believe that on these hollow appeals to the lowest levels of intelligence and passion a great people like the Germans had been led to its present plight». Cependant, à la fin de son article, elle admet, presque à contrecœur, que même si Hitler «is far from being all of Germany», «certainly he expresses the deep low of German emotion»⁸⁸.

De son côté, Frederick Birchall est depuis longtemps convaincu que le régime nazi n'est pas prêt de s'effondrer et il continue, tout au long de 1934, de montrer à ses lecteurs que le III^e Reich devient toujours plus autoritaire et que la liberté de parole y est désormais inexistante. À la fin du mois d'août 1934, il rapporte avec tristesse la nouvelle de l'expulsion, ordonnée par les autorités nazies, de sa consœur journaliste Dorothy Thompson, femme du célèbre écrivain Sinclair Lewis. Pour Birchall, cet ordre d'éviction,

⁸⁵ En dépit de nos recherches, nous avons été incapable de trouver plus de renseignements sur ce journaliste.

⁸⁶ «After Hindenburg: Hitler's Supreme Test», New York Times, 5 août 1934, section 8, p. 1.

⁸⁷ Anne Elizabeth O'Hare McCormick, née en 1880, débute véritablement sa carrière de journaliste en 1922, pour le New York Times, bien qu'elle ait auparavant rédigé des articles et des poèmes pour divers journaux et magazines, dont Atlantic Monthly. C'est l'éditeur du New York Times à l'époque, Carr V. Van Anda, qui l'encourage à lui faire parvenir des articles des pays étrangers qu'elle visite en compagnie de son mari, un ingénieur souvent obligé de voyager en raison de son travail. C'est ainsi que commence une longue carrière au service du journal new-yorkais, qui durera jusqu'en 1954, l'année de sa mort. Anne O'Hare McCormick laisse plusieurs réalisations importantes: elle a été la première femme à remporter un prix Pulitzer important en 1937 et aussi la première femme à faire partie du prestigieux bureau éditorial du New York Times. Kathleen K. Keeshen, «McCormick, Anne Elizabeth O'Hare», in Joseph P. McKerns, *op. cit.*, pp. 450-451.

⁸⁸ Anne O'Hare McCormick, «The Three the World Watches», New York Times Magazine, 12 août 1934, pp. 1-2, 19.

délivré en raison d'un article que Mme Thompson a écrit en 1931⁸⁹, laisse croire que le régime nazi est sur le point de museler toute manifestation d'opposition, y compris celle exprimée par les journalistes étrangers. Selon lui, «the case of Mrs. Lewis is merely the first step in a campaign by which eventually the present German government expects to banish from Germany all foreign correspondents who do not fully regard Nazi doctrines as the height of political wisdom and are not willing to become mere echoes of Nazi propaganda»⁹⁰.

Il n'est donc pas surprenant de constater que le bilan qu'il dresse de cette deuxième année au pouvoir des nazis n'est pas très reluisant. Birchall prétend plutôt qu'au cours des douze derniers mois, les droits des citoyens allemands ont été dramatiquement réduits, alors que les «responsabilités» envers le régime ont augmenté. «The fact is», écrit-il au mois de décembre, «freedom in Germany today comprises freedom to obey orders and to be quick about it. Hesitation in compliance, even if it is a matter of giving the Nazi salute, except in the case of foreigners, may bring anything from a blow in the face to confinement in a concentration camp»⁹¹. Pour sa part, le journaliste Guido Enderis, dans un bilan beaucoup plus tolérant, affirme que même si le régime nazi peut être et doit être critiqué pour ses politiques radicales, sa violence et sa répression, il n'en demeure pas moins qu'il tend à unir une Allemagne qui a vécu de dures épreuves aux cours des vingt dernières années. Pour Enderis, c'est dans cette union de la population allemande que le national-socialisme trouve sa force et c'est pour cette raison qu'il prédit une longue vie au III^e Reich, «even if it should prove necessary to revise methods and even if new leaders appear on the scene»⁹².

L'ambassade américaine en Allemagne partage les opinions des journalistes du New York Times. Pour William E. Dodd, la mort du président Hindenburg est une autre preuve que Hitler est solidement installé à la tête de l'Allemagne. Comme le mentionne Robert Dallek dans sa biographie du diplomate: «the President's passing proved to be but another example of Hitler's ability to turn a possibly dangerous situation to his advantage.

⁸⁹ Dans cet article écrit en 1931 et publié au début de l'année 1932, Dorothy Thompson affirmait que Hitler n'était pas Mussolini et qu'il avait peu de chance de conquérir le pouvoir en Allemagne. Selon une loi passée peu après l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933, tout étranger portant des propos contraires aux intérêts du Reich ou irrespectueux envers ses représentants officiels pouvait être expulsé de l'Allemagne. C'est sur la base de cette loi, qui était rétroactive, que Dorothy Thompson a été expulsée en 1934.

⁹⁰ «Dorothy Thompson Expelled by Reich for "Slur" on Hitler», New York Times, 26 août 1934, p. 1, 3.

⁹¹ «Personal Liberty Vanishes in Reich», New York Times, 31 décembre 1934, p. 4.

(...) Above all, Dodd complained, there was no longer an opposing conservative force likely to moderate or possibly frustrate Hitler's plan»⁹³. Le long communiqué que l'ambassade fait parvenir à Cordell Hull après le référendum du 19 août est aussi très clair à ce sujet, mentionnant sans détour:

In general it may be said that the plebiscite has proved once again that Hitler, (...) can continue to dominate the German people, unless some fundamental change occurs. It is difficult to predict from what quarter such a change may be expected. Many believe that exchange difficulties and the scarcity of raw materials may render the situation of the Government impossible; yet in view of German ingenuity and organizing capacity on the one hand, and docility and capacity to stand punishment on the other, it would not be surprising if these increasing difficulties should notwithstanding fail to produce sufficient leverage for change. (...) Hitler's nervous system may break under the strain of the combined functions of Chief of State and Chancellor, or political assassination might suddenly strike him low. These are some of the more obvious sources of danger. Yet at the moment it would be rash to predict that any of them will cause the Dictator's downfall»⁹⁴.

Ainsi, sur le plan de l'évolution politique, le New York Times assiste à la dégradation des relations entre l'Allemagne et les États-Unis, supportant quand il le faut le secrétaire d'État dans ses protestations à l'endroit du Reich. La crise du 30 juin marque quant à elle les esprits des diplomates et des journalistes et la consolidation du pouvoir par Hitler semble évidente après la mort de Hindenburg. Toutefois, d'un autre côté, la situation des Juifs continue d'inquiéter. Malgré qu'aucune nouvelle législation ne vienne restreindre directement les droits des Juifs en 1934, et même si les actes de violence sont beaucoup moins fréquents que l'année précédente, le New York Times reste attentif à l'antisémitisme déployé par le régime nazi. Cette attention constante montre bien que si la répression antisémite est moins brutale qu'en 1933, elle est toujours présente dans le Reich.

B) L'Aryen est un mensonge: le New York Times et la consolidation de l'État racial

Nous l'avons déjà mentionné, 1934 n'est pas reconnu dans l'histoire comme une année marquante en ce qui concerne les persécutions antisémites en Allemagne nazie. La presse américaine, généralement, s'intéresse moins aux histoires de répression contre les

⁹² «Wide Aim of Nazis Seen as Essential», New York Times, Ibid.

⁹³ Dallek, op. cit., p. 241.

⁹⁴ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 21 août 1934, FRUS, 1934, vol. 2, pp. 245-247. Ce rapport, même s'il est identifié comme provenant de l'ambassadeur Dodd lui-même, a été rédigé par un conseiller de l'ambassade, J. C. White.

Juifs, probablement en raison de l'absence d'événements réellement spectaculaires⁹⁵. La situation des Juifs n'en est pas moins dramatique. La propagande nazie ne cesse de déverser ses diatribes au sujet des Juifs. De même, les portes de nombreux emplois leur sont désormais fermées, tout comme celles des universités et de plusieurs écoles. Les commerçants juifs se voient aussi constamment harcelés et plusieurs font face à la faillite. Qui plus est, de nouveaux problèmes émergent de ce contexte, tels la consolidation d'un véritable État racial en Allemagne. Les Juifs, désormais, ne sont plus les seules victimes des idéaux racistes des nazis; les malades et les personnes «socialement inadaptées» commencent aussi à en faire les frais.

Les journalistes du New York Times ne se désintéressent pas de la situation des Juifs avec le changement d'année. Même si les actes violents à leur endroit semblent moins fréquents, le journal ne voit pas là un signe de la fin de l'oppression. Le journaliste Otto Tolischus est certainement celui qui s'intéresse le plus à la situation des Juifs au cours de 1934, surtout durant les premiers mois de l'année. À la fin mars, il consacre un long article à ce sujet. Constatant avec anxiété qu'une nouvelle campagne anti-juive se dessine à l'approche de l'anniversaire du boycott du 1^{er} avril, Tolischus rapporte plusieurs incidents démontrant que la persécution est toujours omniprésente. Selon lui, les commerçants juifs sont particulièrement touchés par ces nouvelles attaques, leurs magasins étant à nouveau placardés d'affiches avertissant les Aryens de ne pas acheter dans ces commerces. Mais le reporter constate aussi que les actes violents ne sont pas chose du passé. Il termine d'ailleurs son article par la description troublante d'une attaque contre un jeune écolier, montrant du même coup l'indifférence de la population devant le sort réservé aux Juifs: «This morning your correspondent saw a Jewish schoolboy about 8 years old being beaten in the street by his "German" comrades. "He is a Jew !" they shouted. A crowd gathered but did not interfere»⁹⁶. À peine un mois plus tard, Tolischus revient à la charge et écrit qu'en Allemagne, «anti-Semitism is still the order of the day». Dans ce nouvel article, il fait part aux lecteurs du New York Times de récents cas de persécution et de discrimination envers la communauté juive. À l'approche des Jeux olympiques de 1936, Tolischus mentionne notamment l'impossibilité pour les athlètes juifs de s'entraîner, l'accès aux

⁹⁵ Deborah Lipstadt constate d'ailleurs que «1934 was a year during which news about Germany's persecution of its Jews was not prominently featured in the American press. This was to some extent because the policy of direct harassment and physical violence was held in partial check though Jews in small towns in particular faced constant threats. (...) But on the surface and in the eyes of many a student of the German scene things seemed to have reached a relative calm or, at the least, achieved an even keel». Lipstadt, loc. cit. (1984), p. 48.

installations sportives leur étant interdit. Il signale également les difficultés croissantes pour les non-Aryens de poursuivre des études supérieures⁹⁷.

Par ailleurs, Tolischus ne manque pas l'occasion qui se présente à lui, au milieu du mois de mai, d'identifier les vrais responsables des exactions contre les Juifs, nommément les dirigeants nazis eux-mêmes et Hitler spécialement. En effet, le 12 mai 1934, le ministre de la Propagande Joseph Paul Goebbels publie un livre intitulé From Kaiserhof to Chancellery. En journaliste éclairé, Tolischus trouve la preuve dans cet ouvrage que Hitler est responsable de l'organisation du boycott du 1^{er} avril 1933. Alors que la propagande nazie avait toujours présenté cette action comme spontanée, résultat de la colère populaire vis-à-vis des médisances exprimées contre l'Allemagne à l'étranger, le correspondant du New York Times trouve dans les écrits d'un ministre nazi de premier plan la preuve du contraire:

Heretofore official Nazi Propaganda has always contended that the boycott was the result of a spontaneous outburst of popular resentment against "Jewish atrocity mongers" and that the government merely took hold to control it and avert worse excesses. There is nothing of that in Dr. Goebbels' diary. It says in so many words that Chancellor Hitler himself conceived the idea at his Bavarian mountain retreat and that Dr. Goebbels carried it out. If anybody else shares the responsibility, the diary gives no clue to his name⁹⁸.

Tolischus n'est cependant pas le seul à reconnaître la situation précaire des Juifs en 1934. Dorothy Thompson, notamment, en arrive au même constat. À son arrivée aux États-Unis après avoir été expulsée du Reich par les autorités nazies, elle déclare que la condition des Juifs allemands est maintenant sans espoir et que seuls ceux qui n'ont plus aucune fierté osent demeurer en Allemagne⁹⁹. Frederick Birchall, pour sa part, s'attarde peu en 1934 au sort des Juifs dans les rapports qu'il transmet au New York Times en provenance du Reich. Néanmoins, dans son bilan annuel, il accorde une large place à l'antisémitisme du régime nazi et conclut que la vie des Juifs ne s'est pas améliorée au cours de la dernière année:

No additional laws relating to Jews have been decreed in the last year, but the Jews had already been thoroughly dealt with in the preceding year. They are barred from all official positions. In law and medicine, the small nucleus retained in the first general clearance still remains in practice, but no more can be admitted. (...) There

⁹⁶ «New Drive Aimed at Jews in Reich», New York Times, 21 mars 1934, p. 10.

⁹⁷ «Reich Still Ruled by Anti-Semitism», New York Times, 22 avril 1934, p. 20.

⁹⁸ «Hitler Conceived Boycott of Jews», New York Times, 13 mai 1934, section 4, p. 1.

⁹⁹ «Dorothy Thompson Home From Berlin», New York Times, 15 septembre 1934, p. 15.

are surreptitious boycotts against Jews in many towns, and open boycotting constantly crops out¹⁰⁰.

De son côté, le bureau éditorial du New York Times juge aussi sévèrement la persécution des Juifs. Bien que son attention soit avant tout tournée, en 1934, sur le problème des dettes de l'Allemagne et sur la crise du mois de juin, il ne manque pas de condamner la propagande antisémite du régime nazi. Le bureau éditorial est particulièrement offensé par un discours prononcé par Goebbels au mois de mai dans lequel le ministre de la Propagande invite les Allemands à «surveiller» les actions des Juifs. En réponse à ce discours, le New York Times prétend que «[o]nly the abandonment of all human values by a whole nation, or else the fact that it is completely cowed and terrorized, will explain a speech like the latest eruption of Gobbelian venom and fury»¹⁰¹. Les éditorialistes du quotidien sont également offusqués par l'antisémite violent Julius Streicher qui tente, par des articles parus dans son journal Der Stürmer, de faire revivre les vieux préjugés voulant que les Juifs commettent des meurtres rituels¹⁰².

Guido Enderis, de son côté, s'inquiète de la «conscience raciale» de l'Allemagne nazie. Parmi les correspondants du journal, il est celui qui exprime le mieux l'idée, au début de 1934, que les persécutions dénotent non seulement la proscription de la communauté juive mais plus encore la consolidation d'un État essentiellement fondé sur le concept de la race. Pour Enderis, il apparaît clair que la volonté des nazis n'est pas seulement d'éliminer l'influence des Juifs au sein de la société allemande, mais bien de construire un État autour d'une race germanique puissante qui, selon les nazis, «will generate a new Reich, a new nation and a new civilization – a new literature, a new art and a new system of jurisprudence – purely Teutonic»¹⁰³.

Les correspondants étrangers et les membres du bureau éditorial ne sont cependant pas les seuls à dénoncer vigoureusement les persécutions antisémites et les politiques raciales du III^e Reich. Au sein du journal, des attaques proviennent aussi de certains journalistes a priori peu concernés par ces questions. Waldemar Kaempfert est

¹⁰⁰ «Personal Liberty Vanishes in Reich», *loc.cit.*

¹⁰¹ «Hate on Tap», New York Times, 14 mai 1934, p. 16.

¹⁰² «Poor Team Play», New York Times, 14 mai 1934, p. 16 ; «Germans on Ritual Murders», New York Times, 24 mai 1934, p. 22. En mai 1934, Der Stürmer publie un numéro spécial consacré aux meurtres rituels supposément commis par les Juifs dans leurs rituels religieux. Ce numéro demeure l'un des exemples marquants de la folie antisémite nazie. Burleigh et Wippermann, *op. cit.*, pp. 81-82.

¹⁰³ «Nazis Insist Reich Be "Race-Minded"», New York Times, 7 janvier 1934, section 4, p. 3.

l'un de ceux-là. Journaliste scientifique réputé, Kaempffert, dès 1933, se penche à quelques reprises sur les questions raciales qui animent l'Allemagne nazie¹⁰⁴. La volonté de Kaempffert est évidente; par ses articles, il discrédite les théories raciales du III^e Reich, montrant qu'elles reposent davantage sur des mythes que sur des faits scientifiquement prouvables. Dans un article du mois de juin 1933, Kaempffert explique la formation du mythe de l'Aryen grand, blond et aux yeux bleus, vulgarisant pour les lecteurs les écrits de F. Max Müller et Arthur de Gobineau, lesquels furent au XIX^e siècle de grands promoteurs des thèses racistes. Kaempffert cherche ainsi à montrer que la supériorité de la race germanique est «a nebulous and untenable theory» et, plus encore, que d'invoquer l'existence d'une quelconque race aryenne au XX^e siècle est «simply an utter stupidity»¹⁰⁵.

Au cours de la deuxième moitié de 1933, les principales inquiétudes de Kaempffert portent cependant sur l'application prochaine de la loi sur la stérilisation des personnes handicapées et «socialement inadaptées»¹⁰⁶. Avant même que cette loi n'entre officiellement en vigueur, Kaempffert s'indigne de ses conséquences éventuelles. Revenant sur le fait que «[t]he whole "Aryan" movement is based on a theory which was regarded as unscientific a generation ago», il prétend que «the Nazis are not likely to listen to reason when it comes to the equally ticklish question of deciding who are the socially fit and unfit». Pour Kaempffert, la loi sur la stérilisation deviendra une mesure de répression

¹⁰⁴ Waldemar Bernhard Kaempffert, né en 1877, est une personnalité importante du journalisme scientifique aux États-Unis. Éditeur de la rubrique scientifique du New York Times à partir de 1931, il occupe ce poste pendant 26 ans. Mais là n'est pas sa seule réalisation. Entre 1911 et 1915, il est l'éditeur de la revue Scientific American puis, entre 1916 et 1920, du magazine Popular Science Monthly. En 1928, il devient le premier directeur du «Museum of Science and Industry» de Chicago, poste qu'il occupe jusqu'en 1931. Également auteur de nombreux ouvrages à caractère scientifique, Kaempffert meurt en 1956. Marjorie Dent Candee (éd.), Current Biography Yearbook: 1957, New York, The H. W. Wilson Company, 1957, p. 289.

¹⁰⁵ «Science Finds It Difficult to Place Hitler's Aryan», New York Times, 25 juin 1933, section 8, p. 5. Pour plus d'informations sur les origines des théories raciales nazies, voir Burleigh et Wippermann, op. cit., pp. 23-43.

¹⁰⁶ Le 14 juillet 1933, une loi sur la stérilisation est entérinée en Allemagne. Cette législation, officiellement appelée «loi pour la protection du patrimoine héréditaire et racial», oblige certains individus, entre autres les «faibles d'esprit», les schizophrènes, les épileptiques, les maniaco-dépressifs, les sourds, les aveugles et les alcooliques «compulsifs», à se faire stériliser. La catégorie des «faibles d'esprit» reste toujours très vague, ouvrant la voie à la stérilisation pour des raisons politiques ou raciales. Quelques cas connus font d'ailleurs état de femmes stérilisées en raison de leurs qualités domestiques inférieures à la norme. Cette loi adoptée en juillet 1933 entre en vigueur le 1^{er} janvier 1934. Voir Gisela Bock, «Racisme, stérilisation obligatoire et maternité sous le national-socialisme», in Rita Thalmann (éd.), Femmes et Fascisme, Paris, Tierce, 1986, pp. 99-113; de même que Idem, «Racism and Sexism in Nazi Germany: Motherhood, Compulsory Sterilization, and the State», Signs, vol. 8, no. 3 (Spring 1983), pp. 400-421 ; Burleigh et Wippermann, op. cit., pp. 137-141.

fort efficace pour le régime nazi. Par conséquent, il prédit que cette législation déclenchera en Allemagne une campagne de persécution sans commune mesure dans l'histoire¹⁰⁷.

La position de Kaempfert diffère de celle des éditorialistes du New York Times qui, au départ, ne critiquent pas très sévèrement le projet de loi. «[T]he main provisions of the sterilization law to become effective on Jan. 1, 1934 (...) differ in no important respect from those long advocated in every civilized country», prétend le journal en éditorial, rajoutant même que cette loi «may do a little good»¹⁰⁸. Plus encore, la réaction de Kaempfert surprend car elle s'oppose aux idées de nombreux scientifiques américains qui, intéressés par les thèses eugénistes, voient dans la loi allemande la concrétisation de l'objectif fondamental de leurs travaux. Leon F. Withney, le secrétaire de l'*American Eugenics Society*, déclare à ce propos: «Many far-sighted men and women in both England and America have long been working earnestly toward something very like what Hitler has now made compulsory»¹⁰⁹. Kaempfert, de son côté, croit au contraire qu'il y a matière à inquiétude. Il est notamment préoccupé par l'application de cette mesure qui peut mener, selon lui, à bien des excès: «In the light of Germany's present reign of political terror, geneticists wonder whether a law which has much to commend it will be enforced with strict scientific impartiality. What is to stop the governor of a concentration camp from recommending sterilization for a malformed Communist or member of the Catholic Centre?»¹¹⁰. Plus encore, Kaempfert se soucie du sort réservé aux familles des malades stérilisés. «The first to be sterilized will be the sufferers themselves. But brothers, sisters, cousins and aunts may ultimately be caught in the dragnet, though they are apparently normal», écrit-il au cours du mois de décembre 1933, à quelques jours de l'entrée en vigueur de la loi¹¹¹.

¹⁰⁷ «The Week in Science: German Eugenics», New York Times, 23 juillet 1933, section 8, p. 5.

¹⁰⁸ «Purifying the German Race», New York Times, 8 août 1933, p. 16.

¹⁰⁹ Propos cités dans Stefan Kühn, «The Cooperation of German Racial Hygienists and American Eugenicists before and after 1933», in Michael Berenbaum et Abraham J. Peck, The Holocaust and History: The Known, the Unknown, the Disputed, and the Reexamined, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1998, p. 135. Kühn s'attarde dans cet article sur les liens entretenus entre les eugénistes américains et allemands au début du III^e Reich et montre que l'approbation des diverses mesures raciales développées par le gouvernement nazi recevaient souvent des échos positifs chez les scientifiques américains. La loi sur la stérilisation de 1934 est d'ailleurs directement inspirée de législations américaines semblables, principalement celle de la Californie. Toutefois, ces mesures rencontraient aussi une certaine opposition au sein de la communauté scientifique américaine, principalement chez les chercheurs peu convaincus des bienfaits de l'eugénisme. Voir notamment les pages 137 à 144.

¹¹⁰ «Eugenics to the Rescue», New York Times, 22 octobre 1933, section 8, p. 7.

¹¹¹ «Eugenics in Germany», New York Times, 17 décembre 1933, section 8, p. 8.

Toutefois, les rédacteurs du New York Times s'inquiètent vite, eux aussi, de l'utilisation de cette loi comme moyen de répression. Cette préoccupation est de plus en plus importante lorsque que les mesures d'application pour le moins subjectives de la loi deviennent connues du journal. Les questionnaires utilisés pour déterminer la santé mentale des personnes susceptibles d'être stérilisées sont notamment perçus comme totalement inadéquats par le quotidien, qui s'insurge du fait que, par exemple, l'incapacité d'identifier Christophe Colomb comme le découvreur de l'Amérique peut mener à la stérilisation¹¹². Le bureau éditorial, à partir de cette constatation, en vient aux mêmes conclusions que Kaempffert, affirmant que «[u]nder Nazi conditions, ignorance of who discovered America may conceivably become a serious mental symptom in a Marxist or a non-Aryan»¹¹³.

Les inquiétudes de Kaempffert et des éditorialistes du New York Times se confirment malheureusement. La loi sur la stérilisation laisse en effet un triste bilan. Entre le 1^{er} janvier 1934 et le déclenchement de la guerre en 1939, pas moins de 320 000 personnes sont stérilisées en Allemagne¹¹⁴, dont plus de 200 000 entre 1934 et 1937¹¹⁵.

¹¹² La loi prévoit que des «cours de santé héréditaire» auront comme mandat de déterminer si une personne doit être stérilisée ou non. Pour en arriver à déterminer la «faiblesse d'esprit» ou d'autres «symptômes» tout aussi vagues, ces cours utilisent des questionnaires ressemblant beaucoup à des tests d'intelligence. Bien entendu, l'éducation des personnes questionnées joue pour beaucoup dans l'échec ou la réussite de ces tests. Ainsi, les réponses données à des questions comme «Qui a découvert l'Amérique ?» ou encore «Qui est Bismark ?» pouvaient décider de la stérilisation éventuelle. Burleigh et Wippenmarn, *op. cit.*, pp. 136-139.

¹¹³ «German Sterilization Courts ; Time Badly Chosen», New York Times, 22 décembre 1933, p. 20. Il demeure cependant aux États-Unis et ailleurs des personnes pour voir dans la loi sur la stérilisation une mesure efficace et adéquate pour éliminer les maladies soi-disant héréditaires. Par exemple, au mois d'août 1934, un éminent docteur de l'Université de Cambridge en Angleterre, C.C. Hurst, publie un texte dans le New York Times dans lequel il affirme que la loi allemande ne peut faire que du bien. Son texte, un modèle de réflexion eugéniste, ne prend aucunement en considération la possibilité que la loi sur la stérilisation soit utilisée comme un moyen de répression en Allemagne. «Germany's Sterilization Law: What it Might Accomplish», New York Times, 5 août 1934, section 8, p. 8. Beaucoup d'eugénistes américains, contrairement au New York Times et à Kaempffert, trouvaient que la loi allemande était particulièrement bien rédigée et qu'elle ne laissait pas de place à de possibles abus. Kühn, *loc. cit.*, pp. 137-138.

¹¹⁴ Presque autant d'hommes que de femmes ont été stérilisés en Allemagne sous le coup de cette législation. Toutefois, certaines historiennes féministes, telles Gisela Bock, ont prétendu que cette loi a davantage affecté les femmes que les hommes. La raison de cette affirmation serait que la stérilisation afflige plus les femmes sur le plan émotionnel que les hommes. Bock utilise cette argumentation pour identifier les femmes allemandes comme des victimes du régime nazi, ajoutant en plus que celles qui ont participé au génocide et au programme de stérilisation étaient majoritairement sans enfants et motivées par des idéaux «masculins». Pour d'autres historiennes qui se sont intéressées au sujet, cette interprétation constitue la faille la plus importante de la thèse de Gisela Bock. Atina Grossman, notamment, s'oppose farouchement à cet élément de la thèse de Bock. Elle prétend que «When Bock asserts that losing the capacity to have children is uniquely painful for women and that women most compromised by Nazi horrors were childless and male identified, she comes curiously close to implying that non-mothers are not really women». Anita Grossman, «Feminist Debates about Women and National Socialism», Gender and History, vol. 3, no. 3 (Autumn 1991), p. 355. Klaudia

Un nombre considérable, si l'on prend en considération que les 30 États américains possédant une loi semblable stérilisent environ 11 000 personnes entre 1907 et 1930. De plus, la législation allemande affecte davantage les strates les plus défavorisées de la population, comme les domestiques, les travailleurs non qualifiés et les chômeurs. Aussi, la majorité des personnes stérilisées, soit près de 53 %, l'ont été en raison de leur supposée «faiblesse d'esprit», soit la catégorie laissant le plus de place au jugement des autorités nazies¹¹⁶. Cela n'a rien de surprenant. Ceux qui avaient la responsabilité d'émettre les verdicts de stérilisation, pour la plupart des hommes bourgeois, étaient facilement tentés de voir dans la pauvreté et la misère un signe de «faiblesse d'esprit». De même, les personnes qui déviaient des normes sociales, comme les prostituées, les filles-mères et les criminels, tombaient souvent, elles aussi, sous le coup de cette accusation. Une nouvelle catégorie, celle des «socialement faible d'esprit», a d'ailleurs été intégrée à la liste des maladies entraînant la stérilisation. Cette catégorie était destinée aux individus que l'on jugeait trop marginaux pour pouvoir procréer malgré le fait qu'ils réussissaient les examens visant à déterminer la «faiblesse d'esprit»¹¹⁷.

Même si la loi sur la stérilisation vise avant tout à contrôler les naissances au sein de la population aryenne, les non-Aryens ont aussi été durement touchés par elle. Les Tziganes et les Noirs, plus encore que les Juifs, ont été des cibles importantes de cette mesure¹¹⁸. Mais surtout, il apparaît à plusieurs historiens que la loi sur la stérilisation est la

Koonz est une autre historienne qui s'est énergiquement opposée à l'interprétation de Bock. Koonz croit en effet qu'il est plus sage de placer les femmes allemandes parmi les «responsables» des torts commis sous le régime nazi plutôt que parmi les victimes de ce régime. Voir notamment son ouvrage fort populaire *Mothers in the Fatherland: Women, the Family and the Nazi Politics*, New York, St.Martin's Press, 1987 ; de même que son article intitulé «A Response to Eve Rosenhaft», *Radical History Review*, vol. 43, 1989, pp. 81-85. Pour une interprétation plus récente de la question des femmes sous le III^e Reich, délaissant quelque peu les notions de «victimes» et de «responsables», le lecteur peut se rapporter à l'excellent article de Adelheid von Saldern, «"Victims" or "Perpetrators" ? Controversies about the Role of Women in the Nazi State», in David F. Crew (éd.), *Nazism and German Society, 1933-1945*, New York, Routledge, 1994, pp. 141-165.

¹¹⁵ Benno Müller-Hill, «Human Genetics and the Mass Murder of Jews, Gypsies, and Others», in Michael Berenbaum et Abraham J. Peck, *op. cit.*, pp. 106. Müller-Hill affirme pour sa part qu'entre 350 et 400 000 personnes ont été stérilisées entre 1934 et le début de la guerre et que près de 3 500 d'entre elles, surtout des femmes, sont mortes à la suite de complications.

¹¹⁶ Bock, *loc. cit.* (1983), p. 414 ; Burleigh et Wippermann, *op. cit.*, p. 253.

¹¹⁷ Burleigh et Wippermann, *op. cit.*, p. 168.

¹¹⁸ Bock, *loc. cit.*, p. 416. Robert Kesting, qui a étudié la discrimination contre les Noirs en Allemagne nazie, rapporte qu'il y avait entre 1000 et 1500 Noirs en Allemagne entre 1933 et 1937, la plupart étant soit des soldats originaires d'Afrique envoyés par les empires coloniaux en Rhénanie ou encore les descendants que ces soldats ont eus avec des femmes ou des prostituées allemandes. Ces enfants métis, désignés par le régime nazi comme les «bâtards de Rhénanie», seront pour la plupart enlevés par la Gestapo et stérilisés entre 1934 et 1937. Robert Kesting, «The Black Experience During the Holocaust», in Berenbaum et Peck (éds.), *op. cit.*, pp. 358-361.

première phase de l'instauration d'un État racial en Allemagne et qu'elle est par conséquent une étape importante dans la marche vers l'Holocauste. En effet, d'autres mesures eugénistes suivront cette législation et aboutiront à la mise en œuvre, à partir de 1939, du programme T4 visant l'élimination des patients des institutions psychiatriques. Entre 1939 et 1941, année de la suspension de ce programme, plus de 100 000 personnes seront ainsi tuées dans ces établissements, principalement par gazage. Cette expertise de la mise à mort par gazage sera d'ailleurs réutilisée à grande échelle dans les camps d'extermination quelques mois plus tard¹¹⁹.

Ainsi, même si l'année 1934 ne constitue pas une date charnière en ce qui concerne la persécution des Juifs, le New York Times demeure néanmoins attentif au sort de la communauté juive allemande. Les correspondants étrangers, même s'ils ne rapportent pas des nouvelles de persécutions aussi régulièrement qu'en 1933, restent concernés par le développement des mesures antisémites dans le Reich. Du reste, ils constatent avec désenchantement que, si les actes de violence sont moins fréquents, c'est que la discrimination s'est graduellement institutionnalisée et que les Juifs allemands, malheureusement, doivent maintenant apprendre à vivre comme des étrangers dans leurs pays. À ce niveau, la mise en œuvre de mesures eugénistes, comme la loi sur la stérilisation, vient renforcer l'idée au sein du quotidien que le Reich est dorénavant, et plus que jamais, orienté sur la «race». Il s'agit là d'une constatation qui n'augure rien de bon pour les Juifs du Reich, comme le remarquera tristement le journal au cours de 1935 avec la proclamation des lois de Nuremberg.

¹¹⁹ Bock, loc. cit., p. 415 ; Burleigh et Wippermann, op. cit., pp. 144-167.

CHAPITRE 3: **1935: LES MAUVAISES NOUVELLES SE CONFIRMENT**

Avec l'arrivée de 1935, peu de choses changent en Allemagne nazie, si ce n'est que la politique étrangère expansionniste de Hitler se précise, au grand désespoir du reste de l'Europe, et que les persécutions envers les Juifs redeviennent de plus en plus fréquentes après la relative accalmie de 1934. Devant ces développements, le gouvernement de Franklin Roosevelt ne réagit que faiblement, se repliant dans l'isolationnisme qui connaît, à ce moment même, une nouvelle vigueur aux États-Unis. Le New York Times, de son côté, continue à condamner ouvertement les actions du régime nazi, mais devient aussi plus critique à l'endroit du gouvernement américain à qui il reproche de ne pas se préoccuper suffisamment des affaires européennes et principalement du problème allemand. Ainsi, alors que l'administration Roosevelt ne cherche pas à enrayer le danger posé par les nazis, le quotidien new-yorkais comprend, dès 1935, que la paix fragile en Europe est plus que jamais compromise.

A) «The Delicate Work (...) of Doing Nothing»: les États-Unis et la remilitarisation de l'Allemagne nazie

Après une année 1934 marquée principalement par les problèmes politiques internes, les premières semaines de l'année 1935 donnent l'impulsion requise pour mettre en branle la politique étrangère expansionniste de l'Allemagne nazie. Le 13 janvier, Hitler profite effectivement de circonstances inespérées pour étaler au grand jour sa vision d'un Grand Reich: les habitants de la Sarre votent à plus de 90 % la réintégration de leur territoire à l'Allemagne. Par le traité de Versailles, la Sarre avait été retirée de l'Allemagne et placée sous le contrôle de la Société des Nations et la France avait obtenu le droit d'exploiter les ressources naturelles de ce territoire riche en charbon. Il était prévu qu'après une période de transition de 15 ans, les Sarrois pourraient décider de leur avenir politique par référendum. Au début de 1935, la communauté internationale s'attend à ce que la Sarre, à majorité germanophone, décide de se rallier au Reich. Toutefois, avec un vote de plus de 90 %, l'étendue de la victoire pour la réintégration à l'Allemagne est plus considérable que prévue. Les analystes de la politique internationale croyaient que la prédominance catholique de la population de la Sarre ferait en sorte que le choix de l'option

allemande rencontrerait une certaine opposition, les catholiques étant l'un des groupes les plus réfractaires au nazisme en Allemagne¹. Il n'en fut rien².

Bien que cette victoire ne soit pas une conséquence de l'arrivée de Hitler au pouvoir (le référendum avait été garanti à l'époque de la république de Weimar), les nazis en profitent néanmoins. La Sarre est en soi une région importante en raison de ses ressources naturelles et le Parti nazi exploite la victoire de l'option allemande pour étaler sa propagande sur l'union du peuple sous Hitler³. Par conséquent, si l'étendue de cette victoire n'était pas prévue, elle est la bienvenue à Berlin, d'autant plus qu'elle laisse maintenant Hitler libre de réaliser ses objectifs en politique étrangère. Si avant le référendum Hitler se devait d'être prudent pour ne pas empêcher la tenue de l'élection ou influencer son résultat, après le 13 janvier 1935, il peut désormais agir à sa guise. Et au début de 1935 il souhaite avant tout en finir avec le traité de Versailles et réarmer l'Allemagne.

Le Führer ne perd pas de temps. Dès le 16 janvier, il ordonne l'accélération de l'armement naval, laissant entrevoir sa volonté d'augmenter la puissance militaire de l'Allemagne afin de pouvoir négocier plus facilement sur la scène internationale⁴. Toutefois, c'est au cours du mois de mars que Hitler révèle clairement ses intentions de réarmer le Reich en dépit des interdictions posées par le traité de Versailles. Le 9 mars, Hermann Goering confirme officiellement ce que tout le monde savait déjà: l'Allemagne possède une force aérienne. Cette confirmation ne provoque pratiquement aucune réaction de la part des pays occidentaux. Dès lors, Hitler comprend que le moment est idéal pour enclencher le réarmement de l'Allemagne. Le 16 mars, il annonce donc une nouvelle loi sur la conscription et la création d'une armée forte de trente-six divisions (approximativement 500 000 hommes)⁵. Par cette déclaration, le Reich répudie

¹ Kershaw, *op. cit.* (1998), pp. 546-547.

² Diverses raisons expliquent qu'une si faible opposition se soit manifestée lors du référendum, en dépit de la présence d'une majorité catholique en Sarre. Il semble que les Sarrois, submergés par la propagande du Reich, aient cru en grand nombre que le rattachement à l'Allemagne était la seule solution pour sauver leur territoire du communisme. De plus, malgré leurs croyances religieuses, les habitants de la Sarre demeurent foncièrement allemands et refusent tout simplement de maintenir le statu quo. Voir *Ibid.*; de même que Georges Goriely, «Extrême-droite et droite extrême dans l'Allemagne des années 30», *L'Europe en formation: Les cahiers du fédéralisme*, no. 301 (été 1996), p. 30.

³ *Ibid.* Voir également «Saar Strengthens Nazis' Hand Abroad», *New York Times*, 21 janvier 1935, p. 7.

⁴ Offner, *op. cit.*, p. 110.

⁵ *Ibid.*, p. 112. Dès 1933, l'Allemagne avait la prétention de se réarmer pour pouvoir discuter d'égal à égal avec les autres puissances européennes. C'est pour cette raison que Hitler, dès le mois d'octobre 1933, quitte la

unilatéralement une portion importante du traité de Versailles, sans avoir consulté les autres parties en cause⁶.

Cette déclaration de Hitler déclenche l'inquiétude des pays européens. Bien avant le 16 mars 1935, les puissances de l'Europe savaient que, relativement au réarmement du Reich, le gouvernement nazi procédait en catimini. Le 3 février 1935, la Grande-Bretagne et la France avaient conjointement protesté contre le réarmement de l'Allemagne et demandé une entente pour la limitation des armements et un accord interdisant les attaques aériennes. En ce sens, une mission britannique dirigée par le secrétaire au Foreign Office, John Simon, était d'ailleurs invitée à Berlin le 7 mars pour rencontrer Hitler. Cependant, la Grande-Bretagne et la France ne se limitent pas à ces entreprises diplomatiques pour se protéger contre une Allemagne qui devient de plus en plus menaçante. Le 4 mars, la publication du White Book par le gouvernement britannique annonçait un réinvestissement dans la défense, expressément en raison de l'atmosphère belliqueuse cultivée par le Reich⁷. Le 15 mars, l'Assemblée nationale française approuvait, de son côté, le passage de la période de service militaire d'un à deux ans pour la même raison⁸. Le contexte profitait donc à Hitler. Les annonces faites par la Grande-Bretagne et la France en vue d'un réarmement lui donnaient la possibilité de faire passer la loi sur la conscription comme une obligation pour l'Allemagne, qui devait se protéger contre des voisins fortement armés. Les nazis profitaient donc doublement de leur attitude agressive; non seulement forçaient-ils les autres puissances européennes à investir dans la défense, mais plus encore ils bénéficiaient du réarmement de la Grande-Bretagne et de la France pour légitimer leurs propres investissements militaires au mépris du traité de Versailles⁹.

La France réagit fortement à l'annonce de la conscription en Allemagne et proteste officiellement auprès du gouvernement du Reich, en plus de convoquer une session extraordinaire du Conseil de la Société des Nations¹⁰. Les Britanniques s'insurgent aussi

conférence de Genève sur le désarmement, prétextant l'impossibilité de négocier un désarmement égal pour tous. Cf chapitre I. Voir également Robert Dallek, Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, New York, Oxford University Press, 1979, p. 35.

⁶ La France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Pologne ont reçu des notes diplomatiques indiquant la volonté de l'Allemagne de rétablir la conscription. Les États-Unis n'ont, quant à eux, reçu aucune indication concernant cette action. Dallek, op. cit. (1968), p. 259.

⁷ Kershaw, op. cit. (1998), p. 549.

⁸ Ibid.

⁹ Ibid., pp. 552-553.

¹⁰ Offner, op. cit., p. 113.

contre la remilitarisation du Reich, mais demandent néanmoins que la mission de Simon soit reçue à Berlin, la rencontre prévue pour le 7 mars ayant été repoussée en raison de la publication du White Book¹¹. La réunion, fixée pour la fin mars, montre déjà la volonté de la Grande-Bretagne de traiter directement avec l'Allemagne nazie.

Les États-Unis, de leur côté, ne réagissent que très peu devant la menace posée par le Reich, même si la décision de Hitler de rétablir la conscription viole le traité de paix signé par les deux pays en 1921¹². Malgré les pressions exercées par certains États européens (notamment la Belgique) pour que les États-Unis protestent officiellement à l'annonce de la conscription, le département d'État reste silencieux sur l'affaire durant les jours qui suivent le 16 mars. En fait, confrontés à cette crise européenne en formation, les officiels du département d'État se replient dans l'isolationnisme, se refusant pour la plupart à impliquer les États-Unis dans le règlement du conflit. Pierrepont Moffat, chef de la division des affaires de l'Europe occidentale au département d'État, évalue en ces termes, dans un mémorandum daté du 18 mars, l'opinion publique américaine concernant la conscription allemande:

(...)I felt that the public at large and editorial opinion was guided by several considerations:

- (1) that we should in no circumstances become involved in any trouble which might break out in Europe;
- (2) that we had a very real interest in the maintenance of peace in Europe but not with the methods and details of its maintenance;
- (3) that we considered a unilateral violation of a treaty a very serious matter;
- (4) that the effect of Germany's action upon disarmament, which was a national policy, might be serious¹³.

La majorité des ambassadeurs américains en Europe partagent aussi cette ligne de conduite. Breckinridge Long, qui à cette époque est ambassadeur en Italie, envoie une note à Cordell Hull dans laquelle il résume son point de vue sur l'attitude que le département d'État devrait adopter. Même s'il se dit pessimiste quant au maintien de la paix en Europe, Long souhaite que les États-Unis demeurent désengagés des problèmes du vieux continent¹⁴. Étant donné que les États-Unis n'ont pas signé le traité de Versailles,

¹¹ Kershaw, *op. cit.* (1998), p. 553.

¹² Les États-Unis, bien qu'ils n'aient pas ratifié le traité de Versailles, ont signé un traité de paix séparé avec l'Allemagne en 1921, qui reprend les mêmes conditions sur le désarmement de l'Allemagne que le traité de Versailles.

¹³ «Memorandum by the Chief of the Division of Western European Affairs», 18 mars 1935, FRUS, 1935, vol. 2, p. 303.

¹⁴ Au début de février 1935, peu de temps après le référendum en Sarre, l'ambassadeur Long écrit au président Roosevelt que le résultat de l'élection va affecter l'Allemagne comme «a big drink of Schnaps» et que Hitler

il prétend que le gouvernement américain n'a aucune obligation de participer à des actions conjointes avec les gouvernements des puissances occidentales pour s'opposer à la décision de l'Allemagne¹⁵. Quant aux ambassadeurs Bingham et Straus¹⁶, ils conseillent à Hull de surveiller avec attention la situation européenne, mais soutiennent du même coup que les États-Unis «should continue not to interfere with the evolution of European decisions». Ils ajoutent que si les pays européens appellent une conférence pour étudier les procédures à prendre contre l'Allemagne, «[the United States] should not attend or send an observer (...) even if so suggested»¹⁷.

William Dodd est probablement l'un des seuls ambassadeurs américains en poste en Europe à évaluer la crise allemande d'une toute autre façon. Si le représentant des États-Unis à Berlin est en accord avec ses collègues sur la portée de la crise, affirmant sans détour dans une missive du 28 mars que Hitler «is more than ever a potential menace to the peace of Europe»¹⁸, Dodd n'apprécie guère le repli isolationniste de l'Amérique. À cette époque, Dodd se fait extrêmement critique de la position des États-Unis sur la scène mondiale et il devient de plus en plus mécontent de son travail, qu'il décrit comme étant «the delicate work of watching and carefully doing nothing»¹⁹. À son avis, l'«innocent isolement» pratiqué par les États-Unis, loin d'empêcher l'implication américaine dans un nouveau conflit, pose les germes d'une guerre naissante qui ne manquera pas d'affecter les États-Unis²⁰. En conséquence, pour l'ambassadeur, l'annonce de la conscription en Allemagne n'a rien à voir avec la publication du White Book britannique ou l'extension du service militaire en France. En observateur éclairé, Dodd comprend que Hitler s'est servi de ces événements uniquement pour justifier sa décision de rétablir la conscription en Allemagne, une mesure qui était prévue depuis longtemps déjà :

sera tenté de poursuivre «his Pan Germanic ideas into the fields of former German territories and Austria». Il ajoute un peu plus loin qu'il pense sérieusement qu'une guerre va avoir lieu en Europe dans peu de temps. Il écrit : «We have all known it [the war] must come. It is only that the day is actually approaching. We must be realist». Propos cités dans Offner, *op. cit.*, p. 108.

¹⁵ «The Ambassador in Italy to the Secretary of State», 21 mars 1935, *FRUS*, 1935, vol. 2, pp. 309-310.

¹⁶ Robert W. Bingham, ancien éditeur du Louisville Courier-Journal, a été nommé ambassadeur en Grande-Bretagne en 1933. Jesse Straus, président de la compagnie R. H. Macy's à New York, a été nommé, cette même année, ambassadeur en France. Offner, *op. cit.*, p. 54.

¹⁷ Propos cités dans *ibid.*, p. 114.

¹⁸ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 28 mars 1935, *FRUS*, 1935, vol. 2, p. 319.

¹⁹ Propos cités dans Dallek, *op. cit.* (1968), p. 257.

²⁰ *Ibid.*, p. 260. Dodd prétend d'ailleurs que l'isolationnisme des États-Unis est la cause majeure des problèmes de l'Europe durant les années 1930. Dans une lettre qu'il écrit à Roosevelt en mai 1935, il dit : «I would endeavor in some way to retrace our steps. If we had entered the League [of Nations] in 1919, Mussolini and Hitler would not be in existence today». Propos cités à la page 266 du même ouvrage.

However, the decision to announce military service in violation of treaty provisions does not appear to have been predicated upon or precipitated by the recent French and British action. The creation of a military air force was a trial balloon and was undoubtedly decided upon prior to the release of the British White Paper (...). Furthermore, it has been reported that the Chancellor had written the general military service law prior to the decision of the French Chamber to increase military service on March 15²¹.

Il est vrai qu'au début de 1935 l'isolationnisme redevient le mot d'ordre de la politique étrangère américaine, non pas tant au sein de l'administration qu'au Congrès²², où certains sénateurs sont plus que jamais déterminés à bloquer toute tentative de la part du gouvernement de Roosevelt visant à impliquer les États-Unis sur la scène mondiale²³. Depuis le mois de février 1934, le comité du sénateur républicain Gerald P. Nye, du Dakota du Nord, étudie l'industrie militaire américaine et cherche à établir les causes de l'entrée en guerre des États-Unis en 1917. Le comité Nye, selon Jean-Baptiste Duroselle, «aboutit à cette conclusion élémentaire, mais explosive, que les États-Unis avaient été jetés dans la guerre par les banquiers et les fabricants de munitions»²⁴. Les répercussions du comité Nye sont considérables. Ses conclusions laissant croire que les États-Unis ont été injustement entraînés dans la Première Guerre mondiale, l'opinion publique américaine souhaite empêcher que cela se produise de nouveau. En conséquence, les thèses isolationnistes trouvent un écho favorable au sein de la population. À la même époque, de nombreux ouvrages reprennent des argumentations semblables à celles du comité Nye et propagent davantage encore l'idée que les États-Unis ont été floués par la haute finance en 1917. Helmuth C. Englebretch et Frank C. Hanighen, entre autres, connaissent un bon succès avec leur livre Merchants of Death: A Study of the International Armament Industry sorti des presses en 1934. Il en va de même pour George Seldes, dont le livre Iron, Blood and Profits paraît aussi cette même année. En outre, Erich Maria Remarque publie au même moment son roman All Quiet on the Western Front, maintenant devenu un classique, qui dénonce toute les horreurs causées par la guerre²⁵.

²¹ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 20 mars 1935, FRUS, 1935, vol. 2, p. 308.

²² Nouailhat écrit cependant que Roosevelt, entre 1933 et 1938, «agit en isolationniste»; loc. cit., p. 139.

²³ L'isolationnisme est alors particulièrement soutenu par des sénateurs des États du Mid-Ouest américain. Pour davantage de détails sur l'importance des sentiments isolationnistes dans cette région, voir Ray Allen Billington, «The Origins of Middle Western Isolationism», Political Science Quarterly, vol. LX, no. 1 (March 1945), pp. 44-64 et William G. Carleton, «Isolationism and the Middle West», The Mississippi Valley Historical Review, vol. XXXIII, no. 3 (December 1946), pp. 377-390.

²⁴ Duroselle cité dans ibid., p. 134.

²⁵ Ibid.

Ce retour en force de l'isolationnisme au milieu des années 1930 se répercute directement dans la poursuite de la politique étrangère américaine. Le 29 janvier 1935 notamment, le Sénat bloque la mesure de Roosevelt voulant que les États-Unis adhèrent à la Cour mondiale de justice, la proposition ne recueillant qu'un vote de 52 contre 36, sept voix de moins que les deux tiers requis pour que la mesure, pourtant très symbolique et aucunement contraignante pour les États-Unis, soit acceptée²⁶. Cette défaite de l'administration est significative. Comme l'affirme Offner, elle montre qu'à cette période «a vocal and vociferous minority could block any effort, no matter how symbolic or innocuous, at constructive commitments in world affairs»²⁷.

Cet isolationnisme se reflète également dans la réaction de quelques sénateurs à l'annonce du réarmement du Reich. Le sénateur Henrik Shipstead (Parti «Farmer-Labor»²⁸, Minnesota) par exemple, membre du comité du Sénat sur les relations extérieures, déclare que «the most effective thing the United States can do now is to serve notice on European nations that we are not going to be a sucker and become involved in their troubles»²⁹. Pour sa part, le sénateur Arthur Capper (républicain, Kansas), également un membre du comité sur les relations extérieures, prétend tout simplement que l'attitude belliqueuse de l'Allemagne n'est pas le problème des États-Unis³⁰.

En général, la presse américaine réagit elle aussi défavorablement à la proclamation de la conscription en Allemagne. Le New York Herald Tribune décrit l'annonce du réarmement du Reich comme étant un pas de plus vers une prochaine guerre, causée par ce que le journal qualifie de «Hitler's martial madness». Le Baltimore Sun, quant à lui, allègue en éditorial que cette décision du Führer «trumpets to the world the final and complete collapse of the system of collective security», alors que le Philadelphia Inquirer accuse Hitler d'avoir transformé le traité de Versailles en «scrap of

²⁶ Dallek, op. cit. (1979), pp. 95-97.

²⁷ Offner, op. cit., p. 110.

²⁸ Le Parti «Farmer-Labor» est fondé en 1919 à Chicago et propose un programme basé sur des principes socialistes. Dès 1921, le parti est sous l'emprise des communistes, ce qui fait fuir bon nombre d'activistes aux positions moins radicales. Le parti se désagrège dès les années 1920, la branche du Minnesota étant la seule à survivre à cette période. Dans cet État, le parti connaît alors quelques succès, dont l'élection de Shipstead au Sénat en 1922. Jusqu'à la fin des années 1930, le Parti «Farmer-Labor» demeure le plus important au Minnesota avec le Parti républicain. Voir James S. Olson (éd.), Historical Dictionary of the New Deal: From Inauguration to Preparation for War, Westport, Greenwood Press, 1985, pp. 163-165.

²⁹ Propos cités dans «Hope of Arms Pact Seen by Senators», New York Times, 18 mars 1935, p. 7.

³⁰ Ibid.

paper» en raison de sa décision unilatérale³¹. Le Los Angeles Times avance de son côté que Hitler prépare depuis longtemps la remilitarisation de l'Allemagne et que cette dernière, dès maintenant, est prête à mener une guerre³². Pour sa part, le Hartford Courant soutient que la venue d'une guerre en Europe est «the one certainty of the future»³³. Du reste, les sentiments isolationnistes ne sont pas absents de la couverture de presse réalisée par les journaux américains; pour preuve, le Philadelphia Record, après avoir annoncé qu'une armée puissante mise à la disponibilité de Hitler est plus dangereuse «than dynamite in the hands of a fool», conseille vivement aux États-Unis de se tenir en dehors des problèmes de l'Europe et recommande qu'en cas de guerre une politique de neutralité complète soit adoptée³⁴.

Le New York Times n'est pas moins sévère dans ses jugements. En fait, Frederick Birchall, en poste à Berlin depuis deux ans déjà, prévoit le retour de la conscription en Allemagne dès le début de l'année 1935. Dans un article envoyé le 31 décembre 1934 à New York, Birchall raconte comment le régime nazi rétablit le travail conscrit pour les jeunes Allemands. Pour ce journaliste dorénavant familier avec les méthodes des nazis, cela ne fait aucun doute qu'il s'agit là d'un premier pas vers la conscription militaire: «Thus unobtrusively but firmly is taken the final step in the re-introduction of virtual conscription, both military and for labor, throughout the Reich despite its prohibition by the Treaty of Versailles and despite the antagonism of a world that not long ago thought it was gradually abolishing conscription forever»³⁵. De la même manière, Otto Tolischus, l'autre correspondant basé à Berlin, prétend dès janvier 1935 que la remilitarisation du Reich est maintenant une réalité. Pour prouver ses affirmations, Tolischus examine la consommation d'acier de l'Allemagne au cours des dernières années. Il débute son article en montrant

³¹ Les opinions émises par ces différents journaux sont rapportées par Cordell Hull, dans une missive qu'il transmet aux ambassades de France, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Italie et à la mission américaine présente à la conférence sur le désarmement à Genève. «The Secretary of State to the Ambassador in France», 18 mars 1935, FRUS, 1935, vol. 2, pp. 301-302.

³² Éditorial du Los Angeles Times reproduit dans l'article «Editors See War Forced by Hitler», New York Times, 18 mars 1935, p. 9.

³³ Ibid.

³⁴ «The Secretary of State to the Ambassador in France», 18 mars 1935, FRUS, op. cit. Les vœux de ce journal seront exaucés. Une loi adoptée en août 1935, notamment en raison du développement du conflit entre l'Italie mussolinienne et l'Éthiopie, prévoit la neutralité américaine pour six mois. Elle impose aux États-Unis des limites au commerce avec les pays belligérants, l'interdiction de vendre des armes et de prêter aux pays engagés dans des conflits. FDR était réticent à adopter une telle loi, qu'il voyait, à juste titre, comme une limite aux pouvoirs normalement accordés à l'exécutif. Cependant, il finit par approuver cette législation pour ne pas bloquer l'adoption d'autres projets de loi reliés au New Deal. Dallek, op. cit. (1979), pp. 102-108.

³⁵ «Germany Decrees Conscript Labor», New York Times, 1^{er} janvier 1935, p. 1, 20.

qu'avec les 11 800 000 tonnes produites en 1934, l'Allemagne est la plus grande productrice d'acier en Europe. Cependant, Tolischus questionne les statistiques fournies par le Reich, qui montrent que plus de 7 000 000 de tonnes de cet acier ne semblent pas avoir été utilisées pour la fabrication industrielle de biens de consommation. L'énigme posée par cette «disparition» d'une part importante de la production ne s'explique selon lui que par la mise en marche des industries militaires:

Of course, steel has many varied uses in the modern world. It is used for railroads, bridges, houses, ships, machines, automobiles, plowshares and many other useful things. But it is also used for armaments – for guns and swords, for airplanes, tanks and such things. Germany admits she is «making preparations for armament equality». In fact, she makes little effort to deny that these preparations are well advanced (...)³⁶.

La réaction du New York Times n'en est donc pas une de surprise quand, le 16 mars, Hitler annonce le rétablissement de la conscription. L'attitude du quotidien correspond alors davantage au découragement de voir le monde se diriger graduellement vers un nouveau conflit majeur. Birchall, qui rapporte l'événement, ne cache pas ses sentiments. Même s'il écrit que la loi sur la conscription est perçue en Allemagne comme un «document of peace, but determination», Birchall croit plutôt que cette loi parle d'elle-même: établissement d'une armée de plus de 324 000 hommes selon les chiffres qu'il possède (qui ne comprennent ni la marine, ni l'armée de l'air); période de conscription évaluée à douze mois et, en plus, constitution d'une armée dont les équipements seront à la fine pointe de la technologie³⁷. Pour Birchall, une telle armée mise à la disposition des nazis n'est certes pas un instrument de paix. En éditorial, le journal n'est pas plus optimiste, définissant la dernière décision du Führer comme un plan longuement préparé et une dangereuse menace à la paix mondiale:

No more ominous word has been spoken to a world that is longing for a period of international peace and goodwill than that which came from Germany yesterday. The startling news is both a revelation of a long-concealed and partly executed purpose and plan, and a defiance of the opinions of the rest of mankind that was prepared but a little time ago to forget the past. (...) From yesterday [March 16, 1935] will date a new period of anxiety and stress and strain³⁸.

Dans un autre éditorial, le New York Times attaque sans ménagement les prétentions de Hitler voulant que la loi sur la conscription soit la base pour la paix future de l'Europe. Pour le quotidien, la volonté du Führer d'en arriver à un accord juste sur le désarmement en

³⁶ «Armaments Boom Reich Steel Output», New York Times, 9 janvier 1935, p. 1, 8.

³⁷ «Germany Creates Army of 500,000, Orders Conscription, Scraps Treaty», New York Times, 17 mars 1935, p. 1, 30.

³⁸ «An III Day», New York Times, 17 mars 1935, section 4, p. 8.

Europe n'est que de la poudre aux yeux, l'Allemagne n'ayant jamais accepté les compromis proposés. Le journal ajoute: «Equally grotesque is Hitler's present affirmation that Germany, in tearing up her agreement not to have a conscript army (...) may therefore in this matter also be called the most peace-loving nation in Europe»³⁹. Ainsi, selon les éditeurs du New York Times, il ne fait aucun doute que la loi sur la conscription constitue «the worst threat to the cause of peace which has ever come even out of Berlin»⁴⁰.

Le quotidien, à mesure que les jours passent, se questionne également sur les dispositions qui seront prises par le gouvernement américain en réaction à la volonté de l'Allemagne de ne plus s'en tenir aux dispositions militaires du Traité de Versailles. Arthur Krock, le célèbre chroniqueur politique du New York Times⁴¹, s'attend à ce que le gouvernement des États-Unis manifeste ce qu'il qualifie de «tempered concern» à l'endroit de la décision du Reich. Krock prétend que la réaction du gouvernement de FDR sera «tempérée» pour deux raisons principales. Tout d'abord parce que les États-Unis sont moins menacés par la remilitarisation allemande que les pays limitrophes au Reich et, ensuite, parce que le gouvernement doit traiter avec prudence toutes les questions touchant à une possible implication des États-Unis dans un conflit en Europe. Krock met en évidence l'isolationnisme du Congrès et la popularité des thèses voulant que les États-Unis aient été injustement entraînés dans la Première Guerre mondiale par la Grande-Bretagne comme des éléments importants dont doit tenir compte l'administration Roosevelt dans sa protestation⁴². Pour sa part, Bertram D. Hulen⁴³, également chroniqueur politique au New York Times, prédit que Roosevelt, au moment propice, s'opposera au réarmement du Reich:

He [Roosevelt] is now carefully deliberating on the position he should assert with reference to Germany's rearmament. It appears certain that when he feels the time

³⁹ «False and Stupid», New York Times, 18 mars 1935, p. 16.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Né en 1886 au Kentucky, Arthur Krock débute sa carrière journalistique au Louisville Herald en tant que reporter policier. En 1908, la couverture de la convention nationale du parti démocrate à Denver lui ouvre la porte à une carrière de journaliste politique qui durera plus de 60 ans. En 1910, il devient le correspondant à Washington du Louisville Times, journal duquel il devient l'éditeur en chef au début des années 1920. Après avoir quitté le Louisville Times en 1923 et avoir fait un court séjour au New York World, Krock est embauché par le New York Times en 1927 en tant qu'éditorialiste. En 1932, il devient le chef du bureau de Washington, poste qu'il occupe jusqu'en 1953. De 1932 à 1966, année où il prend sa retraite du journalisme actif, Krock rédige une chronique, qui paraît quelques fois par semaine dans le New York Times, tout d'abord intitulée «In Washington» puis «In the Nation». Cette chronique, réputée pour être non seulement l'une des meilleures, mais aussi l'une des plus influentes concernant la politique américaine, vaudra à Krock deux prix Pulitzer. Krock décède en 1974. Elizabeth Fraas, «Krock, Arthur», in Joseph P. McKerns, op. cit., pp. 395-396.

⁴² «Concerned in Germany's Action Is "Tempered"», New York Times, 19 mars 1935, p. 20.

⁴³ En dépit de nos recherches, nous avons été incapable de trouver plus de renseignements sur ce journaliste.

proper he will set forth his views formally and unmistakably in view of our general interest in peace and the cause of disarmament and his direct interests in Germany's action because the military clauses of the Versailles treaty were incorporated in our separate peace with Germany⁴⁴.

La réaction du gouvernement américain sera plus timide que celle prévue par ces journalistes. Le secrétaire d'État décide de ne pas envoyer de note de protestation officielle à l'Allemagne; seul un communiqué de presse est émis le 21 mars pour annoncer la position des États-Unis. Ce communiqué est par ailleurs assez conciliant à l'endroit du Reich. La déclaration du secrétaire d'État se résume à exprimer «l'intérêt» des États-Unis en rapport aux «développements» en Europe et à réaffirmer le désir des Américains de se conformer aux traités existants⁴⁵. Malgré son caractère accommodant et détaché, ce communiqué du secrétaire d'État restera la seule position prise par le gouvernement américain devant l'annonce de la remilitarisation de l'Allemagne⁴⁶.

Toutefois, le journal critique davantage l'inaction du gouvernement de Roosevelt lorsque, à la fin du printemps 1935, il devient évident que l'Allemagne et la Grande-Bretagne sont sur le point d'en arriver à un accord maritime. L'Allemagne avait profité de la visite de la mission de Simon à la fin mars pour amorcer des discussions concernant le réajustement de sa marine dont le tonnage était limité, comme le reste de son armement, par le traité de Versailles. Le but de l'Allemagne est alors d'obtenir un ratio de 100:35 avec la Grande-Bretagne, c'est-à-dire une force maritime équivalant à 35 % de celle des Britanniques. Dirigée par un nouveau diplomate qui allait bientôt faire sa marque dans le III^e Reich, Joachim von Ribbentrop⁴⁷, la mission allemande chargée de négocier l'accord naval avec la Grande-Bretagne impose le ratio de 35 % comme une condition essentielle à

⁴⁴ «Ours is Still a "Neighbor" Policy», *New York Times*, 24 mars 1935, section 4, p. 5.

⁴⁵ Un extrait du communiqué de presse est reproduit dans «The Secretary of State to the Embassies in Germany, France, and Italy and to the American Delegation at Geneva», *FRUS*, 1935, vol. 2, p. 312.

⁴⁶ Pierrepont Moffat déclare en ce sens que le communiqué de presse «had accomplished our major purpose of having our point of view adequately made known and in the circumstances would probably let the matter rest at that». «Memorandum by the Chief of the Division of Western European Affairs», *Ibid.*, p. 330.

⁴⁷ Joachim von Ribbentrop devient membre du NSDAP en 1932. Conseiller de Hitler en matière de politique étrangère dès 1933, son prestige devient important après l'accord naval signé avec la Grande-Bretagne. Nommé ambassadeur en Grande-Bretagne en 1936, il accède au poste de ministre des Affaires étrangères en 1938, remplaçant von Neurath. Ribbentrop sera jugé à Nuremberg après la guerre et condamné à mort. Kirk, *op. cit.*, p. 230. Détail intéressant, Ribbentrop passe quelques années de sa jeunesse au Québec. Débarqué à Montréal en 1911, il travaille en tant que commis à la banque Molson, avant de participer aux travaux de reconstruction du pont de Québec. Ribbentrop quitte le Canada en 1914, après avoir séjourné à Vancouver et Ottawa. Le séjour canadien de Ribbentrop est raconté dans John Weitz, *Joachim von Ribbentrop: Hitler's Diplomat*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1992, pp. 12-17.

la poursuite des pourparlers⁴⁸. Les Britanniques, considérant intéressante l'idée de limiter la flotte allemande par un traité, acceptent cette condition et un accord intervient finalement le 18 juin entre les deux États⁴⁹.

Les conséquences de cet accord sont importantes. La Grande-Bretagne, en autorisant l'Allemagne à se construire une puissante flotte maritime sur la base d'un traité bilatéral, reconnaît en quelque sorte l'échec du traité de Versailles et de la diplomatie collective de la SDN. En brisant ainsi le front de Stresa⁵⁰, la Grande-Bretagne déclenche la colère de la France, de l'Italie et de l'Union soviétique⁵¹. Chez les Américains, la réaction à l'accord naval du 18 juin est empreinte d'inquiétude et de désengagement. Si Cordell Hull se dit globalement satisfait de l'accord qui impose des limites définitives à l'armement naval allemand⁵², d'autres diplomates prétendent que Hitler a atteint par cette entente avec l'Angleterre ses objectifs de politique étrangère et que cela n'augure rien de bon pour l'avenir de l'Europe. George Messersmith (consul général à Berlin) entre autres, en juillet 1935, avertit le sous-secrétaire William Phillips que: «From the beginning it has been National Socialist policy to conciliate England and Hitler has definitely dreamed of actual alliance with England in order to get a free hand on the continent»⁵³.

La réaction des responsables de la politique étrangère des États-Unis est néanmoins compréhensible. Roosevelt et Cordell Hull sont, au même moment, davantage préoccupés par la limitation de la marine japonaise qui pourrait remettre en question la présence américaine dans le Pacifique. Effectivement, les traités de Washington (1922) et de Londres (1930), prévoyant notamment un ratio de 5:5:3 entre les flottes britannique, américaine et japonaise, viennent à échéance au début de 1936 et les Japonais désirent obtenir la parité avec la Grande-Bretagne et les États-Unis en ce qui concerne leur marine, menaçant de ne pas renouveler ces accords si cette condition n'est pas acceptée. Roosevelt est conscient qu'une telle possibilité déclencherait immédiatement une course à

⁴⁸ Kershaw, *op. cit.* (1998), p. 557.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 558; Offner, *op. cit.*, pp. 119-121. En vertu de cet accord, les Allemands obtiennent également la possibilité de construire une flotte sous-marine de la même puissance que celle des Britanniques.

⁵⁰ Le front de Stresa est le résultat d'une rencontre entre la France, la Grande-Bretagne et l'Italie à Stresa le 11 avril 1935, durant laquelle ces trois pays décident de s'en tenir aux frontières européennes établies par le pacte de Locarno en 1925 et de défendre l'intégrité autrichienne. *Ibid.*, p. 555.

⁵¹ Offner, *op. cit.*, p. 122.

⁵² *Ibid.*, p. 121. Hull prétend que c'est la responsabilité des Britanniques de juger si le ratio de 35 % est acceptable et se refuse à intervenir sur cette question.

l'armement naval dans le Pacifique, ce qui remettrait en question non seulement l'accès des États-Unis aux marchés asiatiques, mais obligerait également son gouvernement à effectuer des dépenses difficilement justifiables en ce temps de crise pour l'expansion de la marine américaine⁵⁴.

Devant l'accord entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, le New York Times partage davantage l'inquiétude de certains diplomates que le désintérêt manifesté par le secrétaire d'État. Charles A. Selden⁵⁵, correspondant du journal basé à Londres, s'interroge sur cet accord qui vient justifier et régulariser les violations du traité de Versailles par l'Allemagne nazie. Pourquoi la Grande-Bretagne a-t-elle soudainement décidé d'en arriver à une entente de la sorte avec Berlin, laissant du même coup la France, sa première alliée depuis la Grande Guerre, désabusée et choquée ? Selden est incapable de donner une réponse véritablement satisfaisante à cette question pourtant essentielle. Il rapporte simplement les mots du Cabinet britannique comme étant la seule indication susceptible d'expliquer les agissements de l'Angleterre: «His Majesty's government regard this proposal as a contribution of the greatest importance to the cause of future naval limitation. They further believe that the agreement which they regard as permanent and definite as from today, will facilitate the conclusion of a general agreement on the subject of naval limitation between all naval powers of the world»⁵⁶. En éditorial, le journal adopte carrément la ligne dure à l'endroit du gouvernement britannique. Si le New York Times reconnaît la nécessité de réviser les conditions du traité de Versailles qui imposent des restrictions injustes à l'Allemagne, il soutient néanmoins que «quietly repudiating that treaty is not the way to do it». Quant à la volonté de la Grande-Bretagne de se servir de cet accord en tant que base pour une future conférence qui viendrait limiter une fois pour toutes l'armement naval, le quotidien rappelle que cela sera difficile maintenant que l'Angleterre s'est aliéné la France, l'Italie et peut-être les États-Unis:

But she [Great Britain] still has to reckon with France and Italy. Those two nations may not be willing to accept the rule-of-thumb method in revision of a treaty. They

⁵³ Propos cités dans Patrick J. Hearden, Roosevelt Confronts Hitler: America's Entry into World War II, Dekalb, Northern Illinois University Press, 1987, p. 77.

⁵⁴ Dallek, op. cit. (1979), pp. 87-90.

⁵⁵ Né en 1870, Charles Albert Selden, après des études à la A. B. Brown University, commence sa carrière journalistique au Providence Journal et au New York Sun, entre 1893 et 1904. À partir de 1904, il travaille au New York Evening Post. En 1918, il devient correspondant à Paris pour le New York Times, puis, à partir de 1928, correspondant à Londres pour le même journal. Selden a eu une carrière journalistique bien remplie, écrivant également pour divers magazines aux États-Unis, en Europe et en Asie, principalement durant les années 1920. Who Was Who in America, vol. 5, 1969-1973, Chicago, Marquis Who's Who, 1973, p. 651.

⁵⁶ Ibid.

may take the matter up before the League of Nations, or even before the World Court. Nor can the United States and Japan be indifferent. To invite them to a general naval conference, as it is said that Great Britain intends to do, is one thing. But to notify them of a *fait accompli* upsetting the existing status is quite another⁵⁷.

Cependant, l'attaque la plus articulée du journal envers l'accord naval anglo-allemand vient de la plume du journaliste Edwin L. James. Reprenant dans ses grandes lignes l'argumentation de l'éditorial cité plus haut, James écrit que l'entente entre le Reich et la Grande-Bretagne constitue la répudiation du traité de Versailles et, du même coup, du traité de paix séparé signé par Berlin et Washington en 1921. L'attitude de l'Angleterre est d'autant plus incompréhensible, renchérit James, qu'elle a protesté officiellement auprès de l'Allemagne après que celle-ci eut décidé de rétablir la conscription. Pourtant, ce que James ne comprend pas, c'est l'inertie des États-Unis dans toute cette affaire. «The State Department maintains a rather complete silence», déclare-t-il pour expliquer la réaction américaine au pacte naval⁵⁸. Et contrairement à ce qu'en dit Cordell Hull, James prétend que les intérêts des États-Unis sont sérieusement menacés par cet accord:

Once upon a time it was the United States which took the lead in naval limitation work. Now we see a series of talks scheduled to take place in Europe, the outcome of which must affect our naval position and our tonnage. There is no indication from Washington of what role we intend to play. It can not be one of those matters which our government often likes to set aside with the remark that it is a purely European matter. If that was good reasoning, we should not be bothering about the size of British Navy, whereas, actually, parity to Britain is the basis of our naval policy. Technically, the possession of any amount of naval tonnage by one power is a matter of interest to other naval powers. Diplomatically, there is always a disadvantage in one power confronting the *fait accompli* of agreement among other powers, made in advance.

(...)

[I]n a field where we once led there is going on a lot of negotiation in which our interests are both directly and indirectly involved. And, as far as can be seen, the United States is taking no part in it⁵⁹.

Ainsi, le New York Times s'emploie au cours des premiers mois de 1935 à dénoncer sévèrement la remilitarisation de l'Allemagne. Certains journalistes y vont même de commentaires acerbes dirigés contre le gouvernement américain, qu'ils accusent parfois d'inaction devant des événements qui remettent en cause l'avenir de la paix en Europe. Le New York Times, par conséquent, partage un peu les positions de l'ambassadeur Dodd qui, à compter de 1935, s'en prend lui aussi à l'isolationnisme des États-Unis. Cependant, les nouvelles concernant la politique étrangère du Reich ne sont pas les seules à parvenir aux lecteurs de journal. 1935 est aussi, malheureusement, une année charnière pour les Juifs

⁵⁷ «The Anglo-German Agreement», New York Times, 20 juin 1935, p. 18.

⁵⁸ «Europe Talks Navies; Washington Listens», New York Times, 23 juin 1935, section 4, p. 3.

allemands. Non seulement les persécutions antisémites sont exécutées avec une nouvelle ardeur, mais les Juifs assistent également avec résignation à la promulgation des lois de Nuremberg qui limitent encore davantage leurs droits au sein du Reich.

B) Le sombre avenir des Juifs allemands: le renouveau des persécutions antisémites et les lois de Nuremberg

Les succès de Hitler sur la scène internationale au début de l'année 1935 lui donnent une popularité sans précédent dans le Reich. Peu de temps après l'annonce de la remilitarisation, le 17 mars, Hitler se rend à Munich. Il y est accueilli par une foule enthousiaste, presque en délire, fêtant le retour de la conscription en Allemagne. Un compte rendu clandestin, écrit par un membre du Parti socialiste, décrit les événements:

Énorme enthousiasme le 17 mars. Tout Munich était debout. On peut forcer les gens à chanter, mais pas à le faire avec autant d'allégresse. J'ai connu 1914 et peux seulement dire que la déclaration de la guerre ne m'a pas autant marqué que l'accueil réservé à Hitler ce 17 mars (...). La confiance dans le talent politique et l'honnêteté de ses intentions grandit de jour en jour, exactement comme l'immense popularité qu'il s'est acquise une fois de plus. Beaucoup l'aiment⁶⁰.

Les résultats rapidement obtenus en politique étrangère par Hitler rendent la population allemande confiante en son chef. Les Allemands croient, à cette époque, avoir enfin trouvé le dirigeant infaillible qui apportera à l'Allemagne sa gloire d'autrefois. Les actions de Hitler ne seront plus, dès lors, remises en question par la majorité de la population du Reich. Ce contexte favorise évidemment la remise en marche de la ségrégation et des persécutions à l'endroit des Juifs. Désormais, la quasi-totalité des Allemands demeureront indifférents aux mesures antisémites⁶¹.

Il n'est donc pas surprenant de constater, durant les premiers mois de l'année, une recrudescence des persécutions contre les Juifs. La «souillure de la race» devient le

⁵⁹ Ibid.

⁶⁰ Rapport cité dans Friedländer, op. cit., p. 123.

⁶¹ Ibid., p. 124. Le débat sur la connaissance et l'implication des Allemands ordinaires dans l'Holocauste a repris l'avant-scène depuis la parution du livre de Daniel Jonah Goldhagen, Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust, New York, Vintage Books, 1997, 634 p. Goldhagen pose dans ce livre la thèse que les Allemands ont volontairement participé à l'Holocauste parce qu'ils étaient conditionnés par un antisémitisme *éliminateur*, favorisant l'acceptation du génocide juif. La majorité des spécialistes de l'Holocauste n'adhèrent pas, cependant, à la thèse de Goldhagen. Des historiens comme Ian Kershaw, Christopher Browning et David Bankier ont montré de façon très convaincante que la voie vers le génocide était pavée d'indifférence beaucoup plus que du désir profond des Allemands de tuer les Juifs. Pour un bon compte rendu de cette question, voir l'article de David Bankier, «German Public Awareness of the Final Solution», in David Cesarini (éd.), The Final Solution. Origins and Implementation. Londres/New York, Routledge, 1994, pp. 215-227. Pour une critique en règle du livre de Goldhagen, voir François Bedarida, «Le peuple allemand, l'antisémitisme et le génocide», Esprit, no. 230-231 (mars-avril 1997), pp. 109-116.

thème dominant de cette nouvelle offensive. Un intérêt particulier est placé, à ce moment, dans la dénonciation des mariages mixtes et des relations sexuelles entre des individus juifs et aryens. Par exemple, le 19 août 1935, un homme d'affaires juif de Stuttgart est arrêté pour avoir été l'amant d'une femme aryenne⁶². Au mois de juin, à Wetzlar, une petite ville près de Francfort-sur-le-Main, une cour de justice refuse la tenue d'un mariage entre un Aryen et une femme juive. Dans son jugement, le magistrat prétend que même s'il n'existe aucune loi interdisant de telles unions, il ne peut les autoriser. Pour justifier sa décision, le juge soutient que l'absence de législation concernant les mariages mixtes ne signifie pas leur permission, cette interprétation étant, selon lui, d'inspiration juive et libérale⁶³. La description de cas semblables pourrait s'allonger presque à l'infini.

Dans la presse allemande, les relations intimes entre les Juifs et les Aryens sont également dénoncées avec vigueur et parfois même avec violence. «Les Juifs qui souillent la race doivent être castrés», rapporte le Westdeutscher Beobachter le 19 février 1935⁶⁴. Toutefois, le journal qui s'intéresse le plus aux cas de «souillure» est sans aucun doute la feuille de chou publiée par le Gauleiter de Franconie Julius Streicher, Der Stürmer. Streicher est en effet celui qui a mis de l'avant cette idée de «souillure de la race» et, dès 1933, les pages de Stürmer sont remplies d'histoires de Juifs cherchant à profiter des faveurs sexuelles de jeunes Aryennes sans défense⁶⁵. Durant les premiers mois de 1935, Streicher semble gagner en importance et en crédibilité auprès de la population et du parti. Il entreprend d'ailleurs une tournée à travers toute l'Allemagne, prononçant des discours tous plus haineux les uns que les autres à l'endroit des Juifs⁶⁶.

L'impulsion que Streicher donne à la nouvelle campagne antisémite de 1935 est indéniable⁶⁷, si bien que l'ambassadeur Dodd en fait rapport au secrétaire d'État au début du mois d'avril: «there have been signs of an intensification of pressure upon the Jews in

⁶² Ibid., p. 129.

⁶³ «Reich Court Spurs Boycotting on Jews; Trading with Them Ruled "Dishonorable"», New York Times, 2 juillet 1935, p. 6.

⁶⁴ Extrait du journal cité dans Friedländer, op. cit., p. 129.

⁶⁵ Schleunes, op. cit., p. 119.

⁶⁶ Si l'antisémitisme est une constante chez la majorité des dirigeants nazis, celui de Streicher est particulièrement extrême et montre une propension à la conspiration peu commune. Par exemple, au mois de mai 1935, Streicher organise une exposition vantant les mérites de la médecine naturelle et en profite pour dénoncer les nouvelles découvertes faites dans le domaine de la médecine scientifique. Selon lui, ces découvertes ne sont qu'un élément de la vaste conspiration juive visant à éliminer les Aryens. Le test de sang développé par le docteur Wassermann est notamment rejeté par Streicher, qui prétend que ce test a été inventé uniquement parce que les Juifs ont besoin du sang de chrétiens dans leurs rituels. Voir «Streicher Would Drop "Jewish" Medicine; Backs Nature Cures at "Healers" Exposition», New York Times, 13 mai 1935, p. 9.

Germany», écrit-il. «Julius Streicher, (...) famous as a Jew-baiter, is making a speaking tour of several German cities, a fact of significance in itself»⁶⁸. Dodd voit d'un très mauvais œil la notoriété soudaine de Streicher, prétextant que l'extrême violence de ses propos laisse présager le pire pour les Juifs allemands. Plus encore, Dodd croit que Streicher profite à ce moment du support des hautes sphères du Parti nazi, parmi lesquelles Hitler lui-même: «It may have been of some importance, moreover, that the Führer himself saw fit to put his seal of his approval on Streicher's work by honoring him on his fiftieth birthday»⁶⁹, déduit l'ambassadeur.

Le New York Times ne demeure pas en reste et comprend également que la présence remarquée de Streicher n'augure rien de bon pour les Juifs allemands. Anne O'Hare McCormick rédige d'ailleurs un article sur Nuremberg, la ville la plus importante du district dirigé par Streicher. McCormick écrit que Nuremberg est l'exemple parfait de la ville nazie ordonnée, propre et relativement prospère, où le dirigeant local mène la destinée de la cité d'une main de fer. «The poor are well taken care of, order has replaced former disorder, and the restoration of historic buildings and civil beautification are proceeding on all sides», écrit la journaliste, avant de décrire le côté beaucoup plus sombre de Nuremberg:

It goes without saying that the Jews live under continual fire in the domain of Der Stuermer. This is the worst spot in Germany for Jews. All they suffer elsewhere is exaggerated here. (...) Customers are photographed coming out of Jewish shops. Placards announcing "Jews not wanted" are displayed in cafés and restaurants. "Jewish students enter here at their own risk", read a notice at the door of the Technical School. Jews cannot attend the theatre, opera or motion pictures without risk of insult. Old-time friends are afraid to visit or greet them in the street. Nowhere else are they so cut off from normal life or subjected to such economic boycott and social ostracism⁷⁰.

D'autres journalistes s'attardent également à la nouvelle vague de persécutions, s'arrêtant eux aussi sur le rôle central joué par Streicher. Otto Tolischus écrit notamment qu'une nouvelle vague antisémite se répand dans le Reich et, sans mentionner directement Streicher comme l'un des responsables de ces nouvelles attaques contre les Juifs, avance que ces persécutions reçoivent «active if underground support from National Socialist authorities»⁷¹. Frederick Birchall est encore plus vindicatif dans ses propos. Dans un

⁶⁷ Burin, *op. cit.*, p. 44.

⁶⁸ «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», FRUS, 1935, vol. 2, p. 392.

⁶⁹ Ibid., p. 393.

⁷⁰ «Nuremberg Pushes Anti-Jewish Moves», New York Times, 1^{er} mars 1935, p. 10.

⁷¹ «Nazis Renew Drive Against the Jews», New York Times, 9 mars 1935, p. 4.

article qui témoigne à la fois de son analyse éclairée de la situation et du désir d'informer correctement les lecteurs du quotidien, Birchall s'élève contre les faux espoirs qui parviennent aux Juifs allemands en provenance du monde extérieur:

(...) [F]rom time to time, despite the ever-tightening economic pressure and despite the ever accumulating decrees and regulations inflicting new hardships and new humiliations upon the Jews of Germany there constantly arise, without any substance whatever, new hopes that, somehow or in some wise, life will be made easier for them under this [Nazi] régime. Frequently these unfounded rumors bring pilgrims from abroad, especially from the United States, bent on hastening this good day. Most of them bring plans, conceived at a great distance and all in ignorance of actual condition⁷².

Ces diverses rumeurs, rapportées à grands frais dans les médias américains, découragent totalement Birchall, car elles laissent miroiter l'amélioration prochaine de la vie des Juifs allemands alors que rien, au contraire, ne laisse présager une telle perspective. Birchall est très clair à ce sujet: «there will be no future for German-born or alien-born Jews in Germany» tant que les nazis seront au pouvoir en Allemagne⁷³. Plus encore, comme McCormick auparavant, il perçoit la nouvelle popularité de Julius Streicher comme la preuve concrète que, si la situation des Juifs dans le Reich change, ce n'est que pour le pire: «But the position of the Jews as a whole has not change nor is it likely to under this régime except possibly for the worse. Julius Streicher, their bitterest foe, is just now enjoying great favor and his activities are extending»⁷⁴.

Les perceptions de Birchall se révèlent fondées. Au cours du mois de juillet, la ville de Berlin devient le centre des nouvelles persécutions, elle qui, jusqu'à cette date, avait été relativement épargnée des actes de violence contre les Juifs. Dans la nuit du 15 juillet, environ 200 jeunes Allemands envahissent le Kurfürstendamm, cette luxueuse artère de Berlin reconnue pour ses boutiques à la mode, ses cafés et ses comptoirs de crème glacée, vandalisent les commerces tenus par des Juifs et attaquent sans ménagement ces derniers alors que les policiers et les passants assistent à ces scènes disgracieuses sans intervenir. Certains diront que ces émeutes, qui se poursuivent durant une partie de la journée du 16 juillet, ont été la manifestation anti-juive la plus brutale depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir⁷⁵.

⁷²«Germans Tighten Anti-Jewish Bans», New York Times, 28 mai 1935, p. 5.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Moshe Gottlieb, «The Berlin Riots of 1935 and Their Repercussions in America», American Jewish Historical Quarterly, vol. 59, no. 3 (1970), p. 302.

L'origine des émeutes n'est pas claire. La version officielle veut qu'elles aient débuté à la suite de la projection d'un film antisémite suédois, «Petterson and Bendel», dans un cinéma du Kurfürstendamm. Des Juifs présents lors de la représentation auraient chahuté le film, «insolence» qui aurait provoqué le déclenchement des hostilités. Cependant, il est plus probable que les désordres furent organisés par des membres du Parti nazi, notamment Julius Streicher, et que les émeutiers aient appartenu à la SA et aux SS⁷⁶.

Les émeutes donnent lieu à des scènes épouvantables. Dans son premier compte rendu des événements, le New York Times rapporte qu'un propriétaire juif d'un comptoir de crème glacée a été grièvement blessé par les vandales après que sa boutique eut été détruite. Un autre jeune homme s'est fait frapper au visage, tellement qu'il avait les yeux remplis de sang. Un couple d'étrangers, quant à eux attaqués par erreur, n'ont pu se soustraire aux coups qu'après avoir fait la preuve, passeports en mains, qu'ils n'étaient pas des Juifs⁷⁷. Le quotidien profite également de la description des événements réalisée par Varian Fry, éditeur américain du magazine littéraire The Living Age⁷⁸, alors en voyage dans la capitale allemande. Ayant assisté aux émeutes, Fry en dresse un portrait poignant, décrivant tour à tour les attaques sauvages perpétrées par les agitateurs et les blessures subies par les victimes. Le texte de Fry, toutefois, nous donne une vision particulière des événements surtout par son analyse de l'atmosphère qui règne cette nuit-là sur le

⁷⁶ Ibid., pp. 303-304. La responsabilité des dirigeants du parti nazi, notamment de Streicher, dans l'organisation des émeutes n'a jamais été mise en doute par le New York Times. Les articles «Jews Are Beaten by Berlin Rioters; Cafés Are Raided», New York Times, 16 juillet 1935, p. 1, 6; «Reaction to Riots Alarms Germans; Baiting Continues», New York Times, 17 juillet 1935, p. 1, 4; et l'éditorial «Shameful but not Ashamed», New York Times, 17 juillet 1935, p. 18 concèdent tous que les actes du 15 juillet ont été planifiés à l'avance.

⁷⁷ «Jews Are Beaten by Berlin Rioters...», loc. cit.

⁷⁸ Le journaliste Varian Fry (1907-1967), qui a notamment été associé au magazine New Republic durant sa carrière, allait devenir, quelques années plus tard, un des héros de l'Holocauste au même titre qu'Oscar Schindler ou le roi Christian X du Danemark. En effet, en juin 1940, peu après l'armistice de la France, Fry est chargé par l'Emergency Rescue Committee, un groupe voué au sauvetage des victimes du nazisme formé surtout d'intellectuels américains de gauche, de faire sortir de la France les hommes et femmes politiques, les intellectuels et les artistes menacés par la victoire du Reich. Débarqué à Marseille en août contre la volonté du gouvernement de Vichy, Fry organise rapidement un réseau clandestin et aide de nombreux intellectuels et scientifiques de renom à quitter la France. Parmi les personnes sauvées directement par l'intervention de Fry, notons Lion Feuchtwanger, Hannah Arendt, Arthur Koestler, Otto Meyerhof (prix Nobel de physique), Marc Chagall... Fry, qui est longtemps resté dans l'ombre malgré ses exploits dignes de mention, a été le premier Américain à recevoir, en 1997, la médaille des Justes décernée par le centre Yad Vashem, en Israël. Varian Fry a raconté son aventure marseillaise dans son livre La Liste noire, Paris, Plon, 1999 (traduction française de son ouvrage original Surrender on Demand, paru aux États-Unis 1945). Voir Alfred Kazin, «Hommage to Varian Fry», New Republic, vol. 218, no. 6, (9 février 1998), pp. 27-30.

Kurfürstendamm, curieusement marquée par l'extase des Allemands qui assistent aux scènes de violence:

All along the Kurfuerstendamm, the crowd raised the shout "Jude!" whenever any one sighted or thought he had sighted a Jew. The cry sent the crowd converging on the poor victim, who was asked for his identification papers. If he could not prove himself a good "Aryan" he was insulted, spat upon, roughly handed, and sometimes knocked down, kicked and beaten. (...) At times a chant would be raised. I can't remember the German, but the chant was something like: "Get the hell out – blood running-noses – the best Jew is a dead Jew" – precisely like a Christian liturgy, with a leader speaking the lines first and the crowd chanting them over again, line for line, after he had finished. Everywhere the people were in holiday mood; in fact, one German youth said to me, "This is a holiday for us". Old men and young men, boys, Storm Troops, police, young girls of the domestic servant type, well-bred women, some even in the forties and over - all seemed to be having a good time⁷⁹.

Quelles raisons donne le New York Times pour expliquer cette nouvelle brutalité à l'endroit des Juifs ? Deborah Lipstadt soutient que le New York Times, comme la majorité des journaux américains, a tenté de donner des explications rationnelles aux événements du Kurfürstendamm, cherchant à montrer que les émeutes étaient une mesure de diversion du Parti nazi qui voulait ainsi distraire la population des problèmes économiques de l'Allemagne⁸⁰. De plus, elle avance que le New York Times a perçu les émeutes comme un signe de faiblesse du régime nazi⁸¹. Selon Lipstadt, cette attitude du journal est particulièrement regrettable car elle laisse entendre que le quotidien n'aurait pas saisi que l'antisémitisme constitue la base de l'idéologie nazie⁸². Nous ne sommes pas d'accord avec cette analyse.

Lipstadt a tout à fait raison d'affirmer que les journalistes du New York Times cherchent à expliquer les émeutes de Berlin par des motifs économiques. Edwin L. James a utilisé cette interprétation⁸³, tout comme Frederick Birchall⁸⁴ et Otto Tolischus⁸⁵. Cela

⁷⁹ «Editor Describes Rioting in Berlin», New York Times, 17 juillet 1935, p. 4.

⁸⁰ Même si la situation économique se redresse à partir de 1935, notamment en raison de la remilitarisation qui permet la mise en marche de l'industrie militaire, l'Allemagne connaît toujours des problèmes économiques importants. Alors que le nombre de chômeurs chute et que la demande reprend, les biens de consommation manquent, les capacités de production étant pour la plupart absorbées par l'industrie lourde. Il en va de même pour la production agricole qui ne suffit pas non plus à la demande. Norbert Frei, L'État hitlérien et la société allemande, 1933-1945, Paris, Seuil, 1994, pp. 130-133.

⁸¹ Lipstadt, op. cit., pp.41-42; 54-55.

⁸² Ibid., pp. 40-41. Lipstadt écrit: «Analysis of the explanations offered is illuminating because it is in them, more than in the condemnations, that the press's perception of what was happening to Jews in Nazi Germany can best be discerned. In a certain respect these explanations shaped the way in which both contemporary analysts and future scholars would understand German behavior. Had the American press and other Western observers understood the central role of antisemitism in Nazi ideology, they would have been less perplexed by the violence (...)».

⁸³ James écrit, pour expliquer les émeutes: «History shows that more than once régimes have started movements (...) in order to take the minds of the public off other matters on which the government did not

signifie-t-il pour autant que ces journalistes aient été incapables de comprendre que l'antisémitisme était au cœur de l'idéologie nazie et que les persécutions contre les Juifs étaient pour durer aussi longtemps que les Nazis seraient au pouvoir ? Certainement pas. Car même si Birchall, Tolischus ou James tentent d'expliquer rationnellement les émeutes, ce qui par ailleurs constitue la base de leur métier⁸⁶, tous s'entendent sur le fait que les persécutions antisémites forment le caractère fondamental du régime nazi. Birchall écrit notamment que l'antisémitisme «in its worst form is in the saddle here [in Germany] and there is nothing (...) to exercise the least check upon it». Il ajoute que l'Allemagne est devenue un pays «in which any self-respecting person of Jewish race or ancestry may find comfort, happiness and security»⁸⁷. James, pour sa part, est très clair sur le fait que le régime nazi «actively permits the spread of anti-Semitism in the capital»⁸⁸. Par conséquent, il nous semble que Lipstadt tombe dans le piège souvent reconnu de juger les témoins des persécutions sans se remettre dans le contexte de l'époque. Quand Lipstadt écrit que les journalistes américains auraient dû se rendre compte que l'antisémitisme est l'élément central de l'idéologie nazie, elle juge leur travail sur la base de connaissances qui ont été mises à jour bien après 1935. Les journalistes qui œuvraient en Allemagne à cette date ne pouvaient pas savoir que les persécutions allaient se radicaliser jusqu'à l'élimination pure et simple des Juifs européens, même si plusieurs avaient conscience que cette possibilité était envisageable. Que des journalistes comme Birchall, James et

wish the spotlight to play. (...) Yet anyone who studies the Germany situation will not be blind to the fact that a very difficult financial operation is under way to pay for the rearmament of the Nazi Reich». «Nazi Reich in Throes of New "Purification"», New York Times, 21 juillet 1935, section 4, p. 3.

⁸⁴ Birchall décrit les émeutes comme «an obvious opportunity for diverting attention from disagreeable economic realities to something more exciting». «The New Nazi Drive: An Economic Diversion?», New York Times, 28 juillet 1935, section 4, p. 3.

⁸⁵ Tolischus, quant à lui, est un peu moins certain des motivations des Nazis, mais fait quand même appel aux facteurs économiques: «This nervousness is increased because nobody knows what forces are behind the different drives. Nobody knows whether the new activity is intended to disguise the increasing economic difficulties, to divert the taxpayers from the impending new demands on their purses or whether it marks a new outbreak of dissensions between the moderate and radical wings of the National Socialist party». «New Nazi Drives on "Reactionaries" Spread to Nation», New York Times, 23 juillet 1935, p. 1, 8.

⁸⁶ Birchall avoue cyniquement que les journalistes se sentent obligés de trouver des raisons aux persécutions antisémites, même s'ils n'en voient aucune qui explique adéquatement les événements: «So the present attitude of the men here whose job is to tell the folks overseas what is happening and (if they can) why it happens is one of watchful waiting for further light upon another of those mysteries for explaining which they earn their salaries». «The New Nazi Drive...», loc. cit.

⁸⁷ «Anti-Semites Firmly in the Saddle As Persecution Spreads in Reich», New York Times, 24 juillet 1935, p. 1, 9. Nous tenons de plus à rappeler ici l'article écrit par Birchall en septembre 1933 que nous avons déjà cité dans le premier chapitre. Birchall décrivait alors l'antisémitisme comme «the keystone of Nazi policies» et prévoyait déjà que les politiques anti-juives des nazis pouvaient mener à l'extermination pure et simple des Juifs allemands. Cf. premier chapitre, notes 53 et 54.

⁸⁸ «Nazi Reich in Throes...», loc. cit.

Tolischus aient été en mesure de comprendre que l'antisémitisme nazi était à cette époque encouragé par les hautes sphères du Parti nazi et que les persécutions ne cesseraient pas tant que les nazis seraient au pouvoir nous semble être une analyse particulièrement adéquate de la situation qui prévaut en Allemagne à l'été 1935.

Par ailleurs, la confirmation que le gouvernement nazi, Hitler en tête, a l'intention d'institutionnaliser la discrimination envers les Juifs du Reich n'arrive que quelques semaines plus tard, avec la promulgation de trois lois lors de la clôture du congrès du Parti nazi à Nuremberg, le 15 septembre 1935. Ces trois lois (respectivement intitulées «loi sur le drapeau du Reich»; «loi sur la citoyenneté du Reich» et «loi sur la défense du sang allemand et sur l'honneur allemand»), tristement connues depuis cette date sous le nom de lois de Nuremberg⁸⁹, apportent un éclairage sur les intentions véritables du régime à l'endroit des Juifs⁹⁰. Bien que ne constituant pas les premières législations antisémites du III^e Reich (rappelons-nous la loi sur la fonction publique d'avril 1933), les lois de Nuremberg sont les premières à établir un cadre légal dans lequel les Juifs du Reich auront à vivre.

L'idée d'instaurer un cadre législatif régissant les rapports entre les Juifs et les Aryens n'est pas une nouveauté en 1935. Dès 1933, le ministère de l'Intérieur avait débuté la rédaction d'un texte de loi qui retirerait la citoyenneté aux Juifs du Reich⁹¹. Bien que ce premier projet reste lettre morte, l'idée ne disparaît pas des esprits. Au printemps 1935, de nombreux ministres comme Goebbels, Schacht et Frick font référence à une éventuelle loi sur la citoyenneté⁹². Le New York Times et l'ambassade américaine à Berlin rapportent également des indications concernant la proclamation prochaine d'une telle législation⁹³.

Le contexte entourant la proclamation des lois de Nuremberg est particulièrement éclairant sur les intentions des nazis à l'endroit des Juifs. Hitler, en effet, prend la peine de

⁸⁹ Généralement, seules les deux dernières lois (celle sur la citoyenneté et celle sur l'honneur allemand) sont indiquées lorsqu'il est question des lois de Nuremberg, celles-ci étant, à bien des égards, les principales concernant les Juifs. Par la loi du drapeau, les couleurs allemandes deviennent officiellement la croix gammée noire entourée d'un cercle blanc sur fond rouge. Voir Friedländer, *op. cit.*, p. 149.

⁹⁰ Denise Gury, à l'instar d'autres chercheurs, précise clairement que les lois de Nuremberg sont «un prélude aux innombrables mesures qui devaient trouver leur achèvement dans les camps de concentration». Gury, *loc. cit.*, pp. 552-553. Pour une analyse globale de l'impact des lois de Nuremberg sur les Juifs allemands, voir l'excellent article de Pierre Koenig, *loc. cit.*, pp. 554-570.

⁹¹ L'article de Uwe D. Adams cité dans le premier chapitre explique en détail le premier projet de loi sur la citoyenneté allemande.

⁹² Friedländer, *op. cit.*, p. 154.

⁹³ Voir notamment «Hitler Due to List New Laws on Jews», New York Times, 1^{er} septembre 1935, p. 12; «The Ambassador in Germany to the Secretary of State», 30 avril 1935, FRUS, 1935, vol. 2, pp. 395-396.

préciser que ces lois ne sont que le début de la prise en charge du «problème juif» par le régime et le Parti. Dans le discours qu'il prononce pour introduire ces lois devant le Reichstag spécialement réuni à Nuremberg pour l'occasion, Hitler décrit la signification profonde des lois et indique, par le fait même, la menace qui pèse désormais sur le peuple juif:

La première et la deuxième loi [celles sur le drapeau et la citoyenneté] s'acquittent d'une dette de gratitude envers le Mouvement, sous l'emblème duquel l'Allemagne a retrouvé sa liberté, en cela qu'elles satisfont un article important du programme du Parti national-socialiste. La troisième loi [sur la défense du sang et l'honneur allemand] tente de résoudre par la voie législative un problème [le problème juif] qui, s'il se révélait de nouveau insoluble, se verrait confié, de droit, au Parti national-socialiste en vue d'une solution définitive⁹⁴.

Quelles sont les implications de ces lois ? La loi sur le drapeau, comme nous l'avons mentionné auparavant, établit le svastika en tant que drapeau de la nation allemande. La loi sur la citoyenneté institue quant à elle une distinction fondamentale entre les «citoyens du Reich» et les «sujets du Reich», les premiers étant obligatoirement de sang allemand ou apparenté, les seconds étant pour la plupart les Juifs. Seuls les citoyens du Reich jouissent des pleins droits politiques et civiques. La troisième loi, celle sur la protection du sang et sur l'honneur allemand, vient proscrire les rapports sexuels et les mariages entre les Juifs et les citoyens de sang allemand. Cette même loi interdit aux Juifs d'employer comme domestiques des femmes de sang allemand âgées de moins de quarante-cinq ans et leur défend également de pavoiser les couleurs allemandes⁹⁵. Ces lois sont donc d'une importance cruciale pour l'avenir des Juifs du Reich. Selon l'analyse des historiens Burleigh et Wippermann, les lois de Nuremberg viennent établir définitivement les inégalités sociales et politiques entre les Juifs et les Aryens, inégalités qui pourront être étendues à loisir par différents décrets qui viendront «préciser» les lois à des moments subséquents. Enfin, ces législations, toujours selon ces auteurs, accordent au régime nazi le droit exclusif d'établir le rythme de la discrimination et les formes de terreur à employer. Après les lois de Nuremberg, il ne sera plus question pour des dirigeants locaux, tels Streicher, de déclencher des émeutes antisémites sans avoir

⁹⁴ Extraits du discours de Hitler cités dans Friedländer, *op. cit.*, p. 148.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 149. Les textes des lois sur la citoyenneté et sur l'honneur allemand sont reproduits dans Herbert A. Strauss (éd.), Jewish Immigrants of the Nazi Period in the USA, vol. 4, Jewish Emigration from Germany 1933-1942: A Documentary History, part I, Programs and Policies until 1937, New York, K. G. Saur, 1992, pp. 112-113.

l'accord des hautes sphères du Parti nazi. Les lois viennent mettre un terme aux persécutions désordonnées qui marquent les premières années du III^e Reich⁹⁶.

Une autre caractéristique primordiale de ces législations est l'adoption définitive du terme «Juif» dans les textes de lois. Les autres législations antisémites passées jusqu'à ce moment, notamment la loi sur le rétablissement de la fonction publique d'avril 1933, utilisaient plutôt le terme «non-Aryen», qui témoigne de l'incertitude de la bureaucratie quant aux personnes visées par ces lois et des moyens à mettre en place pour implanter la ségrégation⁹⁷. En conséquence, la «première ordonnance d'application de la loi sur la citoyenneté du Reich» du 14 novembre 1935 vient établir une définition du «Juif»⁹⁸. L'appartenance à la «race» juive est déterminée en vertu des croyances religieuses des grands-parents; selon l'ordonnance, est considéré comme «Juif» tout individu dont au moins trois des grands-parents sont «entièrement Juifs»⁹⁹. Cette ordonnance vient aussi définir une nouvelle catégorie, celle des «Mischlinge», c'est-à-dire des métis descendant à la fois de Juifs et de personnes de sang allemand. L'ordonnance distingue deux catégories de «Mischlinge»: les métis au premier degré (demi-Juifs), qui ont deux grands-parents «entièrement Juifs» et les métis au deuxième degré (quart-de-Juifs) dont un seul des grands-parents est Juif. Selon cette définition, les quart-de-Juifs sont assimilés aux Aryens. Le statut des demi-Juifs est pour sa part beaucoup plus complexe. Les demi-Juifs qui appartiennent à la communauté juive au moment de la proclamation des lois de Nuremberg sont considérés comme des Juifs à part entière, tout comme ceux qui sont mariés à des Juifs, les autres étant assimilés aux Aryens¹⁰⁰.

Ces définitions complexes viennent également régir les mariages entre Juifs et Aryens, interdits dans la «loi sur la protection du sang et l'honneur allemand». Ainsi, la «première ordonnance d'application de la loi sur la protection du sang» (également datée du 14 novembre 1935) détermine que les demi-Juifs ne peuvent se marier avec des Aryens

⁹⁶ Burleigh et Wippermann, *op. cit.*, p. 82-83; Howard Margolian, «Bureaucracy and the "Jewish Question" in Prewar Nazi Germany: The Nuremberg Legislation of 1935 as a Case Study», in Sanford Pinsker et Jack Fischel (éds.), *Holocaust Studies Annual, 1991: General Essays*, New York, Garland Publishing, 1992, p. 69.

⁹⁷ Margolian, *loc. cit.*, pp. 70-72.

⁹⁸ Cette ordonnance implante les modalités d'application de la loi sur la citoyenneté du Reich.

⁹⁹ Cette définition témoigne des acrobaties réalisées pour en arriver à définir les Juifs. Les scientifiques nazis étant incapables d'isoler des caractéristiques spéciales permettant d'identifier à coup sûr les personnes de «race» juive, les fonctionnaires durent se rabattre sur l'appartenance religieuse des grands-parents pour définir la «race» juive d'un individu. Les grands-parents sont donc considérés comme étant «entièrement Juifs» s'ils appartenaient à la communauté religieuse juive. Voir Gury, *loc. cit.*, p. 541.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 542.

ou des quart-de-Juifs qu'après avoir obtenu l'autorisation du ministère de l'Intérieur, l'approbation relevant pour beaucoup de l'«attitude» du demi-Juif à l'égard du national-socialisme. En outre, cette ordonnance, dans une mesure qui défie la raison, interdit aux quart-de-Juifs de se marier entre eux¹⁰¹.

Le New York Times, le 16 septembre, rapporte l'annonce des lois de Nuremberg en première page¹⁰². Dès le départ, les correspondants s'accordent pour dire que ces lois répondent à des points importants du programme du NSDAP, en ce sens qu'elles créent une structure légale «of sufficient elasticity to encompass complete realization of the National Socialist anti-Semitic policy»¹⁰³. «These laws have become fundamental salutes in the Third Reich, and their impending prosecution, it is now gravely apprehended, will leave an already terror-stricken Jewry confronted with the prospects of ostracism, political, social and economic»¹⁰⁴, rapporte le quotidien. En éditorial, le New York Times n'est pas moins dur dans ses jugements sur les lois de Nuremberg et prétend que ces législations laisseront plus que jamais les Juifs allemands sans défense devant de nouvelles attaques perpétrées par de jeunes nazis violents: «New decrees of oppression and persecution are issued, which may easily lead to irresponsible and bloodthirsty assaults by unbridled Nazi youths upon helpless Jewish citizens of Germany»¹⁰⁵.

¹⁰¹ Cette interdiction a pour but d'éliminer naturellement la catégorie des quart-de-Juifs en évitant l'apport de sang juif dans les unions. Il est donc considéré que les quart-de-Juifs, en se mariant uniquement avec des Aryens «purs», finiront par disparaître en étant définitivement assimilés au sein du peuple allemand. Toutefois, cette interdiction est d'une incompréhension totale si l'on prend en compte qu'un quart-de-Juif peut épouser un demi-Juif ce qui, en suivant la logique des nazis, apporte davantage de sang juif dans l'union. Aucune explication sensée ne peut malheureusement expliquer cette situation. *Ibid.*, p. 545. Les lois de Nuremberg comportent donc des aspects déroutants et irrationnels, y compris pour les Nazis. Dans un livre écrit en 1936 par deux fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, l'un de ces aspects est mis en évidence. Ils imaginaient alors le cas d'une femme de sang allemand qui, après s'être mariée à un Juif, se serait convertie au Judaïsme. Une fois devenue veuve, cette même femme serait revenue au christianisme et aurait épousé un homme entièrement de sang allemand. Selon les lois et contre toute vraisemblance, la descendance issue de ce dernier mariage serait considérée, du fait de la brève conversion de cette femme, comme partiellement juive. Exemple cité dans Freidländer, *op. cit.*, p. 159.

¹⁰² «Reich Adopts Swastika as Nation's Official Flag; Hitler's Reply to "Insult"», New York Times, 16 septembre 1935, p. 1, 11.

¹⁰³ «Hope of Reich Jews Is Dimmed by Events», New York Times, 22 septembre 1935, section 4, p. 6.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ «Hitler in Difficulties», New York Times, 17 septembre 1935, p. 22. Cet éditorial parvient néanmoins à analyser les lois de Nuremberg comme un signe de faiblesse du régime nazi, le journal avançant que les lois ne sont qu'un moyen de diversion pour distraire la population allemande, qui serait de plus en plus mécontente. Parmi tous les articles que nous avons analysés, cet éditorial constitue, à n'en pas douter, l'une des pires erreurs de jugement du journal concernant l'évolution du III^e Reich.

Néanmoins, la couverture de presse réalisée par le New York Times au sujet des lois de Nuremberg comporte des faiblesses¹⁰⁶. Entre autres, il semble que la majorité des reporters n'aient pas perçu les lois comme une radicalisation du régime à l'endroit des Juifs. Les journalistes sont alors surtout inquiets de l'avenir économique de la communauté juive allemande et avancent à plusieurs reprises que les véritables intentions des nazis à l'endroit des Juifs seront connues uniquement si des décrets de nature économique (c'est-à-dire venant limiter le droit des Juifs de faire du commerce ou d'exercer certains métiers) viennent se greffer aux lois de Nuremberg. «(...) [I]t is the economic aspect of the impending legislation that puts the seal on German Jewry's fate», rapporte l'un de ces journalistes¹⁰⁷. Frederick Birchall, de son côté, à l'annonce des deux ordonnances du 14 novembre, prend la peine de préciser: «The two decrees, however, deal with the Jewish question only from political and social angles. Other decrees dealing with financial and economic aspects are to follow. These will decide whether or not Jews are to be permitted to make any kind of living in Germany (...)»¹⁰⁸.

Cette attitude s'explique pourtant. Pour les journalistes du New York Times comme pour bien d'autres observateurs, les lois de Nuremberg, aussi répugnantes qu'elles puissent paraître, ne constituent pas un changement radical dans la politique anti-juive du Reich¹⁰⁹. À plusieurs reprises, des articles ont été écrits par des correspondants comme Birchall ou Tolischus pour montrer que la persécution des Juifs était maintenant institutionnalisée en Allemagne. À leurs yeux, la promulgation des lois de Nuremberg n'apporte donc rien de nouveau, si ce n'est que le régime avoue au grand jour sa volonté de «ghettoïser» la population juive du Reich, ce qui n'apparaît certainement pas comme une révélation aux journalistes en poste en Allemagne en 1935¹¹⁰. Par contre, des décrets venant limiter les droits économiques des Juifs auraient quant à eux annoncé une nouvelle étape dans la persécution. En 1935, les Juifs ont encore la liberté de faire des affaires et, bien que la pratique de plusieurs métiers leur soit interdite, ils peuvent encore espérer travailler et gagner leur vie en Allemagne en dépit de la ségrégation. Encore au mois d'août 1935, le ministre de l'Économie et président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht,

¹⁰⁶ Sur ce point, nous nous rallions aux thèses Deborah Lipstadt, qui avance que la presse américaine en général n'a pas compris le sens intrinsèque des lois. Lipstadt, op. cit., pp. 54-61.

¹⁰⁷ «Hope of Reich Jews...», loc. cit.

¹⁰⁸ «Reich Puts Laws on Jews in Force; Trade Untouched», New York Times, 16 novembre 1935, p. 1, 6.

¹⁰⁹ Breitman et Kraut, op. cit., p. 52.

avait réaffirmé les droits économiques des Juifs¹¹¹. Une annonce qui serait venue contredire le ministre aurait été une véritable nouvelle sur l'attitude du régime¹¹².

L'absence d'articles prévoyant la discrimination économique dans les lois de Nuremberg aide également à comprendre la réaction des Juifs allemands qui, en général, réagissent de façon plutôt positive à leur promulgation¹¹³. En fait, la majorité des Juifs allemands voient dans les lois un «arrangement tolérable», c'est-à-dire la mise en place d'une structure légale régissant les rapports entre les Aryens et les Juifs¹¹⁴. Ainsi, pour la plupart des Juifs allemands, les lois de Nuremberg sont perçues un peu comme l'ébauche d'un «droit juif», certes diminué et indigne, pour reprendre les paroles de Pierre Koenig, mais un droit qui établit tout de même les limites légales de la discrimination¹¹⁵. Les lois de Nuremberg ne découragent donc pas la majorité des Juifs allemands de vivre dans le Reich. Bien entendu, ils ont conscience que leur vie ne sera pas facile, qu'ils devront mener une existence tranquille, réservée et à l'écart du reste de la population, mais ils entretiennent pourtant l'espoir de demeurer en Allemagne. De plus, encore à cette époque, bon nombre de Juifs allemands croient que le nazisme n'est qu'un phénomène passager, sur le point de s'effondrer. D'autres, plus réalistes, admettent que Hitler est installé au pouvoir pour y rester, mais ils refusent d'abdiquer et de quitter l'Allemagne. D'autres encore, par résignation ou fatigue, sont tout simplement incapables d'envisager l'émigration¹¹⁶. Néanmoins, durant les premières années du III^e Reich, beaucoup de Juifs se décident à partir et à recommencer leur vie ailleurs, loin des persécutions.

¹¹⁰ Tolischus, dans son article du 1^{er} septembre 1935 «Hitler Due to List New Laws on Jews» cité auparavant, écrit en ce sens que «the campaign against the Jews is in such an advanced stage that little remains to be done except to legalize what is already accomplished».

¹¹¹ Voir notamment les articles de Otto D. Tolischus, «Schacht Attacks Nazi Disturbance to Trade Progress», *New York Times*, 1^{er} août 1935, pp. 1, 6; «Dr. Schacht Lashes Nazis' Jew-Baiting as Damaging Trade», 19 août 1935, pp. 1, 6; «Schacht Rebuffed as Nazis Continue Drive on "Enemies"», 25 août 1935, pp. 1, 7. Pour un portrait général de la situation économique des Juifs entre 1933 et 1935, voir Schleunes, *op. cit.*, pp. 133-157.

¹¹² Les droits économiques des Juifs resteront globalement peu touchés jusqu'en 1937-1938 environ, période durant laquelle débutent les expropriations à grande échelle des entreprises juives. Voir Burleigh et Wippermann, *op. cit.*, pp. 84-86.

¹¹³ Friedländer, *op. cit.*, pp. 173-175.

¹¹⁴ Schleunes, *op. cit.*, p. 126.

¹¹⁵ *Ibid.*; Koenig, *loc. cit.*, p. 559. Pour une analyse complète des réactions des Juifs allemands devant le régime nazi avant la guerre, voir Werner T. Angress, «The German Jews, 1933-1939», in Henry Friedländer et Sybil Milton (éds.), *The Holocaust: Ideology, Bureaucracy, and Genocide*, New York, Millwood, 1978, pp. 69-84.

¹¹⁶ Koenig, *loc. cit.*, pp. 560-561; Burleigh et Wippermann, *op. cit.*, pp. 108-110. Le refus d'émigrer des Juifs allemands est au cœur de la thèse de William D. Rubinstein. Dans son ouvrage cité auparavant, Rubinstein prétend que la volonté des Juifs de rester en Allemagne à tout prix, conditionnée par l'idée que le régime nazi n'est qu'un épiphénomène de l'histoire allemande, est beaucoup plus importante que les barrières à

Entre 1933 et 1935, on estime à environ 91 000 le nombre de Juifs qui quittent l'Allemagne nazie¹¹⁷. Sur ce nombre, environ 10 000 trouvent refuge aux États-Unis¹¹⁸. L'admission aux États-Unis n'est pas facile durant cette période. Le département d'État, responsable de l'émission des visas, applique alors avec zèle la clause LPC édictée par le président Hoover en 1930¹¹⁹. Des hauts responsables du département d'État, tels l'assistant au secrétaire d'État Wilbur J. Carr¹²⁰ et le sous-secrétaire d'État William Phillips¹²¹, exercent alors une influence considérable sur la politique d'immigration des

l'immigration dressées aux États-Unis et ailleurs. Pour prouver ses propos, Rubinstein fait remarquer que les quotas d'immigration réservés à l'Allemagne par les États-Unis n'ont pas été remplis avant la fin des années 1930. Rubinstein, *op. cit.*, pp. 20-25. Breitman et Kraut, toutefois, maintiennent que même si les quotas réservés à l'Allemagne (au nombre de 25 957 à l'époque) n'étaient pas remplis, cela ne constitue pas une preuve que les Juifs allemands ne voulaient pas émigrer. Voir *op. cit.*, pp. 9-10.

¹¹⁷ Voir Herbert A. Strauss, «The Migration of Jews from Nazi Germany», in Strauss (éd.), *op. cit.*, Volume I, *Archival Resources*, 1978, p. xvi. Selon les données recueillies par Strauss, 47 000 Juifs auraient fui l'Allemagne en 1933; 23 000 en 1934 et 21 000 en 1935. Sur ce nombre, environ 10 000 seraient retournés en Allemagne à la fin de 1935. Les réfugiés de l'Allemagne nazie ne sont toutefois pas uniquement des Juifs. Au début de 1935, on estime à environ 75 000 le nombre total de réfugiés, Juifs et non-Juifs confondus. Ce nombre est repris à plusieurs reprises dans des articles du *New York Times*, notamment «McDonald, Here, Seeks Homes for Refugees», 21 février 1935, p. 41.

¹¹⁸ Selon les données de Strauss, les immigrants juifs allemands qui entrent aux États-Unis se répartissent de la façon suivante: Entre janvier 1933 et décembre 1933: 535; entre janvier 1934 et décembre 1934: 2310; entre janvier 1935 et juin 1935: 658; entre juillet 1935 et juin 1936: 6750. *Ibid.*, p. xx. Pour sa part, Rubinstein offre un tout autre portrait de la situation. En se basant sur des données du U.S. Department of Justice, Rubinstein conclut que le nombre de Juifs admis aux États-Unis est, pour 1933-34: 4134; 1934-35: 4837; 1935-36: 6252. Rubinstein ne précise pas si ces chiffres correspondent uniquement à l'immigration juive allemande ou s'ils constituent le nombre total de Juifs admis aux États-Unis durant cette période, peu importe le pays d'origine. Cela pourrait sans doute expliquer les écarts importants entre les données. Rubinstein, *op. cit.*, p. 35.

¹¹⁹ La clause LPC, désignant les immigrants «*likely to become a public charge*», date de 1917 et visait alors à exclure les immigrants incapables de payer leur passage aux États-Unis et n'ayant aucune intention de se trouver du travail après leur arrivée en Amérique. En 1930 en raison des effets dramatiques de la dépression, le président Hoover radicalise l'application de cette clause, rendant pratiquement impossible l'admission des immigrants n'ayant pas assez d'argent pour vivre aux États-Unis sans travailler. Un immigrant voulant néanmoins entrer aux États-Unis devait fournir la preuve qu'un parent proche avait les moyens et la volonté de le supporter financièrement s'il ne trouvait pas de travail. Cette nouvelle application de la clause LPC sera en vigueur jusqu'en 1936, année où Roosevelt décide de revenir à son ancienne application. Voir Divine, *op. cit.*, pp. 78-82 et Bernard, *loc. cit.*, p. 67.

¹²⁰ Wilbur John Carr est né en 1870, en Ohio. Après avoir étudié à l'Université du Kentucky, à Georgetown et à la Columbian University (maintenant Université George Washington), Carr est engagé au département d'État en 1892. À partir de 1909, il assure la direction des services consulaires, tâche qu'il assume avec le plus grand professionnalisme. En 1924, il participe activement à la rédaction du Rogers Act qui vient combiner les services consulaires et diplomatiques du département d'État. Opposé à l'immigration massive, Carr aide aussi à la mise en application de la loi sur l'immigration de 1924. Promu assistant secrétaire d'État cette même année, il demeure à ce poste jusqu'en 1937, année où Roosevelt le nomme ambassadeur en Tchécoslovaquie. Carr meurt en 1942. Findling, *op. cit.*, pp. 104-105; Breitman et Kraut, *op. cit.*, pp. 30-31.

¹²¹ Né en 1878 au Massachusetts, Phillips est diplômé de Harvard en 1900. Après avoir travaillé pour l'ambassadeur américain en Grande-Bretagne, il devient premier secrétaire de cette ambassade en 1909. S'ensuit une carrière diplomatique bien remplie, Phillips étant nommé représentant des États-Unis aux Pays-Bas et au Luxembourg en 1920, ambassadeur des États-Unis en Belgique en 1924 et représentant des États-

États-Unis. Malheureusement pour les Juifs allemands, Carr et Phillips sont tous deux des «restrictionnistes» convaincus en matière d'immigration qui, par surcroît, entretiennent des sentiments antisémites. Ces deux hauts fonctionnaires font en sorte que la politique d'immigration sévère des États-Unis soit respectée à la lettre, notamment dans le cas des Juifs allemands¹²².

Certes, les penchants «restrictionnistes» et antisémites des bureaucrates du département d'État ne s'exercent pas en vase clos. La majorité des Américains, s'ils ne partagent peut-être pas l'antisémitisme de Carr et de Phillips, souhaitent toutefois limiter l'immigration. Un sondage de 1938 indique notamment que 71 % de la population américaine refusent d'accueillir aux États-Unis «a larger number of Jewish exiles from Germany»¹²³. Les sentiments antisémites sont tout de même répandus aux États-Unis au cours des années 1930. Dans un sondage réalisé en avril 1938, 19 % des répondants affirment croire qu'il se prépare aux États-Unis une vaste campagne contre les Juifs. Plus inquiétant sans doute, 12 % d'entre eux auraient supporté une telle campagne¹²⁴. En juillet 1939, lors d'un autre sondage recueillant les impressions des Américains sur les Juifs, 31,8% des personnes interrogées avancent que les Juifs utilisent des méthodes d'affaires différentes et que des mesures doivent être prises pour les empêcher d'acquérir trop de pouvoir. Au cours de la même enquête, 10,1 % des répondants ont même prétendu qu'ils donneraient leur accord à une politique d'émigration forcée des Juifs, si cela était fait sans inhumanité¹²⁵. Ainsi, environ 10 % des Américains entretiennent à cette époque un antisémitisme assez viscéral pour vouloir supporter une vaste campagne contre les Juifs

Unis au Canada en 1927. Après avoir quitté le département en 1929, Phillips y revient en 1933 à titre de sous-secrétaire d'État. Puis, en 1936, il est envoyé à Rome en tant qu'ambassadeur en Italie, poste qu'il quitte peu avant l'entrée en guerre des États-Unis. Il dirige pendant un temps de Londres le bureau de services stratégiques américains, puis est affecté en Inde entre 1942 et 1943. Après la guerre, il participe au comité anglo-américain sur la Palestine. Phillips meurt en 1968, non sans avoir écrit ses mémoires, *Ventures in Diplomacy* (1952). Findling, *op. cit.*, pp. 414-415.

¹²² Pour une excellente analyse des rôles de Carr et Phillips dans la politique d'immigration américaine durant la première moitié des années 1930, voir Breitman et Kraut, *op. cit.*, pp. 28-51.

¹²³ Résultats d'un sondage de l'«American Institute of Public Opinion», réalisé le 22 novembre 1938 et publiés dans Hazel Gaudet Erskine, «The Polls: Religious Prejudice, Part 2: Anti-Semitism», *The Public Opinion Quarterly*, vol. 29 (Winter 1965-1966), p. 661. Les tendances de l'opinion publique américaine devant l'immigration sont également perceptibles lorsque, en 1939, le sénateur Robert Wagner de New York et la représentante Edith Nourse Rogers du Massachusetts déposent un projet de loi qui permettrait l'entrée aux États-Unis de 20 000 enfants allemands en dehors des quotas accordés au Reich. Malgré un support éditorial important (Lipstadt recense plus de 85 journaux en faveur de la loi dans 36 États, dont 26 journaux sudistes), la population rejette totalement le projet de loi. En janvier 1939, un sondage Gallup révèle que 66 % de la population s'oppose à une telle législation. Finalement, le projet de Wagner et Rogers meurt en comité. Lipstadt, *op. cit.*, pp. 112-115 ; Divine, *op. cit.*, pp. 99-102.

¹²⁴ Résultats de sondages publiés dans Hadley Cantril, *op. cit.*, pp. 381-382.

américains. Plus globalement, des recherches effectuées peu de temps après la Deuxième Guerre mondiale montrent que plus de 30 % des Américains, à cette époque, sont antisémites¹²⁶.

Ces sentiments hostiles à l'endroit des Juifs, manifestés par une portion tout de même importante de la population américaine, n'encouragent pas Roosevelt à y aller d'actions d'éclat pour venir en aide aux réfugiés du nazisme, dont la plupart sont des Juifs. Comme l'a montré Henry Feingold, FDR a toujours été, en privé, préoccupé par la situation des Juifs allemands et, durant la guerre, par celle des Juifs de toute l'Europe. Cependant, il n'a jamais voulu faire face aux risques politiques qu'aurait engendrés une aide massive à leur endroit¹²⁷. Même si, en 1935, Roosevelt est un président populaire et bien installé au pouvoir, il ne peut se permettre de soulever la colère de la population, et aussi celle du Congrès, qu'une révision des normes d'immigration causerait inévitablement. Car, comme au département d'État, un bon nombre de sénateurs et de représentants tentent d'empêcher tout changement aux lois d'immigration et quelques-uns essaient même de faire interdire la venue d'étrangers aux États-Unis. Le représentant démocrate Martin Dies, du Texas, prétend que la dépression a été causée par l'immigration et il introduit en 1934 et 1935 des projets de loi qui viendraient réduire les quotas de 60 %. «We must ignore the tears of sobbing sentimentalists and internationalists, and we must permanently close, lock, and bar the gates of our country to new immigration waves and then throw the keys away»¹²⁸, déclare-t-il à ce moment. Au Sénat, Robert Rice Reynolds, démocrate de la Caroline du Nord, se fait lui aussi le défenseur des politiques de restriction en matière d'immigration. Entre 1936 et 1939, il introduit une série de législations visant à préserver «American jobs for Americans»¹²⁹.

En fait, même les activistes de la communauté juive américaine ne souhaitent pas une libéralisation totale de l'immigration durant les années 1930. Stephen Wise, entre

¹²⁵ *Ibid.*, p. 383.

¹²⁶ Voir les tableaux 5 et 6 en annexe.

¹²⁷ Voir notamment les textes de Henry Feingold, «Governmental Response to Human Crisis», in *Bearing Witness*, *op. cit.*, pp. 169-182; «Roosevelt and the Holocaust: Reflections on New Deal Humanitarianism», *Judaism: A Quarterly Journal*, vol. 18, no. 3 (1969), pp. 259-276; et aussi, plus généralement, son livre *The Politics of Rescue*, *op. cit.*

¹²⁸ Propos cités dans Divine, *op. cit.*, p. 86.

¹²⁹ *Ibid.* La rhétorique de Reynolds est alors très semblable à celle de Dies. En 1941, il déclare qu'il construirait, sans hésitation, «a wall about the United States so high and so secure that no single alien or foreign refugees from any country upon the face of the earth could possibly scale or ascend it». Propos cités dans Breitman et Kraut, *op. cit.*, p. 240.

autres, réagit violemment en 1938, peu de temps après l'Anschluss, à l'introduction par Emanuel Celler (le représentant démocrate de New York, lui-même d'origine juive) d'un projet de loi qui viendrait suspendre, dans le cas de demandes d'immigration faites par des réfugiés, les normes établies par la loi de 1924¹³⁰. Dans l'esprit de Wise, la législation proposée par Celler provoquera le renouveau des sentiments «restrictionnistes» et viendra compromettre les politiques de Roosevelt à l'endroit des Juifs autrichiens¹³¹. Wise ira alors jusqu'à déclarer: «It is all right to take care of the Austrian Jews, but I cannot afford to give up my job for them»¹³². Il n'est donc pas surprenant de constater, comme l'a fait remarquer Robert Dallek, que les préoccupations de Roosevelt durant les années 1930, marquées essentiellement par les problèmes internes liés à la dépression, laissent peu de place au sort des Juifs du Reich. «In terms of FDR's priorities», affirme Dallek, «refugee matters ranked way down the list. This is true in both the prewar and the wartime period»¹³³.

Ce désintérêt des élites politiques américaines à l'égard du problème des réfugiés allemands les amène à ne jouer qu'un rôle effacé dans les activités de la «Haute Commission sur les Réfugiés (Juifs ou Autres) en provenance de l'Allemagne», dirigée par l'Américain James G. McDonald¹³⁴. Cette Commission, formée en 1933 comme un organisme indépendant associé à la SDN, vise à faciliter la relocalisation des réfugiés fuyant l'Allemagne de Hitler dans d'autres pays. Bien que les États-Unis aient accepté de faire partie du bureau de direction de la Commission dès ses débuts, ils demeurent très désengagés de ses opérations, refusant de participer à la nomination de McDonald et

¹³⁰ Au même moment, le parlementaire Samuel Dickstein introduit un projet de loi similaire à celui de Celler. Divine, *op. cit.*, pp. 93-99.

¹³¹ Après l'Anschluss, Roosevelt avait ordonné la fusion des quotas de l'Allemagne et de l'Autriche, pour favoriser la fuite des Juifs autrichiens qui le désiraient. En effet, selon la loi de 1924, le quota réservé à l'Allemagne était de 25 957, celui de l'Autriche de 1 413. La fusion de ces deux quotas donnait davantage de possibilités aux Juifs autrichiens d'entrer aux États-Unis.

¹³² Propos cités dans Breitman et Kraut, *op. cit.*, p. 229.

¹³³ Propos de Dallek recueillis par J. Garry Clifford, «Transcript of the Summary of the Conference on "Policies and Responses of the American Government toward the Holocaust", 11-12 November 1993», in Verne W. Newton (éd.), *op. cit.*, p. 7.

¹³⁴ James Grover McDonald (1886-1964), après avoir étudié à l'Université de l'Indiana et à Harvard, commence à enseigner les sciences politiques et l'histoire. En 1918, il devient le président de la «Foreign Policy Association», organisation très influente (qui publie notamment le *Foreign Policy Bulletin*) vouée à l'éducation du public américain en ce qui concerne les affaires internationales. En 1933, McDonald est nommé haut commissaire pour les réfugiés, poste qu'il occupe jusqu'à la fin de 1935. En 1936, il devient membre du bureau éditorial du *New York Times*. En 1948, McDonald est nommé premier ambassadeur américain en Israël, poste qu'il occupera jusqu'en 1951. Le travail accompli par McDonald en tant qu'ambassadeur suscitera l'admiration non seulement de ses supérieurs à Washington, mais aussi des Israéliens et des Palestiniens. Voir «McDonald, James Grover», in John E. Findling, *op. cit.*, pp. 325-326.

s'assurant que les pays membres ne seront en aucun cas obligés d'accueillir des réfugiés¹³⁵.

En fait, le travail que McDonald doit accomplir est loin d'être facile. Trouver des États susceptibles d'accepter un nombre important de réfugiés n'est pas une mince affaire au début des années 1930, la dépression poussant plusieurs pays à rejeter totalement cette idée. Les États-Unis sont du lot, refusant même, sous l'impulsion des Wilbur Carr, William Phillips et d'autres, de modifier les règles d'admission des réfugiés. Par exemple, lorsque la Commission demande aux pays membres du bureau de direction d'accepter que les réfugiés temporairement installés sur leur territoire puissent travailler, le département d'État maintient sa ligne dure, s'objectant à ce que les étrangers provisoirement en résidence aux États-Unis puissent accepter du travail¹³⁶. Plus encore, en 1935, les États-Unis refusent de garantir des fonds à la Commission, cela malgré les demandes répétées de McDonald, qui tente de faire comprendre aux officiels du département d'État que du financement américain favoriserait l'implication d'autres pays dans les activités de la Commission¹³⁷.

Par conséquent, malgré toute la bonne volonté et le dévouement que McDonald met dans sa tâche, les travaux de la Commission sont rapidement voués à l'échec. McDonald essaie pourtant d'encourager la SDN à s'impliquer davantage dans le problème des réfugiés du nazisme. Dans un rapport qu'il dépose au mois de juillet 1935, il soutient même que la Commission qu'il dirige devrait tout simplement être abolie et que le problème des réfugiés devrait être directement assumé par la SDN¹³⁸. Cette recommandation n'est jamais mise en vigueur. En conséquence, peu de temps après la promulgation des lois de Nuremberg, McDonald dresse un constat décourageant de son travail:

¹³⁵ Voir notamment «The Secretary of State to the President Roosevelt», 19 octobre 1933, *FRUS*, 1933, vol. 2, pp. 368-372; «The Secretary of State to the Minister in Switzerland», 24 octobre 1933, *ibid.*, p. 372; «The Secretary of State to the Consul of Geneva», *ibid.*, pp. 372-373.

¹³⁶ Voir «The Secretary of State to the Consul at Geneva», 28 avril 1934, *FRUS*, 1934, vol. 2, pp. 305-307; «The Ambassador in Great Britain to the Secretary of State», 21 novembre 1934, *ibid.*, pp. 317-319; «The Secretary of State to the Secretary General of the High Commission for Refugees (Jewish and Other) Coming From Germany», 24 janvier 1935, *FRUS*, 1935, vol. 2, pp. 415-416.

¹³⁷ «The High Commissioner For Refugees (Jewish and Other) Coming From Germany to the Assistant Secretary of State (Carr)», 2 janvier 1935, *FRUS*, 1935, *op. cit.*, pp. 412-413; «The Under Secretary of State (Phillips) to the American Representative on the Committee for Refugees From Germany», 21 janvier 1935, *ibid.*, p. 414; «The Under Secretary of State (Phillips) to the American Representative on the Committee for Refugees From Germany», 21 février 1935, *ibid.*, p. 417. Voir également Breitman et Kraut, *op. cit.*, pp. 97-98.

¹³⁸ Le rapport remis par McDonald est rapporté en détail dans le *New York Times*, «League is Urged to aid Refugees», 18 juillet 1935, p. 1, 8.

The situation here in Geneva in reference to the projected reorganization of the work [for the resettlement of refugees] under the League is still confused, but not encouraging. Except for three or four delegations there is no real desire to extend the League's responsibility in this field. Nor is there the slightest willingness on the part of any of the Great Powers to make available an additional frank for this purpose. I have never seen the League so bankrupt in its attitude towards humanitarian questions. You might have supposed that its failures in the political field would have caused it to strive more vigorously in those of social and humanitarian work. But it is not at all the case...¹³⁹

Malgré les difficultés rencontrées par la Commission, le New York Times appuie sans conteste les initiatives de McDonald et s'intéresse de près aux problèmes des réfugiés. Au début de 1935, le quotidien se penche notamment sur le sort des réfugiés de la Sarre, nombreux après le référendum du 13 janvier. Anne O'Hare McCormick écrit d'ailleurs un article émouvant relatant sa visite dans un camp de réfugiés de Strasbourg. Elle indique que près de 10 000 personnes ont fui la Sarre depuis le milieu du mois de janvier, la plupart pour des raisons d'allégeance politique. McCormick raconte le courage de ces gens qui, malgré les épreuves, s'organisent pour rendre la vie moins difficile au sein du camp. Elle écrit qu'un homme, ancien instituteur, fait l'école aux enfants, alors qu'un projectionniste s'occupe d'un cinéma de fortune. Les femmes, dit-elle, font en sorte que l'endroit reste propre, les autorités françaises, complètement dépassées par les événements, n'ayant fourni que neuf personnes pour gérer le camp. En dépit du sens de l'organisation des réfugiés, McCormick reste cependant sceptique quant à leur avenir, principalement au regard de la situation internationale concernant les réfugiés: «What will happen to these people nobody knows, themselves least of all. The French Government expects the refugee commission of the League of Nations will eventually assume the responsibility. But the League has no available funds at present. Few countries permit aliens to enter and fewer are in a position to give them work»¹⁴⁰.

En dépit de l'intérêt marqué du New York Times face au sort des réfugiés, le journal ne fait jamais de pressions, durant la période étudiée, pour que les États-Unis ouvrent davantage leurs frontières à ces personnes infortunées. Au contraire, Frederick Birchall rapporte au début du mois de février 1935 que les États-Unis «stands out as a shining exception» en ce qui concerne le traitement offert aux réfugiés. Birchall prétend que les

¹³⁹ «"Humanitarian Bankruptcy" of the League of Nations: Private Letter of James G. McDonald on the Occasion of the Nuremberg Laws, September 18, 1935», Doc. 139, reproduit dans Strauss (éd.), op. cit., vol. 4, Jewish Emigration from Germany 1933-1942, Part 2, Restrictions on Emigration and Deportation to Eastern Europe, p. 290.

¹⁴⁰ «Refugees Continue Flight from Saar», New York Times, 21 février 1935, p. 9.

États-Unis, contrairement à bien d'autres pays, accueillent de nombreux ressortissants dont la citoyenneté a été abolie par l'Allemagne et prolongent sans trop de problèmes les visas de séjour temporaires pour éviter à certains visiteurs un douloureux retour en Allemagne. Birchall va même jusqu'à avancer, à tort, que les réfugiés temporairement installés aux États-Unis peuvent travailler¹⁴¹. En fait, le New York Times voit plutôt la situation des réfugiés comme un problème international et c'est en ce sens qu'il se permet de faire des recommandations. Le quotidien appuie notamment en éditorial le rapport que McDonald remet au mois de juillet 1935 demandant que les travaux de la Commission soient dorénavant assumés directement par la SDN¹⁴².

Néanmoins, McDonald, à la fin de l'année 1935, a pleinement conscience que ses efforts ne mènent nulle part. Il remet donc sa démission en tant que haut commissaire le 29 décembre. Sa lettre de démission est accompagnée d'une longue annexe décrivant la situation des Juifs et des opposants politiques dans le Reich¹⁴³. Encore aujourd'hui, ce document se veut une analyse juste et précise des persécutions commises par les nazis au début du III^e Reich. McDonald dresse un portrait rigoureux de la discrimination des Juifs, qui aborde aussi bien les violences physiques que l'abolition de la citoyenneté et l'encouragement à l'émigration. Contrairement à bien d'autres observateurs, McDonald comprend l'impact fatal qu'auront les lois de Nuremberg sur la vie des Juifs allemands:

More than 80 000 persons were obliged to leave Germany during the past three years and to seek refuge abroad. The vast majority of those affected, however, remained in their natural land in the hope that the programme of racial discrimination would be abandoned or moderated. This hope has been dispelled by the action of the *Reichstag* which met in extraordinary session at Nuremberg on September 15th, 1935, and approved legislation which withdraws citizenship from persons of "non-German blood". (...) Even more ominous was the declaration of the German Chancellor to the *Reichstag* that the new legislation constituted an attempt of the government at legal regulation of the Jewish problem so as to enable "the German people to find tolerable relations with the Jewish people". (...) The new legislation has altered the entire complexion of the refugee problem. At least half a million people have been deprived of political rights, their civil status has become that of "guests or wards of the State" and a threat of even more drastic action against them has been pronounced before the *Reichstag*. It is inevitable that these outcasts should seek to emigrate from the land which has disavowed them¹⁴⁴.

¹⁴¹ «Future Still Dark for German Exiles», New York Times, 13 février 1935, p. 7. Nous avons vu plus tôt que le département d'État refuse catégoriquement que les réfugiés provisoirement aux États-Unis puissent travailler.

¹⁴² «German Refugees», New York Times, 18 juillet 1935, p. 18.

¹⁴³ La lettre de démission de McDonald, sans l'annexe, est reproduite intégralement dans le New York Times, 30 décembre 1935, p. 12.

¹⁴⁴ «James G. McDonald's Honorable and Desperate Appeal to the World's Conscience, December 27, 1935», Doc. 140b, «Annex to the "Letter of Resignation"», in Strauss (éd.), op. cit., vol. 4, part 2, p. 295.

Le New York Times termine donc l'année 1935 en commentant la démission de McDonald. Le journal rend hommage à cet homme qui a toujours accompli sa lourde tâche avec professionnalisme et humanité, même s'il ne pouvait pas toujours refouler son indignation à l'endroit des actes perpétrés par les nazis. Le New York Times, par conséquent, fait preuve, tout comme McDonald, d'un profond pessimisme à la fin de 1935. La situation des Juifs en Allemagne est plus que jamais alarmante. Hitler et les siens ne semblent pas vouloir cesser les persécutions et la communauté internationale paraît désemparée devant le problème. En éditorial, le journal écrit:

(...)[T]he politicians now in control of the Reich have deliberately set out to take away the livelihood of half a million of German citizens. This is done partly by lawless personal brutality, but more by laws and decrees which are ingeniously devised to make outlaws all «non-Aryans» and to drive them to despair. The result is that an immense multitude of them would today flee from Germany if they could. Thus the problem of actual refugees is so swollen by the number of these potential refugees as to be almost staggering in its proportions¹⁴⁵.

Le New York Times apparaît donc perplexé à la fin de 1935. Les récents succès de Hitler en politique étrangère et la reprise des persécutions antisémites laissent le quotidien plutôt découragé quant à l'avenir de l'Allemagne et de la paix en Europe. Ses craintes seront malheureusement confirmées à peine quelques mois plus tard. En mars 1936, les troupes allemandes entrent en Rhénanie au mépris des accords de Locarno signés en 1925¹⁴⁶. Hitler est plus puissant que jamais, comme le démontrent les élections du 29 mars 1936 où il reçoit l'appui de plus de 99 % de la population. Plus qu'une indication de la popularité réelle du Führer, ces résultats témoignent de la faiblesse de l'opposition, pratiquement inexistante. Au mois d'août, Hitler connaîtra un autre succès avec la présentation des Jeux Olympiques, qui se transforment en véritable machine de propagande pour le Reich. Bientôt, en 1938, Hitler procédera à l'Anschluss, la réunification forcée de l'Autriche, et les nazis laisseront libre cours à leurs bas instincts durant la Nuit de Cristal. La marche vers la guerre et l'Holocauste est commencée.

¹⁴⁵ «German Refugees», New York Times, 30 décembre 1935, p. 18.

¹⁴⁶ Le traité signé à Locarno en 1925 par l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Italie, prévoyait que ces pays n'entreraient pas en guerre les uns contre les autres sauf pour des raisons de défense ou en accord avec une opération de la SDN. De même, les États signataires s'entendaient pour respecter leurs frontières respectives. Par ce même traité, l'Allemagne devenait membre de la SDN. David T. Zabecki (éd.), World War II in Europe: An Encyclopedia, vol. I, New York/Londres, Garland Publishing Inc, 1999, p. 111.

CONCLUSION

Nous avons tenté, dans ce mémoire, de rendre compte et d'expliquer l'attitude du New York Times devant la consolidation du régime nazi et les premières persécutions des Juifs en Allemagne. Pour ce faire, nous nous sommes arrêté aux années 1933 à 1935, qui correspondent non seulement à la prise de pouvoir de Hitler, mais aussi aux moments charnières du premier mandat à la présidence de Franklin Roosevelt.

Dès janvier 1933, le New York Times adopte une attitude négative à l'endroit des nazis. Le quotidien prédit tout d'abord, peu après la nomination de Hitler au poste de chancelier, que le nouveau gouvernement allemand ne durera pas. À n'en point douter, le journal est surpris des succès inattendus de Hitler. Encore au début de l'année 1933, le New York Times croyait que le nazisme ne constituait pas une menace pour l'Allemagne. Ce jugement n'était certes pas le plus juste, mais il était tout de même partagé par la majorité des observateurs de la scène politique allemande. D'autres journaux américains, comme le Los Angeles Times et le St. Louis Post-Dispatch, partagent cette opinion, tout comme l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, Frederic Sackett.

Les premières inquiétudes du New York Times quant aux conséquences de l'arrivée au pouvoir de Hitler ne tardent pas à se faire sentir. La violence qui entoure la campagne électorale de février 1933 et l'incendie du Reichstag au cours de ce même mois laissent le quotidien plus perplexe sur l'avenir de l'Allemagne. Les correspondants du New York Times, Frederick Birchall en tête, ne tardent pas à comprendre que les nazis sont les responsables de l'incendie du parlement et écrivent de nombreux articles faisant état de la répression politique. Malgré tout, même après la victoire de la coalition réunissant le NSDAP et les nationalistes de Hugenberg aux élections du 5 mars 1933, le journal émet des doutes sur la capacité de Hitler à se maintenir à la tête du Reich.

Toutefois, peu après les élections, le New York Times prend définitivement conscience que le régime nazi, loin d'être sur le point de s'écrouler, solidifie ses assises en 1933. Le quotidien publie une quantité de rapports, à compter du mois d'avril, faisant état de la répression des opposants politiques et de la création des camps de concentration. De même, le New York Times récuse les analyses conciliantes soutenant que les nazis ont sauvé l'Allemagne du péril communiste. Pour le journal, cette vision des événements ne

correspond pas à la réalité. Le journal soutient au contraire que ce sont les nazis qui sont responsables, par leur présence sur la scène politique allemande, de la puissance des communistes. De même, le New York Times, durant les premiers mois du régime nazi, tente de comprendre pourquoi les Allemands adhèrent en si grand nombre à l'idéologie nazie. Il n'est pas facile pour les journalistes de répondre à cette question qui, encore de nos jours, pose des problèmes aux historiens. Néanmoins, certains expliquent la popularité de Hitler par le désir profond d'unité nationale qui anime à ce moment les Allemands.

Ce n'est finalement qu'au cours des derniers mois de 1933 que les journalistes du New York Times expriment clairement l'idée que le régime nazi va durer. Frederick Birchall est sans doute celui qui se prononce avec le plus de retenue à ce sujet, écrivant que ceux qui rêvent à la fin prochaine de Hitler devraient se réveiller, puisque «the reality no longer matches the dream»¹. À la fin de 1933, le New York Times signifie également ses inquiétudes au sujet de la paix en Europe, car l'Allemagne quitte la conférence sur le désarmement et la SDN au mois d'octobre. Par conséquent, à la fin de 1933, le quotidien est plutôt pessimiste quant à la situation allemande, surtout qu'une autre conséquence de l'arrivée de Hitler au pouvoir, les persécutions antisémites, le dégoûte totalement.

Effectivement, les persécutions des Juifs ont débuté dès les premiers jours du III^e Reich. Tout d'abord hésitant à publier des nouvelles concernant les actes de violence commis contre les Juifs allemands, le New York Times, à compter du mois de mars 1933, devient un opposant implacable à l'antisémitisme nazi. Le journal accuse les nazis de ramener l'Allemagne à la sombre époque des pogroms, si bien que lorsqu'une manifestation antinazie est organisée à New York le 27 mars, il lui accorde son support. Il faut cependant attendre la tenue du boycottage des magasins juifs, le 1^{er} avril, pour que le New York Times s'attaque véritablement aux dirigeants nazis importants, comme Hitler et Goering, en les désignant comme les véritables responsables des persécutions antisémites. Sur ce plan, le quotidien se distingue nettement de certains diplomates américains, quelques-uns étant persuadés que Hitler a dû capituler devant les éléments radicaux de son parti et autoriser le boycottage, alors que le chancelier lui-même n'aurait joué qu'un rôle limité dans ces événements.

¹ «Lengthy Nazi Rule...», New York Times, 6 septembre 1933, p. 12.

Après le 1^{er} avril, le New York Times devient très virulent à l'endroit des nazis. En éditorial, il n'hésite pas à les qualifier de fous, de fanatiques et de malades mentaux. Mais surtout, le journal s'intéresse particulièrement aux Juifs eux-mêmes et aux efforts de conciliation que ces derniers doivent faire, dorénavant, pour mener leur vie en Allemagne. Le journaliste Otto D. Tolischus, durant les mois d'août et septembre, écrit à ce sujet une série d'articles qui montre le courage des Juifs allemands dans l'adversité.

L'année 1934 ne laisse pas la chance au New York Times d'améliorer son opinion des nazis. Le quotidien appuie sans condition le secrétaire d'État Cordell Hull lorsque des différends surviennent au sujet du paiement des dettes de l'Allemagne. La décision du ministre de l'Économie du Reich et président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, d'imposer un moratoire sur les remboursements, provoque l'indignation des rédacteurs du New York Times, qui perçoivent cette action comme le reflet du nationalisme aveugle de l'Allemagne. Au même moment, les relations entre les États-Unis et l'Allemagne sont aussi affectées par des rumeurs concernant la présence d'agitateurs nazis sur le sol américain. L'enquête visant à faire la lumière sur les actions des groupes nazis, débutée dès la fin de 1933 par le représentant démocrate de New York, Samuel Dickstein, amorce un début de panique aux États-Unis. Le New York Times n'y échappe pas et publie dans ses pages quelques articles empreints de sensationnalisme décrivant les activités de cette cinquième colonne.

Toutefois, ce sont les assassinats qui surviennent durant la nuit du 30 juin et les jours suivants qui retiennent principalement l'attention du journal new-yorkais en 1934. Hitler, aidé par d'autres membres influents du NSDAP, procède alors à une purge sans précédent qui touche spécialement la SA. Des divergences d'opinion entre le chancelier, les généraux de la Reichswehr et les leaders des chemises brunes mènent à l'élimination d'Ernst Röhm et de ses proches collaborateurs. L'épuration, cependant, ne se limite pas à la SA, Hitler profitant aussi des circonstances pour faire disparaître des membres influents chez les nationalistes, dont l'ancien chancelier von Schleicher.

Les correspondants du New York Times, Birchall et Tolischus en tête, décrivent avec force détails les exécutions commises durant cette «nuit des longs couteaux». Ceux-ci remarquent rapidement que la purge permet à Hitler de devenir le maître incontesté du Reich. L'ambassadeur des États-Unis en Allemagne, William Dodd, analyse également la situation correctement. Pour lui, il ne fait aucun doute que Hitler sort vainqueur de ces

événements. Les jugements des rédacteurs du New York Times s'avèrent toutefois plus problématiques. En éditorial, le journal, contrairement à l'avis de ses reporters à Berlin, rapporte que les incidents du 30 juin suggèrent que Hitler est dorénavant en position de faiblesse. Le quotidien prédit, encore une fois, la chute prochaine du dictateur. Cependant, il ne faut que peu de temps pour que le journal revienne à des positions plus réalistes. Quelques semaines plus tard, le New York Times, tranchant avec ses premières impressions à la suite de la « nuit des longs couteaux », ne met plus en doute le pouvoir absolu détenu par Hitler. Les articles de Edwin L. James et de Anne O'Hare McCormick laissent clairement entendre que le « caporal autrichien », qui cumule désormais les fonctions de chancelier et de président après la mort de Hindenburg le 2 août 1934, est désormais l'homme fort de l'Allemagne.

En ce qui concerne la persécution des Juifs, le New York Times ne cesse de la dénoncer en 1934, même si cette année fait place à une certaine accalmie sur ce plan. Otto Tolischus écrit notamment quelques articles qui témoignent que, même si la violence a diminué par rapport à l'année précédente, la vie des Juifs n'est pas plus facile dans le Reich. Certains journalistes, de prime abord peu concernés par les persécutions, joignent même les rangs de leurs confrères et s'en prennent eux aussi aux théories raciales qui animent le III^e Reich. Waldemar Kaempffert, éditeur de la page scientifique du New York Times, est l'un de ceux-là. Kaempffert dirige avant tout ses attaques contre la loi sur la stérilisation, qui entre en application au début de l'année 1934. Il dénonce cette législation comme étant un autre moyen des nazis pour réprimer les non-Aryens, signalant, entre autres, les mesures d'application très subjectives de la loi.

Les nombreux développements qui surviennent en Allemagne nazie en 1935, tant au niveau de la politique intérieure qu'en politique étrangère, viennent finalement confirmer les premiers jugements du New York Times à l'endroit du régime nazi. Tout d'abord, le quotidien s'inquiète énormément de la remilitarisation du Reich à compter de mars 1935, faisant en cela écho à de nombreux diplomates américains comme Breckinridge Long, George Messersmith et, surtout, William Dodd. Le journal devient aussi, à la même période, plus critique devant l'inaction américaine face à la menace posée par l'Allemagne. Tout comme l'ambassadeur Dodd, des journalistes du New York Times, notamment Edwin L. James, s'en prennent alors à l'isolationnisme des États-Unis, principalement lorsque l'accord naval est signé entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, le 18 juin. Pour James,

cet accord représente une menace directe aux intérêts américains et il reproche sévèrement à Cordell Hull de ne pas se soucier davantage de ces questions.

Malheureusement, les persécutions antisémites ne prennent pas fin en 1935. Au contraire, après la relative tranquillité remarquée en 1934, l'année 1935 fait place à une radicalisation des mesures anti-juives. Cela se voit, par exemple, dans la soudaine notoriété qu'acquiert Julius Streicher, éditeur du journal Der Stürmer, qui s'en prend alors aux cas de «souillure de la race». Les correspondants du New York Times perçoivent dès lors que la situation des Juifs n'ira, à partir de ce moment, que de mal en pis. Effectivement, la situation dégénère, d'abord au mois de juillet, alors que le Kurfürstendamm est le lieu d'émeutes antisémites violentes, puis au mois de septembre, quand Hitler promulgue les lois de Nuremberg. Il s'agit de deux événements centraux dans l'histoire des persécutions contre les Juifs dans le III^e Reich, que le New York Times traite abondamment, mais parfois avec des faiblesses, il faut le reconnaître. Il est essentiel de mentionner que la majorité des journalistes trouvent les lois répugnantes, mais attendent que des décrets économiques y soient ajoutés avant de les considérer comme un véritable changement d'attitude du régime à l'endroit des Juifs. Le New York Times demeure aussi détaché devant le problème des réfugiés allemands. Bien qu'il supporte les initiatives du haut commissaire pour les réfugiés, James G. McDonald, jamais le journal n'exerce de véritables pressions sur le gouvernement de FDR pour que celui-ci aide davantage ceux qui tentent de fuir l'Allemagne nazie.

Quel bilan, finalement, peut-on tirer de la couverture de presse réalisée par le New York Times ? Nous croyons qu'il s'agit, globalement, d'un bilan positif. Bien entendu, les journalistes, tout comme les rédacteurs, ont parfois commis des erreurs de jugement concernant la force réelle du régime nazi et les implications des persécutions antisémites. Néanmoins, nous avons remarqué que rares sont les cas où le journal est totalement dans l'erreur. Parfois, le New York Times affirme en éditorial que le régime nazi est sur le point de s'effondrer, et pourtant, au même moment, des correspondants écrivent le contraire. Lorsque cela se produit, il est fort révélateur de noter que le bureau éditorial en vient inmanquablement à se ranger du côté des correspondants, qui sont évidemment plus au fait de la situation parce que directement sur le terrain.

Ainsi, nous croyons que la thèse de Deborah Lipstadt², aussi excellente qu'elle soit, mérite des précisions. Le New York Times, selon nous, fait bonne figure dans la couverture qu'il fait des événements qui suivent l'arrivée au pouvoir de Hitler. Tous les journaux n'ont donc pas été floués par les nazis, comme Lipstadt le laisse par moment supposer.

Les historiens Richard Breitman et Alan Kraut ont critiqué le livre de Lipstadt en lui reprochant de ne pas montrer comment une presse qui aurait été plus sensible au sort des Juifs européens aurait pu influencer les politiques du gouvernement de Roosevelt³. Notre recherche apporte à cette question une amorce de réponse: la presse n'avait que peu de poids dans les orientations que l'administration entendait suivre à ce sujet. Même le journal le plus important et le plus influent des États-Unis, le New York Times, n'a pas été en mesure de faire bouger le gouvernement américain. Il est vrai que durant la période étudiée, le quotidien ne réclame pas d'interventions précises de la part de FDR en faveur des Juifs allemands. Pourtant, les critiques sévères que le journal adresse aux nazis et à leur antisémitisme n'amènent même pas le président à se prononcer sur ces questions. Entre 1933 et 1935, Roosevelt demeure complètement muet au sujet des persécutions des Juifs et se fait même plutôt conciliant à l'endroit du Reich. Cela signifie-t-il qu'il ait été indifférent à leur sort ? Les spécialistes de la question ne le croient pas⁴. Au contraire, il semble que FDR était, en privé, très sensible aux problèmes de la communauté juive allemande. Seulement, cette sensibilité ne s'est jamais transformée, au cours de la période à l'étude, en actions concrètes.

Il apparaît donc que Roosevelt n'a pas été en mesure de surmonter l'opinion publique américaine, peu intéressée par la situation des Juifs allemands. Il manque néanmoins des recherches sérieuses à ce propos, qui établiraient justement comment les Américains, dans leur ensemble et leurs différences, s'intéressaient à ce qui se passait en Allemagne au début des années 1930. Une simple étude de la presse ne suffit pas à faire ressortir ces tendances de l'opinion publique. Plus encore, il nous semble primordial d'entreprendre des recherches sur les réactions du Congrès devant la montée du nazisme. À notre connaissance, et étonnamment, cela n'a pas été fait jusqu'à présent. Pourtant,

² Lipstadt avance, comme nous l'avons écrit à quelques reprises dans ce mémoire, que la presse américaine a mal rapporté les nouvelles concernant les persécutions des Juifs.

³ Breitman et Kraut, *op. cit.*, pp. 4-5.

⁴ *Ibid.*, pp. 236-237.

tous les historiens font état des pressions des membres conservateurs et isolationnistes du Congrès qui auraient empêché FDR d'intervenir plus énergiquement et plus tôt en faveur des Juifs européens⁵. Les pressions du Congrès ont-elles été aussi importantes qu'on le laisse souvent supposer ? Cela reste encore à montrer.

⁵ Richard Breitman fait état de ce manque de recherche concernant l'opinion publique et le Congrès dans son article «The Failure to Provide a Safe Haven for European Jewry», in Newton (éd.), *op. cit.*, pp. 130, 139.

ANNEXES

Tableau 1: Distribution des votes lors des élections nationales dans la république de Weimar (en pourcentage)

Partis	Élections									
	1919	1920	1924a	1924b	1928	1930	1932	1932b	1933	
NSDAP	–	–	6.5	3.0	2.6	18.3	37.3	33.1	43.9	
DNVP	10.3	15.1	19.5	20.5	14.2	7.0	5.9	8.3	8.0	
Wirtschaftspartei	–	–	1.8	2.1	4.5	3.9	0.4	0.3	–	
Partis d'intérêts spéciaux	1.0	2.5	4.4	4.1	6.4	8.8	2.1	2.4	1.6	
DVP	4.4	13.9	9.3	10.1	8.7	4.5	1.2	1.9	1.1	
DDP (DSP)	18.5	8.3	5.7	6.3	4.9	3.8	1.0	0.9	0.8	
Zentrum / BVP	19.7	18.0	16.6	17.4	15.2	14.8	15.7	15.0	14.0	
SPD	37.9	21.6	20.5	26.0	29.8	24.5	21.6	20.4	18.3	
USPD	7.6	17.9	0.8	0.3	–	–	–	–	–	
KPD	–	2.1	12.6	8.9	10.6	13.1	14.3	16.9	12.3	
Autres	0.6	0.6	2.3	1.3	3.1	1.3	0.5	0.7	0.0	

Source: Barrie M. Ratcliffe, Le National-Socialisme en Allemagne: guide d'étude. Département d'histoire, Université Laval, 1995, p. 51.

Description des partis politiques:

NSDAP: Parti nazi, contre la démocratie et la république, nationaliste, anti-capitaliste et anti-socialiste.

DNVP: Nationaliste et conservateur, contre la démocratie et la république, cherche la restauration du système politique d'avant 1914.

Wirtschaftspartei: En faveur des intérêts de la vieille classe moyenne indépendante, des commerçants, des artisans, etc... souvent les habitants des petites villes.

Partis d'intérêts spéciaux: Cette catégorie regroupe différents partis dévoués à la défense des intérêts de certaines parties de la population allemande, comme les fermiers (*Landbund, Landvolk, etc.*), ou encore certaines minorités ethniques (*Polen-Partei*). Cette catégorie comprend également certains partis de droite plus marginaux, notamment le *Konservative Volkspartei*.

DVP: Libéraux nationaux, ils sont sceptiques devant le système républicain, mais coopèrent néanmoins. Les cercles industriels et les cols-blancs surtout supportent ce parti.

DDP: Libéraux démocrates, ils sont plus enclins à participer au système républicain, bien que leurs supporters soient essentiellement les mêmes que le *DVP*.

Zentrum/BVP: Parti catholique, qui a de fortes assises régionales. Le *Zentrum* n'a pas d'engagement spécifique envers aucune classe. Ce parti est représenté dans tous les gouvernements de la république jusqu'au cabinet formé par Papen.

SPD: Sociaux démocrates, qui participent activement au système républicain, travaillant surtout à apporter des réformes sociales. Le support de ce parti provient essentiellement des villes.

USPD: Parti qui ne survit que quelques années, il naît à la suite d'une division du *SPD*. Ce parti représente surtout les intérêts des pacifistes de gauche à l'époque de la guerre.

KPD: Parti communiste, qui émerge du mouvement *Spartakus* après 1918. Opposés au parlementarisme, les communistes allemands prêchent des idées révolutionnaires.

Tableau 2: A) Le chômage en Allemagne entre 1921 et 1940 (moyenne annuelle, selon les données officielles)

Année	Nombre de chômeurs (x1000)	Pourcentage
1921	346	1.8
1922	215	1.1
1923	818	4.1
1924	927	4.9
1925	682	3.4
1926	2.025	10.0
1927	1.312	6.2
1928	1.391	6.3
1929	1.899	8.5
1930	3.076	14.0
1931	4.520	21.9
1932	5.603	29.9
1933	4.804	25.9
1934	2.718	13.5
1935	2.151	10.3
1936	1.593	7.4
1937	912	4.1
1938	429	1.9
1939	119	0.5
1940	52	0.2

Source: Tim Kirk, *The Longman Companion to Nazi Germany*, Londres/New York, Longman, 1995, p. 94.

Tableau 2: B) Chômage caché en Allemagne, 1928-1933

Année	Statistiques officielles		Statistiques incluant le chômage caché	
	Nombre de chômeurs (x1000)	Pourcentage	Nombre de chômeurs (x1000)	Pourcentage
1928	1.862	9.5	2.977	14.4
	1.012	5.0	1.867	8.8
1929	2.850	14.0	3.710	17.7
	1.251	6.0	1.800	8.4
1930	3.218	15.8	3.920	18.6
	2.765	13.5	3.605	17.1
1931	4.887	24.8	5.982	29.1
	3.990	20.3	5.134	25.0
1932	6.042	32.2	7.619	38.0
	5.392	28.9	7.164	35.4

Notes: Les données correspondent aux statistiques des mois de février et d'août de chaque année.

Source: Tim Kirk, *The Longman Companion to Nazi Germany*, Londres/New York, Longman, 1995, p. 94.

Tableau 3: Situation financière de l'Allemagne entre 1928/1929 et 1938/1939 (en milliards de Reichsmark)

Année fiscale	Revenus du gouvernement	Dépenses du gouvernement	Dettes totale
1928-1929	9.0	13.0	-
1932-1933	6.6	9.2	12.3
1933-1934	6.8	8.9	13.9
1934-1935	8.2	12.6	15.9
1935-1936	9.6	14.1	20.1
1936-1937	11.4	17.3	25.8
1937-1938	13.9	21.4	31.2
1938-1939	17.7	32.9	41.7

Notes: Année fiscale débutant le 1^{er} avril pour les colonnes 1 et 2. Fin de l'année fiscale pour la colonne 3. Fin de l'année pour la colonne 4.

Source: Richard Overy. The Penguin Historical Atlas of the Third Reich. Londres/New York. Penguin Books. 1996. p. 127.

Tableau 4: Population juive en Allemagne en 1933

État (ville)	Nombre	% de la population de l'État	% de tous les Juifs allemands
Prusse (Berlin)	361 826 (160 564)	0.9 (3.8)	72.4 (32.1)
Bavière	41 939	0.5	8.4
Saxe	20 584	0.4	4.1
Wurtemberg	10 023	0.4	2.0
Baden	20 617	0.9	4.1
Thuringe	2 882	0.2	0.6
Hesse	17 888	1.3	3.6
Hamburg	16 973	1.4	3.4
Mecklenburg	1 003	0.1	0.2
Oldenburg	1 240	0.2	0.3
Brunswick	1 174	0.2	0.2
Bremen	1 438	0.4	0.3
Anhalt	901	0.2	0.2
Lippe	510	0.3	0.1
Lübeck	497	0.4	0.1
Schaumburg-Lippe	187	0.4	0.0
Reich	499 682	0.8	100.0

Note: Données établies selon la religion des répondants dans le recensement.

Source: Tim Kirk. The Longman Companion to Nazi Germany. London/New York. Longman. 1995. p.167.

Tableau 5: Antisémitisme aux États-Unis selon les groupes d'âge, 1946

Groupe d'âge	Proportion de la population adulte des États-Unis	Proportion d'antisémites
21-34 ans	31,4 %	25,8 %
35-49 ans	33,2 %	39,8 %
50 ans et plus	35,4 %	34,4 %
Total	100,0 %	100,0 %

Source: Hazel Gaudet Erskine, «The Polls: Religious Prejudice, Part 2: Anti-Semitism», *The Public Opinion Quarterly*, vol. 29 (Winter 1965-1966), p. 653.

Tableau 6: Antisémitisme aux États-Unis selon les régions, 1946

Région des États-Unis	Proportion de la population adulte des États-Unis	Proportion d'antisémites
Nord-Est	28,2 %	36,2 %
Mid-Ouest	30,9 %	35,8 %
Sud	29,7 %	20,8 %
Ouest	11,2 %	7,2 %
Total	100,0 %	100,0 %

Source: Hazel Gaudet Erskine, «The Polls: Religious Prejudice, Part 2: Anti-Semitism», *The Public Opinion Quarterly*, vol. 29 (Winter 1965-1966), p. 653.

BIBLIOGRAPHIE

1) Sources

CANTRIL, Hadley. Public Opinion 1935-1946. New York, Greenwood Press, 1978. 1191 p.

Documents on German Foreign Policy. 1918-1945. Series C (1933-1937): The Third Reich: First Phase. Volume 1 à 4 (janvier 1933 à mars 1936). Londres, Her Majesty's Stationary Office, 1957, 1959, 1962.

ERSKINE, Hazel Gaudet. «The Polls: Religious Prejudice, Part 2: Anti-Semitism». Public Opinion Quarterly, no.29 (Winter 1965-1966), pp.649-664.

Foreign Relations of the United States. United States Department of State, 1933 (vol. 2); 1934 (vol. 2); 1935 (vol. 2). Washington, Government Printing Office, 1949, 1951, 1952.

HULL, Cordell. The Memoirs of Cordell Hull. 2 volumes. London, Hodder & Stoughton, 1948. 1804 p.

New York Times, 1933 à 1935 (incluant le New York Times Magazine).

STRAUSS, Herbert A. (General Editor), Jewish Immigrants of the Nazi Period in the USA: A Documentary History, New York, K. G. Saur, 1978, 5 volumes.

2) Dictionnaires, encyclopédies, guides bibliographiques et atlas

(Les informations factuelles sur les sénateurs et les représentants cités dans ce mémoire ont été obtenues sur le site internet du Congrès des États-Unis: <http://bioguide.congress.gov/scripts>).

BLAZEK, Ron et Anna H. PERRAULT. United States History: A Selective Guide to Information Sources. Englewood, Libraries Unlimited Inc, 1994. 411 p.

BORDMAN, Gerald. The Oxford Companion to American Theatre. New York/Oxford, Oxford University Press, 1984. 734 p.

BURNS, Richard Dean (éd.). Guide to American Foreign Relations since 1700, Santa Barbara, The Society for Historians of American Foreign Policy, 1983. 1311 p.

CANDEE, Marjorie Dent (éd.). Current Biography Yearbook 1957. New York, The H. W. Wilson Company, 1957. 637 p.

FINDLING, John E. Dictionary of American Diplomatic History. Westport, Greenwood Press, 1989 (2^e édition). 674 p.

FREIDEL, Frank (éd.). Harvard Guide to American History. Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1974. 1290 p. (2 volumes).

GOEHLERT, Robert U. et Elizabeth R. HOFFMEISTER. The Department of State and American Diplomacy. A Bibliography. New York, Garland Publishing, 1986. 349 p.

GRAHAM Jr., Otis L. et Meghan ROBINSON WANDER (éds.). Franklin D. Roosevelt: His Life and Times. An Encyclopedic View. New York, Da Capo Press, 1990. 483 p.

JACKSON, Kenneth T (éd.). Dictionary of American Biography, Supplement Nine, 1971-1975. New York, Charles Scribner's Sons, 1975.

JENTLESON, Bruce W. et Thomas G. PATERSON (éds.). Encyclopedia of U.S. Foreign Relations. New York/Oxford, Oxford University Press, 1997. 4 volumes.

KIRK, Tim. The Longman Companion to Nazi Germany. London and New York, Longman, 1995. 277 p.

McKERNAN, Joseph P. Biographical Dictionary of American Journalism. New York, Greenwood Press, 1989, pp. 450-451.

MILZA, Pierre et Serge BERNSTEIN. Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme. Paris, Complexe, 1992. 866 p.

MORITZ, Charles (éd.). Current Biography Yearbook 1967. New York, The H. W. Wilson Company, 1967. 513 p.

_____. Current Biography Yearbook 1985. New York, The H. W. Wilson Company, 1985. 494 p.

MUCHIELLI, Alex (dir.). Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences sociales. Paris, Armand Colin, 1996. 275 p.

OLSON, James S. (éd.). Historical Dictionary of the New Deal: From Inauguration to Preparation for War. Westport, Greenwood Press, 1985. 611 p.

OVERY, Richard. The Penguin Historical Atlas of the Third Reich, Londres / New York, Penguin Books, 1996. 143 p.

PANETH, Donald. The Encyclopedia of American Journalism, New York, Facts on File Publication Co., 1983. 548 p.

PRUCHA, Francis Paul. Handbook for Research in American History: A Guide to Bibliographies and Other Reference Works. Lincoln/London, University of Nebraska Press, 1994. 214 p.

PARISH, Peter J. (éd.). Reader's Guide to American History. Chicago, Fitzroy Dearborn Publishers, 1997. 880 p.

Who's Who in America: A Biographical Dictionary of Notable Living Men and Women, vol. 24, 1946-1947. Chicago, The A. N. Marquis Co., 1946. 2814 p.

Who Was Who in America, vol. 5, 1969-1973. Chicago, Marquis Who's Who, 1973. 1031 p.

3) Ouvrages généraux

BERDING, Helmut. Histoire de l'antisémitisme en Allemagne. Paris, Éditions de la maison des sciences de l'homme, 1991. 282 p.

KERSHAW, Ian. Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation. Paris, Gallimard, 1992. 414 p., Coll. Folio Histoire.

MARRUS, Michael R. L'Holocauste dans l'histoire. Paris, Flammarion, 1994. 336 p. Coll. Champs.

MILZA, Pierre. Les Fascismes. Paris, Seuil, 1991. 603 p.

4) Études

ADAMS, Uwe D. «An Overall Plan for Anti-Jewish Legislation in the Third Reich ?», in Michael R. MARRUS (éd.), The Nazi Holocaust 2. The Origins of the Holocaust. Westport, Meckler, 1989, pp. 431-453.

ALTSCHULL, J. Herbert. «Kruschev and the Berlin «Ultimatum»: the Jackal Syndrome and the Cold War». Journalism Quarterly, vol. 54 (Fall 1977), pp. 545-551; 565.

ANGRESS, Werner T. «The German Jews, 1933-1939», in Henry FRIEDLÄNDER et Sybil MILTON (éds.), The Holocaust: Ideology, Bureaucracy, and Genocide. New York, Millwood, 1978, pp. 69-84.

ARCHER, Jules. The Plot to Seize the White House. Hawthorn Books, 1973.

BANKIER, David. «German Public Awareness of the Final Solution», in David CESARINI (éd.), The Final Solution. Origins and Implementation. London et New York, Routledge, 1994, pp. 215-227.

BEDARIDA, François. «Le peuple allemand, l'antisémitisme et le génocide». Esprit, no. 230-231 (mars-avril 1997), pp. 109-116.

BENDER, Thomas. New York Intellect: A History of Intellectual Life in New York City from 1750 to the Beginnings of Our Own Time. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1987. 422 p.

BERGER, Meyer. The Story of the New York Times: The First 100 Years, 1851-1951. New York, Arno Press, 1970. 589 p.

BERNARD, William S. «Immigration: History of U.S. Policy», in David JACOBSON (éd.), The Immigration Reader: America in a Multidisciplinary Perspective. Malden (MA)/Oxford, Blackwell Publishers, 1998, pp. 48-71.

BILLINGTON, Ray Allen. «The Origins of Middle Western Isolationism». Political Science Quarterly, vol. LX, no. 1 (March 1945), pp. 44-64.

BOCK, Gisela. «Racisme, stérilisation obligatoire et maternité sous le national-socialisme», in Rita THALMANN (éd.), Femmes et Fascisme. Paris, Tierce, 1986, pp. 99-113.

_____. «Racism and Sexism in Nazi Germany: Motherhood, Compulsory Sterilization, and the State». Signs, vol. 8, no. 3 (Spring 1983), pp. 400-421.

BOYCE, D.G. «Public Opinion and Historians». History, the Journal of the Historical Association, vol. 63, no. 208, (June 1978), pp. 214-228.

BREITMAN, Richard et Allan KRAUT. American Refugee Policy and European Jewry, 1933-1945. Bloomington, Indiana University Press, 1987. 310 p.

_____. «The Failure to Provide a Safe Haven for European Jewry», in Verne W. NEWTON (éd.), FDR and the Holocaust. New York, St. Martin's Press, 1996, pp. 129-143.

BURIN, Philippe. Hitler et les Juifs: Genèse d'un génocide. Paris, Éditions du Seuil, 1989. 202 p.

_____. «Vers la solution finale», L'Histoire. Numéro Spécial, Auschwitz: La solution finale, octobre 1998, pp. 22-25.

BURKE, Bernard V. Ambassador Frederic Sackett and the Collapse of the Weimar Republic, 1930-1933: The United States and Hitler's Rise to Power. Cambridge, Cambridge University Press, 1994. 330 p.

BURLEIGH, Michael et Wolfgang WIPPERMANN. The Racial State: Germany 1933-1945. Cambridge, Cambridge University Press, 1991. 386 p.

CARLETON, William G. «Isolationism and the Middle West». The Mississippi Valley Historical Review, vol. XXXIII, no. 3 (December 1946), pp. 377-390.

CLARK, Lawrence et Brian HALLAHAN. «"A Sullen and Selfish Isolation"», in Carl C. HODGE et Cathal J. NOLAN, Shepherd of Democracy ? America and Germany in the Twentieth Century. Westport, Greenwood Press, 1992, pp. 41-54.

CLIFFORD, J. Garry. «Transcript of the Summary of the Conference on "Policies and Responses of the American Government toward the Holocaust", 11-12 November 1993», in Verne W. NEWTON (éd.), FDR and the Holocaust. New York, St. Martin's Press, 1996, pp. 3-28.

COJEAN, Annick. «Le *New York Times* ou l'obsession de l'excellence», in Au Pays des quotidiens: enquête sur huit titres étrangers. Présenté par le journal Le Monde, Paris, 9 feuilles. L'article de Cojean est paru dans Le Monde le 9 décembre 1994.

CRAMER, Clayton. «An American Coup d'État ?», History Today, vol. 45, no. 11 (November 1995), pp. 42-47.

DALLEK, Robert. «Beyond Tradition: The Diplomatic Careers of William E. Dodd and George S. Messersmith, 1933-1938». The South Atlantic Quarterly, vol. 66, no. 2 (Spring 1967), pp. 233-244.

_____. Democrat and Diplomat: The Life of William E. Dodd. New York, Oxford University Press, 1968. 415 p.

_____. Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy 1932-1945. New York, Oxford University Press, 1979. 657 p.

DEMM, Eberhard. «Propaganda and Caricature in the First World War», Journal of Contemporary History, vol. 28, no. 1, (January 1993), pp. 163-192.

DIAMOND, Sander A. The Nazi Movement in the United States. 1924-1941. Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1974.

DINNERSTEIN, Leonard. Antisemitism in America. New York/Oxford, Oxford University Press, 1994. 369 p.

DIVINE, Robert. American Immigration Policy, 1924-1952. New York, Da Capo Press, 1972, (édition originale New Haven, Yale University Press, 1957). 220 p.

FEINGOLD, Henry L. Bearing Witness. How America and its Jews Responded to the Holocaust. Syracuse, Syracuse University Press, 1995. 322 p.

_____. «Roosevelt and the Holocaust: Reflections on the New Deal Humanitarianism». Judaism, vol.18, no.3 (1969), pp. 259-276.

_____. «Stephen Wise and the Holocaust», in Michael R. MARRUS (éd.), The Nazi Holocaust. 8. Bystanders to the Holocaust. Volume 2, Westport, Meckler, 1989, pp. 750-761.

_____. The Politics of Rescue: The Roosevelt Administration and the Holocaust 1938-1945. New Brunswick, Rutgers University Press, 1970. 394 p.

FISCHEL, Jack. «American Response to the Holocaust, 1933-1945», in Saul S. FRIEDMAN (éd.), Holocaust Literature. A Handbook of Critical, Historical, and Literary Writings. Westport, Greenwood Press, 1994, pp. 470-478.

FRIEDLÄNDER, Saul. Hitler et les États-Unis (1939-1941). Genève, Librairie Droz, 1963. 298 p.

_____. L'Allemagne nazie et les Juifs. 1. Les années de persécution (1933-1939). Paris, Seuil, 1997. 422 p.

FRIEDMAN, Saul S. No Haven for the Oppressed: United States Policy Toward Jewish Refugees, 1938-1945. Detroit, Wayne State University Press, 1973.

GEORGE, Alexander L. «Case Studies and Theory Development: The Method of Structured, Focused Comparison», in Paul Gordon LAUREN (éd.), Diplomacy: New Approaches in History, Theory, and Policy. New York, Free Press, 1979, pp. 43-68.

GERBER, David A. (éd.). Anti-Semitism in American History. Urbana, University of Illinois Press, 1986. 428 p.

GILBERT, Martin. Auschwitz and the Allies. New York, Holt, Rinehart and Winston, 1981.

GOLDHAGEN, Daniel Jonah. Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust. New York, Vintage Books, 1997. 634 p.

GORIELY, Georges. «Extrême droite et droite extrême dans l'Allemagne des années 30». L'Europe en formation: Les cahiers du fédéralisme, no.301 (été 1996), pp. 29-48.

_____. Hitler prend le pouvoir. Paris, Complexe, 1982. 217 p. Coll. «La mémoire du siècle».

GOTTLIEB, Moshe. «The Berlin Riots of 1935 and Their Repercussions in America». American Jewish Historical Quarterly, vol. 59, no. 3 (1970), pp. 302-331.

GROSSMAN, Anita. «Feminist Debates about Women and National Socialism». Gender and History, vol. 3, no. 3 (Autumn 1991), pp. 350-358.

GURY, Denise. «Le national-socialisme et la protection du sang allemand». Revue d'Allemagne, tome 13, no.3 (juillet-septembre 1981), pp. 537-553.

HARRIS, Ruth. «The "Child of the Barbarian": Rape, Race and Nationalism in France During the First World War», Past and Present, no. 141 (November 1993), pp. 170-206.

HEARDEN, Patrick J. Roosevelt Confronts Hitler: America's Entry into World War II. Dekalb, Northern Illinois University Press, 1987. 328 p.

HEFFER, Jean et François WEIL (dir.). Chantiers d'histoire américaine, Paris, Belin, 1994. 469 p.

HERZSTEIN, Robert E. Roosevelt and Hitler: Prelude to War. New York, Paragon House, 1989. 500 p.

JABLONSKY, David. «Röhm and Hitler: The Continuity of Political and Military Discord», Journal of Contemporary History, vol. 23, no. 3 (July 1988), pp. 367-386.

KAYSER, Jacques. Le quotidien français. Paris, Armand Colin, 1963. 169 p.

KAZIN, Alfred. «Hommage to Varian Fry». New Republic, vol. 218, no. 6 (9 février 1998), pp. 27-30.

KERSHAW, Ian. Hitler, 1889-1936: Hubris. Londres, Allen Lane/Penguin Press, 1998. 845 p.

_____. L'opinion allemande sous le nazisme: Bavière 1933-1945. Paris, CNRS éditions, 1995, (édition originale anglaise en 1983). 375 p.

KITCHENS III, James H. «The Bombing of Auschwitz Reexamined», in Verne W. NEWTON (éd.), FDR and the Holocaust. New York, St. Martin's Press, 1996, pp. 183-218.

KLUG, Adam. The German Buybacks 1932-1939: A Cure for Overhang ?. Princeton, International Finance Section, Princeton University, 1993. Coll. Princeton Studies in International Finance, no. 75. 70 p.

KOENIG, Pierre. «Les lois de Nuremberg et le statut des Juifs sous le IIIe Reich». Revue d'Allemagne, tome 13, no.3 (juillet-septembre 1981), pp. 554-570.

KOONZ, Klaudia. Mothers in the Fatherland: Women, the Family and the Nazi Politics. New York, St. Martin's Press, 1987.

_____. «A Response to Eve Rosenhaft». Radical History Review, vol. 43 (1989), pp. 81-85.

KÜHL, Stefan. «The Cooperation of German Racial Hygienists and American Eugenists before and after 1933», in Michael BERENBAUM et Abraham J. PECK (éds.), The Holocaust and History: The Known, the Unknown, the Disputed and the Reexamined. Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1998, pp. 134-151.

LAQUEUR, Walter. The Terrible Secret. Suppression of the Truth about Hitler's «Final Solution». Boston, Little, Brown and Company, 1980. 262 p.

LIPSET, Seymour Martin et Earl RAAB. The Politics of Unreason: Right-Wing Extremism in America, 1790-1970. New York, Harper and Row, 1970. 547 p.

LIPSTADT, Deborah E. Beyond Belief: The American Press and the Coming of the Holocaust 1933-1945. New York, The Free Press, 1986. 370 p.

_____. «Compte rendu du livre de Henry L. Feingold, Bearing Witness...», The American Historical Review, vol. 103, no. 4 (October 1998), pp. 1345-1346.

_____. «Pious Sympathies and Sincere Regrets: The American News Media and the Holocaust from Kristalnacht to Bermuda, 1938-1943», in Michael R. MARRUS (éd.), The Nazi Holocaust. 8. Bystanders to the Holocaust. Volume 1, Westport, Meckler, 1989, pp. 99-118.

_____. «The American Press and the Persecution of American Jewry: The Early Years, 1933-35», Leo Baeck Institute Year Book, vol. 29, 1984, pp. 27-55.

MANAA, Mohammed. «Instruments médiatiques et opinion publique occidentale dans les stratégies politiques des nationalistes algériens: le cas du *New York Times*». Thèse de Doctorat, Université Laval, 1992. 531 p.

MARGOLIAN, Howard. «Bureaucracy and the "Jewish Question" in Prewar Nazi Germany: The Nuremberg Legislation of 1935 as a Case Study», in Sanford PINSKER et Jack FISCHER (éds.), Holocaust Studies Annual. 1991. General Essays. New York/Londres, Garland Publishing, 1992, pp. 69-97.

MERRILL, John C. The Elite Press: Great Newspapers of the World, New York, Pitman Publishing Corporation, 1968. 336 p.

MITCHELL, Otis C. Hitler Over Germany: The Establishment of the Nazi Dictatorship (1918-1934). Philadelphie, The Institute for the Study of Human Issues, 1983. 294 p.

MORSE, Arthur. While Six Million Died: A Chronicle of American Apathy. New York, Random House, 1967. 357 p.

MÜLLER-HILL, Benno. «Human Genetics and the Mass Murders of Jews, Gypsies and Others», in Michael BERENBAUM et Abraham J. PECK (éds.), The Holocaust and History: The Known, the Unknown, the Disputed and the Reexamined. Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1998, pp. 103-114.

NEWTON, Verne W. (éd.). FDR and the Holocaust. New York, St. Martin's Press, 1996. 278 p.

NORDEN, Margaret K. «Editorial Response to the Rise of Adolf Hitler: A Preliminary Consideration», American Jewish Historical Quarterly, vol. 59, no. 3 (1970), pp. 290-301.

NOUHAILAT, Yves-Henri. «Les Américains ont-ils été isolationnistes entre les deux Guerres mondiales ?». Relations internationales, no. 22 (été 1980), pp. 125-140.

OFFNER, Arnold A. American Appeasement: United States Foreign Policy and Germany, 1933-1938. Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1969. 328 p.

_____. «Misperception and Reality: Roosevelt, Hitler, and the Search for a New Order in Europe». Diplomatic History, vol. 15, no. 4 (Fall 1991), pp. 607-619.

PENKOWER, Monty Noam. The Jews Were Expendable: Free World Diplomacy and the Holocaust. Urbana, University of Illinois Press, 1983.

ROBY, Yves. Les Québécois et les investissements américains, 1918-1929. Québec, Presses de l'Université Laval, 1976. 250 p.

ROSS, Robert W. So it Was True: The American Protestant Press and the Nazi Persecution of the Jews. Minneapolis, University of Minnesota Press, 1980.

ROSENSTOCK, Werner. «Exodus 1933-1939: A Survey of Jewish Emigration from Germany», in Michael R. MARRUS (éd.), The Nazi Holocaust. 8. Bystanders to the Holocaust. Volume 1, Westport, Meckler, 1989, pp.143-160.

RUBINSTEIN, William D. The Myth of Rescue: Why the Democracies Could Not Have Saved More Jews from the Nazis. London and New York, Routledge, 1997. 267 p.

SALDERN, Adelheid von. «"Victims" or "Perpetrators" ? Controversies about the Role of Women in the Nazi State», in David F. CREW (éd.), Nazism and German Society, 1933-1945. New York, Routledge, 1994, pp. 141-165.

SALES, Véronique. «La Nuit de cristal: récit d'un pogrom. Entretien avec Saul Friedländer». L'Histoire, no. 218 (février 1998), pp. 42-45.

SALISBURY, Harrison E. Without Fear or Favor. The New York Times and its Times. New York, Times Books, 1980. 630 p.

SCHLEUNES, Karl A. «Retracing the Twisted Road: Nazi Policies Toward German Jews, 1933-1939», in François FURET (éd.), Unanswered Questions: Nazi Germany and the Genocide of the Jews. New York, Schocken Books, 1989, pp. 54-70.

_____. The Twisted Road to Auschwitz: Nazi Policies toward the Jews, 1933-1939. Urbana, Ill, 1970. 280 p.

SPEAR, Sheldon. «The United States and the Persecution of the Jews in Germany, 1933-1939». Jewish Social Studies, vol.30, no.4 (octobre 1968), pp. 215-242.

SMITH, Geoffrey S. To Save a Nation. American Countersubversives, the New Deal, and the Coming of World War II. New York, Basic Books, 1973. 244 p.

STARTT, James D. et Wm. David SLOAN. Historical Methods in Mass Communication. Hillsdale, Lawrence Erlbaum Associates, 1989. 210 p.

STEELE, Richard W. «The Great Debate: Roosevelt, the Media, and the Coming of the War, 1940-1941». Journal of American History, vol.71, no.1 (June 1984), pp. 69-92.

STERN, J. P. Hitler, le Führer et le peuple. Paris, Flammarion, 1995, (édition originale anglaise en 1983). 306 p.

SZAJKOWSKI, Zosa. «Relief for German Jewry: Problems of American Involvement». American Jewish Historical Quarterly, vol. 62, no. 2 (1972), pp. 111-145.

TAFT, William H. Newspapers as Tools for Historians. Columbia, Lucas Brothers Publishers, 1970. 138 p.

TIFFT, Susan E. et Alex S. JONES. The Trust: The Private and Powerful Family Behind the New York Times. Boston, Little, Brown and Company, 1999. 870 p.

VANDEN HEUVEL, William J. «America and the Holocaust». American Heritage, vol. 50, no. 4 (July/August 1999), pp. 34-52.

WEITZ, John. Joachim von Ribbentrop: Hitler's Diplomat. Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1992. 336 p.

WHITAKER, W. Richard. «Outline of Hitler's «Final Solution» Apparent by 1933». Journalism Quarterly, vol.58 (1981), pp. 192-200; 247.

WILSON, Trevor. «Lord Bryce's Investigation into Alleged German Atrocities in Belgium, 1914-1915», Journal of Contemporary History, vol. 14, no. 3 (July 1979), pp. 363-383.

WYMAN, David S. L'abandon des Juifs: les Américains et la solution finale. Paris, Flammarion, 1987. 459 p.

_____. «Paper Walls»: America and the Refugee Crisis, 1938-1941. Amherst, University of Massachusetts Press, 1968. 306 p.

_____. «United States», in Idem. (éd.), The World Reacts to the Holocaust. Baltimore/Londres, The Johns Hopkins University Press, 1996, pp. 693-748.

YIN, Robert K. Case Study Research: Design and Methods. London, Sage, 1984. 159 p.

YOUNG, Robert J. «In the Eye of the Beholder: The Cultural Representation of France and Germany in the *New York Times*, 1939-40». Historical Reflections/Réflexions historiques, vol. 22, no. 1 (hiver 1996), pp. 189-210.